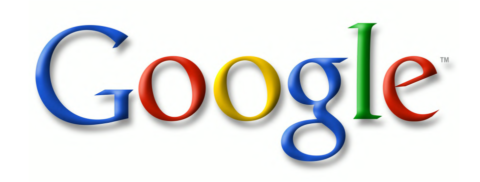
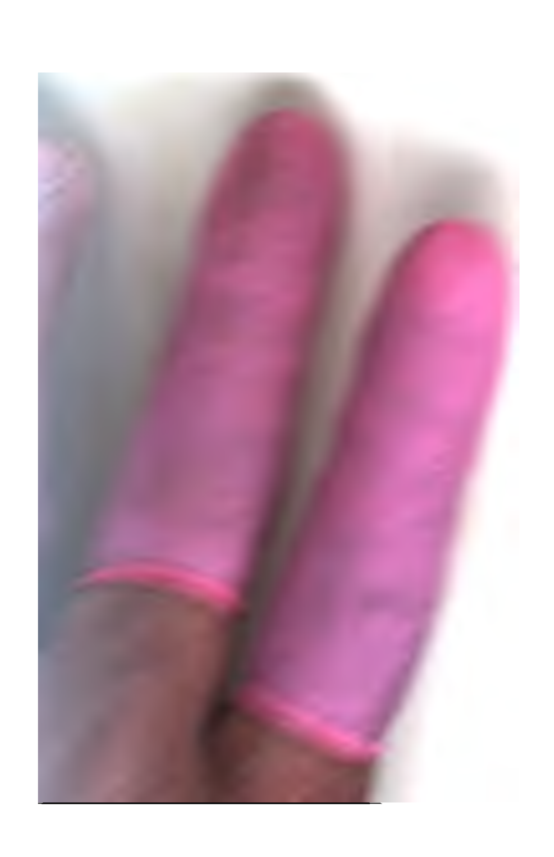






LE PÉROU CONTEMPORAIN

DU MÊME AUTEUR

De Litteris (*critica*), préface de M. J.-E. Rodo, de l'Université de Montevideo.

1 vol.............................. *Lima* (1904).

Menendez Pidal y la Cultura Espanola 2e édition.

Santiago du Chili (1905).

Hombres é Ideas de Nuestro Tiempo, préface de M. Emile Boutroux, de l'Institut.

1 vol................ *Ed. Sempere, Editeur, Madrid.*

Francisco GARCIA CALDERON
de la Société de Sociologie de Paris.

LE PÉROU CONTEMPORAIN

ETUDE SOCIALE

Préface de M. G. SÉAILLES, professeur à la Sorbonne.



PARIS
DUJARRIC ET Cie, ÉDITEURS
50, Rue des Saints-Pères, 50

1907

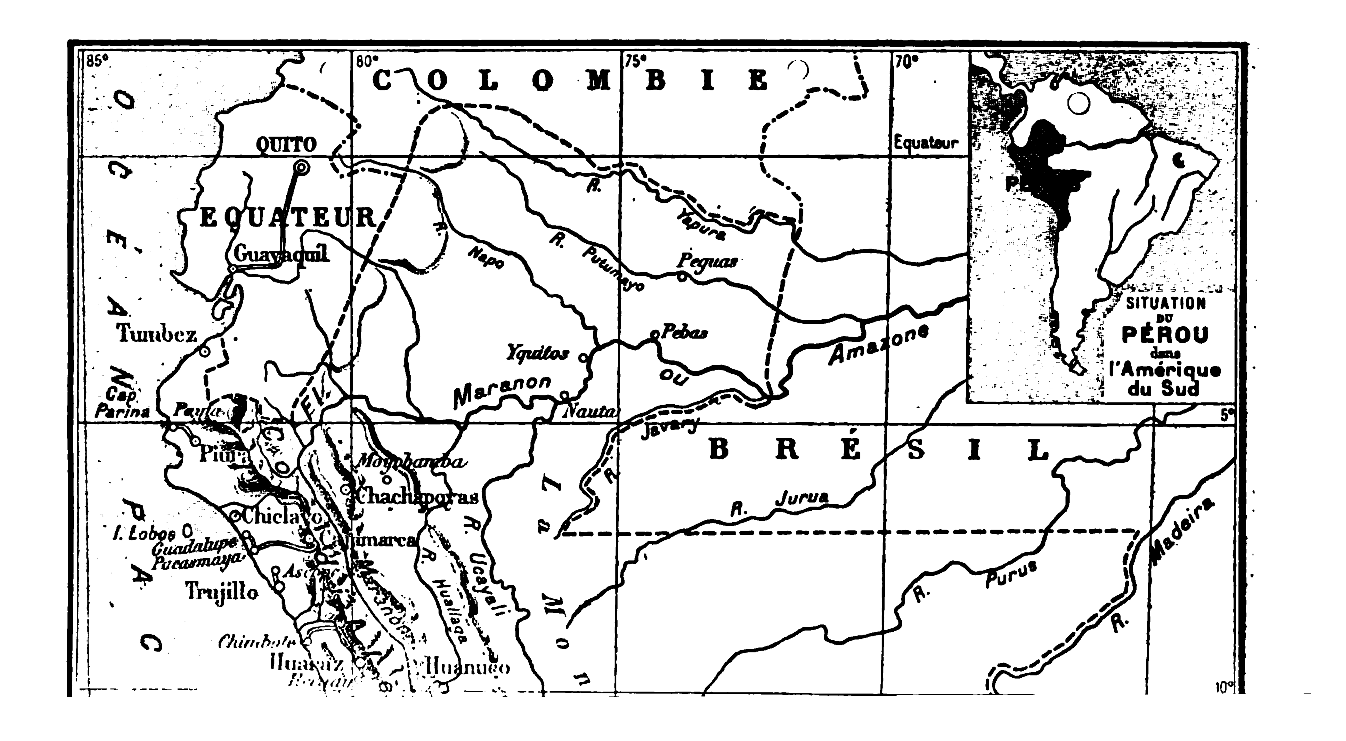
A la grande mémoire de mon père, le plus doux maître de ma grave jeunesse,

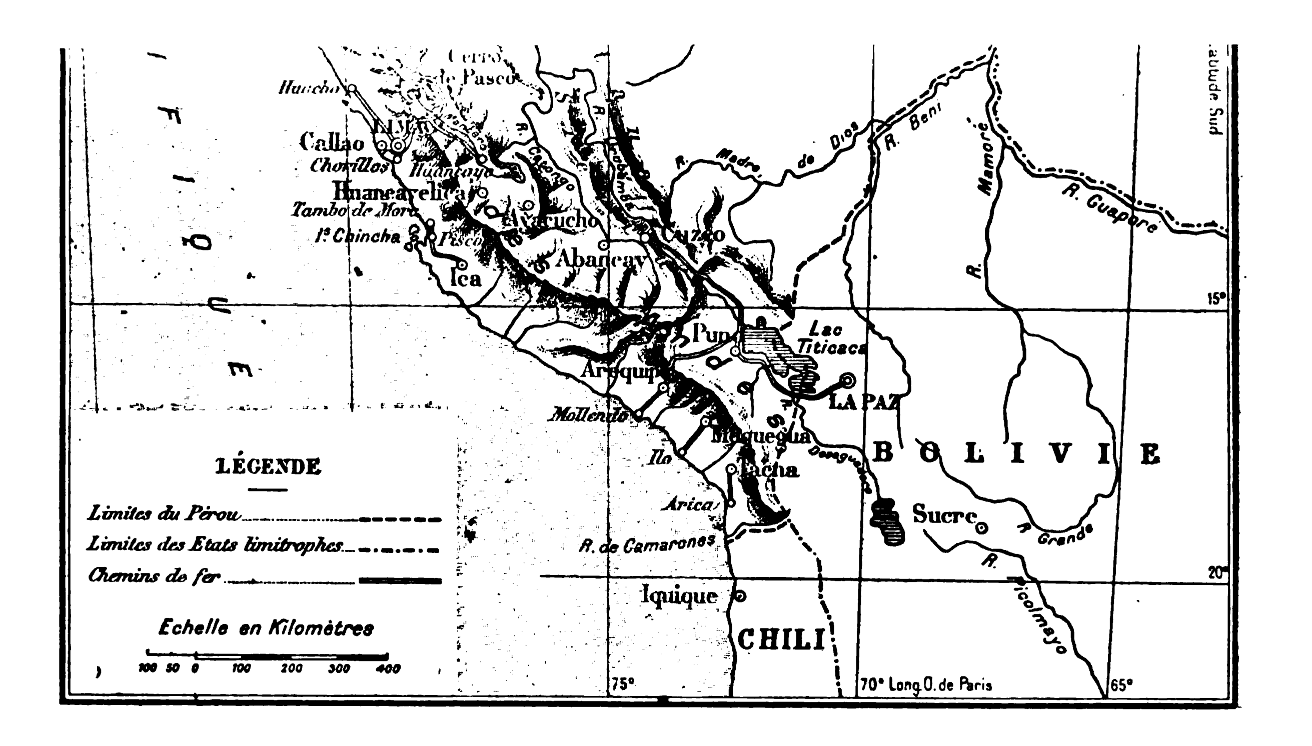
Je dédie

Ces pages de foi sur la patrie de ses ancêtres et de ses fils, qu'il défendit en Spartiate dans la Guerre, qu'il honora en Athénien dans la Paix. Indocti discant : ament meminisse pereti.

F. G. C.

Il a été tiré de cet ouvrage trois exemplaires sur papier du Japon, non mis dans le commerce.


85°
80°
75°
70°
5°
10°
COLOMBIE
QUITO
EQUATEUR
Guayaquil
Equateur
BRÉSIL
OCÉAN
PAC
Tumbez
Cap Parina
Piura
Chiclayo
I. Lobos
Guadalupe
Pacasmaya
Trujillo
Chimbote
Huaraz
Huanuco
Moyobamba
Chachapoyas
R. Ucayali
R. Huallaga
R. Napo
R. Putumayo
R. Yapura
Peguas
Pebas
Yquitos
Maranon
ou
Amazone
Nauta
R. Javary
R. Jurua
R. Purus
R. Madeira
La Mon
SITUATION
DU
PÉROU
dans
l'Amérique
du Sud


Callao
Chorillos
Huancayo
Huancavelica
Tambo de Mora
Pisco
Ica
Ayacucho
Abancay
Cuzco
R. Madre de Dios
R. Beni
R. Mamoré
R. Guaporé
Puno
Lac Titicaca
LA PAZ
Arequipa
Mollendo
Moquegua
Ilo
Tacna
Arica
R. de Camarones
Iquique
CHILI
BOLIVIE
Sucre
R. Grande
R. Picolmayo
15°
20°
75°
70° Long. O. de Paris
65°
LÉGENDE
Limites du Pérou
Limites des Etats limitrophes
Chemins de fer
Echelle en Kilomètres
100 50 0 100 200 300 400

PRÉFACE [1]

M. Garcia Calderon *est un jeune péruvien qui connaît admirablement la France, son histoire, ses écrivains, ses philosophes, et qui, sans ignorer les defauts de l'esprit latin, reste convaincu que ses hautes vertus de clarté, d'universalité, d'idéalisme social, doivent lui assurer dans l'avenir un rôle égal à celui qu'il a joué dans le passé. Par son livre il ne se propose pas seulement de nous faire connaître le Pérou, il veut montrer que la France ne saurait, sans s'amoindrir, se désintéresser du sort d'un pays auquel la rattache la communauté d'une culture qu'il lui importe de ne pas laisser disparaître devant des influences contraires. L'amour que M. Garcia Calderon porte à la France n'est qu'une forme et une extension de l'amour qu'il porte à sa propre patrie.*

La conscience péruvienne est faite, pour une grande part, d'idées, de méthodes, de traditions françaises. Contre les dangers prochains qu'il aperçoit il voudrait défendre l'intégrité de sa patrie spirituelle. En nous apprenant ce que nous ne savons point assez, il nous invite à surveiller, comme il est de notre intérêt et de notre devoir, les destinées d'un peuple fraternel qui ne disparaîtrait qu'en éteignant un des foyers où rayonne le génie de la France.

Le Pérou est une vaste terre, trois fois grande comme la France, où se rencontrent les climats, les cultures, les richesses les plus variées : la côte, le long du Pacifique, tempérée, mais aride et sèche ; la Sierra avec ses hauts plateaux, coupés de vallées profondes et le trésor de ses mines ; la Montana, l'Orient avec

(1) *Le Courrier Européen* de Paris, du 31 mai 1907, a publié cette préface.

ses vastes plaines, qu'arrosent l'Amazone et ses affluents, et où s'épanouit la luxurieuse végétation des tropiques. Dans ce pays si vaste et si riche se disperse une population clairsemée (2,5 hab. par k. c.), sur trois millions d'habitants deux millions d'Indiens, race patiente, docile, façonnée par des siècles d'oppression. Le socialisme patriarcal des Incas s'est continué par la tyrannie et l'exploitation coloniale des Espagnols.

Au commencement du XIX[e] siècle, les guerres de l'Indépendance apportèrent la liberté à ce peuple sans cohésion. L'Indien garda l'habitude d'obéir au clergé et à ses maîtres. Les citoyens actifs se divisèrent en deux partis : celui des blancos, *des grands propriétaires, du clergé ; celui des démocrates, qui se recrute parmi les habitants des capitales et des ports, commerçants, métis, Indiens émoncipés. La politique se réduisit à la lutte de ces deux partis qui tour à tour se déconsidéraient au pouvoir et alternaient leur tyrannie. Sans tenir compte de la diversité des climats et des races, contre toutes les données géographiques, ethnographiques, on s'entêtait à maintenir un Etat centralisé, unitaire et despotique. On avait pour idéal la France de Napoléon. Ajoutez qu'à la manière latine on aimait les grandes phrases et les beaux programmes. Il n'était jamais question que de réformer la société tout entière et d'un seul coup, que de créer par un ordre idéal le bonheur et la vertu. Toute cette rhétorique révolutionnaire n'aboutissait qu'à changer les formules au nom desquelles le parti vainqueur gaspillait les finances et opprimait ses adversaires. Selon les circonstances, un général de pronunciamiento accomplissait un coup de force au nom de l'ordre et de la liberté, mais, sous la contrariété des mots, se maintenait la loi qui faisait sortir la dictature de l'anarchie et l'anarchie de la dictature.*

La guerre avec le Chili (1879-1883), *qui se termina par la perte de trois provinces et d'immenses richesses, amena un réeil de la conscience nationale. La défaite contraignit à réfléchir sur ses causes. Une génération grandit, résolue à combattre les défauts traditionnels, l'instabilité, le goût de l'apparence, du mensonge verbal, à tenir compte des réalités, à faire prévaloir à travers tes luttes de la politique et les triomphes alternatifs des partis contraires, la perpétuité de la chose publique et les devoirs*

communs qu'elle impose. En même temps le progrès économique, le développement de la vie industrielle, du crédit, des exportations, plus encore le rôle dévolu au capital étranger, dont on sait les exigences, faisaient du maintien de l'ordre une impérieuse nécessité. La réforme de l'armée, en 1895, libérait le Pérou du césarisme et fondait définitivement le « civilisme », en assurant le suprématie du pouvoir civil sur les guerriers ambitieux et désœuvrés, dont les compétitions créaient un perpétuel état révolutionnaire. L'ordre ainsi, première condition du progrès, est récent, mais il n'est pas un accident heureux, il a son principe dans la vie économique du pays et il y trouve sa garantie.

« Dans nos pays neufs, dit M. Garcia Calderon, la thèse du matérialisme historique est un fait. Les étapes de la richesse conditionnent les progrès de l'activité, de la politique, de la science et de la vie. » Les faits économiques imposent tout à la fois les éléments et les limites d'une action positive qu'ils déterminent. « Les théoriciens de l'absolu cherchaient dans la révolution le nouvel état social complexe, excellent, conçu dans l'utopie. Une évolution lente, fondée sur la richesse, faite de transactions, d'efforts et d'action constante, assure la paix et apporte des réformes partielles, plus réelles que la régénération et le progrès des révolutions. » Après une longue période d'agitations stériles, le Pérou s'efforce par une politique réaliste, fondée sur l'intelligence des faits, de mettre en valeur ses immenses richesses. Les problèmes qui préoccupent l'opinion sont désormais des problèmes positifs : fertiliser la côte par un système d'irrigations, exploiter les mines de cuivre, mettre en communication la montana, la région des forêts tropicales et du caoutchouc, avec le Pacifique, par là créer des débouchés, relier les provinces lointaines à la capitale, en les associant à la culture nationale. Tous ces problèmes ne peuvent être résolus que sous la condition de l'ordre, de la paix intérieure, qui appelle et rassure le capital étranger.

Mais à l'heure même où le Pérou sort enfin des longs tâtonnements et semble prendre conscience de ses destinées, l'avenir apparaît gros de dangers qu'il est urgent de prévoir et de conjurer. Entre les Etats-Unis et le Japon, qui se préparent à lutter pour l'hégémonie du Pacifique, les Républiques espagnoles sont

menacées dans leur inndépendance et dans leurs traditions. Les Etats-Unis ne négligent aucune occasion d'affirmer leur volonté de suprématie; ils se confèrent un droit de police, ils affectent une sorte de protectorat, partout ils interviennent, à Cuba, au Vénézuela, à Panama, dans la guerre récente du Honduras et du Nicaragua. Déjà, ils ont lancé l'idée d'une union douanière qui grouperait les deux Amériques et n'irait à rien moins qu'à exclure la concurrence européenne. Le Zollverein préparerait l'unité américaine sous l'autorité de la grande république du Nord. La « greater America » consacrerait le triomphe définitif de la culture anglo-saxonne. « Ce suicide collectif de l'Amérique espagnole ne peut pas être désirable non seulement pour des républiques qui ont l'orgueil de leur langue, de leur tradition, de leur race, mais pour l'Europe qui serait menacée dans son expansion industrielle, et pour l'équilibre du monde, la « Weltpolitik » de l'avenir, qui exige des alliances et condamne les impérialismes. »

Contre l'impérialisme des Etats-Unis se dresse l'impérialisme des Japonais, le Pacifique doit être l'Océan des jaunes. Le comte Okuma écrivait dernièrement dans le Tokio Economist : *« Le Pérou et le Chili conviennent beaucoup mieux que le Brésil à l'émigration japonaise; ces pays non seulement sont situés à une distance beaucoup moins grande que ne l'est le Brésil, mais encore ils sont dans les conditions voulues pour être inclus dans la sphère d'influence que le Japon se promet d'exercer à l'avenir. Le canal du Panama ne se terminera pas avant longtemps, et il est nécessaire auparavant que le Japon ait pu établir son influence sur la côte Ouest du Sud de l'Amérique au mieux de ses intérêts. » Déjà, des Compagnies de navigation s'établissent entre le Japon, le Pérou et le Chili. L'invasion des jaunes est une éventualité plus redoutable mille fois que celle de la suprématie des Etats-Unis : c'est la rencontre de deux cultures ennemies, sans rapport, dont l'une devra disparaître dans l'autre.*

En face de ces graves périls comment les Républiques espagnoles peuvent-elles sauver leur indépendance et maintenir leur tradition? Une solution d'abord se présente : l'union, la fédération de toutes les républiques de l'Amérique du Sud pour la

défense de leurs intérêts et de leurs droits. Mais les solutions simples rarement répondent à la complexité des faits historiques. L'Europe s'entête dans une politique de rivalités imbéciles en dépit des changements qui transforment le monde.

Le Chili a fait contre le Pérou ce que l'Allemagne a fait contre la France et pis encore. M. Garcia Calderon voit le salut dans les relations qui doivent de plus en plus s'établir entre les républiques du Sud et les grandes puissances européennes, auxquelles les rattachent leurs intérêts et leurs sympathies. La suspicion contre l'Europe, la prétention de l'exclure des affaires américaines qui ne concerneraient que les Américains, est un anachronisme dangereux. « L'Angleterre, la France, l'Espagne, unies en Europe, peuvent exercer leur action féconde sur le Pérou, le Mexique, l'Argentine, la Bolivie, les républiques de l'Amérique centrale. »

Le Brésil et le Chili paraissent plutôt disposés à subir l'influence de l'Allemagne. « Il n'y a qu'à séparer ce qui est différent et à unir ce qui est analogue pour former cette lutte d'influences fécondes pour l'avenir d'un continent libre et républicain. »

L'Europe ne peut pas se désintéresser du Pacifique, elle est nécessaire à l'équilibre des forces en présence. Son rôle est de prévenir les conséquences d'une lutte violente entre l'impérialisme américain et l'impérialisme japonais, d'empêcher les simplifications brutales que ne manqueraient pas d'amener, en un sens ou en un autre, les abus de la force triomphante. La doctrine de Monroë a eu sa vérité dans le passé : elle a interdit à l'Europe toute nouvelle tentative d'exploitation coloniale dans l'Amérique libérée. Mais la doctrine de Monroë est une doctrine périmée.

Le danger qu'elle voulait conjurer n'existe plus. Un danger contraire exige une politique contraire. Loin d'être une garantie d'indépendance pour les faibles, l'isolement les livre aux entreprises des forts. La liberté de l'Amérique du Sud ne peut se maintenir que par un libre courant d'influences multiples qui tendent à s'équilibrer. La grande raison d'espérer, c'est que « les intérêts économiques sauveront par leur variété, par le rôle de l'Europe et du Japon, l'indépendance de l'Amérique Espagnole contre la tutelle exclusive des Saxons. »

Deux grands faits prochains vont favoriser l'entrée en scène de ces facteurs nouveaux; l'ouverture du canal de Panama, qui sera suivie du chemin de fer pan-américain : l'union de Buenos-Ayres à Lima par une grande ligne à travers la Bolivie, le centre du Pérou et le Nord argentin. « Le canal va séparer deux Amériques; le Nord et le Sud auront peut-être des destinées différentes. Le Pacifique ne sera plus l'Océan isolé : l'Europe y arrivera avec son commerce, son influence, ses idées et ses problèmes d'équilibre mondial. » Par le canal comme par le chemin de fer, l'Europe se trouvera singulièrement rapprochée du Pérou, à vingt jours seulement de distance. L'immigration sera facilitée, les relations commerciales, les rapports de tout genre multipliés. Par ses traditions, par ses institutions, par sa culture, par ses affinités électives le Pérou se rattache à la France; pourquoi « les Français jadis entreprenants restent ils les derniers dans la lutte pour la possession du marche péruvien ? »

Par les problèmes qu'il pose, par les solutions qu'il en apporte, le livre de M. Garcia Calderon mérite d'appeler et de retenir notre attention. L'usure internationale ne peut pas être toute la politique extérieure de la France. Si l'Europe ne peut se désintéresser du Pacifique, des grandes luttes qui s'y préparent et dont il dépend d'elle peut-être d'atténuer les brutalités, la France ne peut se désintéresser de l'avenir des républiques latines de l'Amerique, avec lesquelles disparaîtraient les promesses d'une magnifique expansion de sa propre culture dans le monde.

Gabriel SÉAILLES

Professeur à la Sorbonne.

LE PÉROU CONTEMPORAIN

INTRODUCTION
Géographique et Historique

I

Le nom d'Amérique n'a plus tout à fait le même sens qu'autrefois : il s'applique aujourd'hui plus spécialement aux Etats-Unis, creuset des civilisations occidentales, puissance mondiale par sa richesse et son impérialisme. On appelle « américanisme » un sens spécial de la culture et de la vie. C'est le matérialisme, le culte de l'intérêt, un idéal de puissance et de lutte. L'Européen a modifié ainsi la signification traditionnelle du terme « Amérique ».

Il est une autre Amérique, plus jeune que celle du Nord, et qui offre d'autres caractères de tradition et de race. Il serait peut-être utile de l'étudier et de la connaître ; car, tandis qu'aux Etats-Unis, la civilisation est mûre au point que l'on y trouve des symptômes de décadence, au Sud, dans des terres à peine défrichées, dans des pays où la population est peu nombreuse, l'influence occidentale serait très féconde. Au point de vue économique, cet intérêt est évident; il l'est aussi quant aux problèmes ethniques, d'immigration et de peuplement. Et il y a finalement une autre face de l'évolution de ces peuples, qui peut intéresser les hommes de science. Ces nations sont des républiques, et des républiques latines. Le Nouveau Continent présente donc, en dehors des Etats-Unis, des caractères originaux. Les différents Etats possèdent une forme politique, qu'on discute encore en Europe et qui est là-bas un fait historique et ancien. Ils appartiennent au groupe des nations latines, et cela a quelque importance pour les destinées du monde occidental et pour les futurs conflits des Saxons, des Slaves, des Latins et des Jaunes.

Le Mexique, le Brésil, l'Argentine ont attiré les regards des financiers dans ces derniers temps : ce sont des pays assez développés, assez sûrs de leur paix intérieure, pour inspirer la plus grande confiance aux capitaux étrangers. L'Argentine, le beau pays latin de l'Amérique méridionale, est une terre sympathique pour la France : Buenos-Aires imite Paris, et l'esprit français assouplit les traits de cette civilisation de La Plata, soudaine, matérielle, variée et puissante (1). Nous voudrions au moyen de ce livre, appeler un peu de cette attention française, ouverte aux idées nouvelles et aux nouveaux peuples, sur le Pérou, dont le nom est déjà un symbole de fécondité et de richesse. Nous demanderions au capital français d'achever l'œuvre du génie français, et d'envahir ces terres lointaines, où la pensée et la langue de la France ont toujours dominé dans la politique, dans les lettres et dans la vie.

Le Pérou est, géographiquement, un pays bien doué. Il offre le plus grand intérêt aux hommes de science, par sa constitution géologique, par la variété de ses climats et de ses zones, et par les vestiges des anciennes civilisations qu'il présente partout. Aussi les voyageurs scientifiques l'ont étudié dès l'époque de la domination espagnole. Le Français Frézier écrivit un livre sur son voyage en Amérique méridionale, plein d'intérêt pour la connaissance des mœurs coloniales. Et d'Orbigny, dans son étude sur l'Homme américain, analysa les conditions anthropologiques des Indiens du Pérou, avec une science sûre et même un esprit de psychologue. A notre époque républicaine, des noms illustres d'érudits, d'hommes de science, de voyageurs, s'ajoutent à la série des temps espagnols : ce sont Jimenez de la Espada, Middlendorf, Squire, Wiener, Uhle,

(1) On a publié, en 1906, un gros livre sur l'Argentine qui fait pendant, chez l'éditeur Colin, à celui sur les Etats-Unis. *L'Argentine au XXe siècle*, par Martinez et Lewandowski, avec préface de Pellegrini, l'éminent homme d'Etat argentin. Celui-ci écrit que l'Argentine « a déjà passé l'âge difficile, s'est guérie de cette maladie endémique de notre Amérique, l'anarchie ». Page xxx, Introduction.

etc. Nous devons à Tschudi, à Marckham, à Prescott et à Raimondi, les plus riches études sur notre géographie et notre histoire. Dans cette œuvre commune, Raimondi a été le géographe; il a donné la carte de notre territoire et en a décrit toutes les régions. Marckham nous a popularisés, dans le monde saxon, par ses travaux dans la *Halkyut Society*, par les livres d'érudition historique et de voyages. Prescott a donné le plus beau tableau de la civilisation des Incas, avec amour et connaissance des faits. Tschudi a étudié, avec le Péruvien Rivero, les « anciennetés péruviennes », dans les monuments, dans l'orfèvrerie et la poterie, dans toutes les manifestations isolées de la civilisation des Incas. Et c'est par l'effort de ces savants illustres et par celui de quelques Péruviens, Carranza, Basadre, Patron, Paz-Soldan, Polo, Garland, etc., que les traditions antérieures aux Espagnols et les aspects si variés de notre sol sont maintenant connus et appréciés; c'est par leur action que le nom du Pérou représente à l'étranger une tradition brillante et une terre riche et féconde.

Le Pérou occupe, à l'Ouest de l'Amérique méridionale, la région moyenne et tempérée, entre les ardeurs équatoriales et les froids du Sud. Par sa position et par sa forme, il possède tous les climats et toutes les productions. C'est, peut-être, dans le continent Sud, le pays le plus harmonieux dans sa variété géographique. Il ne présente pas les grandes plaines de l'Argentine, ni la luxuriante monotonie tropicale du Brésil, ni l'étroite extension du Chili : il est plus varié que tous ces pays ensemble. On trouve, au Pérou, la côte aride et la forêt touffue et abondante; les Andes, avec leurs neiges éternelles, et les petites vallées et les collines de faible altitude; avec les rivières presque taries de la côte, le puissant Amazone et ses fleuves tributaires : toutes les diversités et toutes les oppositions. Prescott a appelé tout cela d'un nom heureux : il a parlé de la « variété fixe » qui caractérise le Pérou. C'est un échelonnement de l'Ouest à l'Est, de la côte à la *montana*, passant par toutes les diversités et toutes les nuances,

depuis l'extrême aridité du désert jusqu'à la fécondité excessive des tropiques.

Le Pérou est limité à l'Ouest par le Pacifique. Sa longue côte, en décrivant une courbe, s'étend sur cet Océan où se tracent déjà les grandes routes maritimes de l'avenir. Au Nord, ses frontières touchent la Colombie et l'Equateur, par des régions contestées. C'est la région des fleuves, le Morona, le Napo, le Putumayo, terre encore dépeuplée et très féconde. Le département si riche de Loreto, « l'Orient péruvien », occupe la plus grande partie de cette frontière. A l'Est, c'est le Brésil, qui côtoie le Pérou, par de vastes limites, par des terres riches et convoitées. C'est là le cœur de l'Amérique, la vaste région des forêts et de l'or. Au Sud-Est, le Pérou est séparé de la Bolivie par une ligne sur le Titicaca, lac navigable, par le Desagüadero, fleuve qui en découle, et par des régions mal définies et soumises à un arbitrage de frontières. Sa figure est celle d'un polygone non convexe. Le plus grand côté est à l'extrême nord, en ligne sinueuse, depuis l'océan jusqu'au cœur de l'Amérique. La côte se déroule suivant une ligne assez régulière, d'une belle curvature. A l'Est, la délimitation forme coin dans le territoire du Brésil, où elle ouvre un angle de plus de 45 degrés; et puis, il y a, dans les limites avec la Bolivie, une forte saillie du poly gone, jusqu'au Sud, où la ligne forme la frontière du Chili. Le territoire compris dans ces limites représente trois fois celui de la France : il est, selon la moyenne des calculs, malgré l'indétermination des frontières, de 1.862.480 kil. carrés. Et la densité est faible: 2.5 habitants par kil. carré (1). C'est le même phénomène partout, dans cette Amérique aux espaces si vastes. La terre est vide,

(1) Dans l'*Atlas Geografico del Perú*, Paz Soldan donne comme surface du Pérou 1.605.472 kilomètres, c'est-à-dire « cent fois les Etats pontificaux, trois fois la France, surface plus grande que n'importe quel Etat d'Europe, excepté la Russie ; si l'on suppose que la population est de 4 millions, on a 3 1/2 habitants par kilomètre carré, soit 3 fois moins que la Russie, 15 fois de moins que la Prusse et la Suisse, 37 fois de moins que la Belgique ». Ceci fut calculé en 1865, avant la conquête du Tarapaca par Le Chili. (*Ouv. cité*, p. 10.)

et les grandes villes, pourtant, par une attraction puissante, y grandissent sans cesse. La capitale devient trop vaste pour un immense pays sans habitants. Et l'équilibre de la civilisation ne peut pas s'établir.



Le Pérou offre trois régions géographiques bien définies, la côte, la *sierra*, région froide des plateaux, et la *montana*, immense territoire de fleuves et de forêts. Cette diversité si marquée nuit à l'unité nationale. Les climats différents laissent leur empreinte sur les hommes; les races hétérogènes se mélangent difficilement; et la nature, par ses divisions et ses oppositions, est toujours l'entrave à une organisation des forces nationales (1). Les pays de l'Ouest américain, divisés par les Andes, présentent la même variété : le Chili, si étroit dans sa longue extension, est peut-être le seul où l'unité soit faite. Malgré la profonde division des classes, l'âme nationale y est déjà formée.

La côte est tempérée et sèche. On n'y trouve pas les grandes chaleurs de la zone tropicale. La température est presque constante, d'une extrême monotonie, qui se traduit dans la nonchalance et dans l'*otium* des habitants, les *criollos* de l'époque espagnole. Malgré sa latitude, du 3e au 18e degré au-dessous de l'Equateur, le climat est doux et voluptueux. Deux phénomènes donnent une grande constance à la température : ce sont le courant de Humboldt, qui refroidit les côtes, et les brouillards qui protègent la terre contre le soleil. On a presque partout le climat des terres basses d'Europe, sans brusques changements et sans variations profondes. La température moyenne de la capitale, Lima, est de 19°4. Les pluies sont rares; les rivières sont pauvres et s'assèchent parfois avant

(1) Reclus écrit que « ce manque de cohésion constitue un grand danger et fut une des raisons qui, dans le récent conflit, assurèrent la victoire des forces chiliennes, « plus unies sur le sentiment de nationalité ». *Nouvelle Géographie universelle*, 1893, t. XVIII.

d'arriver à la mer. La flore est grise, monotone et sèche. Des plaines, le Sechura, le Nasca; dans les provinces conquises par le Chili, le Tamarugal, donnent à la côte un aspect de nudité triste. Des vallées charmantes et fécondes égaient de temps en temps la pauvreté du paysage; mais l'irrigation n'est pas développée et on a encore, sur de très grandes surfaces, la sécheresse du désert (1). Des dunes de sable marin, les *médanos*, font de ces régions une petite Arabie, où quelques arbres isolés augmentent la sévère tristesse des terres stériles. L'influence de ce climat sur l'homme est complexe : l'imagination est riche, la perception est souple, mais la volonté est faible. Un observateur péruvien, Unanue, dans sa dissertation sur le climat de Lima, écrivait que « emollit animos clœmentia cœli ». Le climat sans transitions produit des caractères sans richesse et sans variété. De fréquents tremblements de terre, dus, selon certains géologues, à un mouvement des roches profondes du Pacifique, et, selon une autre opinion, à la proximité des volcans et à leur travail intérieur, donnent à la côte quelque chose d'instable et peut-être empêchent, dans les habitudes comme dans l'architecture des villes, la conservation, la fixité et la longue endurance.

A l'Est de cette zone côtière, inégale et pauvre, s'étend une autre région, la *sierra*, avec une flore et une faune spéciales. Elle diffère des terres arides, par tous ses aspects. Et d'abord par la constitution géologique. C'est la région des mines et des hauts plateaux (1). Les Andes

(1) « Les nuages pluvieux se trouvant arrêtés aux crêtes de la Cordillère, et, d'autre part, les vents maritimes qui viennent frapper la côte n'ayant pas un développement d'ampleur suffisante pour se charger d'un excédent d'humidité, la côte du Pérou manque de pluies ». Telle est l'explication de cette aridité, par Reclus (*ouv. cité*, *l. c.*). On a donné plusieurs explications de cette sécheresse, et, au Pérou, l'astronome Villarreal a étudié longuement le problème. Il paraît que la solution en est difficile, par la multiplicité des facteurs météorologiques, géologiques et hydrographiques qui ont une grande influence sur le climat de la côte péruvienne.

lui donnent un caractère majestueux. De grands massifs se dressent dans toutes les régions, et de profondes vallées, étroites et chaudes, où se cultivent la coca, le maïs, la pomme de terre, se perdent sous la simplicité hautaine des cimes neigeuses. De fortes pluies dans les mois d'été, de novembre à mars, fécondent ces terres, où toutes les températures s'échelonnent, depuis la chaleur des vallées jusqu'au froid des hauteurs. L'altitude de la *sierra* varie entre 1.500 et 3.500 mètres. Au delà, on trouve la *puna*, région des pasteurs, extrêmement froide et solitaire, aux grands pâturages.

Les Andes forment le centre de cette région. Elles viennent du Nord, du nœud de Pasto, en Colombie, et forment, dans toute l'extension du Pérou, une « saillie centrale » de ce grand plateau qui va de Pasto à Cochabamba, dans la Bolivie. Leur direction est une longue ligne sinueuse, de l'Ouest à l'Est; au Cerro de Pasco, la *cordillera* se replie sur elle-même et forme un nœud imposant. C'est la terre de l'argent et du cuivre, la grande réserve de richesse américaine, après Potosi. De Pasco, la pente des Andes devient moins raide, jusqu'à Ayacucho et jusqu'à Carabaya, où on trouve des pics très hauts. De grandes cimes, comme le Huascan (6.721 m.), plus haut que le Chimborazo (2), comme les pics de Pasco et de Carabaya donnent une superbe beauté à cette longue chaîne péruvienne. D'après les études des géologues, les Andes sont moins anciennes que les chaînes de la Guayana et du Brésil : leur apparition est contemporaine de celle des Montagnes Rocheuses aux Etats-Unis.

Le climat de la *sierra* est plus varié et plus riche que celui de la côte : il a des oppositions violentes, des orages, des pluies abondantes. La faune a un trait original : ce

---

(1) Il y a, sur la côte, des gîtes pétrolifères, du borax, du sel, du salpêtre, etc.; mais la grande région minière est la *Sierra*.

(2) C'est une donnée de Reclus, dans son admirable étude géographique sur le Pérou, dont je me suis servi pour quelques *data* de cette introduction géographique.

sont les animaux dont la laine s'exporte, l'alpaca, le huanaco, le lama, bête de somme des Indiens, entêtée et patiente, qui est comme le chameau des plateaux péruviens. L'hydrographie y est aussi plus abondante : les grands affluents de l'Amazone se forment dans cette région, le Huallaga, le Maranon, le Pachitea, le Perené et tant d'autres, qui forment un grand réseau fluvial, à l'Est du Pérou, entre la *sierra* et la *montana*.

Humboldt relevait la différence entre les plateaux de la *sierra* péruvienne et ceux du Mexique et de l'Amérique centrale. Au Nord, les plaines se forment dans le dos même des montagnes; au Pérou, les Andes et la Cordillère sont deux branches de la même chaîne et forment deux vallées, orientale et occidentale; et les plateaux sont des « vallées longitudinales » limitées par ces deux extrêmes, comme par deux murs puissants. Dans toute cette région, entre 1.500 et 3.000 mètres d'altitude, habite l'Indien au teint bronzé, le *quichua*, selon la classification de d'Orbigny; mais il y a aussi des *aymaraes*, et des types très mélangés. Le climat a marqué de son empreinte le type physique et moral de la race. La circulation est plus active, le thorax est plus large, la respiration est rapide; les hommes gagnent en largeur ce qu'ils perdent en élancement, en hauteur et en souplesse. La monotonie des plaines donne une certaine tristesse et une gravité âpre à ces esprits, qui ont souffert d'une perpétuelle minorité dans notre histoire. La perception est lente et l'action est simple, uniforme et tenace; le sentiment est mélancolique, caché, défiant; la faculté imitative remplace la puissance créatrice.

La « montagne » est la dernière région péruvienne, la plus large et la plus riche, à l'Est, entre les frontières de la Bolivie et du Brésil. L'Amazone et ses affluents en forment le cadre simple et bien défini. Le Maranon, le Huallaga, l'Ucayali, courent parallèlement du Sud au Nord, et forment avec le Yavari, un autre affluent de l'Amazone,

dans le Brésil, l'extrême oriental de la région amazonique péruvienne. Rien n'est comparable à l'abondance, à la variété, à la richesse de la flore et de la faune de ces régions, qui s'approchent du Brésil, et ont la même végétation tropicale et luxuriante. Comme dans les forêts de l'Inde anglaise, les arbres s'unissent par les racines et par les sommets, la terre humide et riche d'un *humus* fécond, contient tous les germes de la vie végétale, et des hordes animales et des hordes humaines, souvent aussi dangereuses les unes que les autres, y vivent par la générosité des terres et par l'abondance de la chasse. C'est l'état de nature, moins idéalisé que dans les rêves de Rousseau. Une terre inépuisable enfante de nouvelles espèces et, sur les tiges mortes et sur les arbres vieillis, le courant de la vie se renouvelle sans cesse dans un grand épanouissement. Les voyageurs parlent de ces régions comme d'une terre démesurée et grandiose, où l'homme, encore sauvage, n'a même pas la grandeur de la pensée, pour vaincre cette nature qui l'écrase. Des tribus, des clans, des peuplades inférieures, à tous les stades d'une évolution arrêtée, se trouvent parsemés dans l'immense extension orientale. Une « Mésopotamie » entre le Huallaga et l'Ucayali, a là-bas, selon l'observation de Reclus, tous les caractères féconds de la région asiatique. Ces sauvages sont les « primitifs » de Spencer : j'en ai vu quelques-uns qui sont de grands enfants, d'une taille superbe, doux et faciles, dès qu'ils sont isolés. Ils s'appellent *cashivos*, *pinos*, *caribos*, *campas*, etc. Et le climat les rend précoces au point de vue sexuel, trop rapides dans leur évolution intellectuelle, dominés par l'instinct et par la haine. Le cannibalisme y existe encore, quoique restreint.

On peut donc établir un rapport inverse entre la nature et la civilisation, de la côte à la « montagne » péruvienne. De la côte à la *sierra* et de la *sierra* à la « montagne », la culture s'affaiblit et se perd; et dans la même direction, de l'Ouest à l'Est, la nature, d'abord pauvre et sèche, devient de plus en plus belle, jusqu'à « la montagne »

extrêmement féconde (1). La variété est si grande que Reclus a pu dire que « le climat du Pérou est unique au monde », et la richesse est si réelle que l'éminent géographe écrit que les « mines (du Pérou) ne sont point épuisées et ses ressources agricoles restent entières; les sources et les hautes vallées amazoniennes lui font commander par dizaines les versants tournés vers les mers de l'Europe (2) ».

On projette l'extension des trois chemins de fer de pénétration, de la côte à l'Orient : celui du Sud, de Mollendo au Cuzco est déjà fait et arrivera bientôt à la ville sacrée des Incas; au centre, du Callao, notre grand port, la voie ferrée avance jusqu'à Cerro de Pasco, le nœud de la Cordillère, et de là, elle sera dirigée, dans un avenir qui ne semble pas lointain, jusqu'à un port sur l'Ucayali, fleuve tributaire de l'Amazone. Et une troisième route, peut-être prochaine, unira Paita, sur le Pacifique, à un port sur le Maranon. La géographie péruvienne sera moins tranchée après la terminaison de ces routes. La civilisation y gagnera et l'unité politique et l'unité morale, si difficiles par l'hétérogénéité des races, se formeront lentement.



Il y a un certain régionalisme au Pérou. La variété des

(1) D'Orbigny a très bien décrit les variétés du climat, de l'Océan à la montagne. Le tout mérite d'être cité : « 1° Sur le versant oriental des Andes, les nuages existent toujours, et même, pendant neuf mois de l'année, ils ne franchissent pas une limite déterminée, arrêtés qu'ils sont par les montagnes; il en résulte des pluies continuelles et la plus belle végétation du monde; 2° Sur les plateaux, neuf mois de l'année, aucun nuage ne se montre à l'horizon; mais pendant l'été les nuages du versant s'élèvent un peu, quelques-uns franchissent les montagnes et passent sur les plateaux; alors des orages fréquents, presque journaliers et pour ainsi dire à heure fixe, y versent (vers trois heures) des torrents de pluie ou de grêle et font naître une végétation maigre et rabougrie; 3° ces nuages sont arrêtés par la Cordillère occidentale, et il en résulte qu'aucun ne passe sur le versant ouest, où, par suite du manque continuel de pluie, il n'existe plus qu'une végétation artificielle. Ainsi le versant occidental, où jamais on ne voit de pluie (c'est la côte dont nous avons parlé); les plateaux, où il pleut trois mois de l'année (c'est la *sierra*, de l'antérieure description); le versant oriental (ou la « montagne »), où il pleut toujours, telles sont les trois zones tranchées qu'on remarque, sous les tropiques, en Bolivie et au Pérou.

(2) *Ouv. cité*, *l. c.*, pages 518 et 489.

climats et la tradition ont donné à quelques villes des traits originaux et permanents. La centralisation politique est assez forte, mais la diversité des races conserve l'individualité de plusieurs provinces péruviennes.

Au Nord, Trujillo, une des grandes villes de l'époque espagnole, représente l'oligarchie, la tradition chevaleresque, l'orgueil régional. Dans cette population agricole, il y a beaucoup d'éléments conservateurs. Des maisons traditionnelles, dans la ville, rappellent les temps d'aristocratie et de féodalité espagnole. Chiclayo est plus libéral, plus ouvert, par sa position sur l'Océan, à tous les courants. Le département de Loreto, très commercial, se développe rapidement par ses relations avec l'Europe; mais il n'a pas de traits originaux : il est souple et instable, dans l'activité et les mœurs.

Au centre de la côte, Lima, la capitale, la « cité des Rois », selon l'héraldique espagnole, est la ville la plus avancée en civilisation et en beauté, de tout le Pérou contemporain. Elle passe par un moment de transition dans son architecture et dans ses caractères. Elle perd un peu de cette vieillesse aristocratique et charmante, riche en souvenirs de galanterie, de mysticisme et de faste, pour devenir une ville moderne et commerciale, avec de grandes avenues raides; et des maisons blanches, belles et uniformes, à la simplicité monotone. On y trouve encore des recoins mélancoliques et voluptueux, des promenades coloniales, où les maîtresses des vice-rois étalaient leur luxe et leur beauté; des couvents anciens et silencieux, aux cloîtres superbes, où on trouve des mosaïques de la plus grande beauté; où la vie est nonchalante, contemplative et isolée, comme dans les temps anciens; et, ci et là, des maisons petites et basses, avec des fenêtres grillées et des balcons couverts, mystérieux, devant lesquels on peut évoquer la sensualité coloniale, les intrigues d'amour, et la passion espagnole, forte et vaillante, habituée aux dangers et aux luttes. Dans la vie nouvelle, l'activité municipale vise à l'hygiène de la ville et à la beauté des monu-

ments. On a noté de mauvais symptômes dans celle-là. La santé des habitants est attaquée par la tuberculose et par quelques épidémies qui font des ravages. La natalité ne progresse pas. Les récentes statistiques notent une amélioration dans la santé de la ville. Lima est la capitale, sous tous les aspects, dans la pensée, dans l'activité, dans les mœurs, dans la politique et dans la vie : elle impose, dans un pays centralisé, les opinions, les modes, les habitudes. Et la beauté et l'esprit des femmes, traditionnels dans l'Amérique espagnole, donnent à la vie sociale une grande distinction et une frivolité élégante et pleine de charme. Un mouvement continuel de la province vers la ville centrale, crée le phénomène noté par Tarde, l'imitation de la capitale par les villes régionales. Le Callao, notre grand port sur le Pacifique, avec des traditions d'héroïsme et de liberté, est de beaucoup moins avancé que la capitale; mais, après l'ouverture du Canal de Panama, il est peut-être destiné à concentrer le mouvement commercial du Pacifique et à détrôner Valparaiso.

Au Sud, Arequipa, Cuzco, Tacna sont des villes qui ont une tradition dans la politique et dans la pensée. Arequipa a un climat très défini, sec et fort, riche en ozone; et le caractère des habitants semble en porter l'empreinte. Ils sont vaillants et tenaces, ils savent lutter pour les idées, ils ont des convictions rigides, des fanatismes rouges ou noirs, religieux ou libéraux, mais nobles et vivants. A toutes les époques de notre vie républicaine, la liberté et la pensée ont trouvé, à Arequipa, un ferme soutien. C'est la ville qui a donné plus de politiciens et de juristes à notre pays. Cuzco est le centre de la tradition indienne : il a la mélancolie, la puissance et l'isolement de cette tradition. Dans tous ses hommes de pensée, dès le Lunarejo, il y a érudition, sérieux et effort, et une grande puissance d'analyse. Tacna est la ville de la liberté nationale, dans la pensée et dans la vie, depuis Zela Vidal jusqu'à Vigil; et aujourd'hui, sous la domination du vainqueur, elle est patriote, réservée, généreuse, avec des femmes belles et

vaillantes, avec des hommes qui conservent l'esprit péruvien, là-bas, comme les Français en Alsace et en Lorraine. raine.

La *sierra* présente encore des villes intéressantes comme Cajamarca, Ayacucho, Puno, où la vie est monotone, où la tradition est puissante. Il y a partout des peuples gris et tristes, sans la vivacité de la côte; mais la fécondité intellectuelle de ces régions se manifeste, par les hommes qu'elles envoient à la capitale, pour y devenir parfois les maîtres de la politique.

La race indienne, plus ou moins pure, habite cette grande région et forme la base de la population péruvienne. Ils parlent l'*aymara* et le *quichua*. Le *quichua* est une langue d'agglutination, riche et sonore, où les affixes servent à dénoter les variations du sens et les plus vives nuances de la pensée et du sentiment. Toujours opprimée sans la conscience de sa dignité et de son passé, obéissante et sénile, la race indienne est défiante et craintive. Elle chante sa mélancolie dans la *quena*, instrument doux et émouvant, et le son pénétrant de cette musique intense s'étend dans la solitude des hauts plateaux, pendant les nuits claires et froides, avec une plainte douloureuse (1).

II

L'ancienneté de cette race est inconnue. Les origines péruviennes sont du domaine de l'archéologie et de la lingüistique. Les deux grands empires du Mexique et du Pérou, de l'Anahuac et du Tahantisuyu ont été précédés très probablement par des siècles d'une histoire qui tient de la légende. Quelles ont été les guerres de race, les émigrations, les dominations successives sur ce continent ? Les deux belles civilisations épanouies ont été des produits d'une évolution sociale, longue et difficile, ou

(1) Marckham raconte quelque part qu'il entendit une chanson où l'Indien hait le jour de sa naissance et se considère comme maudit. Le texte qu'il donne rappelle le cri du livre de Job. Il en a le même parallélisme et la même monotonie dans la plainte.

plutôt l'œuvre d'une race supérieure et triomphante, venue de l'Asie? Car si le développement social est arrivé à ces deux grands efforts politiques, au Mexique et au Pérou, pourquoi, ailleurs, ne trouve-t-on pas des constructions analogues et des formes sociales intéressantes? Autant de questions que l'étude des monuments et des langues existants veut résoudre. Au dix-neuvième siècle, plusieurs savants américains et européens se sont appliqués à cette question de genèse. On a établi, entre l'Asie et l'Amérique des comparaisons ingénieuses : avec la Chine, avec les Tartares, avec les races mongoles, le parallèle est allé loin. Mais de tous ces efforts, il n'en reste rien. Lopez a cru trouver, par des études de philologie, une certaine parenté entre les races aryennes et les races péruviennes; mais Maspero a détruit cette opinion extrêmement curieuse et érudite (1). Un savant péruvien, M. Patron, a donné une dernière théorie du plus haut intérêt, qui est encore en discussion. Il a trouvé dans la langue sumérienne, parlée dans la Mésopotamie, près de l'Euphrate, le fleuve des grands empires, de profondes analogies avec le quichua et l'aymara. Son système, admirablement construit, se fonde sur l'écriture iconographique, telle qu'on la trouve dans les monuments péruviens : il prétend même avoir déchiffré, comme Champollion en Egypte et Oppert en Asie, la clef de cette écriture péruvienne, par figures, par symboles. Et il arrive à des conclusions très nouvelles :

(1) Dans son ouvrage si curieux, *Les Races Aryennes* du Pérou (Paris, 1871), M. V. F. Lopez pretend que le quichua est une langue arienne agglutinante, riche en flexions, et dont les racines ont le » même sens, les mêmes fonctions et les mêmes dérivations que dans les langues ariennes, et principalement dans le rameau pélasgique ». Il s'appuie sur le témoignage de Montesinos pour donner à la culture péruvienne une grande ancienneté et pour établir une série des dynasties, plus ou moins légendaires, antérieures à l'époque des Incas. Ce seraient les Amautas qui auraient eu un rôle théocratique et sacerdotal, avant les Incas. On voit trop dans cette ingénieuse reconstruction le désir de trouver un parallélisme entre notre civilisation et celle de l'Egypte ancienne. Toutefois, son livre est un essai d'une remarquable ingéniosité, qui a démontré de réelles analogies entre les vases archaïques de l'époque pélasgique et les vases péruviens, et la ressemblance frappante entre un chant péruvien et les hymnes du Rig-Véda. Cf. p. 20, 21, 272, 297 et 338.

1° l'unité des langues et des races américaines; 2° l'analogie parfaite entre le sumérien et les langues de notre continent; 3° la ressemblance dans la mythologie, dans les coutumes, dans les formes de la pensée et de l'art. Ainsi, a-t-il esquissé un beau parallèle entre le dieu péruvien Huiracocha et le dieu Ea, de la mythologie babylonienne.

L'existence d'une civilisation antérieure à celle des Incas est un fait démontré par les monuments. La différence de style et de construction donne aux ruines de Tiahuanaco, une ancienneté plus grande que celle des autres débris de la civilisation indienne. Orbigny (1) écrit que les ruines de Tiahuanaco « dépassent de beaucoup en beauté comme en grandeur, tout ce qui a été bâti postérieurement par les Incas ». Par l'élément sculptural, par la majesté des blocs immenses, merveilleusement taillés, par l'ornement et le dessin, ces monuments attestent une civilisation très ancienne et savante. Comme dans l'Inde ancienne, où la culture brahmanique, splendide et mystique, est plus belle que les civilisations postérieures ; on dirait qu'au Pérou cet ancien épanouissement d'art et de vie est suivi par un rétrécissement, par une domination monotone et même par une décadence.

L'histoire, un peu légendaire de la civilisation péruvienne, commence avec les Incas. Ce sont deux fils du Soleil, Manco-Capac et Mama-Occllo, époux et frères, qui la fondent. Comme dans les traditions orientales, ils enseignent les vertus domestiques, les vertus guerrières, le travail et l'effort. Et, c'est pendant le règne de leurs successeurs, qu'un grand Empire s'établit, s'affermit et croît, dans une expansion continuelle. On trouve dans cette épopée de conquête, dans cet impérialisme primitif, les traits d'une civilisation mûre et riche. Plus humaine et plus brillante que celle du Mexique ancien, de l'Anahuac de Montezuma, la culture des Incas représente, dans l'histoire, une forme admirable de socialisme : l'union puissante

(1) L*Homme Américain*, t. Ier, p. 324.

de l'autorité et de la discipline, de l'unité politique et de l'expansion impériale.

Le gouvernement des Incas était une autocratie tutélaire, le despotisme d'un grand *paterfamilias*, descendant du Soleil, sacré et divin, au-dessus de l'immense machine sociale. Il y avait une vraie division de castes dans cet Empire, comme dans l'Inde des brahmanes. Mais, elle était plus simple : les nobles sont séparés du peuple par des cloisons définitives et l'Inca est au-dessus de tous, comme une providence humaine et civilisatrice. Prescott écrit que « les crânes de la race des Incas manifestent une supériorité visible sur les autres races du pays, quant à l'extension de l'intelligence » (1). Cette différence ethnique, résultat d'une invasion ou d'une conquête, donna à l'Empire la force des monarchies anciennes, et explique la beauté d'une civilisation, créée par une aristocratie puissante.

Il y a donc deux aspects à étudier dans cette culture : l'œuvre des meneurs et l'âme des foules. Le système politique des Incas était fort savant. Ils avaient établi une hiérarchie compliquée, où tous les fonctionnaires se surveillaient mutuellement; une division territoriale parfaite, une tutelle sévère et paternelle; un jacobinisme puissant, comme à Sparte. Et ils avaient donné au droit, au Code des relations individuelles, une simplicité rigoureuse. L'Inca était le législateur : toute faute devenait ainsi un péché contre le roi-dieu et un sacrilège. L'union de la religion et de la loi créait un Code draconien, où la peine de mort était fréquente. Tout était prévu rigoureusement, minutieusement, dans la vie des hommes. Jamais moule plus universel et plus inflexible ne détruisit mieux tout individualisme. Dans la croyance et dans les mœurs, dans le mariage et dans la propriété, dans le travail et dans le costume, la réglementation était tyrannique et uniforme. A un certain âge on devait se marier, et l'Inca dirigeait, dans une fête publique, la grande cérémonie de l'union

(1) *Historia de la Conquista del Perú*, 1851, p. 11.

des sexes; on avait toujours un morceau de terre à cultiver pour soi, et, comme dans le *mir* russe, on augmentait la petite propriété, après le mariage, après la naissance de chaque enfant. L'union des sexes et l'habitation étaient déterminées par le souverain. On se mariait dans le même clan, on vivait dans le cadre familial. La vie se développait dans la tradition, sous l'autorité de l'Inca, des anciens, des parents. Cette politique s'étendait à des régions nouvelles, par la conquête, qu'on menait avec une habileté digne des anciens Romains. Elle se fondait sur le respect des cultes nouveaux, sur l'élargissement du panthéon national, sur le mélange des vainqueurs et des vaincus dans les tribus conquises (1).

Sous cette paix ordonnée et universelle, la civilisation avait toute sa force et son éclat. Dans les tissus, dans l'orfèvrerie et la poterie, dans l'art de l'embaumement, aussi achevé que dans l'Egypte des Pharaons; cette culture atteint une belle perfection. C'est surtout un art minutieux et analytique, qui excelle à donner le relief des choses. Il y a encore l'œuvre anonyme, les forteresses d'Ollantaitrambo, de Sacsahuaman, importantes et isolées, avec de grandes pierres taillées et des monolithes, d'une symétrie et d'une puissance grandioses. Et les longs chemins, construits dans un but politique, comme celui qui va de Quito au Cuzco (2). Le travail régulier et coordonné avait produit, sous la direction des Incas, des mo-

(1) Cieza de Léon, dans la *Segunda Parte de la Cronica del Peru*, publiée par l'américaniste Jimenez de la Espada, étudie en détail l'administration des Incas, leur politique qu'on dirait romaine ou saxonne, pour assujettir et s'assimiler les peuples conquis (divisions des territoires, ordre des tributs, formation du *census*, visites royales aux provinces, services des courriers, etc.), et il résume son opinion dans ces mots : « Los senorios (il parle des Incas) nunca los tiraban à los naturales. A todos mandaban unos y otros que por Dios adorasen al sol ; sus demas religiones y costumbres no se las proivian, pero mandabanles que se gobernasen por las leyes et costumbres que usaban en el Cuzco, y que todos hablasen la lengua general. » (P. 62, Madrid, 1880.)

(2) L'astronomie était peu développée, mais elle n'ignorait pas les saisons, et la médecine était fort intéressante. Il y avait là un sens concret des choses, un positivisme que l'on trouve encore chez l'Indien de nos jours. Voir la thèse si intéressante de M. Lavoreria sur l'*Art de guérir chez les Anciens Péruviens* (Lima).

numents que Réclus place après ceux des Romains et des Chinois. L'esprit politique de cette caste supérieure canalisait l'activité et la force de la race, et se perpétuait par des œuvres séculaires; et l'Indien, obscur et inconnu, apportait son effort à cette construction qu'il ne verrait pas, comme l'ouvrier du moyen âge, animé par la foi, élevait la belle cathédrale, dans laquelle il ne pourrait jamais prier ni gémir.

On comprend la puissance de suggestion d'une telle civilisation et d'un tel régime. L'Indien voyait dans ses constructions, transmises de génération en génération, quelque chose de divin. Et le faste des Incas, et le prestige religieux de leur caste, et la discipline, faisaient du Pérou ancien, de l'immense Tahuantisuyu, un empire singulier, où domina le plus despotique et le plus paternel des socialismes (1).

Il y a un problème difficile à résoudre dans cette constitution de l'empire. On ne saurait dire si le milieu permit la création de cet empire, par la faiblesse des hommes, par l'ignorance des masses, ou si une race nouvelle, que les traditions font venir du centre de l'Amérique, de la région du Titicaca, assujettit et disciplina ces peuples jusqu'à leur donner un instinct d'obéissance et de servitude. Cette dernière solution est de beaucoup la plus vraisemblable. L'effet psychologique de l'autocratie étrangère fut des plus curieux. On forma une race tenace et servile, obéissante et patiente, sans individualité et sans révolte. On enrichit l'automatisme, le subconscient des populations, et on détruisit tout sentiment du moi (2).

(1) On a parfois parlé du communisme indien. Mais il y a là une erreur, et c'est avec raison que Letourneau écrit que l'empire des Incas fut une expérience de socialisme qu'il eût été très intéressant de suivre. Il n'y avait pas communisme des femmes, ni communisme dans la propriété, car la distribution des terres, selon l'avis de Prescott, donnait une certaine persistance à la propriété de chacun, malgré son renouvellement annuel. Ce n'était pas l'utopie de Platon ou de Campanella, mais une organisation étendue, forte, minutieuse et autoritaire, qui se rapproche des rêves d'avenir des socialistes d'aujourd'hui.

(2) Le sociologue Richard a écrit que la « psychologie des communautés les plus incultes nous montre chez leurs membres l'extrême

La déformation des crânes, pratiquée dans une grande échelle chez les *aymaraes*, et sous les Incas, semble à Réclus « un moyen d'assoupir des nations entières » (1). Ce serait donc une pratique extrêmement savante et dominatrice que celle des Incas. Ils opprimaient le cerveau pour laisser dominer l'instinct assujetti et mécanique. Mais, l'habitude suffirait à expliquer l'automatisme de la race. Pendant des siècles, la suggestion et la contrainte, la réglementation minutieuse et la discipline héréditaire, ont abouti à former une race timide, de laquelle on peut répéter le mot ancien, *agitur, non agit* (2). On unifia la race à tel point que Ulloa et le P. Cobo parlent souvent de l'homogénéité du type et de la ressemblance des hommes. « Quand on connaît un Indien, dit Ulloa, on les connaît tous ». Et l'état d'âme des Indiens, passifs et obéissants, était ce que M. Pierre Janet a appelé « la misère psychologique » (3). Ils devenaient suggestibles, ils pouvaient être guidés par des idées fixes. Les Incas puisaient dans cette faiblesse morale leur force et leur grandeur.

L'automatisme, la passivité, l'homogénéité intellectuelle et morale (4) étaient donc les caractères produits dans

faiblesse du « sentiment du moi ». Malgré l'état de la civilisation péruvienne, cette infériorité devait se produire, comme conséquence d'une longue et forte tutelle. Car le même sociologue a démontré que « l'instinct est collectif, la raison individuelle », et que c'est là une donnée inébranlable de la psychologie. Or, les Incas voulaient créer de grands ressorts collectifs. Cf. l'ouvrage si remarquable de Richard : *L'Idée d'Evolution dans la Nature et l'Histoire*, Paris, 1904, p. 210 et 275.

(1) *Ouv. cit.*, *l. c.*, p 543.

(2) Le P. Cobo explique bien cette action dans sa vieille *Historia del Nuevo Mundo*. Il écrit : « Habiendo pasado tantas edades con la continuacion y costumbre de estar sujétos, pasando los hijos por lo que vieron à sus padres, es connatural que se acabara en ellos el brio y olvidarase la ira, que son las armas naturales que el hombre tiene para su defensa. »

(3) L'*Automatisme psychologique*, Paris, 1889, p. 445 et suiv.

(4) Ces caractères correspondent au tableau si précis qu'a donné M. Durckheim des civilisations primitives. La race est homogène ; la conscience collective est très forte ; la division du travail est primitive ; le droit pénal est très étendu et très sévère. « La vraie raison de ce développement des règles répressives, écrit l'éminent sociologue, c'est donc qu'à ce moment de l'évolution la conscience collective est étendue et forte, alors que le travail n'est pas encore divisé. » (*De la Division du Travail social*, Paris, 1893, p. 157.)

la race par l'action prolongée d'une caste éprise de domination absolue. La religion apportait sa force à cette organisation politique, mais elle n'était qu'une forme de l'autorité des Incas : l'empire avec ses dieux, n'acceptait pas de tyrannie sacerdotale. Et la foi devenait, sous les Incas, un instrument d'assujettissement et de puissance. Le climat, l'action du milieu, donnaient à l'esprit collectif, à la physionomie des classes inférieures, des traits spéciaux.

La terre des grands plateaux a un aspect sévère et monotone : son climat est doux, le ton vital y est moyen, et l'adaptation se produit facilement. L'Indien, dans les pâturages ou dans les terres de labour, était le fils du milieu : on trouve encore chez lui, la mélancolie des plaines, l'isolement de la *sierra*, le misonéisme (1) des habitants d'une terre, toujours la même, aux longues et vagues perspectives. Toutes ces facultés laissent voir la forte empreinte du milieu. C'est, dans sa volonté, l'endurance due à un climat froid, la résistance physique témoignée par l'ampleur du thorax, par la puissance des muscles, par l'organisation des corps petits et durs. L'imagination des couleurs et des formes ne pouvait pas se développer dans un milieu aux contours arrêtés, aux lignes simples, aux horizons sublimes et monotones à la fois. La perception était faible, elle analysait les éléments des choses; elle arrivait à créer une architecture analogue au milieu, dans laquelle Humboldt trouve la symétrie, la solidité, la simplicité, comme caractères (2). Mais, si l'organisme était peu ouvert aux excitations du climat, et si l'intelligence était affaiblie par l'action politique et par la pauvreté de la perception, une certaine vie intérieure, de sensibilité

(1) Frezier parle de la force de la tradition chez les Indiens. « Ils ne l'ont pas oublié (*Atahualpa*), écrit-il. Ils s'habillent à l'antique ; ils portent encore les images du Soleil, leur divinité, de la Lune, et les autres symboles de leur idolâtrie. » (*Voyage à l'Amérique du Sud*, p. 249.)

(2) On trouve dans cette architecture les mêmes traits que dans celle des Egyptiens : la solidité, la géométrie, le sentiment de la durée. Cf. S. Reinach : *Apollo*, *Histoire générale des Arts plastiques*, 4e édition, p. 28.

intense, de fantaisie rêveuse et triste, trouvait son expression dans une musique pénétrante et plaintive, celle de la *quena*, et dans une poésie douloureuse, dominée par le sens de la fatalité et de la mort, celle du *yaravi* (1).

L'Indien n'est pas un peuple sauvage, un « naturvolk », selon le mot de Vierkandt. Si on le compare avec l'homme primitif, reconstruit, dans une grande synthèse, par Spencer, on trouve quelques analogies, mais aussi de profondes différences entre l'Indien et le primitif. Il a la résistance du primitif, qui est, chez lui, un produit de sa vie et de son milieu. Il n'est pas le « primitif » de Spencer (2), parce qu'il n'est ni vorace ni brutal; que, dans ses émotions, il n'a pas l'impulsion rapide des sauvages, mais la vengeance lente et la dissimulation continuelle, et que dans sa volonté, il est tenace, minutieux, monotone. Dans l'ordre intellectuel, si l'Indien est « misonéiste », c'est plutôt par la forme sociale, par le prestige des traditions; et, ce qui le sépare surtout des primitifs, c'est l'abstraction. Le *quichua* est une langue riche en mots abstraits (3).

Quand un individualisme fort (4), comme celui des con-

---

(1) M. Carranza, dans de belles études publiées par le *Boletin de la Sociedad geografica* de Lima, nie toute faculté esthétique à la race indienne. Cela est vrai de l'imagination plastique, mais non d'une certaine imagination diffluente, au sens que lui donne Ribot, dans laquelle se trouvent les germes du rythme, de la rêverie sentimentale et d'un subjectivisme plus ou moins développé et riche. Et on ne saurait nier le sens du rythme chez les Indiens, qui se révèle dans la musique et dans l'architecture. « L'imagination diffluente, dit Ribot, a un caractère général d'intériorité parce qu'elle est issue moins des sensations que des sentiments. » (*Essai sur l'Imagination créatrice*, Paris, 1900, p. 165.)

(2) Vide sur *l'Homme primitif*, Spencer, *Principes de Sociologie*, trad. franç., T, I, p. 65 et suiv.

(3) « Quichua, écrit Marckham dans *History of America*, is a noble language, with a most extensive vocabulary, rich in forms of the plural number, which argue a very clear conception of the idea of plurality; rich in verbal conjugations, rich in the power of forming compound nouns, rich in varied expressions to denote abstract ideas; rich in words for relationships which are wanting in the old world idioms; and rich above all in synonyms. »

(4) Un écrivain espagnol, le savant Unamuno, a développé, dans son beau livre *En Tornoal Casticismo*, les aspects si variés et les conséquences si intéressantes de cet individualisme. Il cite, dans la préface de son livre, l'opinion analogue de l'Anglais Martin D. Hume: Vide *the Spanish People*, London, 1901, préface.

quérants espagnols, se greffa sur cette race monotone et passive, quand la dynastie nationale fut vaincue, par la ruse et par le machiavélisme, et qu'Atahualpa fut fait prisonnier, le grand Empire s'écroula, l'immense organisation unitaire s'éparpilla tristement, et l'Indien, orphelin, vaincu, ne sut qu'obéir au despotisme régnant.

Et alors, une nouvelle étape historique de guerre intérieure, de conquête et d'anarchie, succéda à l'époque des Incas. La race espagnole apporta à cette lutte le goût de l'aventure, l'héroïsme épique, l'individualisme excessif, le fanatisme et la cupidité audacieuse et sanglante. Cette étape est une épopée, par l'énergie, par le sentiment religieux, qui agit comme *deus ex machina*, par la disproportion entre les moyens et les buts, par un souffle de race qui anime et pousse les hommes à lutter et à conquérir, contre la nature inconnue, contre l'Indien mal soumis. Une famille, les Pizarro, impétueuse et vaillante, avec l'ardeur de l'Estremadura, sa région natale, organisa cette con quête. Francisco Pizarro est le chef de cette famille; il détruit le pouvoir des Incas, il fonde Lima, la capitale, en 1535, et, avec une activité étonnante, avec un esprit orgueilleux et raide, il gouverne le territoire, éloigne ses ennemis et est partout un de ces fiers *conquistàdores* chantés par Hérédia, dans ses magnifiques *Trophées*. Ignorant, mais rusé et habile; ambitieux et actif, au-dessus de toute mesure; vaillant et tenace, organisateur et conquérant, il représente dans le Pérou conquis l'absolutisme espagnol; et la terre nouvelle lui permet d'exercer librement les qualités traditionnelles de sa race.

Il semble que cet excès de mouvement (1), que cet amour du danger et des luttes, produisit les guerres civi-

(1) M. Martinez Ruiz a bien expliqué plusieurs formes de la culture espagnole par cette sorte de dynamisme excessif. « Aventureros, soldados, navegantes, hombres de accion, en suma, llevan, écrit-il, à la literatura la accion y eso explica el florecimiento estraordinario del teatro... La vida es accion y tanto mas admirable sera la obra de arte cuanto mas rapida, complicada y peregrina sea la accion. El culteranismo es la mas alta expresion del movimiento en el lenguage. » (*El Alma Castellana*, Madrid, 1900, p. 142 et 143.)

les, parmi les Espagnols. La conquête était une œuvre trop facile pour une race si hardie. Et d'abord entre Pizarro et Almagro, puis entre les Pizarro, et la couronne, jusqu'à la mort du vaillant et chevaleresque Gonzalo Pizarro, pendant toute cette époque troublée par l'anarchie, les conquérants détruisaient l'œuvre des Incas et s'épuisaient dans leurs luttes intestines. Certes, les Espagnols ne méconnaissaient pas la grandeur de la civilisation indienne; et Ondegardo et Las Casas, le défenseur de la race vaincue, témoignent de cette admiration du conquérant pour l'harmonie politique et sociale de l'empire. Mais l'ambition des richesses, ensevelies dans les tombes ou étalées dans les temples, et les besoins de la guerre entre les *conquistadores*, ne ménageaient pas la vieille culture.

L'anarchie se termine en 1548, dans la bataille de Xaquixaguana. Le dernier des Pizarro, le plus noble représentant de cette famille de *conquistadores*, perd la bataille; et, un homme supérieur, Gasca, diplomate et guerrier, tenace et loyal, envoyé par le roi espagnol, s'applique à organiser la future vice-royauté péruvienne. Prescott a comparé Gasca à Washington, par le sens jeune, par l'ordre et la méthode dans leurs propos. A l'époque guerrière, succède une période longue, monotone et fastueuse, la *Colonia* (1). Et dans un climat tempéré et énervant, la grande race des dominateurs s'affaiblit et s'épuise (2). Le fanatisme conquérant est remplacé par la religiosité voluptueuse, par la sorcellerie et le mysticisme oisif; la politique docile au pouvoir absolu, s'occupe des luttes continuelles de l'Eglise et de l'Etat; la volonté se perd dans

(1) La meilleure étude sociologique qui ait été faite sur cette période de la civilisation péruvienne est celle de M. J. Prado y Ugarteche : *Estado social del Perú durante la Dominacion espanola*. Lima, 1894. Elle est pour notre pays ce que le beau livre de J.-A. Garcia fils, *La Ciudad Indiana*, est pour l'époque coloniale argentine.

(2) La même décadence se fait noter en Espagne au dix-septième siècle. Dans son livre, déjà cité, Martinez Ruiz écrit : « La decadencia se acentua. Degenera al finalizar el siglo XVII el noble idioma castellano en parla culterana, la braveza en fanfarroneria, la honestidad en beatismo. » (*Ouv. cité*, p, 64,)

la vie nonchalante; la vanité s'accroît aux dépens de l'orgueil dans le luxe des fêtes et dans la vie courtisane. Mais l'imagination perd la sécheresse castillane, l'esprit s'ouvre aux choses, la perception devient moins aiguë, la sensation moins intense; et des intelligences érudites et lucides, souples et brillantes se consacrent aux lettres, au pédantisme scolastique, au *gongorisme*, qui est un lointain antécédent du symbolisme.

Et la division des classes et des races se fait plus tranchée : les Indiens sont honnis, malgré la bonne tutelle des rois; les Espagnols et les *criollos* se heurtent continuellement; la noblesse est au-dessus des métis (1) et les méprise ou les éloigne. Le travail est une besogne d'esclave; le droit d'aînesse fait des fainéants; et, dans cette oisiveté, la mobilité de la race cherche à trouver de nouveaux champs d'action, dans l'amour et ses risques, dans l'érudition, dans la curiosité scientifique de la fin du XVIII[e] siècle, dans la lente préparation d'un mouvement libérateur. En 1788, Tupac-Amaru dirige une grande révolution des Indiens (2); au début du siècle suivant, le mouvement des idées et la poussée des aspirations enfantent des révolutions partielles, qui aboutissent au grand mouvement libérateur.

En 1821, la République est proclamée à Lima par San Martin; et en 1866, après une guerre avec l'Espagne, le Pérou affirme à jamais son autonomie politique. Pendant tout le XIX[e] siècle, le militarisme favorise l'anarchie, et les forces actives du pays se concentrent dans la poli-

(1) Dans un pamphlet très curieux de l'époque, on lit : « Los cholos respetamos à los espanoles como à hijos del sol. » Vide, *Concolocorvo, Lazarillo de Ciegos caminantes*.

(2) Ulloa décrit la situation des Indiens dans plusieurs pages de ses *Noticias secretas de America*. On y lit : « Los Indios son unos verdaderos esclavos en aquellos paises, y serian dichosos, si no tuvieran mas de un amo a quien contribuir lo que ganan con el sudor de su trabajo, pero son tantos, que al paso que les importa cumplir con todos, no son duenos de lo mas minimo que con tanto afan y trabajo han adquirido. » (P. 238.)

tique, dans les luttes pour le pouvoir (1). La constitution, greffée sur la charte française, n'atteint pas l'âme collective. Des formes anciennes, des instincts séculaires persistent, et le pouvoir devient despotique, et le travail est toujours une occupation inférieure. Les avocats exercent le pouvoir avec les chefs de l'armée : il y a une dynastie de lettrés, comme en Orient. La richesse s'accroît, par le *guano* et le salpêtre, la vie est facile et abondante, l'Etat joue le rôle de gérant des fortunes, le gaspillage augmente, le mirage de l'or produit un déséquilibre dans les esprits; et la banqueroute, et la guerre du Pacifique achèvent l'œuvre de dissolution antérieure. L'histoire d'un demi-siècle n'est qu'une course affolée sur la richesse, parmi l'instabilité des choses et les luttes ambitieuses des hommes.

Dans la dernière décade, la vie change d'aspect, la paix devient définitive, et il y a progrès plus ou moins net dans les formes politiques et sociales. Le but de ce livre est d'esquisser ce progrès et de démontrer les superbes perspectives de notre avenir, dans l'évolution du continent américain et dans la marche de la race latine.

(1) Flora Tristan écrivait en 1834, avec son remarquable esprit observateur : « Ce n'est pas, actuellement, pour des principes que se battent les Américains-Espagnols, c'est pour des chefs qui les récompensent par le pillage de leurs frères. » (*Pérégrinations d'une Paria*, Paris, 1834, II, p. 47.)

CHAPITRE PREMIER

LA RENAISSANCE PÉRUVIENNE

La guerre de 1879 à 1884 entre le Chili et le Pérou fut pour ce dernier pays un véritable désastre. Toutes ses forces en subirent un fort ébranlement. Outre la faillite de sa richesse nationale, le Pérou dut subir l'accaparement par le Chili de territoires où se rencontraient deux de ses principales sources de revenus : le guano et le salpêtre. L'Etat et l'individu se trouvèrent ruinés du même coup.

La région de l'Est, la terre du caoutchouc, était alors peu connue, et l'on ne pouvait pas encore s'attendre à y trouver les sources d'un relèvement économique.

Quelles furent les causes de cette guerre ? Elles ne se trouvent pas dans un intérêt sacré, national ou religieux. Les deux sociétés en présence, également jeunes, vivaient d'un héritage analogue. La commune tradition espagnole était un élément d'unité pour l'Amérique libre et républicaine. Mais d'autres intérêts étaient en cause. Novicow a parlé des guerres (1) anciennes et modernes suscitées par l'ambition économique et le désir de domination matérielle (2) L'esprit public au Chili, en 1879, était dominé

(1) Novicow : *La Guerre et ses prétendus bienfaits* (passim).

(2) Dans un livre hâtif sur l'*Histoire de l'Amérique du Sud depuis la Conquête jusqu'à nos Jours* (1897), on lit que « le Pérou chercha et amena le conflit », et on avoue cependant que ce pays « était à la veille de la banqueroute », que « la flotte et l'armée (du Chili) étaient disciplinées, numériquement suffisantes », et que ce pays « ambitionnait une extension de territoire que sa puissance matérielle lui permettait d'obtenir ». On peut déduire de ces citations, avec la plus saine logique, que ce n'est pas le pays épuisé, qui voulait la guerre, mais la nation ambitieuse et pauvre, le Chili, qui s'était dès le passé préparé pour la lutte. D'ailleurs, l'auteur est si merveilleusement informé qu'il écrit « qu'au Pérou une révolte se produisit à La Paz (?) » et que les armées péruviennes et boliviennes étaient isolées dans leurs « capitales respectives, La Paz et Lima (?) » ; et il dit ailleurs que Tacna, le département péruvien, est « un territoire à guano et à salpêtre ». L'historien anglais Markham démontre que le traité entre la Bolivie et le Pérou, dont l'ignorance prétendue par le

par ces tendances. Il y avait chez ses dirigeants la volonté cachée, mais ancienne, d'acquérir, par le succès d'une guerre possible, la richesse et l'abondance.

Le peuple chilien habite, entre les Andes et l'Océan, une bande de terre étroite et tourmentée. Le climat, plus éloigné que celui du Pérou des ardeurs tropicales, donne à la race, d'origine et de tradition basques (1), une volonté et une endurance particulières. Le patriotisme est la vertu première de ce peuple tenace. L'aridité du sol et la pauvreté de ses habitants, le contact dangereux d'indigènes braves et turbulents, les Araucans, développèrent chez les Chiliens le sentiment d'une solidarité étroite.

Le Pérou au contraire, parvenu au sommet de sa prospérité économique et sociale, se laissait aller à l'abandon, à la mollesse des époques de richesse et de loisir; et ayant toujours vécu selon des traditions de justice internationale, il restait, dans l'ensemble de sa population, extrêmement chevaleresque et idéaliste.

Les résultats de la grande lutte qui allait se livrer sur le Pacifique étaient aisés à prévoir.

L'on vit au Chili les intérêts s'unir en vue de l'intérêt général ; la commune ambition d'une conquête fructueuse faire taire les appétits individuels; l'union créer la force. Au Pérou, on vit au contraire éclore les compétitions politiques et l'individualisme égoïste; les ressorts de l'âme nationale se relâchèrent, à l'heure où il eut fallu que tous les cœurs s'unissent dans un élan unanime.

Des deux côtés la guerre fut héroïque. Le Pérou et le Chili luttèrent selon l'esprit de la tradition qui dominait

Chili provoqua de sa part la déclaration de guerre, était connu et publié depuis 1876 au moins. « The chilean minister at La Paz, Carlos Walker Martinez, écrit Marckham, acted on his knowledge of their (les clauses du traité) and referred to them in a book publishad in 1876. » (*A History of Peru*, Chicago, 1892, p. 385.)

(1) Cette influence basque fut plus forte dans les classes supérieures, qui formèrent l'oligarchie dominante. M. V. Letelier écrit dans son remarquable *Ensayo de Onomatologia* (Madrid, 1906) que les noms basques ont dominé dans les hautes classes de la société (Amunategui, Irarrazaval, Echevarria, etc.), et les castillans et les andalous, dans toutes les classes, indifféremment. (P. 135.)

chez chacun d'eux. Les Chiliens avec leur cruauté atavique, leur âpreté, montrèrent une véritable folie destructrice; les Péruviens, animés d'idées plus larges, obéissant à des tendances plus généreuses, respectaient la vie des prisonniers, ménageaient les intérêts particuliers, se conformant en toutes circonstances à leur idéalisme humanitaire. C'est que le Chili n'avait en vue que la satisfaction, par la conquête, de convoitises matérielles, illégitimes; alors que le Pérou, poussé à la guerre, ne luttant que pour défendre l'intégrité de ses domaines, aspirait à la victoire sans rêver de conquêtes. Alors se révélèrent chez nous de grands hommes, des caractères de Plutarque. Même sur la terre ennemie, les Péruviens prisonniers (et qu'il me soit permis de rappeler à ce propos le grand nom de mon père) élevèrent la voix pour condamner l'impérialisme naissant, et proclamer le droit du Pérou, après la défaite, à l'unité de son territoire.

Les traités de paix mutilèrent notre Patrie : le Tarapaca avait été conquis par le Chili, et un problème épineux se posait pour l'avenir : deux provinces péruviennes, Tacna et Arica devaient demeurer sous la domination du vainqueur pendant un délai de dix ans, à l'expiration duquel un plébiscite fixerait leur destinée.

Cette guerre qui fut un grand mal pour l'harmonie sud-américaine, ne fut pas d'ailleurs absolument heureuse pour le vainqueur et eut quelques avantages pour le vaincu. Le Pérou en souffrit cruellement dans ses intérêts matériels; mais la guerre réveilla chez son peuple les qualités innées qu'une longue paix, dans la mollesse et dans l'abondance, atrophiait peu à peu. Elle lui montra le danger que sa somnolence lui faisait courir, et la nécessité de la lutte, de l'effort incessant, pour reconquérir et conserver une situation morale et économique enviable, parmi les républiques voisines. Grâce à cette épreuve, le Pérou reprit conscience de lui-même.

Certes, on ne saurait nier le profit matériel que le Chili retira de sa victoire. Le fleuve d'argent qui s'épanchait du

Pérou féconda sa terre pauvre; il put créer des écoles, développer considérablement son administration, grâce aux richesses qu'il venait d'acquérir. Mais cette prospérité soudaine contenait déjà les germes d'une décadence. La richesse rapidement acquise suscita le grand mal des démocraties: l'esprit du mandarinat. Elle assoupit l'amour du travail qui avait fait la force et la grandeur de la république, et fit miroiter aux yeux de tous le mirage de l'or acquis sans effort personnel. C'était au reste toute la tradition républicaine qui était compromise par l'essor des idées, des forces, des goûts nouveaux. Le Chili avait été jusqu'à la guerre l'apanage d'une aristocratie conservatrice modérée, d'une puissante oligarchie. Portales avait fondé ce régime qui n'avait de républicain et de démocratique que le masque. Par suite de l'enrichissement qui fut la conséquence des succès militaires, une nouvelle force se manifesta : l'aristocratie ploutocratique.

Chez les meneurs de la politique agressive du Chili, il n'y avait point ce qu'un sociologue (1) a appelé « l'idolâtrie béate des kilomètres carrés. » Il n'y avait que la soif d'acquérir au plus vite des richesses immédiates. Ils étaient dominés aussi par l'ambition de s'élever au point de vue social; décidés, s'il le fallait, à « brûler l'étape », selon le mot de Bourget.

Pendant de longues années, au Chili, le gouvernement appuyé sur cette oligarchie, avait été le centre et le pivot de la vie nationale, le « primum movens » de toute action progressive. Mais, quand le président Balmaceda voulut, avant la révolution de 1891, fortifier le pouvoir central, donner de l'unité à l'esprit national, qu'il voulait laïque et démocratique, il se trouva en face de deux aristocraties unies pour lui faire échec, et il lui fallut lutter, sans succès d'ailleurs, avec les forces combinées de la tradition et de l'argent. Le gouvernement unique de naguère dut faire place à un parlementarisme avide d'autonomie et de pou-

(1) Novicow ; *ouv. cité.*

voir : une machine capricieuse, mal réglée et qui fonctionne encore péniblement. C'est ainsi qu'une crise politique fut une des plus graves conséquences de la guerre. La lente dissolution des forces nationales, résultat suprême de la lutte entreprise par le Chili, dans un but de spoliation, s'accentue malgré la résistance que lui oppose un patriotisme resté vivace. L'avidité de succès économiques a ruiné le moral et le patriotisme de l'ancien Chili, du Chili de Montt, de Varas, de Santa-Maria (1).

Un autre effet, lointain et indirect, de la guerre, est le problème social qui trouble actuellement le Chili. Le Chili était un pays d'aristocratie et de sélection, où la démocratie ne réalisait quelques pénibles conquêtes que par l'effort soutenu de ses hommes les plus capables.

Le succès des armes y provoqua une effervescence favorable au développement des ambitions et des aspirations populaires. Une bourgeoisie enrichie, parvenue, a voulu jouir des prérogatives jusqu'alors réservées aux familles patriciennes. L'expansion de la richesse a divisé les hommes et nettement séparé des classes qui, autrefois, étaient unies dans la nécessité de l'effort commun. Et cela malgré l'homogénéité de la race. L'envie et la défiance sont au fond des relations entre individus; les gouvernants et les gouvernés forment pour ainsi dire deux sociétés distinctes, mais antagonistes. La « question sociale » qui, avec l'esprit sanguinaire du *roto*, rend terribles les grèves, est le problème inquiétant que le xx[e] siècle réserve au Chili.

Avec un grand sens politique, Bolivar rêvait de réaliser la confédération des pays américains qui avaient été réunis sous un même sceptre avant d'être des républiques. Il pensait assurer par là l'unité morale et intellectuelle de

(1) Une politique large et libérale, une influence contraire à toute séparation des classes, à toute oligarchie et à tout fanatisme a été menée de front par trois écrivains, principalement : Marcial Martinez, politicien remarquable, de culture européenne ; Diego Barros Arana, historien et éducateur très érudit, mais assez faible dans les idées générales, et Valentin Letelier, un des cerveaux les plus puissants de l'Amérique espagnole, à la fois juriste, sociologue et éducateur.

l'Amérique latine. Cette grande vue, même, a été aussi compromise par les résultats de la guerre fratricide de 1879.

Le Chili n'a jamais exécuté le traité à l'égard des provinces de Tacna et d'Arica, qui n'ont pu encore obtenir de se prononcer par un plébiscite sur la nationalité qu'elles veulent adopter.

Pourtant cette unité des républiques hispano-américaines est plus nécessaire maintenant que jamais. Elles ont aujourd'hui un intérêt collectif à défendre leur liberté, contre l'invasion économique saxonne, ou contre une tutelle politique des Etats-Unis.

On prétend néanmoins que la guerre de 1879 fut une lutte de races. C'est une erreur que de parler d'oppositions de races dans nos pays. Un auteur a cherché, récemment, à démontrer dans un livre sur *La race Chilienne* que la population du Chili constitue un groupe ethnique à part, très semblable à la race germanique, de qui elle serait issue. Le Chilien se vante d'être un Saxon parce que, ne possédant pas de facultés poétiques, imaginatives, inapte aux conceptions idéalistes, il se distingue néanmoins par les qualités de ténacité, d'endurance, qu'il croit être le propre des ancêtres dont il se réclame. Mais le Germain, qui possède en effet et à un très haut degré ces qualités, n'en est pas moins un peuple foncièrement idéaliste. Oublie-t-on le grand art des *Niebelungen*, l'imagination diffluente qui semble être la caractéristique de la mentalité germanique, le fort et noble idéalisme de Fichte et de Gœthe ? M. Jean Finot a condamné, dans son livre si remarqué sur *Le préjugé des races*, cette théorie de l' « opposition » des Latins et des Saxons, cliché commode à l'usage des auteurs qui veulent expliquer sans plus d'efforts le succès éphémère de certains groupes de race germanique (1). Il a démontré qu'après la guerre du Transvaal et le rapide relèvement

(1) *Le Préjugé des Races* (1906). P. 404 et suiv. : *La Légende des Peuples dits Latins.*

de l'Italie, on n'est plus fondé à parler de décadence néo-latine.

Il y a une civilisation latine, une âme latine : il n'y a pas de race latine. Et la latinité de la France, de l'Espagne, des républiques sud-américaines, si l'on entend par ce mot la persistance du sang romain, est une dénomination fausse, une conception anthropologique désuète. Les anthropologistes démontrent aujourd'hui que le type qui domine en Espagne est le produit d'un croisement celto-germanique : c'est le type méditerranéen, dolichocéphale, qui est le plus répandu. On peut donc rejeter la notion d'un antagonisme de races dans l'Amérique espagnole. Ce qu'il y a sûrement, ce sont des différences de milieux, comme par exemple entre le Chili froid et austral et le Pérou doux et tempéré, qui ont pu influer sur les facultés des populations; mais dans cet amas de peuples où tant de courants ethniques se trouvent déjà mêlés, on reconnaît les caractères d'une origine commune: tous ont gardé plus ou moins de l'héritage espagnol.

On a dit que, malgré ses revers, le Pérou avait retiré des avantages imprévus de la guerre qui s'était abattue sur lui comme un orage. En effet, c'est seulement à cause de sa débâcle qu'il est arrivé à la conscience de lui-même, qu'il a fait œuvre de psychologie collective et de rénovation sociale.

L'époque de la colonisation fut le moyen âge péruvien, tout occupé du fatras de la scholastique, de discussions théologiques, et courbé sous la puissance formidable de la Foi. Mais ce fut aussi un temps de rêve, de mysticisme, de sensualisme religieux qu'entretenaient une savante casuistique de l'amour et l'étalage impressionnant des pompes cultuelles. L'homme n'était pas tourmenté par l'inquiétude de sa destinée et le souci actif de la vie. Un gouvernement à coup sûr tyrannique, mais paternel, avait réglé une fois pour toutes les grandes lignes et même les menus détails de l'existence oisive et effacée.

La Révolution vint tout changer et tout rajeunir. Ce fut

une explosion de force et d'indépendance intellectuelle et morale. Un profond légalisme acheva la conquête révolutionnaire. Mais les morts gardaient une influence puissante. La République ne fut, longtemps encore, qu'une sorte de socialisme d'Etat. Elle imposait sa direction autoritaire aux énergies individuelles, pour l'accomplissement des réformes entreprises par sa forte initiative.

La richesse du sol rendait la vie facile. Les révolutions périodiques ne modifiaient guère que l'aspect extérieur des choses. L'âme obscure de la masse restait inconsciente, par suite de son manque absolu de culture et d'énergie.

Avec la guerre s'ouvrit un nouvel âge : ce que Bagehot a appelé « l'âge de la discussion » (1). On s'évertua à analyser les causes de l'agression dont on était victime; à calculer les effets immédiats et lointains de cet événement. On fut amené à envisager la situation économique, à discuter le problème du relèvement national, à jeter les bases de l'éducation nouvelle qu'il convenait de donner au peuple. A l'Etat militariste avec ses luttes continuelles pour le pouvoir, ses improvisations stériles, il fallait opposer un nouveau système ayant pour objectif la renaissance des forces économiques épuisées par la grande crise nationale. La loi était jusque-là la principale clef des mouvements collectifs.

Tout chef militaire qui briguait le pouvoir offrait invariablement, pour se faire élire, un nouveau programme et une nouvelle charte. C'était l'empire du « Status ».

Mais par suite de la guerre, les individualités se redressèrent. On vit se manifester un esprit d'entreprise et d'association jusqu'alors insoupçonné. Et cette éclosion d'initiatives individuelles était le prélude d'un grand essor de la nation vers de nouvelles destinées.

Il fallait à notre peuple un grand effort, pour acquérir ces qualités d'endurance, d'initiative et d'énergie, cet esprit d'association, qui peuvent seuls assurer le relève-

(1) *Physics and Politics* (passim).

ment matériel d'un pays ruiné. Le Péruvien n'est pas un être de volonté. Ni la race, ni le milieu ne l'incitent à l'activité. L'Espagnol est doué d'une volonté inégale; capable d'effort passager, il est dépourvu de caractère, si l'on entend par là une organisation des désirs et des forces, un système pour l'action et pour la vie ; il a pour ainsi dire l'énergie explosive. Au Pérou, on est de volonté encore plus faible. La vie coloniale façonna des mœurs statiques, en opposition avec le grand dynamisme de la conquête. Le climat est doux et égal, préservé des grandes crises atmosphériques. D'un autre côté, il n'y a pas davantage chez les autres races du Pérou, pas plus chez le nègre imaginatif et sensuel, que chez l'Indien soumis et indifférent, des facteurs de progrès, une réserve de forces utilisables. Sous les Incas, l'Indien était travailleur par hérédité, par instinct; il était habitué à un effort continuel, rigoureusement défini et dirigé. Et l'on sait, d'après les études de M. Pierre Janet, comment l'automatisme psychologique annihile la volonté et fait place aux idées fixes, aux suggestions unilatérales et puissantes. C'est ainsi que l'Indien a été une force de résistance pendant la guerre de 1879 : qu'il est toujours, sous la corvée, un élément de patience, de travail et de mécanisme; mais, ses longues habitudes de servitude économique, religieuse et sociale le rendent passif et moins plastique que le nègre. Il est plus adonné que celui-ci aux labeurs pénibles et longs.

Le Péruvien est imprévoyant, incapable d'épargne, épris de richesse facile, homme de pensée, mais jamais d'action (1). Les caractères de l'époque antérieure à la guerre, furent, dans l'ordre économique, l'imprévoyance, la dispersion des forces, le gaspillage de la richesse fiscale, la faillite des associations, l'accumulation des emprunts, l'ivresse de l'or, la prodigalité collective. Après 1890, des nouvelles directions dans la politique fiscale, le relèvement

(1) Vide. *La Politica Economica de la Metropoli*, Lima, 1905, p. 7 et suivantes, où son jeune auteur, M. Oliveira, a fait, pour la première fois, une étude de la psychologie économique de nos races.

du crédit national, le paiement de la dette publique, le rejet du papier-monnaie, l'épargne dans les grands revenus, ont changé la physionomie financière du Pérou. La masse inactive, prodigue et imprévoyante a connu la fécondité du travail, la puissance de la coordination sociale, la valeur de l'effort individuel. On a vu se former, dans une poussée rapide, des sociétés nationales, des entreprises industrielles et commerciales; on a vu partout l'émulation en forme de concurrence et de lutte. Mais ce mouvement qu'on pourrait appeler l'âge de l'association n'est plus une agitation fiévreuse, dans un but indéfini et fallacieux. Ce n'est plus l'étape des banques, mais l'époque industrielle et la suprématie sur le sol et sur les forces réelles de l'industrie nationale.

Il y avait toutefois, dès l'origine de la République, un péril d'anarchie politique, fille des mouvements militaires. Pour en finir avec le militarisme, pour assurer la paix intérieure et, dans la paix, le jeu libre des forces industrielles, il a fallu une grande révolution, en 1895. Depuis cette époque, l'armée n'est plus la force dangereuse des chefs, mais la sauvegarde de la paix et l'organe de la défense nationale. Une mission militaire française a modernisé cette force et l'a rendue plus consciente de son grand rôle national. L'âge des révolutions, où le tâtonnement politique et les ambitions militaires nous serraient cruellement, est à jamais fini. A cette laborieuse formation d'un gouvernement civil a succédé l'essor de toutes les forces nationales, intellectuelles et économiques. Ainsi la guerre a mis fin au césarisme politique, a stimulé l'individualisme et l'association. A cette dure école, nous avons appris des leçons de travail et des exemples de stoïcisme.

Après la crise fiduciaire, conséquence d'un grave ébranlement économique, on pensa à la stabilité monétaire. Et l'étalon d'or surgit comme corollaire du relèvement matériel et témoignage de notre richesse aurifère. Toutes les craintes d'exode monétaire, d'instabilité de l'étalon, fondées sur notre passé, furent oubliées bientôt, et le nouveau

régime unifia les transactions et nous plaça, d'un bond, dans la forte phalange des peuples à l'étalon d'or. Or, selon les prévisions d'un grand économiste, l'Allemand Gustav Schmoller, la débâcle de l'argent est très probablement définitive (1).

Le Pérou, a, par ce régime, des relations de solidarité économique avec l'Angleterre, les Etats-Unis et les pays de l'Union latine. L'étalon d'or pressa, par cette même solidarité, l'évolution des forces nationales.

L'assujettissement du monnayage d'argent à une loi prohibitive, était la contre-partie du nouvel étalon. L'identité d'étalon rendait plus sûres les relations commerciales entre le Pérou, les Etats-Unis, l'Angleterre et quelques autres pays d'Europe, donnait une nouvelle direction à notre grande production aurifère et unifiait le système d'exportations et d'importations par son application aux tarifs douaniers. Le système nouveau s'affermit et toutes les relations industrielles et commerciales en profitent. C'est déjà un soutien très ferme pour la vie nationale.

Analysons rapidement les causes de cette réussite des finances et des fortunes individuelles. Si l'étalon d'argent empêchait l'accumulation des capitaux par les craintes de faillite, l'or a apporté la plus large confiance. L'évolution des Banques en témoigne fortement. Le capital des Banques a augmenté rapidement, de près de 60 %, soit 209.000 liv. ster. de 1903 à 1905. Les réserves croissent, une banque allemande s'établit, et dans ce mouvement du crédit, l'élément national tient sa place par une large contribution financière. On ne craint plus d'échec de banques, comme avant la guerre. Dans l'industrie ce sont des capitaux péruviens qui figurent dans les entreprises de transport, dans l'éclairage et ailleurs.

Dans l'année 1905, selon les calculs savants d'un Péruvien, M. Malaga, trois millions de capital national et étranger se placent dans de nouvelles affaires industrielles.

(1) *Principes d'Economie Politique*, 1906, t. III, page 216 et suivantes.

L'agriculture change d'aspect : elle devient scientifique, associative; elle abandonne la routine ancienne, elle comprend la force des terres et défriche les champs vierges. Le caoutchouc transforme l'Orient et rend la prospérité aux éblouissants rivages de l'Eldorado. Les mines d'or sont une richesse superbe, un fleuve jamais tari, où les Yankees naviguent vers une terre de belles espérances. L'industrialisme suivant une forte progression, provoque un certain exode des champs vers les villes et des provinces vers Lima, la métropole. On peut établir facilement l'échelle progressive des produits nationaux. L'augmentation est presque partout de plus de 30 %. Le caoutchouc a doublé, la coca a triplé dans l'exportation annuelle (1). Les deux centres minéraux, Cerro de Pasco et Santo-Domingo, avancent dans une progression presque géométrique; toutes les forces de la terre et du sous-sol sont mises à profit pour accroître la richesse nationale et étrangère.

La propriété urbaine et rurale augmente journellement au point de vue des loyers: pour les villes, il y a plus de 60 % d'accroissement; pour les champs, il y a presque le 30 %. Les villes se peuplent davantage et le prix de la propriété monte continuellement. La métropole devient une ville très moderne par l'hygiène, par les constructions nouvelles, par l'oubli du style colonial. On peut affirmer que si la propriété urbaine est plus productive et plus chère, les moyens de l'acquérir ne sont pas plus rares. Il y a même des constructions pour le peuple fondées par les sociétés *La Colmena* et *La Victoria*, dont on peut acquérir la propriété dans un long délai, moyennant un amortissement annuel. On trouve partout un esprit de travail et d'effort très ferme. L'épargne s'étend, les caisses progressent en nombre et en richesse. L'ouvrier les favorise beaucoup et il y a ainsi de nouvelles habitudes qui se forment lentement et un vrai progrès vers la prévoyance.

---

(1) Cf la statistique dressée par M. Malaga dans *El Comercio* de Lima, le 1er janvier 1906, sous le titre : « Le Pérou en 1905 ».

La moyenne de notre progrès dans la production est forte, même si on la compare à un pays aussi puissant que les Etats-Unis d'Amérique. D'après le *Census*, la production du coton, la grande force agricole aux Etats-Unis, était, en 1879, de 5755,4 milliers de balles, en 1889, de 7472,5, en 1899 de 9534,7; c'est-à-dire une augmentation décennale seulement de 30 %, malgré l'extension des terres nouvelles. On sait que la récolte des grains est la moitié, tout au moins, de la valeur de l'ensemble des récoltes américaines. C'est avec le bétail et le coton, la grande triade économique. Selon le *Census* de 1880, il y en avait 47 millions et demi d'hectares ensemencés; en 1890, il y avait 56 millions. L'augmentation est de 18 % pour ces dix ans. En vingt ans, de 1880 à 1900, elle atteint 56 %. C'est seulement dans le lin et le tabac que la production a beaucoup changé. La production du lin, qui est la plus forte du monde, après celle de la Russie, s'est accrue du double de 1889 à 1899; pour le tabac, la plante indigène, la première production nationale, l'accroissement a été en vingt ans, de 50 % (1). On voit bien que dans un délai plus court, en une décade, nos productions agricoles doublent et même triplent (2). Nous pouvons supporter le parallèle avec les grands pays producteurs.

A cette augmentation des produits, se rattache une augmentation des capitaux. Malgré tout, l'intérêt ne baisse pas. C'est au Pérou, du 8 et du 10 %, pour l'industrie, tandis qu'ici, en France, on n'obtient que le 3 1/2 ou 4 %. Dans une terre encore vierge ou à peine ouverte à la culture, il y a, de tous côtés, des champs à défricher et à féconder, des entreprises à diriger, des dominations à établir sur la terre humble et généreuse. L'industrie commence : l'électricité est à ses débuts. Le capital augmente avec le concours du sol fécond et de la richesse du sous-sol.

(1) Cf le bel ouvrage de P. Leroy-Beaulieu : *Les Etats-Unis au XX[e] Siècle*, 1906 (passim).

(2) Voir, pour les détails de cet accroissement des productions péruviennes, le troisième chapitre de ce livre : « Les Forces économiques actuelles. »

Mais si les capitaux s'élèvent, heureusement ils n'entrent pas en lutte avec le travail; il n'y a pas de grèves puissantes, de syndicats agressifs et batailleurs. Premièrement, l'industrialisme n'est pas très avancé. Et aussi la question sociale est très lointaine. La situation de l'ouvrier est bonne, supérieure à celle dont il jouirait en Europe. On a fait le bilan des progrès du salariat européen au XIX[e] siècle, et, malgré tous les pessimismes, on est arrivé à démontrer qu'au cours de ce siècle, la hausse des salaires a favorisé la classe ouvrière, et que le renchérissement de la vie reste toujours au dessous du surplus des salaires. M. Gide, dans un livre remarquable, a même écrit qu'il y a pour l'ouvrier, dans le salaire actuel, quelque chose de plus que le prix de la simple nourriture, si pauvre soit-elle (1). Le XIX[e] siècle a beaucoup favorisé le relèvement économique des classes inférieures. En France, le salaire moyen pour l'homme est de 4 fr. 30, pour la femme de 2 fr. 45. Le salaire aux Etats-Unis est très fort. La moyenne, dit M. P. Leroy-Beaulieu, dans l'ouvrage cité, est de 8 fr. par jour ouvrable pour un homme, de près de 5 fr. pour une femme. On sait que les salaires aux Etats-Unis sont les plus élevés du monde. Au Pérou, le salaire est beaucoup plus proche de celui des Etats-Unis que de celui de l'Europe. A défaut d'un *census* de travail et de calculs très précis, on peut affirmer que le minimum est pour l'industrie de 4 à 5 fr. et qu'il arrive souvent à 10 fr., dans certaines entreprises. Il se trouve quelquefois des salaires de 12 et 13 fr. La femme est certainement dans un plan inférieur, presqu'au niveau européen. Et le salaire rural n'est pas comme en France toujours inférieur à la moyenne du salaire industriel. Pour le sucre, le caoutchouc, etc., le salaire arrive facilement à 5 fr., et, comme les ouvriers manquent, il reste toujours le même. Il est arrivé dernièrement un phénomène produit par des causes accidentelles et, peut-être, par un protectionnisme outré :

(1) Voir *Economie Sociale*, 1905, p. 71 et suiv

la hausse des prix de nourriture. Mais c'est là une crise qui disparaît lentement.

Pour établir des rapports de justice entre le patron et l'ouvrier, on commence déjà à faire la part du légalisme. Deux professeurs de l'Université, MM. Manzanilla et Luis Miro Quesada, le premier, à la Chambre, dans des discours d'une verve éloquente, le second par des ouvrages remarqués, ont présenté le programme d'une législation du travail, qui établit le risque professionnel, la responsabilité en cas d'accidents, etc. On a bien compris que la liberté politique et la vraie démocratie ne peuvent se fonder que sur la liberté économique, et que celle-ci ne s'obtient guère par le jeu des lois naturelles. L'œuvre de solidarité est déjà très avancée dans les crèches, par la bienfaisance, par un flot de charité bien entendue, dont l'âme nationale est fécondée dès les temps de la colonie espagnole.

L'Etat a toujours été au Pérou la grande source de progrès et d'action. Cette tradition latine qui donne au gouvernement tous les pouvoirs, qui subordonne au césarisme l'œuvre féconde des individus est aujourd'hui, au Pérou, presque oubliée. On croit à l'efficacité de l'action particulière. Mais on veut un Etat puissant et riche, apte à la défense nationale, au maintien du crédit, à la protection des grandes entreprises industrielles. On a haussé les impôts, et, aujourd'hui notre budget est relativement prospère. La balance du commerce nous est généralement favorable : même quand les importations priment les exportations, cela ne trouble pas l'équilibre économique. Le Président actuel du Pérou, M. José Pardo, a expliqué que ce surplus des importations comprend les matières premières, en grand nombre, les machines pour les industries nouvelles, les matériaux pour les chemins de fer et l'or scellé, bref des éléments de production et d'exportation, des facteurs d'une plus grande richesse future.

La richesse est un produit de l'action combinée de la terre et des hommes. Nous avons déjà tracé le tableau du

progrès économique. Pour l'étendre, pour rendre le facteur « population » plus puissant, pour unir les zones de production, on pense maintenant à augmenter le réseau des chemins de fer, on veut suivre l'exemple des Etats-Unis qui colonisaient avec des rails. Nous avons dit que, parmi les trois régions du Pérou, ce sont seulement la côte et la *sierra* qui sont assez développées; et que la civilisation n'est réelle que dans les régions de la côte. On veut la porter dans la *montana*, où se trouvent les grandes richesses de la coca, du caoutchouc et de l'or. Un chemin de fer est en projet, qui réunira la capitale à l'Ucayali, un grand fleuve de la montagne, affluent de l'Amazone. Pour affermir l'unité politique, pour accroître les forces économiques, ce chemin de fer est la grande espérance. Le Pérou est une république centralisée, avec une métropole dominatrice. Il faut unir les grandes villes de la côte du Pacifique aux régions de l'Orient. D'après les lois sociales de Tarde, la métropole est le centre de rayonnement imitatif pour les villes provinciales (1). C'est un phénomène aussi fatal que ceux qui règlent la marche de l'imitation du dedans au dehors ou du supérieur à l'intérieur. Il y a pour les provinces lointaines du Pérou, à l'Orient, d'autres types d'imitation, le Brésil et la Bolivie, surtout le premier par sa civilisation supérieure. Un chemin de fer nouveau est destiné à changer ce centre d'imitation, à unifier les aspirations nationales, à greffer sur l'originalité provinciale le caractère de la métropole. Le patriotisme est un sentiment qui tire sa force de l'unité collective : l'isolement des provinces forme des petites patries, avec leurs vices et leurs égoïsmes.

Tel est l'état économique du Pérou. Une race imaginative et idéaliste ne perd jamais, même dans le travail, ses qualités particulières. On ne trouvera pas chez nous, dans un climat énervant, cette force de labeur qui fait de l'homme une machine à haute pression. On n'aura jamais

(1) Cf. *Les Lois de l'Imitation.*

à nous prêcher, comme Spencer à la démocratie américaine, l'Evangile du repos. On peut dire que l'éducation pour l'action et pour l'effort est encore nécessaire, et que nous n'avons pas cette volonté âpre et forte grâce à laquelle l'homme travaille pour travailler, comme la volonté saxonne qui a en elle-même son principal but. Le tropique est le père de l'*otium* ancien. Le rêve, l'imagination nous ont laissé de fortes empreintes. Nous devons encore conquérir la vie intense, *the strenous life.*

La psychologie du Péruvien est simpliste, sans arrière-fonds de complexité intérieure. Il a la vision intellectuelle prompte, facile, primesautière; il arrive à des synthèses prématurées. La généralisation rapide et fausse est le mal de cet esprit léger et vivant. Elle s'est traduite dans les lois, dans le formalisme politique, dans l'oubli des divers aspects ethniques de la nation. Entre la sensation et l'action il n'y a pas de délai : le *curriculum* psychologique est très vite parcouru. Ainsi la volonté est légère, inconstante, capable d'élans discontinus et faibles. C'est une race impressionnable, imaginative, ardente. Son imagination est plastique et nette, mais elle est parfois éprise de rêveries et d'utopies. Le rire est très généralisé chez nous; sans arriver à l'*humour* germanique, la moquerie est générale et puissante. M. Bergson a montré (1) comment le rire généralise et cherche des types, comment il traduit une certaine insociabilité. Une pensée émue par les accidents de la vie et très solidaire des malheurs d'autrui ne cherche pas le comique. Au Pérou, le rire a été le grand mérite de la littérature contemporaine. Nous n'arrivons pas à l'essence des choses. On peut nous appliquer le mot profond de Guyau, dans l'Irréligion de l'Avenir : « nous aussi, nous feuilletons la vie ».

Ainsi la littérature péruvienne, très pauvre dans le roman, dans le drame et dans l'épopée, a triomphé dans deux genres, la satire politique avec Felipe Pardo, Manuel

(1) *Essai sur le Rire et la Signification du Comique* (passim).

Atanasio Fuentes et Juan de Arona, et la *tradicion*. La *tradicion*, due à un grand maître, créateur du genre, le Péruvien Ricardo Palma, est la narration vivante et colorée des temps passés, de l'époque coloniale avec son faste, sa religiosité mystique et inquisitoriale, son sens ardent de la beauté et de l'amour, sa causerie ailée et facile, digne du XVIIIe siècle français. M. Palma est un profond ironiste : ses traditions font rire, par le comique franc et généreux, par un certain voltairianisme, comme elles plaisent par la langue classique et souple, par la reconstitution des mœurs abolies et des époques mortes.

L'influence française a toujours été souveraine au Pérou, aux temps du romantisme, par le lyrisme sentimental de Cisneros, d'Althaus et de Salaverry; aux époques modernes, par le naturalisme et plus encore par toutes les formes du modernisme qu'a flétries Max Nordau. Chez nous, comme dans toute l'Amérique méridionale, cette imitation crée une superfétation littéraire : fleurs de vieillesse et de décadence sur un tronc jeune et vert. Il y a, certes, entre le génie français et l'esprit péruvien des analogies frappantes. Ce sont l'esprit lucide, la généralisation, une certaine gaieté de cœur et quelquefois le *lucidus ordo* cartésien. Mais l'imitation, pour être féconde, doit changer de caractère. M. José de la Riva-Agüero vient de démontrer, dans une thèse (1) remarquable, que cette imitation doit porter sur les grands penseurs, les Renan, les Taine, les Guyau, qu'elle doit être plutôt idéologique que formelle.

L'influence française est unique dans toutes les formes de la pensée : dans le droit, par l'imitation du Code Napoléon, dans l'organisation universitaire, dans le caractère des études, dans les idées générales. Fouillée est chez nous l'émule de Spencer et on connaît mieux Le Bon que Huxley ou Weissmann. Il y a même entre les deux esprits français et péruvien, une communauté plus forte, l'idéalisme politique et (1) la générosité internationale.

(1) Voir la deuxième partie du livre : *Caracter de la Literatura en el Perú Independiente*, Lima, 1905.

Idéalisme épris de réformes totales, de transformation légale et extérieure, internationalisme généreux qui s'est montré dans le penchant du Pérou vers l'arbitrage. Avec tous les pays voisins, il restait, dès l'aube républicaine, quelques affaires de limites territoriales. On avait établi comme règle générale, l'*utipossidetis*, de 1810, c'est-à-dire, l'état antérieur à l'indépendance. Et pour finir avec les conflits de fait et de droit, notre pays a recherché l'arbitrage dans ses grandes affaires internationales, avec l'Equateur, la Bolivie et le Brésil. La délimitation de frontières favorisera le libre épanouissement de la vie nationale.

Dans notre civilisation, la qualité domine la quantité : la culture est supérieure à la densité du territoire. Il faut espérer que l'immigration permettra le mélange des races et que la densité de la population future favorisera la réalisation de l'idéal démocratique et social.

Dès aujourd'hui, on nourrit des idées égalitaires. Le Pérou n'a jamais été une vraie oligarchie. C'est plutôt le règne des avocats, espèce de mandarinat social qui prépare l'avènement démocratique des meilleurs, et la formation d'une vraie aristocratie sélective.

Le catholicisme espagnol est la religion des Républiques sud-américaines; il a conquis l'Indien et a encore certains caractères de domination et d'ambition politiques. Il oublie parfois la cité divine pour la cité terrestre. Un grand écrivain argentin, Alberdi, affirmait jadis que le protestantisme était l'unique religion pour les Républiques, que le dogmatisme du *Syllabus* était l'ennemi de la liberté américaine. Mais cette opposition théorique n'est pas si forte, dans la pratique, dans la vie. Au Pérou, la religion tombe dans l'indifférentisme : elle devient le *decorum*, l'extériorité cultuelle sans grand élan intérieur. Elle perd par son formalisme, sa vertu intime, que la science cherche à transmettre aux âmes nouvelles.

L'avenir pour le Pérou n'est pas sombre aujourd'hui comme en 1883. Il possède l'assise économique de sa gran-

deur future; il devient de plus en plus une puissance sud-américaine. Certes, il y a encore beaucoup à faire; des périls communs à toute démocratie, à prévoir et à éviter. Le conflit des races est un grand mal. Les Indiens forment la grande majorité nationale et, comme ici l'indigène n'est pas le Peau-Rouge, on peut espérer que par la liberté politique, par la protection économique, par la défense de cette race contre la tyrannie du curé et du *cacique*, elle sera un facteur de relèvement national.

La côte est sèche et pauvre, avec des plaines sans irrigation. Voici le grand problème de l'avenir : irriguer les terres de la côte qui, par la proximité de la mer, sont dans des conditions spéciales à l'égard de l'exportation. Le *Far-West* des Etats-Unis a été conquis de la sorte. L'étendue des irrigations, dit M. Pierre Leroy-Beaulieu, dans l'ouvrage déjà cité, est peut-être le fait le plus remarquable du développement de l'Ouest (1), et les récoltes des terres irriguées sont supérieures à celles des terres non irriguées. Encore c'est l'irrigation privée, individuelle qui triomphe dans ce pays des grands trusts, sur les œuvres associatives des capitaux. Après l'irrigation, l'immigration est le problème ethnique et politique pour le Pérou. Avec le canal de Panama et le chemin de fer pan-américain, deux réalités encore lointaines, un grand courant d'hommes envahira l'Amérique du Sud. Et au Pérou, il ira, d'étape en étape, de la côte déjà irriguée, à la sierra, et de là à la montagne, difficile, touffue, orageuse. Malgré la gravité de ces problèmes non résolus, on a beaucoup acquis pour l'avenir. Le Pérou a subi une transformation rapide et éclatante. C'est une république qui s'affirme dans la paix, c'est un Etat qui s'enrichit et grandit, c'est un pays qui renaît (2).

(1) P. 178.

(2) J'ai voulu esquisser, dans ce premier chapitre, le tableau de la situation actuelle. Les chapitres suivants développent ce cadre et cherchent à en trouver les origines et les conséquences pour l'avenir.

CHAPITRE II

L'EVOLUTION DES IDÉES ET DES FAITS DANS LE PÉROU RÉPUBLICAIN

Après la spontanéité et l'individualisme de la conquête, quand toutes les rebellions indigènes furent apaisées, une nouvelle société se forma; et chez elle on ne trouva plus la puissante originalité et l'élan épique de la guerre des races. On voulait l'unification dans les idées et dans les sentiments, l'assujettissement personnel et direct des hommes à la monarchie espagnole. Il fallait étouffer le pur individualisme de la race. Dans ce choc avec la nature et les hommes, l'Espagnol retrouvait ses vieilles inclinations de liberté, d'orgueil et d'audace personnelle. Et il y avait là un danger pour l'avenir. L'Amérique devait imiter la métropole, où dominait l'absolutisme politique et religieux.

Nous avons noté le caractère statique de l'époque coloniale. Le système d'idées était simple et fort. La religion, comme dans la Cité antique (1), devint le pivot de la vie, de la pensée, de la politique, de la législation, des mœurs. On vivait *sub specie æternitatis*. Certes, la vie était loin de l'idée ascétique; les mœurs, par l'amour chevaleresque, l'éducation des salons, la conversation éprise des *concetti*, par la volupté du climat, annonçaient la fin de notre moyen-âge et la joyeuse apparition d'une Renaissance. Mais, dans toutes les âmes, la foi étant l'unique assise pour la pensée, dictait la solution de tous les problèmes de la destinée et de la mort. La politique s'appliqua à affermir le pouvoir religieux, c'était l'*ancilla theologiæ*. Avec l'Inquisition, le moule pour les idées fut encore plus étroit. La puissance

(1) « La religion, dit Fustel de Coulanges, était un lien matériel, une chaîne qui tenait l'homme esclave... La doctrine était peu de chose ; c'étaient les pratiques qui étaient l'important. » (*La Cité Antique*, p. 195.)

civile enserrait l'homme tout entier, son esprit, son action et sa vie. Le dogme fut la première loi de la cité.

A ce caractère théocratique, où la foi et le droit se trouvent mêlés, on reconnaît l'esprit de la monarchie espagnole de Charles V. Ce génie mystique et autoritaire, fut l'homme représentatif de la tradition espagnole. Il imposa l'unité au corps social; mais cette unification sous la monarchie n'était que l'expression politique des instincts nationaux. La féodalité ne fut jamais un besoin de race en Espagne : l'individualisme national (1) et l'esprit démocratique créèrent une unité sociale qui s'appela *ayuntamiento*, ou fut la *behetria*, et qui signifia toujours une force autonome, inassimilable, soutien d'égalité et de démocratie sociales. La formule unitaire ne pouvait être là-bas ni la hiérarchie féodale ni la division des castes : l'esprit ibérique cherchait un système qui respecterait à la fois l'hérédité égalitaire et l'individualisme national. Ce fut ainsi que naquit ce qu'un grand historien portugais a nommé le césarisme démocratique (2), c'est-à-dire la monarchie au dessus d'une grande égalité collective. La race espagnole ne voulait pas du germanisme de l'époque gothique : elle acceptait le roi de droit divin et de droit souverain, sacré par l'Eglise et unificateur de la loi. Ce devait être un pouvoir central qui ne tolérerait pas le morcellement de la nouvelle féodalité. Le milieu ethnique créait ainsi une forme nouvelle de monarchie, centralisée et forte, sans aristocratie féodale et sans hiérarchie des classes.

Le gouvernement du Pérou était le reflet de cette orga-

---

(1) Cet individualisme est la grande force espagnole. Martin Hume le considère comme un trait d'hérédité sémite et africaine en Espagne. Il y avait là aussi un élément germain par l'Ibère. L'illustre hispaniste écrit : « The feeling of individuality, upon which the sentiment was based, lay deep down in the root of the race, but cunning politicians deliberately turned it to the advantage of their ambitions... All that Spaniards have done in the world, their transient imperial greatness and their per manent tenacity is owing to this quality in its varions manifestations... each individual was set apart under the divine inspection and was himself distinguished by the Lord. » (*The Spanish People*, London, 1901, p. X et XII.)

(2) Oliveira Martins : *Historia da Civilisaçao Iberica*, Lisboa, 1901, p. 189 et suiv.

nisation métropolitaine. Dans un milieu différent la machine politique devait bientôt changer. Il y avait de nouveaux rouages qui en compliquaient le mécanisme. L'individualisme était faible et l'égalité difficile. L'harmonie des pouvoirs et des personnes fut toujours un *desideratum* contraire à l'esprit anarchique de la race. L'Espagnol acceptait la loi, et y trouvait quelque chose de divin, selon le mot des *fueros*. L'individualisme était, chez cette belle race, le culte de la volonté fière, la force de la croyance morale, l'énergie rigide, sans les souplesses de l'analyse. Au Pérou, le climat et l'hérédité avec le métissage, affaiblissent la volonté. Dans le système psychologique, l'énergie laisse la place à la mobilité imaginative et à la dissociation sentimentale. Si la conquête fut le règne de l'effort, l'époque coloniale est une longue période d'épuisement moral. On abandonna aux Indiens et aux nègres les seules ressources d'énergie, le travail du sol et le labeur des mines, et à l'Etat la puissance sociale, la législation, les directions économiques, la surveillance du culte. A l'affaiblissement individuel succédait ainsi, par une naturelle réaction, l'autorité exclusive de l'Etat. L'équilibre espagnol était détruit : on oubliait les droits, mais on réservait les devoirs.

Le mysticisme devint la forme aiguë de l'individualité espagnole. Il fut l'originalité religieuse d'une nation éprise de toutes les autonomies. Ce mysticisme ne prêchait pas la négation du moi, ne condamnait pas la liberté : il avait un puissant caractère moral. L'âme trouvait de nouvelles forces dans la visite divine : l'extase était une source d'énergie. L'annihilation de l'être, le panthéisme, la renonciation à l'individualité, toutes ces formes de mysticisme oriental s'opposaient à l'esprit national. Devant Dieu comme devant le Roi, l'Espagnol conservait sa liberté : les deux puissances de la terre et du ciel restaient les assises de l'individualité de la race; elles se plaisaient même à l'originalité et à la liberté des âmes. A l'époque coloniale, le mysticisme péruvien ne fut qu'un effort imaginatif, une forme de sensualité

ou de crédulité enfantine. La vision était intellectuelle, sans originalité et sans éclat. Le climat, par l'érotisme, avait troublé la source divine. C'est ainsi que l'individualité s'affaiblissait même dans sa grande expression religieuse, le mysticisme. Une grande sainte, comme Rosa de Lima, si belle dans la charité et dans les larmes, est bien loin d'avoir la forte personnalité et l'énergie créatrice de Sainte Thérèse, la grande Espagnole.

L'Etat continuait son action dépressive : il devançait, il entourait, il déplaçait l'action individuelle. La race arriva à une grande homogénéité morale. L'Indien, comme tous les peuples primitifs, est, selon l'observation de l'anthropologiste Waitz, peu différencié. Son type de race est partout le même. Le fils des Espagnols, jeté dans le moule collectif, perdait les derniers ressorts de l'individualité native. Et cependant, une humeur batailleuse, une certaine anarchie sommeillante, un amour maladif pour toutes les luttes, de l'Etat et de l'Eglise, de l'Espagnol et du créole, favorisait l'épanouissement de quelques individualités supérieures. Le caractère collectif avait changé et à la place de l'individualisme, on ne trouvait qu'un mauvais ferment de dissolution et d'anarchie.

Toutes les institutions empêchaient l'essor personnel : l'Inquisition par son fanatisme (2), la famille par la tutelle

---

(1) Tocqueville a étudié dans l'ancien régime cette homogénéité des hommes, malgré la division des classes. « C'est le gouvernement d'un seul, écrit-il, qui, à la longue, a toujours pour effet inévitable de rendre les hommes semblables entre eux et mutuellement indifférents à leur sort... Non seulement les provinces se ressemblent de plus en plus, mais dans chaque province les hommes des différentes classes, du moins tous ceux qui sont placés en dehors du peuple, deviennent de plus en plus semblables, en dépit des particularités de la condition. » (*L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, s. d , p. 116.)

(2) M. Desdévises du Dézert a montré, contre les savantes opinions de Menendez Pelayo, que l'action de l'inquisition fut funeste, même au dix-huitième siècle, sous la nouvelle dynastie politique. Il cite, parmi les ouvrages défendus, l'*Esprit des Lois*, des *Traites d'Anatomie et de Géographie*, le livre de Gibbon sur l'*Empire Romain* et autres. « On arrive, écrit-il, à admirer l'héroïsme de ceux qui s'aventurent à écrire dans un pays où la vue d'un livre nouveau semblait mettre en fureur prêtres et magistrats. Il fallait être réellement fou ou possédé de la passion du vrai pour courir de gaieté de cœur au-devant de pareils dangers. » (*L'Espagne de l'Ancien Régime*, 1904, p. 225.)

prolongée, par l'autorité despotique du *paterfamilias*. L'Etat nuisait au libre jeu des forces économiques : il canalisait les richesses, il favorisait ou entravait les productions, on eût dit qu'il voulait régir jusqu'à la nature. Les caractéristiques de cette action étaient l'ignorance, l'inconstance, le tâtonnement. On faisait de grandes expériences et le sol fécond perdait ses richesses, tout en devenant un laboratoire d'inaptitude politique et de cupidité collective. Le monopole était le trait essentiel de la politique espagnole.

Toute la production américaine n'avait qu'un débouché, l'Espagne. L'isolement espagnol après la guerre des Maures, après les attaques du protestantisme, devenait plus grand, car l'expansion de la race s'arrêtait aux Pyrénées et s'étendait prodigieusement vers l'Amérique conquise. On voulut fonder un empire économique, une sorte de *Zollverein*. Mais cette union ne pouvait se fonder que sur un effort solidaire, sur un libre-échange entre la Métropole et les colonies. Et la solidarité n'était qu'un mot à l'époque coloniale. Le pouvoir espagnol favorisait les petites rivalités, les tracasseries dans ses domaines américains et il condamnait la liberté économique. On anéantissait le Chili pour relever le Pérou, on sapait l'industrie américaine pour assurer le succès de la production espagnole. La découverte de l'Amérique avait ébranlé l'unité espagnole : on traitait les membres épars du grand corps politique comme des ennemis. L'Etat favorisait l'émulation et prohibait la concurrence : c'était une politique contradictoire qui fécondait les terres pour décréter leur épuisement.

La crise était inévitable, car l'individualité affaiblie ne pouvait pas favoriser l'union nationale, ni s'opposer à l'omnipotence de l'Etat. Et il n'y avait plus d'éléments de solidarité. Il faut chez un peuple une réserve d'activité individuelle pour que l'association soit un produit naturel, dans toute sa spontanéité et sa force. La charité, cette forme de solidarité instinctive, ne faisait pas disparaître

les différences sociales : tout effort vers la coordination des énergies restait inconnu.

En résumé, la politique espagnole, inorganique et hâtive, avait changé d'idéal. Elle ne cherchait plus l'égalité sous un roi absolu. Dans un autre milieu, la détermination de ce but n'aurait été qu'une imitation difficile ou une adaptation impossible. La diversité des races s'opposait à l'égalité. L'unité politique était affaiblie par les luttes des deux pouvoirs, religieux et civil. Le régime tributaire, par l'inégalité des contributions, accentuait la séparation des classes. Le milieu ajoutait à la tradition des tendances dissociatives; l'individualisme péruvien était infécond, obscur, négatif. Le *criollo*, fils d'Espagnol, se trouvait écarté des charges publiques : par droit de naissance il restait inactif au milieu de la mollesse du climat et de la frivolité de la vie. L'Espagnol jouissait des égards politiques; son fils, par le seul fait qu'il était né au Pérou, était condamné à végéter et à obéir. La classe supérieure souffrait de ces chutes continuelles : c'était une démocratie à rebours. L'aristocratie politique ne se recrutait qu'en Espagne. Et la démocratie se formait par l'union des *criollos* déchus et des métis habiles et ambitieux, contre l'autorité oppressive, au-dessus de l'Indien soumis et du nègre esclave. En même temps, les forces économiques ne pouvaient pas apporter l'égalité. M. Loria a très bien démontré comment « l'inoccupation de la terre totale, dans des conditions d'universelle liberté juridique, produit une forme économique égalitaire » (1). Le manque de cette liberté devait créer une inégalité générale avec toutes les formes du monopole économique et industriel. La politique royale voulait la répartition du territoire et préparait l'égalité des conditions; mais les richesses du clergé et le droit d'aînesse diminuaient le total divisible et séparaient, par des vinculations, des fiefs héréditaires. Dans chaque famille, le majorat divisait les fils et perpétuait le privi-

(1) *Le Basi economiche de la Constituzione sociale* (Torino), 1902, p. 3.

lège. Une sorte de féodalité, contraire à l'instinct national, s'étendait sur le territoire.

Cette pression sociale développait des germes de libéralisme, des désirs de démocratie, d'égalité et de liberté qui restaient inassouvis. Le clergé, les *criollos*, les métis, les Indiens, après la Révolution de Tupac-Amaru, en 1788, toutes les forces éparses, mais puissantes, séparées du gouvernement, corrompues par tous les monopoles, alliées par un pacte tacite, composaient une démocratie pleine d'aspirations libératrices. Le vice-roi n'était pas, comme le roi en Espagne, le symbole d'une nation égalitaire, mais le suzerain féodal et le chef d'une petite oligarchie riche et puissante, qui pesait d'un poids séculaire sur les énergies nationales. Le droit d'aînesse devait favoriser l'individualisme, mais il donnait souvent tous les avantages de la richesse et de la vie facile à des élus du hasard. Ce majorat destiné à affermir les traditions de famille, l'éclat du foyer, le pouvoir romain et catholique du père, n'était qu'une école de gaspillage. Les superstitions énervaient l'esprit chrétien. Par une fatalité naturelle, de la terre méconnue et changeante surgissaient les mythes et l'imagination populaire se repaissait de toutes les créations d'une religiosité timide, extérieure et imaginative.

Ces caractères étaient universels. Le pouvoir civil avait perdu la direction unificatrice de la foi, la démocratie se constituait grâce à l'ambition des nouvelles générations; la révolte contre l'intolérance civile et religieuse, contre l'uniformité de la vie, fortifiait l'esprit batailleur; le climat favorisait la précocité intellectuelle. Et la curiosité d'un esprit prompt, facile, ouvert à toutes les formes nouvelles, préparait le succès des idées d'indépendance collectives. Le mouvement fut unanime, épique, de 1808 à 1810, dans l'Amérique espagnole. Une poussée soudaine féconda le sol monotone et sec : le sang espagnol, généreux et fort, réclamait ses droits héréditaires. On voulait la commune autonome, la démocratie sous l'autorité sacrée, l'égalité fondée sur l'individualité. Il y avait déjà

une Révolution inavouée, immanente, générale : l'imitation donnerait l'agencement des principes. La réalité préparait l'idéal, par un double mouvement, de critique spontanée des traditions, et de recul vers les formes perdues de l'égalité, de l'unité et de l'individualisme.

De petites unités, les *cabildos*, luttaient pour la vie ; cherchant sans cesse à empiéter sur la forte unité directrice. C'étaient des collectivités, où les *criollos* s'exerçaient à l'autonomie et à la liberté. Ces communes rappellent les corps spontanés d'avant la Révolution Française, que Taine a étudiés dans son grand ouvrage sur le Régime Moderne (1). On ne s'en défiait pas; on oubliait, faute de psychologie politique, leurs assises naturelles, leur croissance, leur rôle futur (2). Aussi, l'état d'esprit de l'époque coloniale était la subconscience. L'instruction scolastique avait tous les caractères d'une science ergoteuse : les discussions de la chaire étaient dignes de provoquer le rire épique de Rabelais, ou l'ironie de Voltaire. On commentait Duns Scot encore plus que St-Thomas d'Aquin et la science livresque n'était qu'un puissant effort de mnémotechnie (3). Même les grands écrivains, un Solorzano Pereira, un Léon Pinelo, un Baquijano faisaient étalage d'érudition archaïque et bizarre : dans leurs livres Stace coudoyait le docteur Subtil et on citait Ovide après les Consolations de Boëce.

(1) Cf. *Les Origines de la France contemporaine*, p. 191 et suiv., t. IX.

(2) On sait qu'aux Etats-Unis la Commune fut aussi un des facteurs de la Révolution. John Adams écrivait à Mably, en 1752, que la Commune, comme institution autonome de la Nouvelle-Angleterre, préparait, par l'habitude des affaires publiques, par la réflexion et le jugement, le mouvement de libération collective. Une constitution locale préparait une Constitution de l'Etat.

(3) Le livre de Reynier sur la *Vie universitaire dans l'Ancienne Espagne* étudie de près la décadence de Salamanca, modèle des universités américaines. En voici quelques observations : « Les deux forces qui avaient le plus contribué à donner une si forte impulsion aux esprits, la royauté et l'Eglise, commencent, dès qu'éclate la Réforme, à s'inquiéter des progrès de leur œuvre... Le suprême conseil de l'Inquisition étend sur l'enseignegnement un contrôle qui le paralyse... Une inquiétude universelle pèse sur la pensée... En 1568, on s'était avisé d'ouvrir pour la première fois, à Salamanque, une salle de dissection ; on la ferme prudemment huit ans après et l'on supprime du même coup l'enseignement de l'anatomie. » (P. 163 et suiv.)

C'était un pêle-mêle d'idées vraies et de réminiscences pédantesques, un perpétuel empiètement de la mémoire sur l'intelligence. La vie changeait et imposait de nouveaux moules, mais la science oubliait pour l'ivresse de la *quidditas*, les nécessités de la rénovation libertaire. On pourrait appeler notre Révolution le « miracle américain » par la coordination des efforts jusqu'alors séparés, par l'acceptation générale d'un idéal obscur, difficile et lointain, par l'union du dévouement et de l'héroïsme.

A ce moment de l'histoire, le mouvement des idées féconda la semence nationale. L'imitation s'effectua de haut en bas, par les dehors, les soulèvements militaires, les négations, pour aboutir bientôt aux idées de la grande Révolution. Il y avait une union souterraine des francs-maçons, qui allait d'Europe aux deux Amériques; en outre, trois révolutions devançaient le mouvement de notre continent : au Nord, la déclaration des Droits de 1776; en France, les luttes du Jacobinisme et même l'essor républicain sous le Consulat; en Espagne, le mouvement fécond de 1812, dans les Cortès de Cadix, où les députés de l'Amérique unirent leur action à celle des représentants de l'Espagne pour imposer une Constitution libérale. De tous côtés, l'absolutisme faisait faillite, et encore plus les habitudes politiques de la théocratie. Les « Cahiers » de 1789 n'étaient pas très différents des plaidoyers pour l'autonomie américaine.

De ces trois antécédents, l'exemple français fut le plus frappant. Au Pérou, l'effort constitutionnel de 1812, au milieu de l'agitation révolutionnaire, apporta une trêve aux désirs d'indépendance, et son échec affermit l'inclination révolutionnaire. La révolution des Etats-Unis provoquée par une lutte économique, était en réalité un éveil de l'individualisme religieux, une excitation de puritanisme : l'action y était pénétrée du souffle religieux des « pilgrim fathers ». La Révolution française (1) était civique

(1) « Le devoir pris pour règle de la politique; la justice intervenant dans le gouvernement des affaires humaines; la liberté conçue non plus

et humanitaire; elle luttait aussi contre l'absolutisme, détruisait les privilèges au nom de l'égalité civile; ce fut une expérience de liberté pour les peuples américains. Les *Cortès* de Cadix, comme les Etats Généraux de France créèrent la conscience politique : c'était « l'âge de la discussion » après le règne des disciplines autoritaires et inquisitoriales

L'ancien régime français comme l'époque coloniale, avait une politique d'Etat. L'idée de raison publique primait tous les droits individuels. C'est là le type classique qui généralise, qui procède par moyens termes, qui ignore l'apport de l'originalité individuelle. L'Etat était une *fin en soi*, comme dit Kant, de la dignité humaine. Dans cette organisation simpliste, logique et unitaire, on ne comprenait pas des conflits de droit ou des respects pour la molécule humaine. La Révolution marqua un revirement. La raison individuelle devenait ou voulait être la mesure des choses, comme dans le criticisme allemand : l'objectivité, dans l'intelligence et dans la vie, était un principe d'erreur. La Révolution trouva les catégories de ce criticisme politique : elle fut une critique de la raison d'Etat.

L'individualisme fut son centre et son but. La raison d'Etat, dit Michel, avait séparé, dans certains pays, jusqu'à la Réforme, dans d'autres, jusqu'à la Révolution, la morale de la politique. Ce n'était pas une politique immorale, mais une politique amorale (1). Dans la politique de Bossuet, le droit du prince est le droit de Dieu. La morale est une science de fins et on croyait que l'Etat était une *fin en soi*, que la raison d'Etat était la vraie ethique collective. On appliquait la statistique à la morale : l'individu ne comptait pas dans le calcul des grands nombres. La Révolution changea les termes du problème politique :

---

comme un privilège, mais comme un attribut naturel de chacun des membres de la société : là est l'originalité, la grandeur de la Révolution française. » (Edme Champion, *Esprit de la Révolution française*, Paris, 1887, p. 75.)

(1) *L'Idée d'État : Essai critique*, Paris, 1896, p. 6.

elle donna à l'individu le rôle qu'on avait toujours réservé à l'Etat.

L'essence de l'individualisme est la liberté. La Révolution reprenait la tradition cartésienne, si propre à l'esprit français. (1). L'ancien régime était le règne du mécanisme, de la diversité incohérente, de l'inconscience: on éduquait l'automate de Descartes. La Révolution reconnut la dignité de la pensée. Elle voulait l'ordre, la clarté, l'unification, la conscience dans la pensée et dans la vie. L'existence collective dépendait du *cogito* de tous les esprits. Il y a une analogie frappante entre les deux mouvements de la France et de l'Amérique Espagnole. Ce n'était pas un principe politique, mais plutôt une tradition qu'on voulait adapter aux nouveaux temps. La république n'était pas une nécessité nationale. M. Aulard a analysé la psychologie des Etats-Généraux et la pensée des précurseurs, un Mably, un Voltaire, un Rousseau, un Condorcet et il n'y trouve pas d'inclinations républicaines. On veut plutôt une organisation de la monarchie. Le but nouveau est la fin de la féodalité, par la domination bourgeoise des Etats-Généraux. Le roi doit être fort par le peuple contre les privilèges héréditaires. L'esprit classique fuit les différences et les inégalités : il cherche le *lucidus ordo* politique. De même, à l'époque coloniale, on veut détruire les privilèges et renouveler la grande tradition monarchique, l'égalité sous l'*imperium* romain et catholique. C'est partout l'échec du morcellement féodal et la crise de la discontinuité politique. Mais, l'individualisme changeait d'esprit selon le milieu et la race : au Pérou, et dans plusieurs autres pays d'Amérique, la volonté faible et l'intelligence variable et souple évitaient la discipline et la loi. On cherchait la libération et on tombait dans l'anarchie. L'individualité n'était pas assez riche pour créer son propre idéal, l'intelligence condamnait la loi extérieure et inflexible,

(1) *Histoire politique de la Révolution française*. Paris, 1905, p. 24 et suiv. — La Révolution reconnut dans la Convention, avec Chénier, le legs cartésien.

mais la volonté était incapable d'une discipline de l'action. L'individu tomba dans l'égotisme. L'idéal français, paradoxal en apparence, la « république monarchique », cherchait la liberté plus que l'égalité: la bourgeoisie remplaçait un peu la féodalité. L'idéal espagnol, le « césarisme démocratique », impliquait l'égalité plus que la liberté. La France supporta tous les chefs, tous les jacobinismes au nom de la liberté; l'Amérique subit toutes les anarchies au nom de l'égalité. La réalité se passe toujours des formules et des idéalismes: elle lutte entre la stabilité et l'illogisme.

Le cartésianisme ajoutait à son intellectualisme, à la *res cogitans*, le primat de la volonté. M. Fouillée a voulu y trouver des relations entre Descartes et Schopenhauer (1). On sait que pour la philosophe des *Méditations*, la volonté libre fonde le jugement, l'évidence est un produit de l'activité volontaire et que, si la passion est, selon sa définition un « précipitat d'idées », l'idée même, la synthèse d'un jugement, est, pourrait-on dire, un « précipitat » de volonté. Les grands principes révolutionnaires s'expliquent par cette dépendance de la pensée envers la volonté : il faut toutes les libertés, liberté politique et religieuse, pour que l'évidence se produise, pour que la vérité jaillisse de cette libre concurrence des directions volontaires. Egalité fondée sur l'instrument commun, la pensée; liberté dérivée de l'énergie autonome, la volonté; voilà les grandes lignes de l'œuvre révolutionnaire. La loi n'était que l'expression de la volonté générale. La raison d'Etat devenait raison commune. On ne peut pas dire que la Révolution ne fit que détruire : elle créa un nouveau régime, après l'ébranlement des traditions, comme la philosophie cherchait des affirmations constructives après le doute méthodique. Même dans l'ordre religieux, la Révolution incline vers le christianisme, vers une affirmation déiste et tolérante, contraire aux partialités des Eglises (2). On voulut concilier la tra-

(1) *Descartes*, dans la collection des *Grands Ecrivains* chez Hachette.

(2) On peut même dire que la Religion a été un des grands mouvements religieux de l'Humanité. Par le penchant démocratique et social, par la

dition classique avec la négation révolutionnaire : la volonté souveraine, fondée sur l'égalité collective, créait des lois générales, logiques, nouvelle raison d'Etat simple, universelle, rationnelle.

L'esprit du XVII[e] siècle restait puissant. On fit table rase de tout ce que les anciens avaient établi dans le domaine des formes sociales et politiques; et ensuite, sur cet anéantissement théorique, on fonda, par un assemblage plus ou moins cohérent avec des principes divers, le droit naturel, la thèse des trois pouvoirs, l'autonomie de la volonté et de la raison : un nouveau régime, traditionnel par l'esprit classique et libéral, par l'individualisme. On revint à la nature, à la liberté; on voulut séparer la pensée des attaches traditionnelles, la vie des empreintes légales, des corvées historiques; on opposa l'histoire à la nature, on établit la liberté des cultes, la liberté politique et la liberté économique après la faillite des physiocrates et le succès d'Adam Smith. L'axe politique, le but humain a changé. On nie les droits de l'Etat et on établit les droits de l'individu. La synthèse s'opère et réussit. Voilà l'homme doué par la nature, de la vie, de la volonté et de la pensée : il crée l'Etat par un acte de volonté, par un contrat collectif : il travaille, il pense, il jouit de ses biens et il n'est pas entravé dans l'usage de ces droits naturels : il fonde la loi par sa volonté, il lui obéit par sa raison; il est le même, sans égards aux climats et aux milieux, doué d'un droit naturel et a-priori, universel et rationnel; il veut l'ordre, la liberté appuyée sur la différenciation et l'harmonie des pouvoirs; le pouvoir législatif, qui fait la loi, l'exécutif, qui lui donne une efficacité pratique, une

foi optimiste dans un royaume à venir, pareil au messianisme, par le prosélytisme effréné, elle rappelle le christianisme, et même donne aux principes primitifs devenus étroits leur sens pur et ancien, la liberté, pour la vérité par la liberté des consciences, la fraternité des élus par la solidarité humaine, l'égalité sous le dogme autoritaire par l'égalité sous la loi et la raison. M. Aulard a démontré que le catholicisme fut très respecté pendant la Convention et l'athéisme flétri. (Cf. *Le Culte de la Raison et le Culte de l'Etre suprême*, 1892, p. 19.)

réalité; le pouvoir du juge qui dépend de la loi donnée (1).

Il est aisé de comprendre la suggestion de cette logique révolutionnaire sur l'Amérique éprise des théories du droit divin. Le rayonnement imitatif fut si fort que la comparaison des constitutions de France et d'Amérique montre parfois de simples plagiats. L'esprit social était dominé par les mêmes besoins : la griffe autoritaire menaçait de mort les organismes affaiblis. Il fallait un programme, une organisation claire pour cette poussée inconsciente des instincts libéraux. On les trouva, non pas seulement par la direction idéologique et froide, mais par le contact des hommes de l'indépendance américaine avec le grand milieu révolutionnaire, la France. Miranda, du Venezuela, un des pionniers de la liberté, étudia en France et fut des Girondins : Bolivar, le grand chef, directeur du mouvement collectif, était en France pendant la Révolution; La Mar lutta pour l'indépendance de l'Espagne contre Napoléon. Un même souffle libéral, une imitation proche et puissante, menait leurs pas vers l'épopée libératrice. L'Idée arrivait ainsi dans les livres et dans l'âme des hommes.

La Révolution n'était pas préparée par une Déclaration des droits, par une représentation du tiers-état : anonyme, inconsciente, mais forte et grande, elle visait seulement à l'abolition de ce qu'on appelait, du Mexique à La Plata, la tyrannie *gothique*, le fanatisme, l'ignorance et l'absolutisme. Les deux grandes idées françaises gagnaient les esprits : la liberté politique, comme but immédiat : l'égalité, comme desideratum lointain et définitif. Ni la forme de gouvernement, ni le régime censitaire, ni le caractère universel ou restreint de la souveraineté n'étaient en discussion. Dans les programmes des révolutionnaires, la lutte avait un caractère plus élevé : c'était le choc des deux puissances primitives de l'Avesta, Ormuzd et Ahriman. Les caractères religieux et économiques restaient au deuxième

(1) On sait comment Montesquieu a démontré la nécessité de ces pouvoirs indépendants pour la vraie liberté. (Cf. *Montesquieu*, par A. Sorel, Paris, 1897, p. 102.)

plan : la liberté politique était la grande aspiration américaine. Des deux chemins, l'évolution et la révolution, le premier fut fermé par l'échec des Cortès de Cadix; on ne trouvait ouvert que le second.

Et le mouvement, partiel et incohérent au début, eut bientôt les aspects d'un grand effort solidaire pour la liberté. La Révolution eut la force d'une idée simple, logique et très expansive. Les besoins différaient d'un milieu à l'autre, selon les climats, l'importance politique et l'esprit traditionnel : au Pérou, la monarchie avait plus de racines, le criollo formait le « tiers-état »; au Chili, il se trouvait déjà les germes d'une oligarchie, avec O'Higgins; à Buenos-Aires on haïssait le monopole économique; au Nord le tropique fortifiait les inclinations libertaires. Mais, au-dessus des partialités régionales et des besoins locaux, planait l'effort commun, suscité par les mêmes causes générales. La France des Cahiers et l'Amérique du XVIIIe siècle attaquaient les mêmes réalités : le manque d'une loi fixe et générale, les excès des privilèges, la faillite d'une administration vacillante et avilie.

Le césarisme crée toujours des habitudes mentales par sa suggestion et sa puissance : la crainte religieuse, le respect mystique, l'idée de stabilité politique et de continuité héréditaire. Il dirige tout, il prévoit tout, il achève tout, et affaiblit ainsi les forces originales de l'individualité. La vie devient une belle sinécure. Au Pérou, le vice-roi a le titre, le prestige des rois espagnols; mais l'Eglise avec ses empiètements, ses luttes et ses influences dans un milieu religieux, le césarisme lointain changeant les autorités, créant une discontinuité de buts et d'efforts, détruisent le prestige classique de la tradition monarchique. Celle-ci change, elle souffre des heurts, elle devient tour à tour maîtresse et servante : ses grands caractères, l'unité, la stabilité, la logique intime et despotique, s'évanouissent. Un nouvel état d'esprit se forme et s'enrichit avec les dépouilles de la force autoritaire: il est mobile, anarchique, il méprise l'unité des traditions. Les deux forces humaines,

le besoin et la croyance, vont tout détruire par leur union. On sent partout l'agitation obscure d'un grand enfantement.

II

Et les meneurs se multiplient et collaborent à l'œuvre inconsciente des foules. La Révolution était, selon le mot sociologique, un échange d'autorités. Les chefs devenaient rois, autorités impérieuses et religieuses. Mais, leur domination avait un autre but. Elle revenait à la formule ancienne, à l'idéal espagnol: le « césarisme démocratique » et l'égalité sous un chef. On fondait la liberté et on l'affaiblissait sous un despotisme réfléchi, égal et unique. La Révolution américaine était ainsi une réaction, un retour aux traditions dénaturées par la décadence de la monarchie. L'instinct endormi sous la servitude s'éveillait et devenait raison nationale. Le succès de la révolution n'était que la force d'un atavisme profond, affaibli, mais jamais éteint.

Deux grands noms concentrent ce mouvement américain : Bolivar et San Martin. Leur psychologie différente reflétait les deux tendances révolutionnaires. Rupture éclatante avec le passé, imitation de la révolution française, imitation de la confédération des Etats-Unis, égalité au détriment de la liberté, chez l'un; conservatisme dans la révolution, traditionnalisme mitigé, respect et élargissement de l'idéal monarchique, liberté au-dessus de l'égalité, chez l'autre. Ces deux forces, Bolivar, l'homme du Nord, et San Martin, l'homme du Sud, s'unissaient pour la négation du passé et se séparaient pour l'affirmation et la construction de l'avenir. Leur moule d'esprit était divers : Bolivar étant ambitieux, égoïste, tempérament despotique mais grand et visionnaire dans son égoïsme; San Martin étant dévoué, sensé, timide, dominé par des traditions. Esprit génial, généralisateur, type psychologique du *criollo*, Bolivar devait arriver à l'égotisme : il voulait en utopiste tout organiser, tout gouverner, jeter les esprits dans un même

casier inflexible : il avait l'illogisme de tous les grands créateurs. San Martin, esprit monarchique, sans ambition et sans autoritarisme, se condamna, comme le politique grec, à l'ostracisme; il revint avec sa fille, Antigone pieuse et fidèle, au cœur des traditions monarchiques de la France.

Mais, dans leur heurt fatal, il y a plus que le choc des deux directions d'esprit; c'est le jeu des deux forces historiques, la mise en scène des deux méthodes de construction sociale. Bolivar imite Napoléon et San Martin rappelle Washington. Ils réalisent l'œuvre démocratique dans un esprit différent. Bolivar devait triompher par le génie, par la suggestion d'une ambition hautaine et croissante, par les excès même de son œuvre. Et avec lui, la centralisation administrative, l'instabilité politique, l'égalité outrancière, le déclassement social.

Bolivar était plus Américain que Napoléon Bonaparte n'était Français : il obéissait à l'hérédité de sa race, à la force du milieu; il avait l'originalité du génie. Dans le milieu américain, les qualités maîtresses de notre Bonaparte s'affaiblissent : la trempe unique, la primitivité robuste, l'énergie du *condottiere* ne sont pas les mêmes. Napoléon est toujours le survivant d'une époque disparue; il a toute la spontanéité créatrice, toute la force germinative de la nature dans une civilisation artificielle et vieillie. Il est à la fois une force primitive et une énergie savante. Dans la botanique humaine, il veut être une plante unique qui plonge ses racines dans une terre cultivée avec tous les engrais humains. Bolivar est moins égoïste; il a l'élan généreux et dévoué de sa tradition et de sa race. Ces deux grands meneurs imposent leur volonté expansive, leur moi passionnel, intensif, nerveux, leur invention géniale des hommes et des moyens. Ils prononcent le *fiat* dans le chaos, ils renient l'idéologie et ils sont idéologues, par l'esprit symétrique, par le système, par une sorte de catholicisme politique. Ils ont la passion de l'unité, ils veulent la coordination de toute chose dans un plan unitaire. Napo-

léon, plus autoritaire, veut le triomphe de la Révolution sur l'Europe par l'imposture et le jacobinisme; Bolivar cherche la liberté en Amérique par la confédération, par la solidarité politique de la race. Tous les deux fondent la démocratie par les excès de leur pouvoir : ils sont l'autorité planant au-dessus du nivellement humain. Ils se ressemblent encore par la volonté, par la nervosité de leur action sociale. Le premier est un fauve solitaire, le grand spécimen humain, une trouvaille de la nature; le deuxième est son fils unique, la dernière épreuve de l'effort créateur. Taine (1) décrit à merveille l'intégrité de l'instrument mental dans Napoléon, cette force qui trouve l'unité au milieu des choses hétéroclites et éparses, cette machine singulière qui travaille toujours sur des réalités, cette reconstruction organique de la vie dans l'esprit dominateur. Bolivar avait une intelligence plus analytique; dans l'élan unitaire, il simplifiait et malgré lui, agissait comme un idéologue; il avait l'esprit critique plutôt que créateur (2). Il donna le premier une direction à l'organisme révolutionnaire. Son pouvoir était absolu pour créer, pour essayer et pour détruire. Il gouverne les peuples, il distribue des provinces, il change des limites, il fonde la Colombie, il est le maître absolu du Pérou, il crée une République, la Bolivie, et lui lègue son nom; il songe à l'unité romaine, il veut être le César d'une superbe centralisation américaine. L'évolution du continent américain n'est que le reflet et la réalisation de sa pensée : l'esprit militaire, le personnalisme, la création intégrale des codes et des constitutions, l'instabilité nerveuse des mouvements collectifs en émanent.

San Martin est l'émule de Washington, et vise à l'objectivité politique, il sait se détacher de la fatalité des faits. Il donne son effort, sans imposer un moule. Il a la volonté tenace et forte, le sens des circonstances et de la marche

(1) Cf. *Les Origines de la France contemporaine*, t. IX, p. 28 et suivantes.

(2) Il fit l'analyse la plus subtile du poème d'Olmedo sur la victoire de Junin ; on y trouve tous les principes de la mesure, de l'ordre logique. Vide l'ouvrage sur *Olmedo*, de M. V.-M. Rendon, Paris.

des choses. On trouve chez lui l'esprit de modération, le respect de l'évolution lente des réalités. Monarchique et libéral, il veut interpréter dans un sens traditionnel le mouvement fatal de la Révolution. Comme Washington, il voit dans « le temps et l'habitude » les vraies forces de l'organisation sociale; il a le culte religieux de la liberté, il a le même civisme et la même religiosité puritaine que lui. Les deux sont avant tout les héros de la paix. Dans une même période de l'histoire, Bolivar et San Martin devaient s'entrechoquer et présenter l'opposition des deux politiques similaires, *l'imperium* latin et l'individualisme saxon. Leur heurt rappelle celui de Jefferson et d'Hamilton, et l'aube républicaine de l'Amérique du Nord, sous le gouvernement de Washington. Hamilton défend les traditions, accepte l'aristocratie et le fédéralisme et craint, comme San Martin, la poussée démocratique : il est le vaillant organisateur du « The Federalist ». Jefferson, plus libéral que Bolivar, hait comme lui les privilèges et veut, d'un souffle généreux, exalter toutes les autonomies. Washington ne croyait pas aux formules définitives : il cherchait la conciliation des deux politiques, il acceptait l'unité et l'autonomie fédérative. Son cadre est souple : la volonté individuelle y entre sans perdre sa spontanéité morale. Au contraire, l'Amérique méridionale se laisse imposer un modèle simple, uniforme et autoritaire, sans la complexité et la variété de la vie.

Et d'abord une constitution, une *lex legum*. La Révolution veut un statut; elle a triomphé sur le nihilisme politique de l'Ancien Régime, elle a rejeté l'arbitraire, d'un grand élan vers l'unité de l'Etat et la fixité de ses lois. L'influence française, par l'esprit logique, par la suggestion de l'égalité, par le rôle négatif est vivante dans tous les esprits. On va imiter, même jusqu'au plagiat, l'acte constituant français. La direction était logique et féconde. Si une constitution devait être l'organisation politique du nouveau régime, l'ordre dans l'enchevêtrement des ruines, la conscience écrite de la nouvelle nationalité, il fallait

chercher, parmi les grandes directions constitutionnelles, un modèle souple pour les aspirations incohérentes, pour les espoirs inquiets. On pouvait l'accepter dans l'intégrité de ses dispositions, et greffer là-dessus la vie nationale ou adopter les grandes idées comme pour créer un produit d'assimilation et de triage.

Ce modèle devait être une constitution démocratique. La Révolution avait changé de fond en comble la hiérarchie sociale et aboli les privilèges. On pouvait encore accepter la monarchie et c'était l'esprit de San Martin qui voyait dans la Révolution, comme les membres des Etats-Généraux de 1789, une organisation de l'autorité monarchique, un renouvellement de la tradition (1). Mirabeau avait donné la formule de ce moyen terme entre la tradition autoritaire et la liberté révolutionnaire : il fallait, disait-il dans un discours, « sauver la soudaineté du passage ». et la monarchie constitutionnelle, force modérée et libérale, était le trait-d'union de ce moment de l'histoire (2). Siéyes avait distingué, dans un but analogue, les droits passifs et les droits actifs des citoyens : les premiers universels, les seconds partiels et restreints. Tous ont droit à être respectés dans leurs libertés premières : la société est un avantage commun. Mais, quand il s'agit de l'activité politique, de la collaboration organisatrice et directrice, il faut accepter des nuances, des infériorités fondées sur le sexe, les situations, les impôts, etc. Au fond, ici et là-bas, l'esprit révolutionnaire était la conquête de droits partiaux: en France, le triomphe du tiers-état, de la bourgeoisie puissante; en Amérique, la domination de l'élément national et la faillite des fiefs traditionnels.

Dans ce tâtonnement politique, dans cette incertitude

(1) Condorcet, un des précurseurs de la Révolution, était étrangement modéré dans ses propos; il disait que « lorsqu'on change les lois, il faut éviter : : 1° tout ce qui peut troubler la tranquillité publique ; 2° tout ce qui produirait des secousses trop vives dans l'état d'un grand nombre de citoyens ; 3° tout ce qui heurterait de front des préjugés ou des usages généralement reçus. » (E. Champion : *La France d'après les Cahiers de 1789*, Paris, 1904, p. 226.)

(2) Cité par Aulard, *ouv. cit*, p. 59.

sur la formule fondamentale, il fallait choisir. Il y avait trois déclarations constitutionnelles, en Angleterre, en France, aux Etats-Unis d'Amérique. La première était aristocratique, nationale ou même ethnique (1) : elle avait des assises historiques, originales et solidaires. Elle était loin de l'esprit américain, par son principe intérieur et par son fort nationalisme.

La constitution anglaise a un grand élément traditionnel, coutumier, non écrit. Elle n'est pas, dans toutes ses parties, le texte écrit, bref, lapidaire, mais l'esprit des traditions nationales, la *lex insita*. Elle n'est pas un pacte unique et intégral, dérivé de la souveraineté collective, mais une transaction, une délimitation entre des entités anciennes et autonomes. Elle est une agrégation, un équilibre et non une création. Des actes d'union avec l'Ecosse et l'Irlande, des déclarations statutaires de liberté, la « common law », un amas hétérogène de coutumes, d'opinions, de traditions acceptées, forment un tout fluide et cohérent, plus enclin à la stabilité qu'à la logique. On procède par superposition : en 1215, la grande Charte du roi Jean, en 1688, le Bill des droits, en 1701, l'Acte d'union nationale. La vie cherche sa forme par la spontanéité de ses mouvements historiques. Ces traits l'éloignaient forcément de tout rayonnement imitatif, de toute force expansive et conquérante. Elle est trop nationale, trop attachée aux morts, trop éprise de continuité nationale pour être universelle. Elle a donné les droits de l'Anglais et la France a établi les Droits de l'homme. L'une est plus naturelle, l'autre est plus logique; la première tient de la mécanique, la deuxième de la géométrie, de la raison et de l'art.

M. Boutmy a relevé cette différence dans une comparaison profonde : il établit que la filiation historique est le caractère de la constitution anglaise et que la fraternité

(1) L'Angleterre n'était pas inconnue pour les Américains, même au point de vue politique. Bello avait des traits saxons dans la sévérité de sa méthode et de son analyse, dans son ferme « common sense ». Et la philosophie écossaise de Reid fut assez pratiquée au Chili, au Pérou et ailleurs au commencement du dix-neuvième siècle.

idéale est l'âme des constitutions françaises (1). Au surplus, en Angleterre la constitution ne tenait pas compte de l'individu, de l'élément anonyme, de la monade sociale. Elle formait des corps, elle acceptait des forces traditionnelles, universités, églises, corporations, vraies molécules sociales du fort organisme unitaire. L'individu est mobile, discontinu; la corporation a une tradition, une perpétuité, la puissance du temps. L'Etat s'est formé d'une manière cohérente, par la juxtaposition des cellules complexes, par un assemblage d'organismes. Ce n'est pas l'idée de fin qui a présidé à la naissance des éléments assemblés; ce sont les parties qui ont formé le tout par une action mécanique. La constitution est un triage : toutes les personnes morales, lords, nobles, communes, églises, le roi et les pairs se heurtent et, de ce choc partiel, dérive une délimitation d'attributs, une coordination progressive qui n'est qu'un équilibre plus ou moins stable.

Donc, les deux caractères de cette constitution, malgré son prestige traditionnel, étaient contraires à l'esprit américain : l'organisation aristocratique des forces traditionnelles, l'oubli de l'individu, élément premier de toute organisation sociale.

Il y avait un autre type de constitution, plus démocratique et presque contemporain, la constitution des Etats-Unis. Comment se fait-il que la communauté du mouvement libérateur n'ait pas empêché que la soif d'imitation allât s'ouvrir dans un autre esprit politique, celui de la France républicaine ? Cela tient très probablement, à des causes profondes, à une analogie de situation et à une parenté de race. L'individualisme religieux, le self-help de la race, l'absence de titres aristocratiques devaient créer au Nord, par une fatalité naturelle, une démocratie forte et libérale. Mais là aussi, comme dans la constitution anglaise, il y a un pacte, un assemblage d'entités préexistantes. Ce ne sont pas des forces hiérarchiques et tradi-

(1) *Etudes de Droit constitutionnel*, p. 68.

tionnelles, mais des états qui forment une confédération, des démocraties partielles qui deviennent des éléments actifs d'organisation constitutionnelle. L'individu était, en Angleterre, le membre d'un agrégat partiel; aux Etats-Unis, il est le sujet d'un état qui s'unit à d'autres états. Dans ces deux branches du tronc saxon, il y a toujours entre l'individu et l'Etat, l'unité et le tout, des moyens termes, des corps interposés et agissants: en Angleterre, ce sont des forces aristocratiques, aux Etats-Unis, des forces démocratiques. La souveraineté n'est plus un acte primitif, l'expression numérique des volontés; c'est une sélection qualitative. Il y a des catégories fixes pour l'élaboration de la volonté générale.

Seule la France avait oublié les traditions et faisait de sa constitution, moins un produit d'élaboration collective qu'une œuvre de raison. On trouvait dans son effort une organisation logique et idéaliste, sans antinomie interne, sans précédents historiques, qui avait la rigidité, l'évidence et la durée d'un théorème. La raideur, l'optimisme, l'idéologie étaient les rançons de ces qualités humaines et civilisatrices. Aussi l'Amérique espagnole y trouva les principes d'un régime de démocratie : l'Etat et la souveraineté collective, comme deux puissances, sans des intermédiaires anciens ou nouveaux, la rationalité du droit opposée à l'« historicité » des traditions. La situation sociale était commune en France et en Amérique, et la constitution, résumé logique de cette situation, devait être la même.

L'Eglise, les nobles, les *criollos*, les Indiens n'étaient pas des forces riches, *sponte sua*, de la possession d'un droit séculaire : un statut royal avait établi leurs inégalités factices et leurs droits éphémères; une nouvelle constitution, sur les débris des traditions, devait créer de nouveaux droits et de nouvelles positions. Sans une charte, l'égalité était restreinte, la situation des Indiens restait toujours inférieure, comme celle des ouvriers, dans l'œuvre démocratique de la France. La monarchie n'ayant pas d'attaches

traditionnelles, n'étant pas la formule d'un équilibre politique, l'unité dans le choc des forces nobiliaires et féodales, il fallait chercher un autre régime, une autre politique ou, au moins, un nouveau moule. La tradition était d'égalité ibérique : il fallait y apporter l'énergie unitaire d'un chef, roi ou dictateur, *caudillo* ou prince constitutionnel. Bolivar voulut la dictature : San Martin chercha un roi dans les cours d'Europe. L'instinct, l'accident dans l'histoire, nous donnèrent l'organisation républicaine (1). La mobilité imaginative, l'instabilité mentale, la volonté inconstante y trouvèrent, mieux que dans une forte monarchie, leur reflet et leur satisfaction définitive. Aussi, l'ambition du *criollo*, toujours flétrie sous un régime étranger et absolu, devenait un moteur politique, un ressort qui primait tous les autres dans le nouveau mécanisme social.

Le premier principe de cette organisation était la souveraineté dans sa forme primitive, comme dans le Contrat de Rousseau. Les sections américaines, après leur indépendance conquise, formaient des Etats, dans une apparente collectivité; des provinces, des régions déterminaient, de leur libre volonté, le nouvel Etat auquel elles appartiendraient comme éléments politiques. L'acte constitutionnel délimitait les frontières, respectait ou changeait l'*utipossidetis* colonial, c'est-à-dire, les limites établies par l'autorité espagnole entre ses colonies. On devait, premièrement, créer des nationalités souveraines, passer du régime absolu à la constitution autonome.

Le Pérou, formé par l'ancienne vice-royauté américaine fut séparé de la Bolivie, le Haut-Pérou; perdit Guayaquil, que la volonté de Bolivar attacha à la nouvelle Colombie,

(1) Alberdi a démontré dans ses fortes études sur le gouvernement de l'Amérique, selon la Révolution, que la monarchie était une réalité désirable et la république un accident. Je crois qu'il y avait quelque chose d'instinctif et naturel dans ce mouvement. L'histoire est pleine de ces accidents, qui forment une fatalité au centre des choses. La Révolution française voulut organiser la monarchie et créa la république et le césarisme de Napoléon ; la Révolution américaine voulait la démocratie et elle ne la comprenait que dans la République constitutionnelle. La monarchie avait été, en Amérique, le règne de la volonté absolue et insatiable. Elle devenait donc suspecte.

et occupa un immense territoire, avec tout l'Orient, qui le séparait du Brésil, avec Cuzco, le centre de la tradition des Incas, avec les régions solitaires et fécondes du Tamarugal, sources d'une richesse future, enviable. Il fallait une constitution claire et fortement organisée à cette grande extension territoriale. Junin et Ayacucho, les deux grandes batailles de la liberté, furent aussi importantes pour les destinées de l'Amérique, que le triomphe de Yorktown pour l'indépendance des Etats-Unis. Et une constitution fut aussitôt après la première pensée d'ordre et d'organisation républicaine.

Ces batailles furent des exemples de solidarité américaine contre l'Espagne. Des Colombiens, des Argentins, des Péruviens, luttèrent ensemble, dans ce moment définitif pour la liberté. Il y a quelque chose d'épique dans la lutte : les vieilles armées espagnoles se trouvent battues grâce à l'agilité des Américains, grâce surtout à la puissance de l'idée de liberté, qui présidait aux destinées du Nouveau-monde. Comme à Valmy ou à Jemmapes, l'ardeur sacrée des légions libres arrêta les efforts de l'absolutisme. Et de grandes figures, comme Sucre, Cordova, La Mar, représentent cette belle étape dans le mouvement libéral du monde (1).

Le 22 septembre 1822, une assemblée constituante fut appelée à déterminer l'idéal politique de cette nation souveraine. Quel grand effort au milieu de la lutte pour la liberté ! L'organisation d'un nouveau régime accompagnait l'effort libertaire. On voyait en France un phénomène analogue, la détermination du droit privé au sein des luttes contre la coalition européenne. Edgar Quinet avait signalé ce parallélisme avec sa grande éloquence. Il écrivait : « Comme une mer furieuse dépose au fond de son lit de tranquilles stratifications de marbre, ainsi la Révolution

(1) M. Izcue a fort bien démontré, dans une brochure : *Los Peruanos y su Independencia* (Lima, 1906), le rôle des Péruviens dans ces luttes et a détruit le préjugé chilien d'après lequel le Pérou aurait été libéré par l'effort des autres peuples.

Française, dans ses temps les plus terribles, dépose au fond de son lit les assises parallèles, symétriques, harmonieuses de ses droits privés » (1). On peut étudier avec la même admiration ce code politique donné aux peuples américains comme une parole éternelle, dans le désordre des luttes et dans l'écroulement des assises séculaires.

Un poète de l'Equateur, grand par l'élan lyrique et par le patriotisme, Olmedo, fut le rapporteur de la nouvelle constitution. Il avait l'éloquence sereine et la pénétration de Siéyès. « Le sentiment de l'indépendance nationale, écrivait-il, qui est le résultat de celle des individus, met en mouvement toutes les affections humaines et tend à la dissolution de la masse sociale; de sorte que le ferment pénètre en elle, grâce aux suggestions que chacun subit en soi par la contemplation de ses avantages personnels; et l'anarchie succède à l'ordre, et l'Etat se voit exposé à devenir la proie du plus heureux ou du plus fort. Qui donc pourra ramener à leur juste milieu tous ces éléments en désaccord, ou, pour mieux dire, qui sera capable de leur assigner le juste milieu qu'ils occupaient et qui a disparu; le point où tout d'abord ils tendaient s'étant déplacé, de même que pour faire rentrer dans l'ordre les mondes célestes, la voix de l'Arbitre Suprême est seule puissante. » On trouve, dans cette longue citation, le principe intérieur et l'histoire du mouvement révolutionnaire. L'individualisme, dans ce sentiment de l'indépendance personnelle, placée, selon les doctrines du droit naturel, à la base de l'indépendance nationale; l'anarchie, créée par l'égoïsme, par la psychologie dissociative des *criollos;* l'idéal pythagoricien d'un nouvel ordre symétrique et la nécessité, pressentie et souhaitée, d'une autorité puissante et modératrice qui déterminât le juste milieu politique. Olmedo étudie ensuite le droit de révolution, comme revendication des principes outragés et parle d'un pacte qui se résilie par l'excès et qui se crée de nouveau; bref, l'acceptation nette

(1) P. 314, t. II. *La Révolution.*

de la thèse de Rousseau. « Un Etat qui, dès le début ne fut pas fondé avec la volonté, le consentement et l'approbation de tous les peuples, jamais, quels que soient les efforts pour y parvenir, ne pourra être constitué » (1). Et il ajoute : « Tant que les lois fondamentales ne sont pas raffermies dans un Etat, on y vit dans une espèce d'anarchie plus ou moins déclarée, car une des conditions nécessaires de l'ordre, c'est de reconnaître certains principes fixes d'où naîtront la régularité dans tous les actes et la précision des limites dans l'exercice de l'autorité et des droits civils ».

Le rapport était une imitation ou plutôt une adaptation réfléchie des principes révolutionnaires; la géométrie politique, avec l'ordre idéal, la raison, la vertu aristotélique du juste milieu qui marque ici un rapprochement avec la théorie de Montesquieu sur les trois pouvoirs; la volonté libre comme fondement de la constitution; le statut comme loi première de toute délimitation des droits privés et des droits publics. Olmedo aimait les Etats-Unis, et dans son rapport, il prônait indirectement leur exemple historique : « Nous observons, écrivait-il, que les pays futurs où l'on a concentré l'esprit d'indépendance avec celui de liberté, sous les garanties de la représentation populaire, ont peu tardé à mener à bout l'œuvre de l'émancipation et à consolider parmi eux, rapidement, le régime administratif. » Le plaidoyer était fervent, mais le poète comprit que le type français était plutôt appelé à dominer dans la constitution péruvienne; qu'il n'existait pas dans la nation nouvelle comme dans l'Amérique du Nord, des états indépendants, avec leurs libertés acquises par une souveraineté ancienne et mûrs pour toutes les libertés.

La Révolution péruvienne eut besoin d'une protection militaire qui déracinât les traditions espagnoles. Bolivar fut choisi pour cette libération définitive. Olmedo l'appelait déjà l'Achille de cette Iliade américaine, dont il voulait être l'Homère ou l'aède. Comme Napoléon, Bolivar devait imposer la liberté : il conquit l'indépendance de cinq na-

(1) Cf. sur *Olmedo*, le bel ouvrage de M. Rendon, déjà cité (passim).

tions. L'Europe voulait étouffer l'œuvre de 1789; Bonaparte fit rayonner la liberté de son sol primitif; sous sa griffe de conquérant et sa main de fer d'Empereur, on trouvait un révolutionnaire inconscient, un pionnier des grandes libertés humaines. De même pour affermir le nouveau régime, Bolivar, esprit autoritaire, tempérament de chef absolu, défendit les libertés et imposa sa volonté inconstante, mais généreuse et libérale. Il abolit l'autorité insouciante et capricieuse des rois absolus. Ce moment définitif pour l'histoire américaine, devait laisser un héritage difficile et troublant : le choc perpétuel de la démocratie et du personnalisme, l'égalité toujours aux prises avec la liberté anéantie dans la continuité des périodes militaires.

III

La Constitution, dès le statut de San Martin jusqu'à sa forme actuelle, acquise en 1860, a un cachet de plus en plus démocratique et libéral. Elle conserve l'esprit religieux, par l'intolérance pour le culte public des autres églises; mais elle fait de la religion un dépôt national, une sorte de gallicanisme. Par le patronat, par le régime des dîmes, par les bénéfices ecclésiastiques, on a établi, à l'exemple français, une constitution civile de l'Eglise. Dans ce sens, la révolution est traditionnaliste. Les rois espagnols avaient sur l'Eglise, dès le règne des premiers monarques absolus, un droit d'intervention et de protection : la défense du culte devenait, en leurs mains, une action civile et législatrice. L'Eglise était une force sociale, mais la faiblesse de la hiérarchie nuisait à ses ambitions politiques. Elle ne pouvait pas, comme en Angleterre, réaliser un pacte constitutionnel et délimiter librement ses frontières. Le roi protégeait l'Inquisition et se montrait plus catholique que le pape : son influence tutélaire empêchait les conflits, devenait souveraine et unique. Chez une race mystique, la religion était le principe de la vie privée et de la vie sociale : il n'y avait pas sépa-

ration, différence ou soudure entre ces deux ordres. Ils s'unissaient dans un but commun de domination et de cohésion sociales. Le « césarisme démocratique » des rois espagnols était un principe religieux, absolu parce que divin, égalitaire parce qu'il supposait la dignité universelle de la conscience catholique. Au Pérou, comme dans toute l'Amérique, comme en Espagne, établir la liberté religieuse, c'était faire un problème de conscience de ce qui était un instinct social, une tradition collective et un droit de l'Etat. L'individualisme affaibli réclamait la *catholicité*, l'absolutisme de l'esprit religieux.

Ainsi, de toutes les libertés, la Constitution (1) ne consacra pas la liberté religieuse. Elle établissait la liberté de la parole contre la censure, la liberté de réunion, la liberté de la foi, mais non celle des cultes. Elle basait les relations entre la liberté et la loi sur un principe souple et vague qui permettait toutes les attaques à l'indépendance personnelle : « Nul n'est obligé à faire ce que la loi ne commande pas; nul n'est empêché de faire ce qu'elle ne défend pas » (2). La liberté pouvait être flétrie par le légalisme; mais sous une règle honnête et générale, ce principe assurait le libre développement individuel.

Notre Constitution oublia l'idéologie généreuse de la Déclaration des Droits; on n'y trouvait pas des déclamations ou des développements sur le but de l'Etat, sur le bonheur collectif, sur l'égalité et la liberté fondées par la nature. Etait-ce ignorance ou direction réfléchie dans les idées politiques ? L'esprit péruvien était trop scolastique, trop épris de formules juridiques, jusqu'à 1860, pour renoncer à une certaine précision dans les lois. De là ce

(1) Nous adoptons pour cette analyse de la Constitution sa forme actuelle, qui a presque un demi-siècle d'existence ; elle est bien la synthèse définitive de tous les efforts antérieurs. Et il serait long d'étudier, dans un chapitre d'ensemble, les étapes progressives de notre charte. Tout ce que nous disons de son type final est aussi applicable, d'ailleurs, à ses formes antérieures.

(2) C'est le même article 5 de la Déclaration des Droits de 1789 : « Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas. »

phénomène curieux et naturel : tandis que l'oratoire, dans les congrès, dans les programmes politiques, était faite de romantisme et de sonorité espagnole, les formules légales sentaient la réflexion et l'analyse. Il semblait qu'on appliquât la même logique ancienne, toute naïve et formelle, à de nouvelles réalités. Quand on imitait la rhétorique de la France révolutionnaire, on tombait dans le vague, dans l'éloquence pompeuse; quand on s'abandonnait à l'esprit traditionnel et universitaire, on ne manquait guère de précision, d'acuité et de force.

Notre Constitution fut ainsi un triage, parfois une adaptation, çà et là, un mauvais plagiat (1). Elle accepta plusieurs formules de la Déclaration des Droits : les articles III, V, VI, VII, VIII, IX, XVII (2) et les principes donnés dans quelques autres. Mais, elle rejeta ce qu'on appelle le socialisme de cette même déclaration, « le bonheur commun », comme but social, l'égalité sans laquelle les « distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune » (article 1er). Cette Constitution

(1) M. Villaran, le meilleur analyste des Constitutions péruviennes, a bien démontré cette imitation excessive. Un article, le cinquième, de la Constitution de 1860, dit que « nul ne peut s'attribuer le nom de souverain ; celui qui le ferait commettrait un attentat de *lèse-patrie.* » Cette règle ne s'applique qu'à la France, où les Assemblées se disaient souveraines et se disputaient la dictature. Et le plagiat est évident.

(2) Les articles III, V, VI, VII, VIII, IX, XVII disent : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation ; nul corps, nul individu ne peuvent exercer d'autorité qui n'en émane expressément »; « la loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société ; tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas » ; « nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites ; ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis ; mais tout citoyen, appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance » ; « la loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée » ; « tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi » ; « la propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. » Les articles XII et XIII sont aussi à comparer avec la charte péruvienne.

de 1860 s'inspira du mouvement démocratique français, de la politique d'avant la réaction thermidorienne. Elle ignore la Constitution de l'an III avec sa complexité et la limitation du suffrage universel. Elle s'inspire de la Constitution française de 1793, vraiment républicaine et égalitaire. Sans accepter le *referendum* populaire, qui eût été impossible au Pérou, en raison de son état de culture et de l'isolement de ses régions, elle promet l'instruction, la liberté du travail, l'inviolabilité du foyer, de la propriété territoriale; elle établit les droits des étrangers sur leurs propriétés dans le territoire, et le droit de pétition et d'association.

Et toute une partie, la plus importante peut-être, de la Constitution de 1860, est greffée sur celle de 1794. Ce sont les attributions du Congrès. Le projet d'Hérault établissait explicitement que le « Corps législatif propose des lois et rend des décrets » et il déterminait le détail de ces lois. Notre constitution suit de près ces dispositions et donne, au Congrès, comme le projet français, des facultés spéciales, pour la distribution politique du territoire, pour la déclaration de guerre, pour la fixation annuelle des forces de mer et de terre, pour la ratification de traités, pour la dénomination, le poids et l'empreinte des monnaies, pour la détermination des contributions, etc.

Ses traits relativement originaux sont l'élection du président par le peuple et la ratification de cette élection par le Congrès; la dualité des Chambres, avec une étrange analogie dans leurs prérogatives; le président comme chef de l'armée en cas de guerre, avec un ministère, soumis à la censûre du Congrès, et néanmoins sans droit de dissolution et armé d'un *veto* impuissant; l'élection de deux vice-présidents par le peuple; l'élection des juges et des membres des Cours d'appel par le Gouvernement et de ceux de la Cour de Cassation par le Congrès; l'organisation des trois pouvoirs, sans réelle indépendance; et, finalement, le régime politique qualifié d'une formule vague « républicain, démocratique, représentatif, fondé sur l'unité ». L'im-

perfection de cette formule a permis aux dictateurs de vivre sous des apparences de représentation nationale. Ils se disaient démocrates, parce que la volonté des foules les maintenait au pouvoir, et ils « fondaient l'unité » par leur césarisme.

On peut dire de nos constitutions successives ce que M. Aulard écrit de la Déclaration des Droits. On peut les considérer « à un double point de vue, négatif ou positif, comme détruisant le passé ou comme édifiant l'avenir. Les hommes de la Révolution la considéraient surtout au premier point de vue, comme la notification du décès de « l'ancien régime », «comme une barrière contre une résurrection possible de cet ancien régime » (1). Et cette importance du premier aspect donnait à la partie constructive une faible place. C'est là le grand défaut de ces œuvres logiques et simples, fortes contre le passé, faibles pour l'avenir.

Taine écrivait que la France fut le chef-d'œuvre de l'esprit classique (2). La clarté, l'ordre cartésien, la souplesse de l'abstraction dominèrent dans cette création superbe d'un moule social. La constitution était une harmonie, un tout continu et logique, sans l'irrégularité et la complexité des choses. Le Pérou républicain, créé d'un seul geste d'autocratie, selon la même tradition classique, fut plutôt un chef-d'œuvre de romantisme. Il existait un divorce entre la forme parfaite et achevée de la constitution et des règles politiques, et le caractère du pays. La liberté prématurément conquise devait produire des effets dissolvants. Une anarchie générale qui cachait un individualisme inquiet et batailleur, un élan vers toutes les libertés, une spontanéité lyrique, l'horreur de la règle et de la tutelle, détruisant les pouvoirs pour accepter après la dictature; l'inconstance, l'indiscipline, le culte de la forme et du verbe, la sonorité et l'enthousiasme, devenaient les traits

(1) *Histoire politique de la Révolution française*, 1905, p. 45.
(2) *Les Origines de la France contemporaine*, p. 220.

de cette grande mobilité politique. La liberté détruisait l'ordre; et c'était une liberté indécise et troublante.

En même temps, les grands caractères du romantisme, l'ambition de perfection et le culte de l'absolu, le mépris et le dégoût des réalités et des formes existantes, favorisaient l'esprit révolutionnaire. Le XIXe siècle a présenté, en Europe et en Amérique, les mêmes traits de révolution et de secousse interne et profonde. La réalisation d'un nouvel idéal, créé en 1789, demandait une dissolution des forces traditionnelles et une organisation d'autres réalités : bref, une crise perpétuelle d'organisation (1). Et dans les pays sud-américains, la soudaineté du passage de l'absolutisme à la liberté produisait une agitation plus forte, aux premiers tournants de leur histoire. Dans la République Argentine et au Chili, le problème politique était moins aisé ou plus complexe qu'au Pérou. L'Argentine avait deux tendances politiques qui se contre-balançaient : l'unitarisme et le fédéralisme, la centralisation et l'autonomie régionale. La lutte de ces deux « idéaux » produisait des crises et des dictatures : mais une assise plus solide pour l'organisation définitive s'affirmait progressivement dans l'individualisme provincial. La richesse agricole attachait les hommes au sol et constituait un gage de paix intérieure. La centralisation française ne pouvait être là qu'une théorie sans avenir. Au Chili, l'oligarchie formée par Portalès endiguait la marche en avant de la démagogie; et la démocratie des suffrages trouvait ainsi une forte correction à ses penchants d'anarchie. L'égalitarisme ne pouvait pas progresser dans un pays où régnait une si forte division de classes.

Au Pérou l'imitation française ne trouvait guère de résistance. La noblesse affaiblie n'était pas un noyau d'action politique. L'autorité du vice-roi semblait une sorte de délégation : les bases d'une oligarchie ou d'une monar-

(1) Seignobos a écrit que le dix-neuvième siècle a été une époque de révolutions intérieures. (Vide *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 792.)

chie n'existaient pas. Pendant un siècle, notre politique devait suivre la direction de l'action française. Il y eut toutefois une révolution, celle de 1848, qui ne trouva pas d'imitateurs. L'idéal social et humanitaire restait inconnu aux héritiers de la Révolution. On s'inquiétait de la démocratie et de la lenteur de sa marche. On préférait Lamartine et Benjamin Constant à Louis Blanc et à Proudhon.

Les révolutions avaient un caractère politique, mais jamais social. Elles passaient rapidement, provoquant des popularités éphémères, sans produire de grands déchirements. Leur raison d'être était individuelle plutôt que collective. Un phénomène général, le militarisme, les créait et les recréait, dans un tissu sans fin. Bolivar avait dit, en abandonnant l'Amérique qu'il domina de toute la force de son génie, que la présence d'un soldat heureux, quelque désintéressé qu'il soit, est toujours un danger chez un peuple jeune de liberté. Cette phrase prophétique fut la formule de tous les mouvements révolutionnaires. Une poignée de soldats, dont la fortune s'était édifiée à l'époque des guerres de l'Indépendance, usurpait le pouvoir et sacrifiait toutes les libertés.

Le militarisme était une force nécessaire dans les débuts de l'organisation républicaine, même après la conquête de la liberté. Spencer a démontré que le militarisme est une puissance défensive de l'organisme social, comme élément de concentration primitive et autoritaire (1). Quand les différentes nationalités américaines étaient encore mal définies, et que les chefs se disputaient l'héritage de l'indépendance, il fallait opposer la force à la force : un fort militarisme était alors nécessaire. Des guerres éclataient entre les peuples, et les armées devenaient encore plus puissantes. Mais, avec le temps ces chocs devenant plus rares, l'instrument militaire de conquête et de défense avait moins d'utilité nationale.

Il subsistait néanmoins encore pour de nouvelles fonc-

(1) *Principes de Sociologie*, trad. Cazelles, t. III.

tions : la guerre extérieure faisait trève aux révolutions (1). Le militarisme ne voulait pas être une survivance inutile et il se transformait en force de dissolution interne. Pour vaincre l'anarchie, on avait recours à l'armée; et les révolutions opposaient généralement deux chefs, deux généraux ambitieux de pouvoir. Le militarisme créait pour un instant l'ordre, et le détruisait ensuite dans une nouvelle luttte personnelle. Voilà notre histoire pendant plus d'un demi-siècle.

Toutes les forces conservatrices de la société, toutes les énergies traditionnelles restaient en dehors de ce mouvement inquiet et tumultueux. Le militarisme n'avait pas le même caractère que dans les vieilles monarchies, où son alliance avec le sacerdoce lui donnait un aspect sacré et inviolable. Il était une force démocratique populaire; et dans ce sens-là c'était un élément de constitution républicaine.

On peut trouver plusieurs causes à ce succès vicieux des révolutions. Les habitudes militaires des coteries formées dans la guerre de l'Indépendance cherchaient leur plus grand épanouissement. L'autorité constitutionnelle, la monotonie de la vie normale, étaient des cadres étroits pour les chefs d'autorité militaire, avides d'autocratie sans contrôle. On voulait, même dans la normalité, la forte domination et l'indiscipline révolutionnaire. Trop de chefs et de généraux aux débuts d'une organisation difficile et faible; telle est la première explication des révolutions.

(1) Le professeur Seignobos, dans son cours à la Sorbonne, a bien expliqué, par une forte synthèse, la cause des révolutions américaines : « La population, jusqu'alors tenue à l'écart de toute vie publique, écrit-il, n'a aucune expérience politique ; les indigènes sont habitués à obéir au clergé et aux propriétaires ; les créoles eux-mêmes n'ont d'autres idées politiques que celles qu'ils ont prises dans les livres ou en Europe : tout leur bagage se réduit à des phrases ou à des formules. La guerre intérieure est faite par une multitude de chefs que la paix laisse désœuvrés ; ils sont fiers de leur rôle et très ambitieux ; ils peuvent trouver parmi leurs anciens compagnons d'armes tous les éléments pour des guerres intestines. Les deux conditions, population ignorante et chefs de guerre désœuvrés et ambitieux, ont dominé toute la vie politique des nouveaux Etats jusque vers 1860 » (*Revue des Cours et de Conférences*. — Onzième année, 1902, 1903 T. II, p. 658.)

Au surplus, l'élément civil, indolent et mou, encore imbu des mœurs coloniales, n'offrait pas de résistance aux querelles de caserne. Il suivait les chefs, dans la curée ambitieuse de sinécures. C'est ainsi que l'oisiveté coloniale favorisa les révolutions. On voulait vivre paisiblement dans la bureaucratie; et il fallait toujours des places nouvelles pour la bourgeoisie gaspilleuse et insouciante. Un nouveau mobile psychologique, l'ambition de parvenir et de paraître, toujours refrénée sous le régime ancien, de privilège pour les Espagnols, devenait l'élément dominateur dans la république naissante. Le souffle égalitaire renversait les séparations des anciennes classes, et une ascension sociale, sans sélection, sans effort dépurateur, pressait le mouvement révolutionnaire. Finalement, la politique était déjà une affaire de discussion et de critique, où planait l'idéalisme généreux de la race. Un enfantement perpétuel d'idées, de projets, d'essais réformateurs, de visées hasardeuses, gênait la stabilité, l'ordre et la paix.

Et non-seulement la paix et l'ordre, mais l'âme nationale souffraient de cette instabilité de la vie politique. Comment arriver à l'idée du relatif, à l'acceptation des réformes partielles et successives, comment donner à la conscience nationale le sens de l'évolution lente des choses, si les révolutions opposaient toujours, aux espoirs déçus, la promesse de la régénération totale et absolue ? Comment affermir les caractères et susciter l'individualisme dans un milieu où la tutelle politique imposait l'uniformité aux esprits et où la convoitise du pouvoir affaiblissait les âmes ? (1).

Le militarisme favorisait l'esprit national dans son

(1) On trouve dans ces essais tous les éléments de l'esprit jacobin, analysé par Taine. « Les deux racines de l'esprit jacobin écrit-il, sont l'amour-propre et le raisonnement dogmatique... Son principe est un axiome de géométrie politique qui porte en soi sa propre preuve... L'homme en général, les droits de l'homme, le contrat social, la liberté, l'égalité, la raison, la nature, le peuple, les tyrans, voilà ces notions élémentaires... Pour langage : c'est une métaphysique de pédants débitée avec une emphase d'énergumènes. » (*Les Origines de la France contemporaine*, t. V, p. 12, 23 et 25.)

amour pour l'extériorité brillante et l'apparence vaniteuse. Il entretenait aussi l'hérédité chevaleresque et héroïque de la race dominante, étouffant, dans le germe, l'instinct obscur des foules. C'était la seule énergie florissante : les autres formes de la vie demeuraient à l'état indécis et parasitaire.

Ce régime stérile n'eut qu'un moment d'action intérieure et féconde pour la vie républicaine de 1845 à 1851, de 1858 à 1862, sous l'action d'un esprit supérieur et autoritaire. Castilla, général et homme d'Etat, improvisateur génial et politique prévoyant, accomplit le rêve d'égalité par la libération des esclaves, affermit l'ordre par la codification, devina l'importance de l'Orient et voulut le conquérir, rendit le pouvoir plus fort et durable, encouragea l'effort scientifique et le travail, et contraria l'idéal oligarchique de Vivanco. Il avait l'ambition généreuse de Bolivar; et aussi l'esprit de suite, l'équilibre et la sérénité républicaine de San Martin. Son effort de concentration demeura isolé et périt bientôt dans le choc de nouvelles révolutions. La solidarité qu'il avait ébauchée par l'égalité des conditions civiles, ne pouvait se parfaire qu'avec l'indépendance individuelle et la coopération fondée sur le travail et l'action. Et le militarisme s'opposait précisément à toute organisation des énergies nationales.

Il empêchait aussi toutes différenciations de buts et d'aptitudes, toute division du travail. L'homogénéité des fonctions publiques donnait une forte monotonie à l'esprit national. L'improvisation dominait tout : ni la spécialité professionnelle, ni la capacité pratique ne pouvaient en profiter. Et il y avait un divorce radical entre l'idéal républicain et la réalité, entre les doctrines d'individualisme et les faits.

IV

Si le militarisme a été le phénomène normal de notre histoire, il y a cependant des formes, des penchants, des

mouvements définis qui donnent une certaine variété à notre vie politique. Il est difficile de déterminer, avec grande précision, les époques et les buts. Ceux-ci ne furent jamais clairs, pas plus que ne furent nets les caractères des moments historiques. Mais il y a un groupe d'idées pures qui détermine l'originalité relative de chaque période. De 1824 à 1851, on a l'idéalisme révolutionnaire, l'effort constitutionnel, l'inquiétude d'un grand enfantement : tout est encore indéfini et obscur, même les grandes divisions du territoire; de 1851 à 1868, on a une période juridique qui s'oppose à l'époque de création. Un système de lois, des penchants à la logique et à l'analyse, un esprit d'ordre, la détermination des limites et des relations, une certaine stabilité, une ébauche de gouvernement civil après l'orgie militaire : voilà les traits de ces quelque vingt ans. De 1868 à 1895, nous avons un retour à une idéologie plus funeste que celle des premiers temps où dominait une rhétorique superbe. C'est l'ivresse produite dans les esprits par la richesse fiscale. Et avec elle, le gaspillage, l'abus du crédit, le culte de l'apparence, les grandes entreprises et les grandes faillites; le chauvinisme insouciant, le mirage de toutes les grandeurs : c'est l'époque de désorganisation, de crise et de défaillance; par la guerre, la perte des richesses, la mutilation du territoire. Le relèvement du militarisme fait suite à ce cauchemar de dissolution nationale. Et après 1895, commence une période économique et positive. Elle évolue encore sous nos yeux, vers le travail, l'ordre, l'optimisme et la richesse générale.

Toutes ces divisions que nous venons d'indiquer ne sont pas aussi tranchées que l'emploi des dates semble le dire : la vie est plus souple et plus complexe que les cadres mathématiques. Mais quelques grands faits ont donné un relief spécial à chaque époque : ce sont l'indépendance, le profit économique résultant de l'exploitation du guano et du salpêtre, la codification et la révolution contre le militarisme. Telles sont les causes d'ordre si différent qui motivent la division en quatre périodes, nettement marquées, de

l'histoire politique du Pérou républicain. L'éclipse du militarisme constitue le caractère essentiel de la dernière époque et en est la vraie originalité féconde.

Après 1824 et la bataille d'Ayacucho, quand l'indépendance et l'autonomie constitutionnelle furent un fait, les hommes de pensée et les hommes d'action, les idéologues et les militaires s'agitèrent pour la création d'un régime nouveau et définitif. Une grande fécondité dans les idées et les moyens, des essais, des luttes entre la réforme et la tradition, des formules et des programmes : tel est alors l'obstacle où se heurtent les forces républicaines. On essaya de la dictature et de la confédération; le despotisme des assemblées et le despotisme militaire; mais il n'y avait rien d'arrêté dans ce tâtonnement dans l'inconnu.

Aussi cette première période eut de grands défauts. On imita beaucoup, on descendit jusqu'au plagiat politique. On précipita les réformes sans en prévoir les conséquences. Les changements soudains de buts et de moyens avaient lieu en dehors de toute étude du milieu; c'étaient de simples transformations qui reflétaient les évolutions du modèle imposé de type étranger. L'imitation des vagues formules éloquentes, du style de la Convention, égarait les esprits. En ces quelques années, on accumula des lois sans repos, jusqu'à former l'échafaudage compliqué de l'organisation politique. On s'acharnait à emmailloter un Etat à peine créé, dans l'enchevêtrement de lois des vieilles nationalités.

C'était au fond une politique d'idées simples, de logique interne, qui s'appuie sur la raison et qui vise aux forces conscientes de l'homme. Elle ignore le pouvoir des traditions, la complexité des influences obscures et subconscientes, le temps nécessaire à l'enracinement des réformes radicales. Avant que les effets d'un changement fussent connus, on tombait dans un nouveau radicalisme.

Les grands problèmes de cette époque furent des luttes doctrinaires. On cherchait dans la politique une doctrine complète de la vie. Les oppositions des conservateurs et

des libéraux étaient plus que religieuses (1). Les libéraux de cette période formaient un groupe puissant. La Révolution fut un mouvement d'allures irréligieuses, encouragé par les francs-maçons. Le clergé se divisa et condamna parfois les ébauches de liberté. Un déisme rapproché des idées de Rousseau était le *crédo* des hommes du nouveau régime. L'indépendance restait, dans la pensée collective, un fait providentiel. San Martin proclamait le Pérou libre, et il faisait aussitôt après une profession de théisme.

Les libéraux du temps, Sanchez Carrion, Vidaurre (dans ses premiers écrits), Lazo, Luna Pizarro, acceptaient le régime républicain dans toutes ses conquêtes libérales. Parmi eux, Luna Pizarro était membre du clergé : il était imbu de la tradition des grands chrétiens du siècle, de Montalembert, d'Ozanam, de Lamennais (2). Le libéralisme, très faible dans ses aspirations religieuses, était une brillante école de politique. Contre les forces du passé, il prônait les données du nouveau système politique. Certes, l'effort de Lazo et de Vidaurre était plus audacieux : les loges maçonniques étendaient leur action; mais on n'arrivait qu'à la liberté des cultes comme suprême aspiration réformatrice. Il y eut des prêtres éminents, comme Valdivia, qui attaquèrent le célibat du clergé. Un esprit libéral vivifiait tout.

---

(1) L'historien Seignobos a noté cette opposition des partis américains et en a expliqué les causes : « D'après les tendances sociales, on a : 1° le parti des *conservateurs*, des *blancos*, des *pelucones*, le parti de l'ordre ; il est formé du clergé, des grands propriétaires, qui entraînent avec eux leurs Indiens ; il veut conserver le pouvoir aux anciennes classes dominantes, assurer les positions aux grandes familles, écarter les non-blancs, établir un suffrage restreint, maintenir la religion catholique obligatoire, donner l'état-civil au clergé, constituer de grands domaines d'église ; d'ordinaire, il repousse le jury et la liberté de la presse ; il est hostile aux étrangers ; 2° le parti libéral des *puros*, des *démocrates* : il se recrute parmi les gens des capitales et des ports, commerçants, métis, Indiens émancipés ; il veut établir un régime démocratique, abolir l'esclavage, organiser le suffrage universel, le jury, la liberté de la presse, proclamer la liberté des cultes, enlever au clergé ses domaines ; il est favorable à l'immigration, qui augmente ses forces. » (P. 258, *Revue de Cours et de Conférences*, onzième année, 1902-1903, t. II.)

(1) Mlle Flora Tristan appelait Luna Pizarro « notre petit Lamennais » dans ses *Pérégrinations d'une Paria*, Paris, 1834.

Le groupe conservateur défendait la tradition, l'ordre et le juste milieu politique. Il condamnait la rhétorique révolutionnaire et la démocratie à outrance. Ces politiciens étaient ennemis de l'anarchie et de l'utopie égalitaire. Ils formaient une élite peu nombreuse, avec Pando, fameux diplomate, et Andres Martinez, esprit génial, d'une très forte envergure et d'une culture remarquable; avec Felipe Pardo, dont non seulement les opinions, mais les goûts s'attachaient au classicisme et à l'ordre, et Vivanco, qui avait le culte des Romains de l'époque républicaine. Ce groupe visait à la formation d'une oligarchie puissante, base d'un fort gouvernement républicain.

Et dans ce plan, on pouvait aller jusqu'à la dictature pour défendre le pouvoir contre les empiètements de la démagogie souveraine. Tel fut le grand essai de Vivanco, politicien populaire, homme d'élite, qui appartenait aux classes supérieures, et qui fut même dictateur plébiscitaire. Il représenta, pour un moment éphémère, l'équilibre difficile entre le sentiment conservateur, épris des traditions, anti-démocratique, défenseur acharné de l'ordre; et les doctrines politiques révolutionnaires.

Vivanco cherchait un moyen terme entre l'ancien et le nouveau régime. Sa politique, malgré sa force dictatoriale, n'était que de l'*éclectisme*. L'ancien régime avait quelques avantages : la paix ordonnée et rigoureuse, la détermination précise et inflexible de la vie, la règle universelle, dans la pensée, dans le gouvernement, dans l'action. La république, tout en cherchant l'égalité, avait méprisé les libertés; elle créa l'anarchie, et le gouvernement n'était pas assez fort, ni l'individualité assez puissante pour résoudre le problème des relations entre l'individu et l'Etat. Passivité dans les classes sociales, usurpation de tous les pouvoirs par les chefs nés dans la même anarchie : tel était le cadre invariable de la vie politique.

Une dictature civile, oligarchique, conservatrice, puissante et éclairée, devait être l'aboutissement logique de cette indécision. L'idéal monarchique était épuisé, le pres-

tige des chefs militaires perdait de sa force, par la stérilité de leur action. La dictature, avec Salaverry en 1835, et après, avec Vivanco en 1842, pouvait seule mettre un terme à cette politique. On avait renoncé aux idéalités généreuses de la Révolution pour former un gouvernement des classes intellectuelles et supérieures, seul possible, dans un pays de grand métissage, où les races sont très variées, d'incapacité politique, où la longue tutelle et les penchants vers le nivellement et l'anarchie avaient détruit toute aptitude de gouvernement. Le régime échoua et de nouveau le militarisme et les séditions arrêtèrent l'évolution commencée.

Un autre essai, dans cette même période, de 1836 à 1839, éprouva un échec analogue. Ce fut l'union du Pérou et de la Bolivie dans un gouvernement fédéral, que Santa Cruz organisa et dirigea, avec sa grande maîtrise politique. La durée de ce régime fut si courte qu'on n'arriva pas à en connaître les effets sur les deux pays. Il y avait dans cette tentative des idées très fécondes. Bolivar avait séparé une partie du territoire péruvien, l'Andiencia de Charcas, pour former la Bolivie, destinée à perpétuer son nom et son œuvre. Santa-Cruz unissait à nouveau, par la confédération, ce qui avait été séparé contre la nature des choses. Il donnait aux nouveaux Etats de cette organisation confédérative une originalité et une individualité plus grandes. Pour le Pérou, c'était le retour à la tradition des Incas, parce que Cuzco, centre du gouvernement pré-espagnol et la Sierra, devenaient le pivot de l'organisation de Santa-Cruz. La côte perdait son exclusivisme politique. Et, pour l'avenir, la puissance de cet Etat, créé par une collaboration, et favorisant l'individualité des régions, rapproché de la République Argentine, aussi fédérale, par de vraies affinités pouvait, au moyen d'une alliance définitive déplacer l'axe politique de l'Amérique Méridionale, s'étendre du Pacifique à l'Atlantique, s'opposer à l'impérialisme du Brésil et du Chili et réaliser ainsi le grand rêve de Bolivar, dans un immense territoire. La triste fortune de la ten-

tative de Santa-Cruz, par l'intervention du Chili et l'influence d'un général péruvien, Gamarra, qui défendit l'unité contre la fédération, sépara de nouveau les destinées de la Bolivie et du Pérou pour les unir ensuite tristement, inutilement, dans la défaite de la guerre du Pacifique. Et ainsi, le sort de l'Amérique était changé (1).

La deuxième époque de notre histoire, malgré tous les soulèvements militaires, se caractérise par des efforts d'un nouveau genre. La codification, la lutte pour les doctrines, avant de donner, en 1860, la forme constitutionnelle définitive, l'esprit juridique, fixant une règle à cette activité nationale, indéterminée et tumultueuse; l'égalité civile par la libération des nègres et des esclaves, sont des épisodes différents d'un même mouvement d'organisation.

Les deux partis, conservateur et libéral, se constituent, et ils portent leur effort sur l'Université et sur l'école. Le traditionnalisme devient plus souple et le libéralisme plus hardi. Deux esprits supérieurs, José Galvez, au Collège national de Guadalupe, et Bartolomé Herrera, au Congrès, à l'Université, par la parole et par le livre, divisent la jeunesse et donnent plus d'originalité et de sérieux à la vie nationale. Pendant de longues années, et dans tous les régimes, on trouve des représentants de ces deux directions, du libéralisme de Galvez, du traditionnalisme de Herrera.

Galvez, homme d'énergie et de pensée, épris de radicalisme et de réformes, encore imbu de la belle rhétorique révolutionnaire qu'un maître espagnol, Lorente, représentait au Pérou, avec tout son éclat et sa frivolité superbe, était l'homme de la jeunesse et de l'avenir. Il suivait les traces du libéralisme français, de Benjamin Constant et de Laboulaye; il était dogmatique dans son rôle, violent

(1) On ne peut pas oublier l'action intéressante d'autres gouvernements, celui de Riva-Agüero, en 1822, aux débuts de la vie républicaine, qui avait des caractères d'énergie et de libéralisme; celui d'Orbegoso, en 1833, dont l'esprit était oligarchique et conservateur; et celui de Balta, en 1868, qui fut le moment de l'ivresse financière, avec les emprunts successifs et les grandes œuvres publiques. Nous avons choisi, dans cette esquisse, seulement les présidents représentatifs, si on peut ainsi parler.

dans ses propos; mais aussi par sa conviction et son éloquence, il avait la puissance suggestive d'un meneur. Condamnant à la fois l'oligarchie, les préjugés et l'ignorance, il aurait fondé, dans une carrière plus longue et plus sereine, le vrai libéralisme, l'indépendance de l'Etat, la laïcité de l'école, le contrôle sur les forces du passé, l'église et le militarisme.

Herrera était l'antithèse de cet homme illustre. Dogmatique par sa profession religieuse, conservateur, soucieux des traditions, voulant donner à la démocratie une nouvelle doctrine, il est par l'austérité de sa vie et la force de son esprit, une des belles figures du Pérou républicain. Il adopta la thèse de Guizot sur la souveraineté de l'intelligence. On sait que le grand protestant français fut le politicien du doctrinarisme, thèse d'opportunisme dans les idées et dans les faits.

Ce système était un effort pour souder deux régimes, l'un de démocratie et l'autre de privilèges; mais cette synthèse étant impossible, le doctrinarisme arrive à n'être que la défense un peu masquée des traditions. Herrera opposait à la souveraineté du peuple la souveraineté de l'intelligence. Avec cette correction au principe essentiel de la démocratie, on réduisait l'extension de l'aptitude électorale et de l'intervention populaire dans la vie républicaine. Considérant l'intelligence comme un privilège radical, comme l'assise de toute capacité politique, Herrera créait des catégories et des différences *a priori* dans la réalité. Cette doctrine trop souple servait, en France, les intérêts de la Restauration et de la Monarchie de Juillet (1), fondait des pouvoirs légitimes et constitutionnels, une monarchie de droit humain, de centralisation limitée, appuyée sur les classes moyennes et la bourgeoisie révolutionnaire qui avaient le privilège de la raison. L'antique raison d'Etat, devenue raison collective, était leur force et leur possession définitive. Au Pérou, dans une nation républi-

(1) Cf. *L'Idée de l'Etat*, par H. Michel, p. 291 et suiv. Paris, 1896.

caine, la doctrine de Guizot devenait un principe d'ordre sévère, de sûr traditionnalisme, et aussi de sélection capricieuse et de préjugés anti-républicains. La doctrine si ferme chez Guizot fut sans cesse remaniée : l'esprit des conservateurs chercha celui des libéraux et entre le legs d'Herrera et celui de Galvez, il n'y eut pas d'opposition politique définitive. On opérait une conciliation par des moyens termes toujours plus rapprochés.

D'ailleurs ce n'était là que le reflet de ce qui arrivait en France, entre libéraux et doctrinaires. Il n'y avait point de contradiction formelle entre la doctrine de Guizot et celle de Benjamin Constant. Dans leur union, on pouvait entrevoir la vérité. La théorie de Guizot, fondée sur l'histoire, et inspirée du culte de la constitution anglaise, établissait le rôle modérateur des pouvoirs constitués, des formations traditionnelles; bref, de l'œuvre de la race et de l'histoire. Celle de Benjamin Constant, rationnaliste plutôt qu'historique, montrait le pouvoir des nouvelles forces, des créations plébiscitaires, de la théorie des lois et de l'action des organes démocratiques : elle opposait le présent au passé, la liberté à la tradition, la conscience et la raison à la fatalité des choses et aux données de l'instinct. Mais c'était, dans les deux doctrines, la même souveraineté de la raison, immanente dans l'histoire ou actuelle dans l'esprit des foules.

Ainsi, le nouveau libéralisme péruvien acceptait l'influence des doctrines d'Herrera. Il se séparait du libéralisme primitif, idéologique et révolutionnaire, avec ses dogmes d'égalité et de souveraineté populaire. En principe, il proclamait l'universelle capacité politique, mais, en fait, il défendait les droits naturels contre l'autorité politique, l'aspect négatif de l'idéal républicain, pour donner à la constitution, sous les formules de droit, un profond libéralisme. Les formules humanitaires étaient trop usées pour qu'on pût s'en servir : les déclarations abstraites perdaient leur ancienne force. Le caractère juridique et doctrinaire dominait déjà dans les affaires de l'Etat. Un

certain individualisme, dans la charte et dans les codes, changeait l'aspect des choses.

On s'attaqua à l'excessive intervention de l'Etat, à toute l'hérédité espagnole et jacobine. Le gouvernement de tutelle provoquait, par réaction naturelle, le succès des doctrines du laisser-faire. L'économiste Say, le politicien Benjamin Constant, le philosophe Ahrens et le métaphysicien du droit Lerminier, dominaient dans les écoles et préparaient la nouvelle idée de l'Etat. Benjamin Constant avait, dès 1828, distingué la liberté des anciens et la liberté des modernes. Dans la cité antique, l'individu est maître dans la vie publique : mais dépendant et presque esclave dans son existence de foyer; chez les modernes, on réduit l'intervention directe, souveraine et plébiscitaire dans la grande cité politique, mais on établit, avec un soin extrême, la souveraineté de l'individu dans sa vie privée, toutes les libertés naturelles qui mènent à l'empire de soi et à l'individualisme. On reconnaissait, au Pérou, après un long tâtonnement que la liberté était en péril, par l'excès même de la démocratie égalitaire, et que pour arriver à un nivellement unitaire on avait toujours favorisé l'autocratie politique. L'influence du droit consacré et codifié dans cette organisation du libéralisme fut donc très remarquable : elle donna la précision et le culte des faits, elle diminua la raideur et la symétrie des déductions.

La codification de tous les droits *substantifs* et *adjectifs*, civil et pénal, et du procédé judiciaire dans les deux ordres, est un des grands traits de cette période. Elle lui donne son caractère juridique, qui est le même dans toutes les formes de l'action directrice.

(1) Par Guizot, par l'exemple nord-américain, on connut les avantages du self-help. M. Villavan cite Stuart Mill dans son livre sur la Constitution péruvienne et s'inspire parfois du libéralisme anglais

V.

La loi espagnole ne fut nullement un moule rigide, imposé aux colonies d'Amérique. Après la Renaissance, il y eut en Espagne une puissante floraison d'écoles de droit. Le droit international et le droit national devancèrent les autres branches de la jurisprudence nationale; mais un esprit très différent de la doctrine des légistes, domina la nouvelle éclosion de la pensée dans le domaine des lois.

On trouve, en tout temps, une notable différenciation dans les droits régionaux, dans les *fueros* et les codes partiaux; et ce qui avait été, en Espagne, le résultat d'une ancienne autonomie politique et sociale, devint en Amérique une adaptation, le résultat d'une étude des nouveaux milieux conquis. On fit une sélection dans les lois, en respectant les habitudes régionales. *La Recopilacion de leyes de Indias*, *lex legum* du régime colonial, fut la réunion de règles successives, corrigées par l'expérience, dans un fort esprit de sagesse et de tolérance. Elle réglait le droit de la race vaincue, de l'Indien, mieux que tous les codes de l'époque républicaine. Il y avait certes un divorce entre cette loi généreuse et protectrice et l'esclavage introduit par l'égoïsme foncier des conquérants. Mais bien que la loi prévît souvent la cupidité des dominateurs et donnât des protections à l'Indien soumis, elle ne put empêcher les égarements des hommes. La *Recopilacion* reconnaissait et tempérait le communisme indien; elle donnait des règles de tutelle dans les problèmes de la propriété indigène et du droit au travail des races inférieures. Cette tutelle était nécessaire pour défendre ces mineurs de la vie politique contre les empiètements de l'ambition conquérante et souveraine. Pour changer les relations entre les races, la loi espagnole, prévoyante et provinciale, était un grand effort d'égalité et de coopération, sous le régime absolu.

On doit même reconnaître une analogie entre le système légal espagnol et celui des Anglais dans les colonies. En Angleterre, on n'applique pas la *statute law*, loi spéciale du règne, mais la *common law* aux régions conquises : et on réduit beaucoup l'action de cette législation commune. On créa la *colonial common law*, analogue à la *Recopilacion* espagnole (1). Un caractère d'adaptation et de relativité domine dans les deux législations coloniales.

La République, pour arriver à une codification définitive ne voulut point de sélection : elle imita à outrance, elle puisa dans les modèles français, oubliant les traditions espagnoles ou les reléguant au deuxième plan. Cette imitation fut très littérale et très exclusive à la fois.

On ne pouvait espérer, dans une nationalité jeune, en perpétuelle formation constitutionnelle, un droit créé spontanément par la conscience collective, immanente dans les choses, selon les idées de l'école historique allemande. La coutume n'était pas définie; il n'y avait que quelques traditions dans les mœurs. Au lieu du primitif droit espagnol, il ne restait qu'un éparpillement indéfini des anciennes dispositions coloniales. Mais si la matière du droit était enfantine ou mal esquissée, on ne devait pas imposer un cadre étranger, formé par d'autres besoins et d'autres traditions. C'est cependant ce que l'on fit.

Le Code Napoléon fut le centre de l'imitation juridique : il créa chez nous, comme ailleurs, le droit nouveau. Il imposa des formes précises à l'activité privée, qui commençait à agir; et, derechef, il donna une direction nouvelle à l'esprit et à l'action dans la vie nationale. Il fut trop suivi, mais il ne fut jamais stérile dans ses applications.

On a appelé ce code de plusieurs noms, pour déterminer son essence. Loria écrit que c'est le code du capitalisme.

---

(1) On a expliqué cette différence par les relations entre l'économie et le droit. Le régime de la métropole, fondé sur le capitalisme, ne pouvait pas être appliqué à l'économie plus libre des terres nouvelles, où l'occupation et le communisme avaient leur part. (Vide Lori. *Le Base economiche de la Constituzione sociale*, p. 121.)

On a très bien montré que l'œuvre du César Jacobin est le code des classes bourgeoises, qui avaient triomphé dans la Révolution et demandaient une expression légale à leurs ambitions. Au Pérou, la chute du gouvernement espagnol entraînait celle des privilèges nobiliaires : l'indépendance résulta d'un mouvement égalitaire. Mais, les classes sociales ne formaient pas, comme sous l'ancien régime, un échafaudage très composite. Nous n'avions pas de bourgeoisie, dans le sens social du mot. Des nobles, des aborigènes, des métis, des *criollos*, se séparaient par les situations et les privilèges; mais les vraies divisions étaient plus simples qu'à l'époque de la féodalité. Les Espagnols formaient la classe dirigeante, privilégiée et choisie; les *criollos* et quelques métis, constituaiènt une classe moyenne, et les esclaves et les Indiens restaient les *capita minora* de l'échelle sociale. Notre « tiers état », c'était le *criollo*.

Le Code ne s'occupa guère des privilèges qui avaient été déjà condamnés par toutes les constitutions. Les distinctions héréditaires n'existaient plus, le droit d'aînesse finissait rapidement : les lois visaient cette sorte de bourgeoisie, faite des *criollos* et des métis, qui était au-dessus des esclaves, et qui oubliait même la liberté sous le despotisme, pour ambitionner la plus grande égalité de fait et de droit. Le Code Napoléon trouvait donc une base dans notre condition sociale.

D'autres raisons favorisèrent le succès de la législation française. La tradition romaine, si forte dans le Code de 1804, n'était pas inconnue dans les mœurs. La famille, façonnée dans le moule espagnol, avait le type patriarcal. La propriété reposait sur l'individualisme. Le pouvoir marital, fondé sur le concept espagnol de l'honneur, était très puissant : la femme entrait dans la propriété familiale. On trouvait même une ébauche de capitalisme dans les possessions de l'ancienne noblesse péruvienne, devenue classe républicaine; force économique de la constitution bourgeoise, qui succédait au patriarcat romain et au majorat espagnol.

Un Code civil est plus qu'une direction et un cadre pour les grandes institutions de la propriété et de la famille, pour les obligations et les contrats : c'est une forme nouvelle de toute la vie sociale. Ce que l'action politique, extérieure et générale, ne réalise pas, la loi civile devenue organique, le fait, par son influence de tous les moments, interne, inflexible et prohibitive. Aussi les grands caractères du Code français, exprimés dans la législation civile nationale, devaient agir sur la mentalité des hommes.

Les similitudes entre les deux Codes sont très nombreuses : même dans les définitions, on accepta la forme précise et logique du Code Napoléon. Le contrat a le même sens verbal dans les deux codes, de même que l'étude de ses conditions; et à travers les analogies, on saisit des traductions littérales dans plusieurs titres, notamment dans tous ceux qui se rattachent au mariage, aux droits et aux devoirs des époux, à la paternité, à la filiation, etc. Il y a aussi des différences dans l'analyse de certains contrats, comme celui du bail et de la vente, que la plus grande différenciation de la France exigeait plus précis et plus divers qu'ailleurs. On sépare dans notre Code les donations des testaments; on étudie moins les différentes obligations conventionnelles, on détache — ce qui est plus logique que dans la loi française — la preuve de l'obligation même et du paiement, pour la placer dans le système de procédure judiciaire; on réduit le chapitre de l'hypothèque, et on varie de la sorte plusieurs dispositions secondaires du Code Napoléon.

Il y a une différence remarquable entre les deux législations, en ce qui concerne le mariage et le divorce. Au Pérou, on n'arrive pas à la sécularisation du droit, que Portalis considère comme le grand trait de la nouvelle loi française (1). Le mariage est un acte religieux, un contrat ecclésiastique, devant Dieu, l'Eglise et la loi. L'art. 156

(1) *Motifs du Code civil*, Paris, 1850, t. Ier, p. 100 : Exposé de motifs du mariage par le conseiller d'Etat Portalis.

du Code Civil établit que le mariage est assujetti aux dispositions du Concile de Trente. La loi étudie les effets du mariage, ses conditions de fait, de nullité, de dissolution et ses antécédents; mais on ne trouve pas, dans notre Code, le long titre du contrat de mariage, parmi les contrats, comme dans la législation française. Autant vaut dire que le caractère civil est amoindri dans l'organisation du mariage, et que la loi ecclésiastique le régit, par les mœurs et par le respect du législateur. Le divorce existe seulement comme régime de séparation de corps (art. 191 C. C.); le fait matrimonial est perpétuel et indissoluble. Toute la doctrine catholique domine la loi civile dans la formation de la famille.

Dans l'exposition des motifs du divorce, le conseiller d'Etat, Treilhard, écrivait en 1803, que l'autorisation du divorce « serait inconséquente chez un peuple qui n'admettrait qu'un seul culte, s'il pensait que ce culte établît d'une manière absolue l'indissolubilité du mariage » (1). La logique des choses et l'état religieux des mœurs, imposèrent, en 1851, la restriction du divorce au Pérou et le respect religieux et absolu du mariage catholique à perpétuité.

La loi ne créait pas des mœurs; mais les traduisait, et ajoutait la force civile au pouvoir religieux. C'est ainsi que le régime paternel continua, de même que l'individualisme rétréci. Le père possède l'autorité unique dans le foyer, la femme n'a qu'une faible individualité. Elle n'a pas le droit au divorce, ni l'intervention dans la potesté sur le fils. La dot ne lui appartenait qu'à moitié, le mari ayant droit sur toutes les choses périssables (art. 1.001 C. C.) (2). Dans ce système, la conscience de soi et l'autonomie étaient nulles chez les membres du foyer : la tradition

(1) *Ouv. cité*, t. Ier, p. 134. On sait que le divorce fut supprimé en France, en 1816, pour être rétabli plus largement par la loi de 1884.

(2) La jurisprudence française a étendu l'action de l'individualité de la femme par la théorie du mandat présumé, qui l'autorise à intervenir, de son gré, dans les dépenses journalières. (Cf. *Le Code civil, Livre du Centenaire*, 1904, *La Famille et le Code civil*, pages 25 et 26.)

par l'action de la mère sur les sentiments, l'imitation par la force paternelle devenaient les principes dominants et empêchaient toute novation et tout éveil de l'individualité. Le foyer n'était nullement un centre de coopération, mais un faisceau de demi-consciences subordonnées et inférieures.

En introduisant plus de liberté dans les contrats, le Code créait de nouveaux liens de solidarité et donnait ainsi des règles précises à l'activité indécise et inorganique du caractère national. Il fallait désormais agir dans un cadre, moins étroit que la tradition, mais bien différent de l'anarchie politique. L'autorité des juristes, dans cette période et dans les moments successifs de notre histoire, ne fit qu'étendre le domaine de la loi et créer des habitudes empreintes de la formule légale. On arriva à établir que « tout effet juridique attribué aux libres créations de la volonté n'a de valeur qu'en vertu de la loi, qui implicitement a donné pouvoir à la volonté individuelle en vue de l'effet à produire » (1). Ce principe, développé dans la précision des contrats, fut une doctrine d'ordre qui devait créer des mœurs légales, dans un milieu passant de la réglementation absolue à l'indiscipline et à la liberté.

Par le partage des successions, le Code établissait l'égalité des enfants contre le droit d'aînesse. La constitution avait détruit les privilèges, et la loi civile divisait les propriétés et ruinait l'égalité de droit dans les familles. Les conséquences de cette disposition, étaient, dans l'ordre politique, la condamnation de toute oligarchie, de toute aristocratie des *latifundia;* dans l'ordre social, l'ascension de la bourgeoisie et du *métissage*, l'affaiblissement de la tradition familiale et de besoin de parvenir et de paraître, dans toutes les classes de la société nouvelle. La quotité de libre disposition était le cinquième : le reste devenait pro-

(1) Saleilles : *Introduction à l'Etude du Droit civil allemand*, Paris, 1904, p. 45. L'éminent juriste montre le rôle plus considérable que le nouveau Code allemand attribue à l'autonomie de la volonté, tout en acceptant le caractère préexistant de la loi, contre la théorie classique qui donnait aux dispositions légales une antériorité de fait et de droit.

priété héréditaire et divisable. Pour que cet éparpillement du patrimoine fût facile, la loi disait que les héritiers ne sont pas forcés à avoir l'héritage indivis, quand même il leur serait défendu, par le fait de leur institution, de diviser le legs reçu en commun (art. 2137 C. C.). Sous l'aspect économique, le partage égalitaire des successions favorisa la formation de la petite propriété, naguère entravée par les grands domaines seigneuriaux; unit les classes par la ploutocratie, étendit la richesse privée, donna plus d'homogénéité à la famille égalisée; et, ce qui est encore plus fécond, cette forme de succession augmenta le nombre des hommes intéressés à la fortune collective, à son progrès et à son œuvre. Par toutes ces dispositions, le Code civil prépara l'égalité républicaine et étendit le bien-être à une plus grande masse de la nation. Il n'arriva pas, comme en France, à restreindre la famille. Quant à l'action de ce principe sur l'individualisme de la race, on ne peut rien dire de définitif. En France on a accusé cette distribution nivellatrice de nuire au self-help, à l'esprit d'énergie et d'effort, outre qu'elle impose aux fortunes un éclat permanent de liquidation, contraire aux progrès de la richesse Chez nous, les fortunes sont modestes, ce qui enlève à la quotité d'héritage tout caractère protecteur de l'oisiveté, surtout dans les familles étendues. Il y a un caractère social au Pérou qui n'est plus celui des peuples européens : la descendance des familles riches est généralement nombreuse. Ce fait empêche la constitution d'une ploutocratie étroite et restreinte et conduit toujours à l'extension et à l'équilibre proportionnel dans les fortunes privées. Et comme l'ancien régime, par le droit d'aînesse et par la passivité de la vie générale, créait une légion de fainéants, tout changement dans cette tradition sociale encourage plutôt l'esprit d'entreprise et de hardiesse. L'unité sociale n'est plus la famille, le groupe paternel; mais, l'individu, héritier certain et autonome.

On a souvent démontré que le Code Napoléon est égalitaire, mais qu'il n'est pas démocratique, parce qu'il repré-

sente et défend les intérêts d'une classe, la bourgeoisie dominatrice (1). Dans notre Code civil, les articles relatifs au travail sont très peu nombreux : la législation est plutôt capitaliste. Tout ce que nous acceptons déjà, depuis les revendications de l'humanitarisme, protection à la femme et aux mineurs dans le travail, rétablissement de l'égalité dans les relations des patrons et des ouvriers par l'effort de la loi et de l'Etat, idées nouvelles de solidarité et de justice, contrôle à la concurrence, au *struggle* inhumain, ne se trouve pas, même en ébauche, dans notre loi. La théorie du quasi-délit et du quasi-contrat s'établit hors de toute considération de risque professionnel et de protection démocratique aux classes inférieures, dont la liberté est moindre, dont l'égalité est trompeuse. On ne pouvait pas espérer qu'un Code donné avant l'affranchissement des esclaves, et qui avait des titres sur la manumission et la condition des affranchis, fût égalitaire. En même temps, la grande industrie n'était pas formée et le problème du salariat ne pouvait guère être en cause. Dans les classes rurales et urbaines, les devoirs de charité entraînaient une diminution de l'inégalité des conditions et de l'infériorité des classes ouvrières. Le Code ne pouvait pas changer des mœurs qui devaient disparaître très lentement, dans les nouvelles générations n'ayant pas connu l'esclavage.

Le formalisme extrême de la législation nouvelle eut une toute autre action sur le caractère national. Il favorisa l'extériorité et le culte des formes; il donna une certaine raideur à la procédure et aux habitudes des hommes de barreau qui étaient d'ailleurs les maîtres incontestés de la vie politique. Au point de vue juridique, l'évolution va du droit formaliste au droit non formaliste, des mots et

(1) Au sujet de cette discussion, où Taine et Le Play ont plaidé pour la liberté testamentaire anglaise, cf. *La Succession dans le Code civil*, p. 18 et suivantes, dans l'ouvrage déjà cité sur le centenaire du Code civil. Le Code civil ne s'est pas occupé de protéger les masses ouvrières et d'aider à leur développement moral et matériel. Il ne peut donc être considéré comme une législation démocratique. (Tissié : *Le Code civil et les Classes ouvrières*, p. 4, l. c.)

des solennités inutiles aux réalités et aux conditions essentielles des contrats et des institutions (1). C'est aussi la marche actuelle de notre législation. Toute l'hérédité intellectuelle de scolasticisme et d'érudition surannée avait un débouché dans les maintes formalités difficiles et inflexibles de la codification nouvelle. Le Code de procédure criminelle et civile était encore plus formaliste que les lois substantives.

Le grand danger de la législation fut, dans cette période, un arrêt dans la formation des mœurs et dans l'évolution normale de la tradition juridique. Ce fut un moment de création intégrale et savante, qui devait nuire à la nationalisation du droit. Savigny condamnait la codification, parce qu'elle empêche, au moins pendant un temps, le cours du droit dynamique (2). Heureusement que l'œuvre de la jurisprudence nationale, par la critique des codes, assouplit beaucoup les dispositions coordonnées, et continua toujours, quoique faiblement, l'élaboration du droit et des mœurs.

En résumé, l'œuvre de codification fut un grand effort qui eut des résultats contradictoires. Il donna un cadre à l'activité en perpétuelle anarchie, et ce fut là un grand profit pour notre avenir. Mais, il avait des caractères qui se heurtaient, sans produire une synthèse. Le Code favorisa le développement individuel par le partage égalitaire, par le morcellement des propriétés; et, en même temps, il augmenta le pouvoir paternel, contre l'autonomie de l'enfant, contre l'individualité de la femme; s'il reconnut la liberté de la volonté contractuelle, il ne protégea pas les classes inférieures, par une surveillance nécessaire à cette même liberté dans le contrat du travail et dans toutes les conséquences du salariat; s'il définit les fonctions de la vie privée, la propriété, la famille, la succession, il tomba aussi dans le formalisme. Et il manqua de tout

(1) Grasserie. *Les Principes sociologiques du Droit civil*, 1906, Paris p. 382 et suivantes.
(2) Grasseric : *Ouv. cité*, p. 318.

caractère social dans un pays, sans association et sans solidarité.

La fin de l'esclavage créa quelques formes de cette union sociale, entamée toujours par la division des classes. Auguste Comte nota que l'abolition du servage entretient des sentiments de solidarité familiale dans les classes ouvrières. Ce fut aussi l'aspect du nouveau système social, après 1859. La subordination personnelle de tous les membres de la famille au maître n'était plus la même, et, par ce fait libérateur, le travail fut, malgré des exceptions et des crises, plus actif et plus fécond. Par l'organisation des familles ouvrières et par le rapprochement lent des classes, cette époque prépara l'avènement de la démocratie. De nouvelles forces économiques devaient faire naître l'abondance fiscale, devaient mûrir la civilisation et produire, après le grand jour de la puissance, du gaspillage et du triomphe, le long crépuscule de la défaite nationale.

***

Dans la troisième époque de notre histoire républicaine, l'organisme social est plus complexe, et les indécisions de la première heure se changent en directions arrêtées et confiantes. La Constitution a trouvé, en 1860, sa forme définitive; la codification est faite. Les grands moules de la vie publique et de la vie privée sont achevés. Si la forme est déjà fixée, la matière sociale se transforme rapidement. L'exploitation du *guano* et du *salpêtre* devient la plus puissante ressource des nouveaux budgets. L'Etat, force première dans l'organisation nationale, est maintenant plus riche et plus convoité que jadis. Le militarisme n'abandonne pas ses démarches traditionnelles. Et, l'éclosion de tant d'énergies nouvelles demande une ferme organisation politique, qui la favorise et lui apporte un contrôle sûr.

De 1870 à 1879, date de la guerre, l'aspect de l'activité nationale par ses buts et par son évolution, a un éclat magnifique. C'est, à la fois, le reflet d'un incendie, l'affo-

lement du succès et le cauchemar de la décadence. On gravit tous les échelons, jusqu'à la cime convoitée; et le destin et l'insouciance des hommes détruisent tout l'échafaudage de la vie nouvelle et arrêtent la marche d'une civilisation en progrès.

Les énergies des hommes se sont appliquées, d'un élan exclusif, à la conquête de la terre, de la richesse et du pouvoir. On voit le pullulement des associations, des compagnies, des banques, des sociétés diversifiées et éphémères, toujours en quête de richesse et d'influence. C'est alors le règne du billet, l'oubli des réserves bancaires, l'empire des hautes exportations, des grandes entreprises de chemins de fer, d'agriculture, de commerce. C'est la confiance et le crédit contre tous les risques et toutes les aventures. On a l'initiative et la hardiesse, on oublie le présent pour l'avenir, la réalité pour l'utopie. L'ivresse de l'or transforme tout : la bureaucratie s'étend, les emprunts s'accumulent, l'optimisme devient maladif et insouciant. L'Etat est une source inépuisable de bénéfices, de richesse et de bonheur. Dans cette splendeur décorative, on a tous les brillants traits d'une civilisation mûrie : le luxe gaspilleur, l'existence vaniteuse, le relâchement du puritanisme, l'amour de l'aisance et de la paix; et les dons de notre race, l'hospitalité généreuse, la sympathie pour les peuples, la grande floraison des talents, l'attrait des salons, le raffinement dans l'amour, la grâce et la frivolité dans la vie.

Il faut un effort pour donner un équilibre à toutes ces énergies enchevêtrées, dans l'expansion du génie national. La richesse générale va créer la ploutocratie; et plus d'ordre, plus de stabilité, plus de sérieux, dans la politique et dans les hommes, seront désormais nécessaires. Les grands politiciens de cette période sentent le grave tressaillement d'une crise. Au Sud, dans la terre étroite et pauvre du Chili, des convoitises terribles hantent tous les esprits. Manuel Pardo, l'homme représentatif de ce moment de notre histoire, découvre, en revenant du Chili,

le péril national, la guerre future et le déchirement de la nationalité.

En 1872, après un sanglant mouvement militaire, l'espoir de tous les hommes d'ordre, de tous les esprits réformateurs semble réalisé. Pardo est le chef du pouvoir, l'organisateur du régime civil, le plus réformateur des hommes d'élite, d'oligarchie et de tradition, le plus prudent des novateurs. Un grand mouvement d'opinion le fait populaire : un concours de toutes les forces nationales, la tradition, la richesse et le talent, l'entoure dans une ferme et définitive collaboration. On ne pense plus aux fantômes de l'anarchie, de la désorganisation et du militarisme. Et il semble qu'un ordre nouveau et longuement espéré va régner dans la pensée et dans la vie.

Magno ab integro sœclorum... nascitur ordo.

Ce fut l'unique essai d'organisation républicaine dans l'ordre constitutionnel; sans arriver à la dictature comme Vivanco, sans fonder l'autocratie militaire et paternelle comme Castilla. De 1872 à 1876, on prépara une grande réforme dans l'instruction et les finances, dans l'administration et les problèmes politiques. On chercha, d'un tâtonnement long, la synthèse et l'harmonie dans les forces nationales, la transformation du militarisme, le rajeunissement de l'oligarchie, la sélection démocratique des capacités, la paix entre la religion assujettie et le libéralisme affermi.

Mais, pour aboutir dans l'effort constitutionnel et civil, il fallait l'action intense et longue d'un homme et d'un groupe politique. Le président du nouveau régime devait mourir, sous les coups d'un assassin, à l'entrée du Sénat; et avec lui, toutes les espérances de rénovation et de progrès civil disparaissaient pour ne renaître que dans un avenir lointain.

Le gouvernement eut à lutter, dans l'ordre économique, contre le gaspillage et l'excès de la dette publique. L'état de la fortune nationale et de la richesse privée, après un éclat passager, passait par une crise intérieure, dans

laquelle on jouait l'avenir. Un déterminisme logique présidait au développement de l'économie nationale; d'excès en excès, d'étape en étape, on arrivait à la débâcle. Il fallait arrêter la formation indéfinie des sociétés commerciales, ralentir le crédit, créer l'épargne fiscale, régler les réserves bancaires. Dans l'ordre politique, le gouvernement de Pardo donna à la vieille centralisation, un caractère plus sûr par la création de centres d'élaboration politique et administrative, les *juntas departementales*, dans les grandes divisions territoriales. Il régla la bureaucratie, toujours instable dans les régimes militaires et créa une Faculté des sciences politiques, analogue à l'école formée en France après Sedan, pour l'éducation de la nouvelle génération d'administrateurs et d'hommes d'Etat. En même temps, par la force du nouveau régime, le pouvoir devenait plus sûr de ses mouvements et de ses buts : il se dressait contre le militarisme, en représentant de tous les intérêts modérés et progressifs du pays. La bureaucratie organisée était la meilleure défense de l'Etat. Avec elle, l'ambition de parvenir se trouvait satisfaite, et le pouvoir devenait une association pacifiste. Mais, ce fut surtout dans l'ordre intellectuel et moral que l'esprit du gouvernement civil voulut produire des réformes organiques et définitives. Le règlement de 1876, de type français et classique, unifia l'instruction, organisa des programmes et changea de fond en comble les anciennes institutions. Par le latin et la culture littéraire, l'instruction des collèges rappelait les humanités classiques du plan français. Il y avait même un goût d'encyclopédisme dans les grandes lignes de la réforme pédagogique : en six ans de préparation dans les collèges, la jeunesse étudiait les sciences et les lettres, la philosophie et l'histoire, avec une extension propre aux spécialités universitaires. La culture populaire, par l'étendue et l'organisation de l'école primaire et par la création des écoles professionnelles (*escuelas de artes y oficios*) fut le centre de la grande transformation. On donnait une forte assise à l'égalité politique par l'expansion

triomphale de la culture populaire. On peut même dire qu'un idéal de démocratie laïque et civile s'esquissait dans ces années trop courtes d'une période active. L'instruction, établie et réglée par l'Etat, devenait une force nationale, gouvernant l'Université et l'Ecole, les hommes d'élite et la foule.

Cette direction fut mieux définie dans les tendances libérales de Pardo, qui, par sa campagne contre l'évêque rebelle Massia, affermit les droits de l'Etat sur les confessions religieuses, avec une grande énergie. Et le parti civil, qui représenta naguère des inclinations traditionnelles et conservatrices, fut désormais le centre d'une action libérale, prudente, sans passion et sans radicalisme.

Tel fut le plan de Pardo, de son parti et de son régime. Malheureusement, ce n'était qu'un équilibre de courte durée, un moment de concentration et de paix entre deux anarchies. Dans l'ordre politique, il y avait opposition entre la tradition militaire et l'effort civil, entre le personnalisme et l'organisation récente des partis. Après la période de Pardo, le militarisme reprit ses vieilles positions, quoique tempéré par la nouvelle collaboration des partis. Et Riva-Agüero, la première figure du parti civil, par son talent, par son action politique dans le Sénat et par ses influences personnelles, n'eut pas la succession du chef. Le civilisme perdait ses conquêtes récentes dans un moment grave où il fallait continuer l'œuvre de Pardo, ou s'abandonner à l'universelle banqueroute des hommes, des institutions et des choses.

Sous l'aspect moral, il y avait aussi une antinomie entre la religiosité des classes supérieures et le libéralisme, entre les idées et les hommes qui s'unissaient dans le régime civil. Et, au point de vue économique, l'équilibre final était impossible. D'un côté, les nécessités de la bureaucratie croissante, de l'instruction et des œuvres commencées; de l'autre, le déséquilibre des banques, la crise du crédit, l'avenir compromis par la dette et par les grands emprunts. La crise était fatale. On avait déjà une certaine

conscience de la faiblesse nationale et du déchirement interne. L'optimisme avait longtemps abandonné la défense nationale; et la dissolution s'approchait lentement, sourdement, comme la mort dans les drames obscurs et troublants de Maeterlink .

Et la guerre de 1879, entre le Pérou, la Bolivie et le Chili fut la révélation extérieure de tout ce que le milieu national avait préparé, dans de longues années d'histoire, pour la défaite et la décadence (1). Cette crise générale et profonde marqua un retour violent au militarisme. Dans la paix, l'armée, sous le pouvoir des meneurs, devenait un péril interne; comme elle avait été, dans la guerre, la force et la gloire du pays. C'était le même phénomène qu'après l'indépendance nationale : la survivance d'un organe puissant et excessif, qui n'avait plus à remplir sa grande fonction historique. Et ainsi l'aspect du Pérou, dans la fin de cette période, de 1886 à 1895, est monotone et triste. Le crédit est annihilé; la monnaie acquiert difficilement son ancienne valeur; l'Etat a une œuvre immense de reconstruction, d'aide et de contrôle : l'individu est accablé sous la terrible débâcle : le pessimisme devient la philosophie du moment : les héros de la guerre ont changé de rôle; ils sont les meneurs de la politique nouvelle. Et dans le chaos formé par le choc de tant de traditions, de défaillances et d'espérances à peine ébauchées, on ne devine pas d'où jaillira la future renaissance.

Et tandis que la politique présente cette variété de caractères, de 1860 à 1895, et que la vie nationale, par l'organisation de la richesse nouvelle, a une superbe vitalité pour arriver après à la plus funeste décadence, des luttes doctrinaires accompagnent, d'un noble élan, le mouvement extérieur des choses. Des grands hommes débutent sur la scène et occupent de leur action personnelle tous les moments de cette riche histoire. Dans les Chambres et au

(1) J'ai esquissé les causes et les conséquences de la guerre du Pacifique dans le premier de ses chapitres : « La Renaissance péruvienne. »

pouvoir, les partis et les hommes ont une individualité définie et agissante. Un groupe libéral, plus fort que celui de 1860, s'organise et lutte pour un idéal qui embrasse toutes les réalités de la politique et de la vie. De cette coterie ambitieuse, font partie Mariategui, magistrat sévère et politicien d'énergie, Casos, orateur éloquent, idéologue du libéralisme, Quimper, qui donne la doctrine, qui écrit la théorie du droit politique, avec l'idéalisme de Constant et des allures scientifiques, Cisneros, qui a l'esprit de Lamartine, le grand souffle lyrique dans l'oratoire, la générosité démocratique dans ses propos, Pazos, plus sobre, plus rigoureux, esprit de juriste, qui s'approche des doctrines conservatrices, Rosas, à l'intelligence puissante et outrancière, d'une force oratoire tranchante et froide, Chacaltana, qui étend et affermit le libéralisme, sans oublier les traditions rhétoriques du groupe.

Et une autre lignée d'hommes illustres s'oppose à ces doctrinaires, sans en former toujours l'antithèse. Ce sont des juristes, des hommes d'ordre et de loi, conservateurs dans le sens plus libre du mot, analystes, logiques et prudents dans leurs déductions. Dans la succession des régimes, ils représentent la stabilité et l'organisation légale; ils cherchent un contrôle aux égarements de la politique audacieuse, sans observation et sans prévision. On trouve de grandes figures dans ce groupe, qui a des variétés et des nuances dans la doctrine, mais qui est toujours un moyen terme entre le traditionnalisme étroit et le radicalisme politique. Deux grands magistrats, par le talent et par la science, Ureta et Paz Saldan, sont de ce groupe. Ureta est plus original, Paz Saldan plus érudit; mais l'un et l'autre, comme des préteurs romains, créent une doctrine en interprétant la loi, s'opposent aux empiètements de l'Etat et de l'Eglise et défendent la vraie théorie de la liberté, sans utopie et sans faiblesse. Antonio Arenas et Juan Antonio Ribeyro, avocats de grand mérite, appliquent la même doctrine sereine, dans les conflits de droit et dans les problèmes politiques. Arenas préside le pre-

mier gouvernement national, après la guerre sans la protection et la tutelle du vainqueur, comme celui d'Iglesias. Garcia Calderon apporte à la politique le sens légal, la force de son talent, de son éloquence sereine, de son analyse et de sa précision; il dénonce le péril de l'aventure financière, il agit dans le Parlement contre les excès du pouvoir, et, au moment de la grande crise, dans un effort admirable, il réunit les forces dispersées pour défendre l'intégrité nationale contre les ambitions du vainqueur, dans l'anarchie intérieure des partis et des chefs militaires (1). Pacheco et Tejeda sont des juristes excellents, qui renouvellent et complètent la doctrine et qui précisent le concept du droit civil jusqu'à former une tradition légale. Candamo, chef du civilisme, esprit d'un grand équilibre et d'une vraie honnêteté politique, vieux parlementaire, devient président de la République dans l'épanouissement du régime civil, en 1903. Luis Felipe Villaran, représente, dans le même groupe, une doctrine plus libérale. Il établit, par sa critique et sa grande pénétration, la doctrine constitutionnelle, la liberté dans l'association, la neutralité religieuse de l'Etat contre l'interprétation révolutionnaire, contre les préjugés du traditionnalisme; et défend l'équilibre des institutions politiques, la réalité du suffrage contre les sophismes de la souveraineté populaire, que les disciples de Rousseau appliquaient dans un sens utopique et absolu. Il corrige le libéralisme français de Constant et de Laboulaye par les doctrines anglaises du *self-government*.

Sans l'action de ces groupes, libéraux et conservateurs, la politique nationale aurait abouti aux excès de la démagagie révolutionnaire ou à l'exaltation de la plus dangereuse des autocraties. Les libéraux, toujours soucieux des droits du Parlement et des principes d'autonomie individuelle, formèrent un centre de résistance, au milieu des gouvernements absolus : ils firent de la dictature de fait,

(1) On a comparé, avec une grande précision, son action après la guerre à celle de Thiers dans la France vaincue. Par la sévérité, la prudence conservatrice et le désintéressement politique, Garcia Calderon rappelle Thiers.

un pouvoir respectueux des formes constitutionnelles. Les conservateurs par leurs doctrines d'ordre et par leur légalisme, donnèrent une forme, plus ou moins arrêtée, à la poussée des efforts réformateurs, aux ambitions radicales des esprits progressifs. La guerre changea l'aspect de la politique et fit primer d'autres intérêts. Malgré quelques essais de radicalisme, les problèmes d'ordre économique eurent une grande importance : ils donnèrent, après la chute du militarisme, un caractère original à l'histoire nationale.



Et tout l'esprit de cette dernière période, qui se déroule à nos yeux, est empreint de ce caractère économique, concret, positif, épris de réalités. Il y a toujours des survivances du vieil état d'esprit : des traits d'idéologie dans l'ordre des finances, des propos trop absolus, des retours à la rhétorique surannée. Cependant, une âme nouvelle se définit, se forme devant nous et semble apporter le cadre définitif de la nationalité.

Cette direction changera certainement quelques traits psychologiques de la race. Il y a même des formes de la vie sociale qui n'existaient naguère qu'en ébauche et qui prennent aujourd'hui des contours arrêtés : ce sont l'association et la solidarité. Aussi l'individu et l'Etat ne sont plus les termes d'une relation abstraite, où l'Etat est l'unique force agissante et la personnalité s'affaiblit ou se perd.

Un individualisme plus riche domine à l'heure actuelle. Affirmation des consciences personnelles par le travail, par l'action, par la préoccupation de l'intérêt individuel, par l'indépendance que cette œuvre prépare ou achève (1). Comme phénomène secondaire et dérivé, accroissement de la richesse collective, extension des contrats contre le régime du « Status », de la loi inflexible, dont parle Spencer; changement de buts dans la pensée

(1) Cet individualisme est encore faible : l'opinion et l'imitation gouvernent même les consciences les plus hardies.

et dans la vie, évolution opposée aux révolutions, sens des choses contraire aux vieilles idéalités. Et, dernièrement, comme reflet de cette transformation de l'individu et du tout, un autre rôle de l'Etat, au-dessus de l'activité générale. Un Etat plus riche, plus actif, plus sûr de l'ordre et de la paix, qui étend sa protection économique, qui élargit le cadre de l'action privée, mais qui n'est plus le « primum et ultimum movens » de la vie nationale. Il suit les courants individuels, il corrige la marche autonome des hommes; il est moins un organe créateur, qu'une force d'organisation, d'impulsion et d'équilibre. En même temps, la politique devient une forme de l'activité individuelle, une collaboration tranquille et positive. Son intensité et sa passion de jadis, où elle était un jeu d'ambitions personnelles ou une dispute d'école, s'appliquent à d'autres buts : à des intérêts, à des problèmes de la vie, à des besoins du temps. Et voilà des germes d'une fécondité inconnue pour l'avenir.

La division du travail apporte aussi des résultats nouveaux. Une plus grande hétérogénéité dans les buts et dans les moyens, dans les professions et dans les formes de l'activité économique, corrige les défauts de la monotonie des caractères et des hommes. Au mal de l'improvisation, qui fut toujours le trait des efforts péruviens, on oppose la spécialité professionnelle. Et cette différenciation n'est pas encore un défaut, parce qu'elle ne contredit pas les effets d'une culture d'allure générale, qui est la marque de l'instruction nationale. Les sociologues ont montré le résultat d'uniformité produit par les gouvernements puissants dans les sociétés inactives, sans autonomie et sans résistance. Ulloa a eu sur nos Indiens un mot expressif : il affirme qu'on les connaît tous, quand on en connaît un. Dans une nation homogène, on pourra donner à l'imitation et à la suggestion un immense empire; mais on n'aura pas la diversité qui est la vie, l'originalité du génie, la variété qui conduit progressivement à l'unité plus riche du génie national.

Si l'individualité est plus forte, l'association s'étend indéfiniment au Pérou. Tout dernièrement, un *trust* de toutes les forces électriques, à Lima, a démontré le progrès de l'association. L'enchevêtrement des intérêts produit par cette collaboration, est une base de la paix et de l'ordre. La stabilité est déjà une nécessité générale, dans cette grande école de mutualité. La grande industrie se forme et progresse par la réunion des capitaux dans le ferme réseau des sociétés multipliées. L'action de l'Etat trouve un contrôle dans ces organismes mineurs : il y a maintenant des intermédiaires entre l'individu et le gouvernement. Le pouvoir, la grande association, trouve des collaborateurs indépendants, des forces vives dans la machine sociale. Certes, la création du problème social peut être le péril de cette accumulation capitaliste; mais la faible densité de la population et le haut « standard of life » du travailleur, éloignent cette lutte économique des classes.

L'association et la division du travail, c'est-à-dire, l'organisation dans le capital et la dépendance mutuelle dans l'effort, ont donné à la solidarité un caractère qui sera désormais une forme de notre vie nationale (1). C'est la solidarité organique dont parle Durckheim : l'association d'individualités développées dans un régime où la conscience collective n'embrasse pas toute la conscience individuelle, où l'homme n'agit pas toujours selon des opinions imposées, ou des idées données. La sympathie, mêlée de charité, a été un sentiment péruvien; mais ce n'était que la réunion des individualités semblables. La coopération, qui suppose l'autonomie personnelle et l'acceptation consciente d'un but général, s'esquisse maintenant, avec le progrès économique, l'organisation de l'industrie, l'ex-

(1) Durckheim a fort bien établi les caractères de la solidarité que produit la division du travail : « ... Elle n'est possible que si chacun a sa sphère d'action qui lui est propre, par conséquent une personnalité. Il faut donc que la conscience collective laisse découverte une partie de la conscience individuelle pour que s'y établissent ces fonctions spéciales qu'elle ne peut pas réglementer, et plus cette région est étendue, plus est forte la cohésion qui résulte de cette solidarité. » (*Division du Travail social*, Paris, 1893, p. 140.)

tension des rapports, la dépendance produite par l'échange des services. La solidarité en profite, et les liens nationaux se fortifient et se précisent. Les lois du travail sont la dernière étape de ce changement dans les mœurs et dans les esprits. La solidarité va être un fait de spontanéité et de loi.

Dès le moment de la codification, on pouvait espérer une plus grande collaboration des activités : le contrat était réglé, des sanctions d'ordre civil étaient parfaitement établies. « On peut mesurer, écrit Durckheim, le degré de concentration auquel est parvenue une société par suite de la division du travail social, d'après le développement du droit coopératif à sanctions restitutives » (1). Au Pérou, ce parallélisme était faible, parce que le Code ne reflétait pas l'état des choses, et qu'une imitation trop exclusive primait dans les lois. L'anarchie politique empêchait toute vraie différenciation sociale, et le droit coopératif n'impliquait pas la concentration.

Aujourd'hui les nouveaux traits de la vie économique, l'association, la solidarité, l'individualisme, semblent des faits d'avenir. Portés de l'ordre positif à l'idéal national, ils seront aussi les caractères d'une renaissance intellectuelle. Par l'association, l'égotisme intellectuel perdra sa force : par la solidarité, l'œuvre de la science unira le passé au présent, les traditions aux réformes, et ne condamnera jamais, sans critiques, le legs des générations finies. Par l'individualisme, l'imitation, dans toutes les formes de la science et l'art, sera plus souple; on cherchera une autre originalité que celle du pastiche ou de l'audace vaniteuse. Tout est encore en germe, dans ce renouvellement de la nationalité. Les formes sont déjà changées; mais il y a encore des survivances du vieil esprit et des fatalités de l'ancien héritage. Mais, quelle évolution de l'anarchie révolutionnaire à la discipline politique; de l'éparpillement des forces individuelles à l'association; de l'idéalité naïve à l'observation des réalités; du

(1) *Ouv. cité*, p. 137.

militarisme au régime civil; du jacobinisme politique à une ébauche de toutes les libertés !

VI.

Il y a une autre transformation, dans les sentiments et dans les idées, qui s'ajoute à l'évolution de la politique. Les grands principes d'une société, la religion, le sentiment de la famille et le patriotisme ont subi des changements, qui expliquent ou reflètent le mouvement extérieur des choses.

Sous l'aspect religieux, la colonie était régaliste et fanatique. La religion était le centre de la pensée et de l'action. Mais l'Etat avait un droit d'intervention dans les affaires de l'Eglise; un protectorat parfois querelleur et despotique.

La Révolution fut un mouvement libéral et déiste : elle s'attacha à la religion de la raison ou à un providentialisme mal défini. Le patronat devint le titre héréditaire des présidents; les dîmes sont supprimées, le budget ecclésiastique les remplace. Le Concordat ordonné par la Constitution est un projet qui n'arrive jamais à se réaliser. La religion est une affaire individuelle qui puise encore des forces dans l'opinion, dans le fanatisme des foules, dans l'intolérance générale. Le clergé est une administration : il dépend de l'Etat autant que de l'Eglise. Des luttes doctrinales autour du mariage civil, des cimetières laïques, de l'article constitutionnel qui défend les autres cultes, produisent, dans certains moments, un réveil du sentiment religieux. L'éducation est enore empreinte de mysticisme. L'Université est un internat : l'instruction congréganiste progresse. La religion domine partout, dans les lois comme dans les mœurs. Le monde n'est qu'une dépendance de la Foi, une « ancilla religionis ».

Et après ce moment de religiosité extrême, on passe de la croyance à l'indifférence, par un progrès continuel. Ce n'est pas l'irréligiosité farouche, le jacobinisme anti-

clérical, mais une scission profonde entre le credo et la vie. On agit hors du cadre religieux. Et cet état s'affermit avec le mouvement économique et la préoccupation des réalités. On ne peut même dire qu'il y ait une pensée catholique. Ni l'apologétique, ni les livres de mysticisme, ni les essais d'exégèse n'attirent les membres du clergé.

Le radicalisme a eu, au Pérou, quelque force. Trois noms le représentent dans notre histoire : Vigil, Mariano Amezaga et Gonzalez Prada. Vigil est un régaliste, un défenseur de l'Etat contre l'Eglise. Dans ce but, il accumule des preuves, il fouille dans les vieux textes, et écrit de lourds volumes, avec une érudition ecclésiastique surannée, mais aussi avec une belle dignité morale et une forte indépendance de pensée. Dans ses dialogues sur l'existence de Dieu, il se montre philosophe faible et il suit la Profession de foi du Vicaire Savoyard. Son influence fut grande; mais elle ne marqua point une évolution dans les idées nationales. C'était une irréligiosité trop ecclésiastique, trop formelle. Mariano Amezaga, polémiste vaillant, étendit le radicalisme aux autres formes de la vie; et Gonzalez Prada, dans un effort continuel et parfois monotone, attaqua l'Eglise nationale et le cléricalisme. Il a la force d'un Veuillot libre-penseur; il est sonore, éloquent et viril. Malheureusement, la partie négative de son œuvre est plus grande que la partie constructive. Il n'a pas un système, une grande doctrine laïque. Il est remarquable surtout par la hardiesse et l'éloquence de ses négations. Sa propagande a beaucoup étendu l'indifférence pour notre religiosité espagnole et inquisitoriale.

On a ainsi, comme formes de l'actualité religieuse, propagande de conversion dans la montagne, sur les races sauvages; religion d'Etat, avec ses allures bureaucratiques; indifférence dans les classes supérieures et moyennes; superstition dans la foule. Telle est la dernière évolution d'une foi que la vie abandonne.

Le sentiment de la famille fut très puissant dans le régime pré-républicain. La tradition espagnole donnait au foyer un caractère romain : le *paterfamilias* exerçait le droit de tutelle absolue sur la femme et les enfants. L'individualité des fils était presque nulle : le droit d'aînesse introduisait l'inégalité dans la famille. La galanterie n'empêchait pas une certaine sévérité dans les mœurs. Le mariage avait toute la divinité du sacrement. Dans la République, l'autorité paternelle fut longtemps si forte que, dans la colonie, des relations de justice et de respect absolu régnaient entre pères et fils. La femme par les mœurs et par le Code restait en minorité perpétuelle. Mais, l'individualité des fils s'est affermie de plus en plus, jusqu'à produire un relâchement dans la famille. Après la disparition du droit d'aînesse, l'égalité dans le foyer a fini avec la hiérarchie immobilisée de l'époque ancienne. La femme a toujours conservé les vertus chrétiennes : la fidélité, l'abnégation et la joie de la maternité. Les grâces de la vie coloniale, où le salon avait une importance sociale ne sont plus les mêmes : les femmes ont perdu les dons frivoles de la satire, du flirt, de l'aventure érotique. Elles ont encore un fin esprit de conversation et une grande force dans l'analyse des mœurs. La famille est maintenant un tout plus souple, qui a toujours la stabilité de la consécration religieuse et de l'opinion. Le divorce n'existe pas; et un certain féminisme fait son apparition dans les journaux et dans les salons.



Le patriotisme se forma après l'indépendance, dans l'ivresse de la victoire, dans l'épanouissement de l'autonomie nationale. Il s'approcha du chauvinisme : il fut lyrique et déclamatoire. L'orgueil des traditions et le succès affermirent ce culte collectif. Pendant de longues années, le sentiment de la patrie prima tous les autres. Après le

(1) La femme a eu parfois une très grande influence dans la politique péruvienne. Cf. ce qu'écrit Flora Tristan sur l'« ex-présidenta Gamarra. » (*Ouv. cité.*)

triomphe sur l'Espagne, dans la guerre de revendication de 1866, l'orgueil fut unanime et superbe. Un optimisme absolu domina les esprits. On tomba dans tous les excès de la richesse, dans le gaspillage et dans la grande débâcle. La guerre de 1879 fut la crise du patriotisme. Alors le pessimisme fut aigu et général. Philosophie de douleur et de défaillance qui menaça de stérilité tous les efforts de restauration nationale. L'esprit national ne connaissait que les extrêmes : l'égoïsme flatteur ou la méfiance énervante. Mais, dès 1895, on trouve une nouvelle forme plus rationnelle de patriotisme. C'est un optimisme prudent et plein d'expérience, une confiance sereine dans l'avenir et une connaissance plus sûre de l'actualité. Le chauvinisme est à jamais disparu; et après avoir trop condamné, on commence à espérer.

Le patriotisme est donc la religion civile du pays. La foi est un fait général, mais plus extérieur qu'actif. La famille est toujours un centre d'action morale. Si l'âme nationale n'est pas formée, il y a toutefois quelque chose de défini dans l'esprit de tous : c'est le culte des faits, la fermeté de la famille et la prudence du patriotisme.

VII.

Nous avons divisé en quelques grandes périodes l'histoire politique du Pérou républicain : nous en avons marqué les traits généraux. On pourrait même établir qu'il y a un parallélisme assez clair entre les périodes politiques et les périodes littéraires; et que le mouvement de la pensée précède ou suit, dans toutes ses formes, celui de l'action. C'est d'ailleurs très naturel dans un pays qui se forme et où la politique prima tout.

Cependant, on trouve un ralentissement dans l'évolution littéraire. L'action était trop rapide et mobile. Ainsi, quand la politique fut éprise de romantisme, par l'indiscipline, le lyrisme et l'esprit de liberté, la littérature restait encore dans le classicisme. La tradition de Quintana, les règles

uniformes dominaient la marche des esprits. La politique devançait la littérature dans ses imitations. Quand, après 1850, le romantisme fit son apparition dans les lettres et la *bohemia* eut un grand éclat, la politique était déjà dans un équilibre relatif d'organisation juridique, conservant malgré tout certains caractères, comme la phraséologie prodigue et l'égotisme qui sont profondément péruviens. Après la guerre du Pacifique, malgré l'éparpillement des efforts, on note une tendance uniforme dans la politique et dans les lettres. Elle est faible dans les premiers temps; elle est définitive aujourd'hui. La littérature a des allures philosophiques, une profondeur jusqu'alors inaccoutumée, Elle n'est plus uniquement le commentaire de l'amour et un prétexte à rhétorique. Et l'induction, la généralité dans les vues, l'esprit social et le penchant esthétique sont déjà des signes du temps (1).

La littérature possède aujourd'hui deux grands écrivains représentatifs. Le premier, Ricardo Palma, le maître de la *tradicion*, espèce d'histoire écrite en raccourci, avec un style piquant et avec une imagination très vive et un curieux voltairianisme, est le dernier rejeton d'une école brillante dans notre littérature, la *bohemia*, dont nous avons déjà parlé. Il a fait beaucoup pour la culture littéraire du pays et il est très connu en Amérique et en Espagne. L'autre, grand poète, Chocano, riche d'une fantaisie luxuriante et d'un verbe sonore, a traduit dans ses vers l'âme de notre race et les traits de notre milieu, sa faune, sa flore, sa fécondité et son sublime. Il veut être et il est déjà, le poète de l'Amérique, l'aède d'un continent.

---

(1) On ne peut pas parler de philosophie péruvienne. Dans tout ce siècle, elle a été éclectique, idéaliste, mais faible, sans synthèse ni hégélianisme. Un Espagnol, Mora, apporta la philosophie de l'école écossaise, de Rew et de Dugald Stewart. Nous subîmes encore l'influence de Jules Simonet de Saisset, de toute cette pensée généreuse etl ibérale, et dès 1890 le positivisme domine au Pérou, et toutes les grandes directions de la pensée sont connues et analysées.

De toute cette esquisse, on peut dériver des réflexions sur la psychologie nationale. Il y a dans la politique et ses indécisions, dans la vie et ses formes, dans la pensée et ses caractères, des traits éphémères et aussi des penchants profonds et constants. Une étude rigoureuse de ces inclinations est impossible; et on ne pourrait guère la faire, dans une nation de climats, de régions et de races si différents, où l'unification est le difficile problème de l'avenir. On en peut toutefois donner un aperçu, dégageant les quelques notes communes de cette diversité, qui serait plus forte et plus riche dans un pays d'une densité et d'une culture supérieures.

En premier terme, l'idéalisme, généreux, superficiel, verbal, dans lequel la forme est plus que l'idée même. C'est l'explication des généralités rhétoriques, des illusions collectives, de l'utopie des réformes, des mépris pour la correction de l'expérience. A cet idéalisme s'ajoute l'incapacité à saisir la réalité totale, dans l'intégrité de ses formes, pour arriver à la synthèse. Et un autre trait constant : le passage rapide de l'idéal à la réalité, de l'ébauche à l'action. Nous n'avons pas le sens lent et organique de la réalité : la routine ou l'utopie sont les deux extrêmes logiques de notre caractère.

La volonté est affaiblie au Pérou par l'action traditionnelle de toutes les autorités, politiques et religieuses. Elle est explosive, inégale, intense sans durée, ambitieuse sans coordination ni lenteur dans les effets. La sensation est rapide et incomplète. comme résultat d'une sensibilité très précoce. Et l'idée, derechef, est partielle, prompte, analytique et extrême. Elle prend la partie pour le tout : un aspect des choses pour la réalité universelle. Tel est le principe de notre apriorisme et de l'idéologie perpétuelle. Le climat uniforme et doux a imposé, comme forme de volonté, le *non facere*, ce qui condamne, dans l'ordre intellectuel, tout effort scientifique; ce qui empêche, dans la vie politique, les adaptations profondes, les réformes orga-

nisées; ce qui donne à toute chose l'aspect brillant du décor classique.

L'imagination est légère et brillante; l'assimilation est facile et rapide : bref, l'intellectualisme est le centre de la vie. Par le divorce entre la volonté faible et la pensée brillante; entre ce qu'on désire et ce qu'on fait; entre l'idéal et la vie, entre l'évolution qu'on provoque et la routine qui domine; par l'incapacité de changer la réalité, les oppositions intellectuelles divisent les hommes et deviennent personnelles. Ce n'est pas le succès dans l'action ou la ténacité dans le labeur ou la moralité dans la vie ou la puissance des idées qui donne le triomphe; c'est l'apparence et l'éclat dans la pensée, dans l'existence, dans la richesse ou dans la forme. L'individualité est faible et difficile pour s'associer; elle est assez définie pour s'affirmer et s'opposer, dans les luttes de l'anarchie, dans le heurt journalier des crises et des égoïsmes.

Le culte de l'apparence et la faiblesse des caractères explique un autre fait général : la ploutocratie, dans le sens de prestige social et d'influence souveraine. La richesse est une force, même si elle se trouve dans des mains inhabiles et égoïstes. Le culte de l'or comme *fin en soi*, au sens philosophique, est un des caractères fâcheux de l'esprit national.

De tout cela dérive quelque chose d'illogique et d'imprévu dans la vie nationale. C'est à la fois une improvisation audacieuse, une impulsion téméraire, un désordre réel sous l'ordre apparent, une marche sans but conscient, sans propos défini, sans plan d'avenir, un peu au hasard, comme si la nationalité devait périr dans un siècle.

Telle est la synthèse de notre caractère. Elle peut se résumer en quelques phrases : rôle primaire de l'intelligence; faiblesse de la volonté et triomphe du personnalisme; culte du décorum dans le style et dans la vie; ploutocratie excessive et déprimante.

CHAPITRE III

LES FORCES ÉCONOMIQUES ACTUELLES

On a vu dans la colonisation espagnole l'expansion d'une croyance, une forme d'impérialisme religieux. On s'est attaqué à la cruauté des conquérants, à l'ambition des aventuriers, aux prodiges d'un héroïsme famélique; sans comprendre que dans l'opposition des races envahissantes et des races vaincues, on trouve toujours et partout l'âpreté d'une lutte darwinienne, et que l'esprit de cette colonisation ancienne était général dans le temps et tout différent des méthodes actuelles. L'historien de l'expension britannique, Seeley a très bien démontré qu'au XVI[e] siècle, on aboutissait à une conception toute matérialiste de l'œuvre de colonisation; on ne cherchait pas des centres nouveaux pour la civilisation européenne, mais des dépôts de richesses à rapporter en Europe (1). Le point de vue religieux n'était donc que le masque d'une conquête économique. Le poéte Lope de Vega écrivait déjà que « sous prétexte de religion, on cherchait l'argent et l'or, dans les trésors voilés et lointains ». Il n'y avait pas un problème d'équilibre politique ou d'excès démographique à résoudre par les colonies découvertes. L'idée de possession territoriale, avec toutes ses conséquences de *jus utendi et abutendi* était le centre de toutes les grandes entreprises espagnoles et françaises, anglaises, portugaises et hollandaises.

Aussi, malgré les différences entre la colonisation anglaise et la colonisation espagnole, on rencontre le même esprit commercial dans les deux mouvements. Seeley rapporte un texte de 1663, où Charles II parlait des colonies

(1) L'expansion de l'Angleterre. Trad. française, 1901, page 78.

de l'Amérique du Nord comme d'une possession munie de tous ses caractères exclusifs. La formation des centres d'action politique, l'autonomie progressive des régions, la liberté illimitée s'accompagnèrent là-bas du despotisme commercial. Le monopole des affaires par les commerçants britanniques était très semblable au système d'exploitation économique par l'Espagne(1). Et si la déclaration des droits de 1776, fut, dans sa partie politique, la continuation du régime antérieur d'autonomie régionale, dans un but moins universel et humain que l'œuvre révolutionnaire française, elle eut toutefois une grande signification d'autonomie commerciale. L'indépendance dans l'Amérique méridionale voulut aussi en finir avec le monopole de l'économie coloniale. Nous n'avions pas, comme dans la Pensylvanie ou la Virginie, l'habitude d'un certain individualisme, politique dans les assemblées et civil dans les lois. Et il fallait créer, d'un seul élan, toutes les libertés.

Le régime commercial, dans les colonies de l'Espagne fut une sorte de *Zollverein* primitif. Les colonies restaient isolées de toute influence étrangère. La métropole restait l'unique centre d'action et réaction, dans la vie politique, économique et religieuse. Pour faciliter le monopole, on donna le caractère de ports ouverts à Cadiz et Seville, en Espagne; au Callao, dans la colonie du Pérou. Lima, capitale de la vice-royauté péruvienne, était le centre d'attraction de la vie économique. De belles raisons d'unité politique et d'orthodoxie religieuse consacraient ce monopole. Il fallait que l'Espagne eût un grand essor industriel pour satisfaire aux besoins des terres isolées. Les nouveaux débouchés devaient produire logiquement un relèvement de l'activité productrice.

(1) Reclus trace un tableau de la colonisation espagnole qu'il rapporte de celui de l'expansion anglaise. En voici les grands traits : « Une populatiion indigène séduite en servitude sur quelques points assujettie au travail forcé, à l'aide de Caciques, devenus fonctionnaires de l'Etat; sur d'autres points, exterminée par l'excès du travail, et remplacée par des nègres; une mère-patrie impérieuse extorquant de sa colonie un revenu considérable, grâce à un système astucieux de divisions; qui tenait les colons en échec au moyen d'un clergé et d'une population senile traitée paternellement]». Ouv. cité. p. 83.

Mais l'opposition établie par Spencer entre l'état militaire et l'état industriel ne fut jamais plus réelle que dans la reconnaissance espagnole. Jadis, on avait connu une Espagne industrieuse et sobre, sévère comme la terre aride, progressive par le grand apport étranger. Une double expansion ruina tout cet épanouissement d'activité et de richesse. Les longues guerres en Italie et dans les Flandres, les interventions dans les conflits religieux, l'obsession de la domination universelle sous Charles V. de l'impérialisme catholique, sous Philippe II, changèrent le but des activités. La guerre prima le travail. Le *hidalgo* espagnol, orgueilleux et mystique, dédaigna l'endurance dans les humbles besognes. On vécut et on agit pour l'éternité. La découverte du Nouveau-Monde apporta des richesses, avec une abondance au-dessus de toutes les convoitises : elle marqua un exode des Espagnols vers les terres de l'or. Et, dans cette expansion conquérante, tout esprit d'ordre, de discipline et de travail, devait manquer à la race espagnole, et cela par l'influence de plusieurs facteurs : l'orgueil de caste, la dignité d'une race croyante et conquérante, l'héroïsme et l'aventure comme formes de l'action, les richesses inattendues et excessives qui faisaient oublier le travail et l'effort.

On a très bien écrit que la nation espagnole « tendait à devenir un peuple de grands seigneurs mendiants et de mendiants grands seigneurs, et se contentait, dans sa noble oisiveté, de semer l'honneur sur ceux qui la regardaient » (1). L'émigration produisait l'abandon des terres. L'industrie, qui n'était pas populaire, remplaça l'agriculture. Et l'âpre isolement de la race ne fut réel ni en Amérique, ni en Espagne. Des marchandises des Flandres et d'Italie venaient en aide à l'industrie impuissante : les étrangers arrivaient en Espagne pour occuper la place des Espagnols partis pour l'Eldorado; de grands banquiers allemands et genévois donnaient l'argent des guer-

(1) *Des devises du Désert :* L'Espagne sous l'ancien régime. 1904. Introduction.

res (1). Et dans toutes les régions de l'Amérique, la contrebande des Hollandais et des Anglais, avec tous les exploits d'une piraterie audacieuse, détruisait l'exclusivisme commercial et transformait faiblement les idées et les mœurs coloniales.

Si la politique de monopole et d'isolement fut inféconde pour le relèvement de l'Espagne, elle fut outrancière et funeste pour notre activité économique. Les prix étaient inflexibles, les débouchés étaient forcés : on n'avait même pas un germe de liberté et de concurrence. Des ports pour l'exportation et l'importation, des compagnies aussi exclusives que la Compagnie des Indes, des réglementations, des taxes et des cadres, une foire pour le commerce des colonies, à Porto-Bello, des croisades commerciales, par grands vaisseaux, qui apportaient, à des époques fixées, les productions espagnoles, fortes de toutes les primes et de toutes les protections; un système d'opposition commerciale entre les colonies sœurs, pour les affaiblir devant l'hégémonie de la métropole : voilà les grandes lignes de l'intransigeance commerciale, plus dangereuse pour l'Amérique que toutes les inquisitions. La production agricole devait lutter contre la convoitise des richesses minières, contre l'infériorité du travail esclave; l'industrie ne pouvait pas vaincre l'opposition espagnole et le rigorisme des corporations; les mines, exploitées par un système de roulement, les *mitas*, souffraient de la quantité et de la qualité du travail forcé de la race vaincue.

Le monopole fut le caractère de toute la politique de deux siècles. Ce n'était qu'un corollaire de l'absolutisme de l'Espagne catholique et conquérante. Dans l'ordre économique, on isola les colonies, on énerva toute concurrence, on traita l'étranger en ennemi, comme les *métèques*, au temps de la Grèce, comme les *hostes*, à Rome; dans l'ordre intellectuel, on eut une théologie et

(1) L'hispaniste anglais Martin O. Hume a mis en relief ce fait de l'influence économique des éléments étrangers. Vide. The spanish people. London, 1907, pages 351 et 354.

une science d'Etat fortes contre les discussions et les hérésies; une inquisition qui ne respectait ni conscience, ni foyer au service du monopole religieux : dans l'ordre politique, on détruisit toute tradition d'individualisme sous l'autorité unique et absolue d'un vice-roi délégué par la métropole dominatrice. Cette politique exclusive créait un malaise général dans les esprits : les *criollos* étaient étrangers sur leur propre territoire; étrangers à la vie politique par le monopole espagnol et à la pensée, au commerce, à la vie des autres peuples par l'isolement pratiqué par les Espagnols. C'était une longue préparation à l'indépendance et à la rébellion que cette intervention excessive des rois absolus.

Sous Charles III, le grand monarque espagnol, le régime des colonies devint souple et libéral. C'était la fin du dix-huitième siècle. La liberté commerciale eut deux aspects : augmentation du nombre des ports espagnols qui pouvaient être en relations commerciales avec l'Amérique, et suppression des monopoles. Ni Seville et Cadix en Espagne, ni le Callao en Amérique n'eurent plus le droit exclusif à l'exportation, à l'importation, à la richesse. Et derechef, on nota en Espagne un mouvement de la campagne vers les villes, l'abandon de l'agriculture, pour donner à l'industrie languissante la force nécessaire pour conquérir l'Amérique ouverte à l'action étrangère. Ce n'était là qu'une vitalité précaire. En 1774, le Pérou, la Nouvelle-Grenade, le Guatemala et le Mexique furent autorisés à commercer entre eux; en 1802, comme résultat de toutes ces mesures de liberté et de concurrence, le port de Cadix reçut pour 1.626.770.940 réaux de produits américains, « chiffre égal à l'exportation totale de l'Angleterre en 1790 » (1). Après le traité d'Utrecht, l'Angleterre eut le droit d'envoyer à Portobello un vaisseau de 500 tonneaux. C'était un brusque mouvement de liberté économique, sous l'empire d'idées libérales, après deux siècles d'isolement trompeur et de monopole stérile.

(1) *Des devises du Dézert* : Ouv. cité. p. 149.

L'indépendance américaine, dans les premières années du dix-neuvième siècle, fut au Pérou, comme dans tout le continent, un mouvement de libération totale, politique, économique et intellectuelle. De nouvelles influences étrangères s'exercèrent; et ce furent les premiers occupants, dans l'ordre commercial, qui eurent bientôt l'hégémonie. L'Angleterre eut partout les avantages dûs à sa puissance commerciale, à son expansion d'hommes et de richesses. C'était d'ailleurs, dans la première moitié du siècle, l'époque des idées de libre-échange. De 1840 à 1850, les théories de Cobden triomphèrent partout : au Pérou, l'influence de Say et de Bastiat et de tous les publicistes de l'école libérale donna au libre-échange une grande importance. Le besoin de l'influence étrangère pour diriger le mouvement économique, la faiblesse de l'industrie et même de l'agriculture, le caractère primitif du mouvement financier, l'accumulation des emprunts, tout contribua au succès d'une doctrine contraire à l'isolement et au monopole, mais qui donna cependant, par la force des faits, une importance parfois exclusive aux influences anglaises.

Pendant la période coloniale, l'industrie des mines attira vers elle tout l'effort des conquérants, des Espagnols et de l'Etat. Elle était en harmonie avec les nécessités et les idées de l'époque : le résultat en était immédiat, les richesses superbes, la production intarissable. Pendant l'époque républicaine, la vie économique se complique et s'élargit : l'agriculture devient plus progressive, que sous les Espagnols, malgré la routine; et la richesse minière, sans perdre son prestige, se trouve bientôt surpassée par le *guano* et le salpêtre, bases de l'abondance fiscale et du progrès individuel. Et ce qui était inconnu à l'époque pré-républicaine, la vie des Banques, l'extension du crédit, la force indéfinie des associations, sont des phénomènes qui ont, après 1860, un éclat extraordinaire. Mais, un divorce existe déjà entre les forces agricoles et industrielles et cette extension illimitée du crédit : on

joue sur des valeurs nominales, sur des espérances de richesse. Et la faillite vient et la guerre épuise le crédit, éloigne les capitaux et tarit plusieurs sources de richesse collective.

Dans la dernière décade du dix-neuvième siècle, après des tâtonnements, des crises et de larges efforts, une nouvelle étape de travail et d'expérience change l'aspect économique du pays. Sans négliger le crédit et l'action des Banques, on vise à une utilisation simultanée de toutes les richesses du sol et du sous-sol. Le caractère de l'activité est donc plus général et plus fécond qu'aux époques antérieures : l'agriculture, les mines, l'industrie se développent parallèlement; l'association s'esquisse, le capital national se forme et s'unit au capital étranger, la recherche de la richesse est lente et tenace; et le sens praique, souvent exclusif, s'impose à tous les esprits. Nous allons étudier, dans leur ensemble, les forces économiques actuelles, au Pérou, dans leur rôle et dans leur avenir.

I

Par la variété des climats, par l'extension des zones de labeur, même par la tradition des temps pré-espagnols, le Pérou est un pays agricole, riche de toutes les productions, particulièrement souple et fécond, doué de ressources inépuisables. Nous avons rapidement considéré dans l'introduction de cette étude les trois régions parallèles du Pérou, de l'ouest à l'est, la côte, la *sierra* et la montagne.

Au point de vue agricole, la côte est une région sans pluies ou avec des pluies rares et faibles, ensoleillée, et féconde, coupée par des déserts, les *médanos* et d'une agriculture assez développée et très intéressante. Les terres en sont excellentes par leur richesse qui ne demande pas d'engrais, par la sécheresse même et l'épaisseur des couches qui conservent longtemps les agents de fertilité, par la régularité du climat, sans de profondes crises ou

de brusques changements (1). On y trouve des régions où, après une décade, après quinze ans, la terre continue son œuvre féconde sans influences chimiques et sans besoin de repos. La côte est cultivée sur une bande très étroite, un quarantième de l'étendue totale, approximativement. Ce phénomène est dû, à la fois, au manque d'irrigation, à l'insuffisance des capitaux employés, à la rareté de l'élément ouvrier. Aujourd'hui, l'agriculture se relève au point de vue de la richesse et de la technique; des capitaux nouveaux y prennent place et des moyens scientifiques récents rendent la culture plus intense. L'emploi des machines à vapeur remplaçant la charrue traditionnelle; (et encore existante dans plusieurs *haciendas*); l'engrais national, le *guano*, et maintes combinaisons chimiques, sont les meilleures formes de cette rénovation agricole. Et des études pour l'irrigation et des mesures pour attirer l'immigration promettent, pour un avenir prochain, un grand développement de l'agriculture sur la côte. Dans la *sierra*, les pluies étant plus abondantes, les productions sont celles des terres tempérées, dans les vallées profondes, et celles des climats froids, dans les hauts plateaux et dans les *punas* froides et solitaires. On trouve dans cette région, et dans les grandes punas, des *latifundia* sans culture, qui constituent parfois des héritages féodaux, où l'Indien est assujetti à un travail sans rémunération équitable. Dans toute cette région, où l'Indien est l'ouvrier, l'agriculture est encore arriérée, et participe de la culture enfantine de cette partie du territoire péruvien. Dans la montagne, la fécondité des terres est extraordinaire, et l'action humaine est encore impuissante à dompter l'abondance sauvage des forêts touffues et séculaires. L'agriculture y est peu avancée : elle se réduit

(1) Un spécialiste des sciences agricoles, M. Thomas F. Sedgwick a écrit au sujet de la côte péruvienne : « les terres sont riches en aliments que les plantes demandent, elles conservent l'humidité, elles sont faciles à la culture ; et avec un bon système, elles développeraient une grande puissance de production : généralement ce sont des terrains profonds... qui s'approchent de l'idéal, tel qu'on peut le trouver dans un terrain. » (*Boletín del Ministerio de Fomento*, mars 1906, p. 6.)

à l'extraction du caoutchouc et à la culture de quelques plantes tropicales, la *zarzaparrilla*, la *cascarilla*, le *quinquina*, etc. (1).

Les principales productions agricoles de la côte péruvienne sont la canne à sucre, le coton, le riz, la vigne.

La canne à sucre est la grande production agricole au Pérou; son progrès change l'aspect de la fortune publique et de la fortune privée, tant elle est liée à la prospérité nationale. Sa culture se fait principalement à la côte, extrêmement féconde pour cette production; mais elle se trouve aussi, en moindre extension, à l'intérieur du pays, dans les départements de Cajamarca, de Huanuco, de Puno. Sur la côte, la région la plus adonnée à la canne à sucre est la vallée de Chicama (2), dans la province de Trujillo; et, après elle, les provinces de Chiclayo au nord et de Chancayo et Canete, dans le département de Lima. C'est surtout dans la première dans « Casa Grande », « Roma », et d'autres grandes fermes, que la technique et l'association se sont développées dans cette culture. « Cayalti » est un modèle de méthode et d'organisation dans cette même production.

Le climat de la côte péruvienne est, d'après M. Sedwick, spécialement propice à la canne à sucre; ce serait, avec les îles Hawaï, la région du monde la plus féconde pour cette culture. Il faut pour l'excellence de la canne à sucre, pour sa pureté, la richesse de jonc sucré, et l'abondance de ptone, que le climat ait une certaine constance de chaleur dans toute l'année et que l'eau qui féconde les terres soit moins de l'eau fluviale que de l'eau

(1) Le prix de l'hectare des terres est d'un minimum de 200 francs à Piura, à Lima, et d'un maximum de 4.000 francs à Moquegua ; dans la *sierra*, à Arequipa, par exemple, ce prix est beaucoup plus fort, il arrive à 7.500 francs. Quelquefois, d'après les calculs donnés par M. C.-B. Cisneros dans son livre si renseigné *Reseña economica del Peru*, dont j'ai tiré un grand profit pour la formation de ce chapitre sur les forces économiques du Pérou contemporain.

(2) « Le climat de Chicama, écrit M. Victor Marie, professeur à l'École d'agriculture de Lima, est sec et chaud. C'est là une des causes de l'excellence de cette vallée comme productrice du sucre. » (*Rapport sur les Vallées du Nord*, Lima, 1902, p. 51.)

d'arrosage; or ces desiderata se trouvent réalisés, au Pérou de même qu'aux îles Hawaï.

La culture de la canne à sucre se fait au Pérou, généralement, dans les grandes fermes : l'association et la grande culture y dominent, non seulement dans la production, mais aussi dans l'élaboration du produit. Parfois, comme à Cartavio, au nord, et à la British Sugar C°, dans la province de Cañete, il y a un établissement central, pourvu de toutes les machines modernes, qui travaille la canne des autres fermes et qui exerce l'activité de

facilite, depuis plusieurs années, la grande production agricole dans les « haciendas » de canne à sucre, les plus progressives assurément de toute la côte péruvienne. L'ouvrier travaille à la journée ou à la tâche : cette dernière forme est la plus générale. La main-d'œuvre est instable, migratoire, et très recherchée, ce qui maintient toujours élevé le taux du salaire. La récolte se fait après dix-huit ou vingt-quatre mois selon la condition des terrains et les régions. On peut donner jusqu'à sept coupes successives, dans certaines terres, sans épuiser la fécondité toujours nouvelle de la première souche. Plusieurs procédés relativement originaux, qu'un agriculteur français, M. Martinet, employa dans la vallée de Chicama, sont en usage pour défricher les terres encore vierges, pour utiliser les terrains salifères drainer les terres humides, pour tracer des sillons profonds dans la terre, pour ouvrir des chemins parallèles, pour obtenir un arrosage lent et égal, etc. Une expérience bien conduite a éclairé la pratique traditionnelle et routinière.

On a obtenu comme produit définitif, de 7.900 à 9.500 kilogrammes de sucre pour chaque hectare de culture, et même plus, ce qui dépasse la production de tous les pays connus : de Cuba, des Antilles, du Brésil (Cisneros). La comparaison entre la qualité de la canne à sucre entre le Pérou, les îles Hawaï et Java, d'après les statistiques de M. Sedrgwick, permet d'établir que dans la quantité de saccharose, dans la fibre, la canne à sucre péruvienne est égale et même supérieure, surtout quant à la fibre, à la plante de ces deux grands pays sucriers. Mais le Pérou est inférieur pour le rendement; Java l'emporte sur lui de 2 % au minimum. Ce qui s'explique aisément par l'état relativement inférieur de l'élaboration chimique au Pérou.

L'exportation de la canne à sucre s'est beaucoup accrue dans les dernières années : elle fut en 1902 de Lp. (1) 619.870; en 1903 et 1904, au moment de la grande crise

(1) La livre péruvienne d'or (Lp.) équivaut à une livre sterling, à 25 francs.

produite par le succès de la canne à betterave, elle subit une stagnation, et ne fut que de Lp. 510.934 et 483.704 respectivement. Mais aussitôt après, cette production reprend ses vieilles positions et les dépasse : en 1905, on a Lp. 800.783 en 1906. Lp. 931.452, c'est-à-dire une augmentation de 50 % sur la production de 1902. La crise de la canne à sucre péruvienne, malgré son acuité, permit de comprendre la force agricole du pays : le « quintal », mesure de poids équivalant à 46 kilogrammes, eut une valeur de 35 shillings maximum; pendant la crise, le prix s'abaissa jusqu'à 5 s. 9 d. (prix péruviens sans comprendre les frais d'exportation). Et cependant l'agriculture sut se maintenir sans perte, dans un *statu quo* assez long, jusqu'au relèvement de la canne à sucre. On comprit qu'avec une forte économie dans les moyens de production et avec une extension du machinisme, produisant plus et à meilleur marché, la production nationale n'aurait désormais rien à craindre de la concurrence étrangère.

La canne péruvienne ne se transforme pas toujours en sucre ; mais en alcool. Cela arrive généralement dans la formation du *chancaca* national, formé d'une mélasse obscure et durcie, très sucrée, qui est le sucre arrêté dans la première étape de son raffinement.

Il y a encore beaucoup à faire pour donner à cette culture une abondance et une intensité qu'elle n'a pas. C'est, premièrement, l'emploi des engrais qui est nécessaire pour la transformation de nos systèmes agricoles. « La canne à sucre, écrit le professeur V. Marie, est essentiellement épuisante » (1). Et l'action des agents chimiques devient par cela nécessaire. Le *guano* est un excellent engrais péruvien, très abondant et très fécond. Il donne l'azote qui est l'élément qui manque le plus à la constitution chimique des terrains péruviens : il est très riche en acide phosphorique. Dernièrement, on a essayé avec succès à « San Nicolas » et à « Carapongo », des

(1) *Ouv. cité*, p. 73.

engrais à base de potassium; et on étend les expériences pour connaître l'action chimique adéquate à chaque région de la côte péruvienne. Il faut encore diminuer les frais de production, et accroître la production des terres. Donc, production intensive poussée au maximum, tel semble être le *desideratum* de l'industrie sucrière au Pérou. Finalement, il faut étendre les connaissances scientifiques, dans l'analyse chimique des terres, par la création de laboratoires, pour augmenter la saccharose, comme à Java. L'avenir de cette culture est, selon toutes les opinions, extrêmement favorable : l'immigration, l'irrigation, l'action technique seront des facteurs d'une future et magnifique évolution.

La culture du coton est moins développée sur la côte péruvienne que celle de la canne à sucre. Elle se trouve du nord au sud, dans toutes les régions, sur le Pacifique, spécialement dans le département de Piura et Ica. On en connaît deux variétés : celui improprement appelé d'Egypte et le coton péruvien (*Gossypium* peruviannum). Celui-ci « donne un splendide coton longue soie, nerveux, qualité désignée par le terme « aspero »; semblable à la laine, il est connu sur les marchés anglais sous le nom de « full-rough » (1). La plante péruvienne est très féconde, même sans arrosage : il y en a qui ne se renouvellent que tous les six ans et même dans des délais plus grands.

Mais, les conditions de cette culture ne sont guère favorables : l'irrigation, nécessaire au coton d'Egypte est peu étendue, malgré des essais récents dans la vallée de Chira; on calcule en 20 % la perte sur le coton produit. Cependant, le coton national occupe une belle place sur les marchés de New-York et d'Europe. Chaque plante arrive à produire 6 livres, soit 2 kg. 760 : la livre se vend à Liverpool à 8 d., en moyenne. Dans quelques régions, la culture du coton a un aspect original :

(1) *Rapport sur l'Agriculture de Piura* (p. 16).

elle est coopérative, au moyen d'une association entre le propriétaire et les ouvriers. L'ouvrier loue annuellement une parcelle des terres à un prix relativement inférieur, et il est obligé à travailler dans les terres du patron pour un salaire aussi inférieur.

Le coton a un grand avenir au Pérou, pourvu que des travaux d'irrigation soient faits sur toute la côte, et que le machinisme y domine, entraînant avec lui une diminution dans les frais et dans les pertes. M. Higginson, consul péruvien à New-York, écrivait, en 1905, qu'il était nécessaire d'envoyer le coton péruvien à un nombre plus considérable de maisons, à New-York, à Berlin, et ailleurs, pour provoquer la cote de ce produit péruvien sur le marché; et il notait en même temps que le coton « *full rough* » n'avait rien à craindre de la concurrence du coton américain (1). D'autre part, il y a des chances pour que des prix assez fermes pour le coton s'obtiennent dans l'avenir : c'est ce qu'observe, à propos des Etats-Unis, M. P. Leroy-Beaulieu : « Les débouchés des cotonnades, écrit-il, peuvent tellement augmenter tant pour l'habillement que pour l'ameublement, en Amérique et en Europe, comme parmi les populations primitives d'Afrique et d'Asie, que, d'une manière générale, des prix non pas aussi élevés que depuis un an (1905), mais assez fermes par rapport à la moyenne des dernières années, semblent entrer dans les prévisions plausibles » (2). Il y a donc un grand intérêt pour le Pérou à développer, par l'irrigation, la culture du coton. Il possède un climat doux avec une rare constance et une belle uniformité sur toute la côte, un été assez fort surtout au nord : telles sont aussi les conditions pour le développement du coton. Et, en outre, le coton péruvien a déjà une cote sur les marchés anglais et américains. La statistique donnée par M. Malaga présente le progrès lent de cette culture, après des années de stagnation : en 1902, la production fut de Lp. 157.073,

(1) *Boletin del Ministerio de Fomento* (avril 1905, p. 75 et 76).
(2) *Les Etats-Unis au XXe Siècle* (p. 156).

pour les premiers six mois; en 1903 de Lp. 115.396 pour la même période; en 1904, de Lp. 98.893; en 1905, de Lp. 159.985 et en 1906, de Lp. 167.589, ce qui marque déjà un retour de la bonne production de 1902.

Le riz est une des meilleures productions péruviennes . il s'adapte fort bien aux goûts du pays. C'est donc un produit qui trouve dans la plupart de nos régions de grands débouchés. Il y a même un déséquilibre entre l'offre et la demande, car la culture n'en est pas encore très développée.

C'est au nord, dans le département de Lambayeque, que le riz est cultivé, sur la plus grande échelle, dans de grandes fermes, pourvues de machines modernes; on le trouve aussi dans certaines provinces de la *sierra*, et dans la montagne. A Ferreñafe, à Eten, à Pacasmayo, sur la côte nord, la production de cette plante féconde est toujours en progrès. On calcule que le produit obtenu est de 20, pour 1 de semaille; mais dans certaines terres, cette proportion est de beaucoup supérieure. « A Mochumi, des terrains très réputés donnent 1.000 *fanegas* pour une semaille de 30 à 4° ». (Victor Marie), et le prix de chaque fanega est de 2 fr. 50 à 5 fr. On a dans la production, 50 °/ₒ de riz supérieur, et l'autre moitié de riz de seconde classe.

La production annuelle du riz est généralement de 27.500.000 kg. De cette quantité, on exporte seulement un sixième, 4.462.117 kg. en 1903. L'importation, dans cette même année, monta à 3.797.154. Ces chiffres montrent à quel point notre culture est loin de satisfaire les besoins nationaux, soit par un raffinement dans le produit, soit par des avantages dans le prix. M. Vanderghem a démontré que la culture du riz a besoin d'être améliorée, car si, dans quelques terres, la production égale celle d'Italie ou des Carolines, dans d'autres, elle est loin de donner la moitié de celles-ci. Il propose, dans ce but, l'introduction des machines pour le travail du sol, et l'extension des engrais pour éviter l'épuisement des terres;

et, dans les fermes, où l'on change de culture, il faut, à son avis, employer les engrais aussi et remplacer le riz par le maïs et le coton, tout en appliquant dans ce roulement les données de la climatologie et de la météorologie (1).

La culture de la vigne est très étendue sur la côte péruvienne, dans les petites vallées, et principalement dans tout le département d'Ica, dans celui de Lima, au sud du Pérou, à Locumba et dans la vallée de Mages, du département d'Arequipa. Elle se fait généralement par des moyens primitifs; mais, dans les derniers temps, cette culture a subi des progrès réels, spécialement grâce à l'initiative de quelques agriculteurs italiens. A Ica, la viticulture est assez florissante; à Moquegua, elle a beaucoup souffert du manque de capitaux et d'ouvriers et des ravages du phylloxera. Deux spécialistes, MM. Chabert et Dubosc ont étudié, en 1904, le système de reconstitution de ces vignes, par des analyses très soignées des vins, de la maladie des vignes et des terres. Ils ont scientifiquement démontré qu'il faut déterminer, pour l'adaptation des vignes étrangères, la nature des terres, leur dureté, leur perméabilité, la résistance des vignes au phylloxera, la relation entre les divers climats et le développement de cet élément destructeur, l'emploi des plantes hybrides, etc., et il semble, d'après les conclusions de leur étude, qu'on est encore aux débuts de la viticulture scientifique dans cette féconde région péruvienne.

Dans la Sierra, quelques productions sont aussi celles de la côte, telle la canne à sucre; mais la différence de climat et même la tradition indienne donnent à cette région un aspect agricole original. Le maïs, la pomme de terre avec tous ses dérivés, le tabac, la coca, le cacao, le blé, sont les productions de cette région aux pluies abondantes, aux vallées profondes, où une chaleur sèche et une atmosphère singulièrement claire s'étendent sur la terre.

Le maïs est une culture nationale, indienne, très déve-

---

(1) *Boletin del Ministerio de Fomento.* Enero de 1906, (p. 87 et 88).

loppée et fort nutritive. C'est surtout à Cuzco, au centre de la tradition indienne, que ce produit est remarquable. La pomme de terre a chez nous une espèce inconnue en Europe et qui est certainement la plus fine et la plus belle de ses formes : c'est la pomme de terre jaune, agréable, attrayante, riche en une farine extrêmement délicate et concentrée. L'*oca*, l'*ulluco* sont des variétés très estimées par l'indigène et appartenant à la même culture. Le tabac est une production nationale qui pourrait être remarquable et qui ne l'est guère, faute d'études et d'action scientifiques. Il se produit çà et là, sans un plan raisonné, sans une action intense.

C'est la coca, d'où l'on dérive la cocaîne qui est la culture la plus riche de la *Sierra*. Elle est liée à la vie de l'indigène comme l'opium aux Asiatiques ou le haschish aux Orintaux. C'est un aliment qui lui donne la résistance, qui aide à sa sobriété, qui accroît sa force nerveuse, qui apporte à tout le système humain, quelque chose de tenace, d'énergique, de raide. On a beaucoup discuté sur le mérite de cet excitant qui donne un caractère artificiel, une intensité maladive à la force nerveuse; mais il est toujours vrai que c'est la source où l'Indien puise son endurance, sa patience et son bonheur. Au département de Huanuco, à celui de Cuzco, et ailleurs, on trouve les centres de production de cette plante énergique.

Elle est délicate et demande des conditions spéciales de hauteur, de milieu, de climat, pour être féconde. Au Pérou, on la trouve dans les régions très chaudes, à une hauteur supérieure à 2.200 mètres : la température propice est celle de 20 degrés ou plus. Elle demande même une situation spéciale, des terres pleines d'humus, sans des contours marécageux. Si on arrivait à démontrer, comme il semble probable, que la coca est le meilleur ennemi de tout épuisement et qu'il affaiblit les besoins aigus de nourriture et de boisson, il serait extrêmement utile de multiplier cette plante, dont la cocaîne qu'on en extrait aujourd'hui, n'a qu'un des effets, l'apaisement de la

douleur, l'affaiblissement de la souffrance physique. Ce serait une nouvelle force pour les races vieillies, pour les classes sociales que le travail épuise. La production de la coca s'est beaucoup accrue dans les dernières années; elle était de Lp. 14.465 dans les premiers dix mois de 1902; de 39.265 dans la même période en 1903; de 34.203, en 1904; en 1905, de 44.060; et en 1906, de 51.508; c'est-à-dire, que la production a triplé en quatre ans.

Le blé se produit dernièrement dans quelques régions péruviennes, avec un grand succès, après une longue période où on ne pensait pas à cette production, qui est une des meilleures richesses de l'Argentine. En 1903, on en produisit dans la province de Cajabamba, dans le nord de la *Sierra* péruvienne, 9 millions de kilogrammes.

Le cacao appartient à la montagne et aussi à la *Sierra*. Celui de Cuzco, base du chocolat national, est remarquable. Il est consommé pour la plupart dans le pays; en 1904, on en exporta, d'après les données de M. C. B. Cisneros, 15.776 kilogrammes. Le blé et le cacao demandent une culture plus développée; surtout le cacao, qui aurait en Europe une place importante à prendre sur le marché.

Sur la côte, dans la *Sierra* et surtout dans la montagne, on exploite le café : celui de Carabaya a une grande renommée. A Chanchamayo, dans la montagne péruvienne, il y a plus de cinq millions de ces plantes. Or, le café péruvien est très riche en caféine, plus productif que ceux d'Orient, d'Arabie et de Ceylan, et d'une qualité, d'un parfum, d'un teint, d'un goût qu'on ne saurait trouver en Europe. Le produit du café fut en 1904 de 40.160 livres.

La montagne est la région des forêts touffues, des arbres séculaires, des lianes enchevêtrées, de l'*humus* inépuisable. On y trouve, comme principale richesse, le caoutchouc (1)

(1) L'industrie du caoutchouc au Pérou commença en 1862 ; mais c'est après 1880 que s'esquisse un grand mouvement au département de Loreto vers cette production ; la débâcle produite par la guerre du Pacifique y contribua assurément. (Cf. *Goma Elastica en el Peru*, par Humberto Arce, publié dans la *Prensa* de Lima, num. du 3 février 1907.)

qui est aussi une grande production du nord de la Bolivie et du Brésil.

Le caoutchouc se trouve dans toute la région amazonienne, au cœur de l'Amérique, dans les rivières qui s'entrecroisent dans cette zone sinueuse, depuis l'Equateur jusqu'à la Bolivie : il présente les espèces les plus diverses, en production, en qualité, en situation; depuis l'*Hevea brasiliensis* jusqu'aux formes différentes de la *Castilloa elastica*. Il y en a qui se produisent dans des régions marécageuses et d'autres qui exigent les terres hautes et sèches; et combien de différence dans la culture, dans l'exploitation! On en distingue toutefois deux classes très définies : le caoutchouc proprement dit et l'arbre à gomme. Le premier demande pour son exploitation, la mort de l'arbre qui est jeté sur le sol, où il dépose dans des puits formés artificiellement, sa sève qu'on épure après: c'est au Pérou, dans une grande partie, une espèce du *Castilloa elastica* (1) qui est la plus exploitée. La deuxième subit des incisions dans sa croûte, d'où découle la gomme convoitée. Le *Hevea brasiliensis*, dans toutes ses formes, se trouve principalement dans les régions des affluents méridionaux de l'Amazone; le *Castilloa elastica* est propre à toute la région amazonienne, d'après les études de géographie botanique de cette région centrale de l'Amérique, par M. Huber (2).

Malgré le grand développement que l'exploitation du caoutchouc a pris au Pérou dans les dernières années, il faut avouer que c'est au Brésil que l'intérêt de cette richesse attire le plus de capitaux et d'entreprises. Le conflit sur la région de l'Acte entre le Brésil, la Bolivie et le Pérou fut aussi une dispute sur un territoire riche en forêts de caoutchouc : le Brésil a tiré de ces terres de tels avantages que le chancelier Rio Branco avouait dernièrement

(1) M. Jordan critique cette forme d'exploitation qui tue l'arbre. Il explique qu'au Brésil, au Congo et à Ceylan, l'arbre est conservé et qu'il n'y a pas de raison pour croire à l'originalité du caoutchouc péruvien, qui serait la base d'une telle exploitation unique. (Cf. *Boletin del Ministerio de Fomento*, Lima, octobre 1903, p. 5.)

(2) *Boletin del Ministerio de Fomento*, Lima, mai 1903, pag. 5 et suiv.

le succès de l'opération brésilienne dans l'arrangement fait avec la Bolivie. Le produit de l'exploitation dépassera bientôt l'argent que le Brésil a donné à la Bolivie pour la cession de ces terres inépuisables. Il faut noter que les conditions que le Pérou accorde pour l'acquisition des terres à caoutchouc sont plus favorables que celles offertes par la Bolivie et le Brésil : le droit d'exportation péruvien est le tiers de celui du Brésil, la moitié de celui de la Bolivie. Et la voie est plus courte pour les productions de la zone du Madre de Dios par le Pérou que par la Bolivie et le Brésil (Cisneros). Diverses compagnies, la *Inca Rubber Trading C°, la Société de sélection de gommes*, etc., se sont formées dernièrement pour l'exploitation du caoutchouc. Le capital de la première est d'un million de livres sterlings. On pense à former un *trust* de toutes les compagnies qui exploitent le caoutchouc dans la région des fleuves Inambari et Tambopata.

On note aussi un grand progrès dans la production du caoutchouc des dernières années. Dans les premiers six mois de 1902 l'exportation fut de Lp. 184.464; en 1903, de Lp. 165.572; de Lp. 201.392, en 1904; de Lp. 305.548, en 1905; en 1906, de Lp. 391.842, toujours dans le premier semestre. On obtient ainsi un accroissement très fort: la production a plus que triplé en quatre ans. Par l'extension des terres inexploitées et par l'intérêt que cette exploitation éveille déjà au Pérou, le caoutchouc est notre grande richesse de l'avenir.



La minerie est extrêmement variée et féconde sur notre territoire; c'est la richesse du passé, mais c'est encore plus la base de la grandeur économique de demain. L'or péruvien attira la cupidité des conquérants; la richesse des mines nous donna toujours un prestige international qui persista malgré les conséquences de la grande débâcle. Le Pérou semble un nom symbolique : on y cherche toujours une richesse qui tient un peu de la légende;

on croit que toute exode vers ce pays des mines rappelle la marche des Argonautes anciens, vers un trésor mystérieux (1).

Même si on réduit à des limites précises tout ce que cette tradition attachée au nom de Pérou a d'excessif, on peut dire que dans l'extension du sous-sol inexploité, dans les trésors que cachent les rivières pailletées d'or, il y a une force économique dont on ne saurait pas déterminer l'amplitude, tant elle est merveilleuse et générale. Quand les capitaux européens, confiants et audacieux, viseront à l'exploitation de ces richesses, on a le droit de prédire que le Pérou deviendra une des grandes puissances minières du monde. Il y a encore beaucoup à faire, non pas seulement au point de vue des capitaux, mais aussi aux moyens d'exploitation. Cependant, c'est la minerie qui est de beaucoup la plus scientifique des industries nationales : dans les derniers temps, où le capital nord-américain est devenu maître de plusieurs régions minières, la grande production a acquis une vraie perfection.

Le progrès de la minerie au Pérou se révèle par des chiffres suggestifs : il y a, d'un côté, accroissement du nombre des mines dénoncées ou en exploitation; de l'autre, augmentation considérable dans l'exportation minière. En 1903, le nombre des *pertenencias* (nom de chaque unité superficielle ou cubique des mines) était de 5.779; en 1904, de 7.763; en 1905, de 8.840; en 1906, de 9.845; accroissement qui est de plus de 75 %. L'exportation minière fut, dans les premiers semestres des mêmes années, de 1903 à 1906, de Lp. 404.237; 395.333 ; 466.592; et 623.082, ce qui dénote 50 % d'augmentation en quatre ans. M. Malaga a relevé un autre fait dans ce progrès de la minerie péruvienne : c'est la hausse du prix du métal, de

(1) On connait bien le faste oriental de la dynastie des Incas ; on a établi que le prix du rachat d'Atahualpa, le dernier des souverains péruviens, fut de 10 millions de francs, que le monarque hautain réunit sans effort ; on sait aussi la richesse des temples, la multitude des trésors ensevelis. (Voir, sur les trésors, l'intéressante brochure de M. Alejandro Garland, *Los Tesoros ocultos en el Peru*, Lima, 1896, p. 14 et suiv.)

l'argent et du cuivre. De janvier à décembre 1906, l'augmentation du prix pour chaque tonne de cuivre fu tde 30 %.

On comprend l'importance de cette évolution minière pour l'avenir national : l'activité individuelle et l'effort des associations visent, en grande partie à la conquête du soul-sol; et une certaine aisance, une plus grande confiance dans les forces du pays, attirent l'attention parfois timide du capital étranger et aussi de la fortune nationale. On forme souvent des combinaisons de capitaux pour l'exploitation minière, dans lesquelles le capital péruvien a une belle part, depuis quelques années.

L'or est une des grandes richesses péruviennes. Son abondance a permis de changer le régime monétaire et d'établir l'étalon d'or, sans subir une crise et sans craintes pour l'avenir. On trouve l'or parsemé dans toutes les régions du territoire. Sur la côte, il est mélangé au quartz, au granit; dans la *Sierra* et dans la Montaña, on l'obtient non-seulement par le travail des mines, où plusieurs métaux se mélangent avec lui, mais aussi, par un draînage, au fond des rivières merveilleusement riches. C'est à Carabaya et à Sandia (dans Santo-Domingo), que l'or est exploité par les Yankees, dans de vastes entreprises, l'*Inca Mining C°*, l'*Inca Gold C°*, etc. L'or est très abondant dans le département de Cuzco, dans la région si féconde du fleuve Ynambari, au sud-est péruvien, et au nord de la côte, dans la province de Pataz. On peut dire que l'exploitation de ces domaines de l'or n'a pas commencé, tant est grande la différence entre ce qu'on connaît et ce qui existe, entre ce qu'on découvre et ce qu'on exploite. Le résultat obtenu par les Nord-Américains à Carabaya a dépassé toutes les promesses : c'est un courant intarissable d'or qui en découle. Et le capital yankee s'est appliqué à transformer la région par des chemins, des ponts et de superbes travaux sur les fleuves. La production augmente annuellement. Quelques nouvelles compagnies se sont formées pour l'exploitation de l'or. Citons seulement l'*Inambari Dredging C°* pour le drainage de

quelques régions aurifères de l'Inambari, au capital de Lp. 300.00; et l'*Humboldt Gold Placers C°*, pour la montagne de Pucco, au capital de Lp. 20.000.

Le cuivre est devenu, dans les derniers temps, la grande production minière du Pérou. Des découvertes récentes ont montré que ce n'est pas seulement l'argent qui est la richesse de notre *Sierra;* que le cuivre y entre pour une grande partie, peut-être supérieure à celle de ce métal. A Cerro de Pasco et à Yauli, le cuivre a un grand avenir; de même, au nord, à Santiago de Chuco. Le succès du cuivre est donc pour notre pays une belle promesse : son territoire est très riche en ce métal. La production du cuivre fut en 1904, de 9.496.583 kgs; elle a beaucoup contribué au progrès que nous avons noté dans l'exploitation minière.

L'argent se trouve aussi en très grande abondance au Pérou : c'est la principale richesse de la région de Cerro de Paco, célèbre dans le marché mondial. Une Compagnie péruvienne et une entreprise Yankee se disputent la possession de ces domaines appelés à un superbe épanouissement. L'effort national y a trouvé un succès éclatant dernièrement : l'œuvre de pénétration dans le sous-sol (le *Socavon*), dans une extension de 3.000 mètres, a découvert l'immense richesse de ces mines profondes. Et sur le marché péruvien, cette œuvre a eu une grande influence: une certaine ivresse a suivi la connaissance de l'extension et de la nature des richesses longtemps convoitées. La production en 1904 fut de 145.165.606 kilogrammes; et tout porte à croire que, dans quelques années, cette exploitation dépassera en résultats toutes les espérances.

Le pétrole est aussi une des belles richesses péruviennes. Au nord de la côte péruvienne, se trouve une zone de 32.000 kil. carrés toute pleine de gîtes pétrolifères: et, ailleurs, dans plusieurs régions du territoire, notamment dans les départements de Cuzco et de Junin, le pétrole existe en abondance. Il est surtout remarquable par la qualité. D'après les études chimiques citées par M. Cisneros, le

pétrole péruvien, surtout celui de Paira, est supérieur au pétrole nord-américain; il est très brillant, sans l'odeur troublante de celui-ci; et avec des huiles de la plus grande valeur qui rappellent le pétrole russe. Quant à la composition, le pétrole péruvien est supérieur en quantité de carbone et d'hydrogène à celui des Etats-Unis, et lui est inférieur par la quantité d'oxygène; si on le compare à celui de la Russie, il lui est faiblement inférieur par la quantité d'éléments composants. La production du pétrole fut en 1904 de 116.834 tonnes.

On n'épuise pas certes avec ces quatre productions d'or, d'argent, de cuivre et de pétrole ,l'étonnante richesse minière du Pérou, qui tient de la légende. On découvre tous les jours des régions minières qu'on ignorait jusqu'à la veille. C'est une fois le borax, qui devient bientôt une des meilleures richesses du département d'Aréquipa; c'est une autre fois, le vanadium, et le mica. On dirait que la terre dévoile seulement aujourd'hui ses trésors et ses mystères. Les mines de fer, de plomb; le mercure, le soufre, le charbon, le zinc sont autant d'abondantes richesses qu'on trouve partout prodiguement parsemées dans le territoire. Le sous-sol infiniment fécond n'attend que l'action des capitaux assez puissants pour s'abandonner à l'ambition tenace des hommes. Le Pérou a eu toujours une action remarquable dans le mouvement des finances européennes. des finances mondiales : ce fut hier par le *guano* et le salpêtre; ce sera demain par l'or, le cuivre et le caoutchouc.

***

Si l'agriculture et la minerie sont assez développées, les industries avances difficilement, malgré les efforts d'un protectionnisme outré.

Aussi le mouvement industriel est très récent; il se rattache à la dernière période de notre histoire politique, à l'époque positive, dont nous avons parlé en étudiant les grandes divisions de notre vie républicaine. Avant la guerre, si l'agriculture et la minerie avaient une réelle

importance, l'industrie ne faisait que commencer. Le crédit, le mouvement des banques, le salpêtre, l'ivresse de la bourse et de l'emprunt fiscal dominaient toute l'activité des hommes. Aujourd'hui quelques industries ont une stabilité qui est un gage d'avenir : l'industrie des tissus, des chapeaux de paille nationaux (les *Panama Hats* du commerce européen), la céramique, l'industrie du bétail, la fabrication de la bière; et principalement, les industries électriques.

De toutes ces formes, l'industrie du bétail, des tissus et de l'électricité semblent les plus intéressantes, par leur progrès rapide et par leur avenir. L'utilisation du coton national pour les tissus est déjà très étendue. A Lima, on trouve cinq fabriques de cette industrie; il y en a aussi à Arequipa : elles emploient deux millions de kilogrammes de la production. Le bétail se développe par des méthodes nouvelles de croisement, par l'apport des animaux étrangers. C'est surtout au département de Puno qu'on trouve de splendides résultats dûs à l'initiative et à la persévérance de quelques possesseurs de grandes fermes. Il y a de ces fermes, dans la Sierra, qui ont plus de quatre cents kilomètres carrés, avec cinq mille têtes de l'espèce ovine ou vingt-cinq mille têtes de l'espèce bovine. Les pâturages sont abondants, et les terres de la côte et de la *Sierra* présentent plusieurs variétés d'*alfalfa*, espèce de luzerne, sur la côte et de graminées dans la *Sierra*. C'est surtout dans les hauteurs, que cette dernière se trouve, à défaut d'autres cultures que le froid ne permet pas; et le lama, le *huanaco*, la vigogne, l'alpaga, animaux producteurs de laine propres à l'Amérique andine, s'y développent malgré la pauvreté des plantes fourragères. Le lama est plutôt une bête de somme.

Dans l'opinion des hommes du métier l'élevage est au Pérou très arriéré, malgré les essais de date récente, pratiqués çà et là, avec une sympathique audace. Au département de Puno, d'une façon générale, les animaux sont rustiques et tardifs. D'origine espagnole, car ils ont été

importés par les Espagnols, pendant la conquête du Pérou, il y a quatre siècles, ils ont beaucoup dégénéré depuis, jusqu'à présenter les caractères propres particuliers aux animaux vivant à de grandes altitudes, avec un climat extrême et une nourriture peu substantielle (1). On critique dans l'élevage de cette région la pauvreté des plantes fourragères, le manque de persévérance dans les fermes (Haciendas) pour affiner les produits de la sélection, les conditions de l'appareillement qui épuisent parfois les mâles, l'absence des lois efficaces pour la conservation des animaux indigènes du pays, de l'alpaga, de la vigogne. L'étude faite par M. Léon établit qu'il y a au département de Junin, les mêmes défauts dans l'élevage qu'à Pasco et ailleurs : les maladies et les conditions spéciales de la propriété rurale, sans les garanties nécessaires y empêchent aussi l'évolution désirée de l'élevage. Ce spécialiste recommande la variété Durham pour la transformation de l'espèce bovine, et la variété Kent, Devon ou Shrophshiredown; et il prône la sélection qui fasse disparaître les brebis noires, de race dégénérée. Un des aspects les plus intéressants de l'élevage national serait la préparation industrielle des cuirs. Or, cela est encore inconnu au Pérou. A peine quelques essais récents semblent destinés à développer cet aspect industriel. Aussi, ne sépare-t-on pas le carbonate de potassium ou potasse de suint par le lavage des toisons : il y aurait là, par les emplois industriels de cette substance chimique, la base d'une grande richesse. On sait que ce carbonate est plus pur que celui qu'on extrait des betteraves. C'est le mal de l'empirisme agricole et industriel au Pérou : la perte d'une grande partie de la richesse des produits obtenus.

Les industries de l'électricité ont fait de grands progrès, dans la dernière période de notre histoire économique. Dans l'éclairage, dans les industries de tissus, dans les

(1) *Le Département de Puno et ses Industries de Bétail*, Lima, 1902, p. 184.

(2) *Boletin del Ministerio de Fomento*, Lima, 1906, p. 29 et suiv.

entreprises de tramways à Lima et entre cette ville et le port de Callao, d'un côté, et Chorrillos, la première de nos plages, de l'autre ; l'utilisation de l'électricité a pris un grand essor. Des entreprises d'électricité se sont formées dans plusieurs villes péruviennes. Et il faut espérer que l'emploi des chutes d'eau, si abondantes sur notre territoire, déterminera un grand progrès dans l'industrie nationale. Un fait récent, le *trust* de toutes les entreprises d'électricité à Lima, avec un capital de Lp. 899.500, est non seulement un signe de la force de l'association dans notre pays, mais aussi du succès des industries d'électricité. Dans l'agriculture, on note déjà l'emploi de l'électricité, quoique dans une faible mesure : la Société Agricole Paramonga a une usine électrique et son initiative se généralise rapidement. Le professeur Gavarini a même trouvé dans le lac Titicaca, situé à une hauteur de 3.800 mètres, sur les frontières de la Bolivie, une force électrique perdue. Elle serait, d'après ses calculs, de 2 millions de chevaux-vapeur (1).

L'industrie des chapeaux de paille est très répandue au nord du Pérou, dans les départements de Piura et de Lambayeque. Mais elle demande encore des progrès et un intérêt plus grand des habitants pour cette industrie qui peut devenir par le succès de cette paille en Europe, une des meilleures parmi les nôtres.



C'est surtout dans le commerce d'importation et d'exportation et dans le progrès des institutions bancaires, qu'on peut trouver le reflet de la vie nouvelle, ordonnée, féconde, sérieuse et très active.

Or, le progrès du commerce, dans ses deux aspects, est remarquable. Dans une période de dix ans, qui est celle de la renaissance nationale, de 1894 à 1904, le commerce a presque triplé. Le produit des douanes était, dans la

(1) *Boletin del Ministerio de Fomento*, janvier 1906, p. 100.

première de ces années, de Lp. 364.986 300/1.000; en 1904, il arrivait à Lp. 1.812.081 866/1.000. Si on étudie l'accroissement de l'importation et de l'exportation dans les années sucessives, on trouve le même phénomène de croissance rapide et sûre. Le montant de l'importation fut en 1902 de Lp. 3.428.888; en 1903, de Lp. 3.783.380; en 1904, de 4.357.338; elle fut de 4.329.151, en 1905 et de plus de 5 millions en 1906, car dans le premier semestre de cette année l'importation était de Lp. 2.654.831. Il y a donc 50 % d'augmentation en quatre ans. Le montant de l'exportation fut, en 1902, de Lp. 3.703.971; en 1903, de 3.857.753; en 1904, de 4.066.639; elle fut de Lp. 5.757.350, en 1905; et de même en 1906, car dans les premiers six mois de cette dernière année, le chiffre de l'importation fut de Lp. 2.788.375. L'accroissement est de même que pour l'importation de 50 % en quatre ans. On note même, par la comparaison des chiffres donnés, un réel équilibre, une balance commerciale de l'exportation et l'importation, malgré la forte quantité de matières premières qu'on importe chez nous pour l'industrie, la minerie et l'agriculture. Le commerce total du Pérou est de Lp. 10 millions : 4 millions 300.000 pour l'exportation, et 5 millions 700.000 pour l'importation (1).

Si on analyse nos relations commerciales avec l'étranger, on trouve que c'est la Grande-Bretagne, dont l'influence économique sur l'Amérique espagnole est bien connue, qui occupe le premier rang, avec Lp. 1.500.000 d'importations. Elle est aussi le principal marché de nos exportations qui représentent le double des importations, Lp. 3.000.000. L'Allemagne, qui étend rapidement son action commerciale vient après, avec Lp. 700.000 pour l'importation : ici l'exportation est de beaucoup inférieure : Lp. 400.000. Avec les Etats-Unis, la relation est analogue : une

(1) Je dois ce dernier renseignement, de même que d'autres, sur l'action des nouveaux impôts, sur l'étalon d'or et sur les droits de douane, à l'amitié et à la compétence de l'économiste péruvien M. Felipe Barreda y Osma, qui a publié dans l'*Economiste Français* des articles remarqués sur la vie économique du Pérou.

importation de Lp. 700.000 pour une exportation de Lp. 550.000. Avec la France et le Chili, la relation est inverse : pour une importation française de Lp. 2.500.000, il y a une exportation de Lp. 4.000.000. Quant au Chili, la différence est extrême : notre exportation est de Lp. 800.000, et l'importation de Lp. 250.000. Cette différence s'explique par le fait que l'industrie de raffinage du sucre, à Viña del Mar au Chili emploie le sucre brut péruvien. L'état de notre commerce nous rapproche des peuples à l'état dynamique, dont parle l'économiste Patten : c'est une activité croissante où on donne plus qu'on reçoit. C'est surtout avec l'Angleterre que le progrès de notre commerce est remarquable : d'après les statistiques de notre consul Derteano, il y a de 1899 à 1904, une augmentation totale de 61.34 %. C'est principalement pour le coton et le sucre que cette importation atteint de très hauts chiffres : en 1904, la valeur du coton importé fut de Lp. 301.649; celle du sucre fut de Lp. 329.576 (1).

Il y a au Pérou, un certain protectionnisme dans les droits de douane. Ceux-ci sont généralement de 40 %; pour les meubles et les articles tout faits (confections, costumes, etc.), ils sont de 45 %. Le droit protectionniste est pour quelques articles de 65 %. On a voulu aussi défendre l'industrie nationale dans certaines de ses formes : de là les droits élevés sur les chapeaux, les saindoux employés dans l'alimentation, et le riz. Ce protectionnisme n'a pas été fécond, d'après les études de M. Barreda, quant au riz et au saindoux. Les droits sur celui-ci seront bientôt supprimés par l'initiative du Gouvernement; et d'autres droits sur les articles alimentaires subiront une forte diminution. On veut ainsi éviter le phénomène de renchérissement de la vie, dû en partie à ce protectionnisme d'ailleurs inutile pour le progrès du riz et du saindoux. On ne saurait pas dire de même pour une protection mesurée et prudente : le droit de 40 % a été utile pour les industries des tissus, sans

(1) *Boletin del Ministerio de Fomento*, mai 1905, p. 102 et suiv.

augmentation spéciale. C'est par cette sélection, chère à une politique expérimentale, qu'on peut corriger tout excès inutile de protection, et noter la force relative des industries vraiment enracinées et productrices. La conciliation du développement industriel et du commerce en dépend.

Le mouvement des Banques a pris un grand essor de puis 1877, date de l'union de la Banque de Callao avec une succursale de la London Bank of Mexico and South America : il en résulta une Banque nouvelle, de Pérou et Londres, qui a eu dans les affaires du pays une influence très féconde. Dans sa direction figurent les chefs des principales maisons de commerce, étrangères et nationales. Un de ses gérants, M. José Payan, financier très remarquable, contribua largement à l'établissement du régime de l'or au Pérou. Et l'action de cette Banque fut toujours efficace pour le développement de l'industrie nationale et pour l'équilibre des finances du pays. On peut dire que la Banque du Pérou et de Londres a été un des puissants facteurs de la renaissance péruvienne, après la guerre, et du grand développement moderne, après 1895, dans l'époque positive de notre histoire. La Banque Italienne a eu un grand succès, elle reflète dans sa force les richesses de la colonie italienne si répandue au Pérou. On doit encore citer des Banques où l'élément national est plus puissant : la Banque Populaire et la Banque Internationale du Pérou. Finalement, la fondation d'une « filiale » de la *Deutche Uberseeische Bank*, à Lima, est un signe du progrès dans les relations commerciales avec l'Allemagne et de la puis sance économique de notre pays.

On a calculé (1) que l'augmentation du capital monétaire au Pérou a été du 282 % en 9 ans; que dans une décade, l'existence en caisse s'est élevée de Lp. 355.000 à Lp. 568.517; et le compte des crédits, des dépôts et des acceptations de Lp. 190.527 à Lp. 3.221.174. Ce qui dénote un immense progrès dans le capital national et dans le mou-

(1) C. B. Cisneros.

vement des affaires. Aussi les dividendes correspondent à cet état des Banques : ils furent, pour la Banque du Pérou et de Londres et la Banque Italienne de 16 %, pour la Banque Internationale de 14 % et pour la Populaire de 12 %. Si on compare ces chiffres avec ceux des Banques établies à Buenos-Aires (2), on trouve que les dividendes cités ne sont dépassées que par ceux de la London and River Plate Bank qui atteignent 20 %. Et cette Banque est la plus ancienne qu'il y ait à la République Argentine : elle fut fondée en 1862. Hors la London and Brazilian Bank, dont les dividendes sont de 12.50 %; toutes les autres banques argentines restent inférieures dans les intérêts et aussi dans les profits aux banques péruviennes. I'. faut tenir compte pour l'explication de ce phénomène de la concurrence bancaire et de l'immobilité des capitaux déposés dans les Banques. Dans l'année 1906, la Banque du Pérou et de Londres éleva son capital de Lp. 200.000 à Lp. 500.000; une grande partie des actions furent placées sur le marché de Paris. La Banque populaire a élevé aussi son capital de Lp. 72.000 à Lp. 100.000.

Ce succès des Banques se produit aussi dans l'organisation de nouvelles sociétés commerciales, industrielles, minières, agricoles. Aux maisons déjà formées et anciennes, qui ont des représentants en Europe, Grace, Graham Rowe, Duncan, Fox, Ayulo, Hart, etc.*; il faut encore en ajouter des nouvelles, dont l'essor est rapide. C'est surtout dans l'agriculture et les mines, que cette poussée d'associations est à remarquer. Tout dernièrement, la formation d'un *trust* des industries d'électricité, dont nous avons déjà parlé, est comme la dernière étape dans cette voie de concentration des énergies productrices. Il y a seulement en 1903, trente compagnies qui s'organisèrent avec un capital total de Lp. 3.315.830. Et ce ne sont pas seulement de nouvelles sociétés qui naissent; mais les anciennes augmentent leur capital social. Cet accroisseemnt, d'après les calculs

(1) *L'Argentine au XX[e] Siècle*, p. 256.

très précis de M. Malaga fut, en 1906, de Lp. 1.535.500. La minerie attire la plupart des capitaux étrangers. Les Nord-Américains, les Anglais, les Allemands et les Italiens figurent dans la plupart des entreprises d'aujourd'hui, et dans cet ordre d'importance.

Les Compagnies d'assurances ont, dans cette marche progressive, une grande place. C'est là le signe d'une transformation dans les caractères. Il y avait jadis un manque de prévision remarquable dans les affaires et dans la vie : les réserves et les méfiances étaient rares, grâce au succès brillant de la richesse publique et privée. Or, dernièrement plusieurs compagnies d'assurances dont le progrès est connu, permirent d'établir que des idées de prudence et de prévision dominent l'esprit des gens cultivés. Si on étudie d'ailleurs le progrès des caisses d'épargne on peut généraliser cette observation aux classes pauvres, et dire qu'il y a un aspect de la psychologie nationale qui s'efface lentement : c'est la nonchalance, la vie réduite au présent éphémère sans crainte du lendemain, c'est l'optimisme béat qui ignore le hasard, la chance et la soudaine débâcle des choses, c'est, enfin, l'ignorance de la complexité et de l'instabilité de la vie. Malgré la sévérité des conditions pour fonder une Compagnie d'assurances, il s'en forme continuellement (1). Le capital versé des compagnies est de Lp. 155.000; mais il reste encore Lp. 1.095.000 à donner par les actionnaires, ce qui représente un capital définitif de Lp. 1.250.000. Les utilités des compagnies ont été en 1905, de Lp. 46.856; en 1906, de Lp. 54.862; soit 17.80 % d'accroissement.

***

Si tel est le développement de la richesse individuelle et sociale, de l'action humaine sur le sol et le sous-sol, de l'activité commerciale et industrielle, on ne saurait pas donner un tableau des finances péruviennes, sans esquisser

(1) Le capital de la Compagnie doit être de lp. 20.000, la moitié employée en immeubles du pays et l'autre en titres de crédit ou en or.

l'état de la vie fiscale. Pendant des décades, c'est l'Etat qui a dirigé le mouvement et devancé l'individu dans toutes les entreprises : c'est seulement dans une époque assez récente pour l'appeler contemporaine, qu'on voit non pas le divorce ou le déséquilibre entre l'influence individuelle et l'action d'Etat, mais un réel progrès dans la richesse fiscale, un accroissement encore plus remarquable dans la fortune individuelle. La richesse du pays fait la richesse de l'Etat, comme force politique; mais celle-ci, à son tour, favorise le libre élan des forces acquises et des énergies qui se forment encore. On peut noter récemment ce *curriculum* de la vie économique qui est un des plus beaux aspects du Pérou contemporain : l'entrecroisement des intérêts individuels et des intérêts de l'Etat est si puissant, que la vie nationale avance, d'un double mouvement coordonné, comme poussé par deux forces qui s'entr'aident et s'harmonisent.

Il y a plusieurs aspects à noter, dans la vie fiscale moderne au Pérou : l'étalon d'or, l'accroissement du budget par l'action des nouveaux impôts, par le progrès de la richesse collective, et l'état du crédit.

L'étalon d'or, dans un pays comme le nôtre, aux grandes réserves aurifères, a eu la plus féconde influence sur le mouvement économique des derniers temps. Il a fait ce que n'aurait pu jamais atteindre notre crédit assez attaqué à l'extérieur, le développement des forces productives du pays, encore en relative stagnation : d'un bond, le Pérou se trouva parmi les pays à étalon d'or, et la confiance du capital étranger, qui ne pouvait guère se fonder sur le crédit ou sur la production, s'accroît par l'effet de ce changement soudain, révélateur d'une vraie puissance économique. Dès lors, deux conséquences suivirent qui ont beaucoup favorisé le mouvement commercial et industriel: l'or arriva au pays, dans une importation progressive et le change acquit bientôt une stabilité très frappante. Le crédit en profita largement et on peut dire que ce fut l'étalon qui détermina tout le récent progrès des finances péru-

viennes. De janvier à novembre 1906, l'or importé fut de Lp. 184.577 et l'or monnayé de Lp. 403.861 200/1.000; soit, une relation de 1 à 2.18 entre l'importation et la production nationale. On peut mesurer par cette proportion la confiance du capital étranger et la force de l'exportation nationale. Ni l'exode partiel de l'or, dans des moments passagers, ni le mouvement des finances, quelquefois instable n'ont empêché le succès du nouveau régime. Les réserves d'or et la loi prohibitive de la frappe d'argent permettent d'avoir la meilleure confiance dans l'avenir de notre étalon (1). Quand l'union latine déchoit, et on s'attaque à l'excès d'argent, aux Etats-Unis, par la reprise du Sherman bill, dans l'Inde par le succès de la loi Herschell; quand l'argent semble à jamais détrôné, le régime monétaire de l'or est pour le Pérou, devant l'Europe industrielle et commerciale, un des meilleurs titres de progrès et de puissance. En face du fleuve de papier-monnaie où s'épuisent quelques nations américaines, le Pérou présente son étalon d'or, jeune et plein d'avenir. Et cela sans que les Banques puissent, par l'émission des billets, donner à la vie des finances quelque chose de fiévreux et d'anormal.

Le budget péruvien s'est beaucoup accru dans les derniers douze ans : la création de nouveaux impôts, le progrès commercial du pays, la meilleure organisation des services publics y ont contribué largement. Malgré le progrès de la bureaucratie, cette augmentation des revenus de l'Etat a permis d'éviter tout fatal déséquilibre et toute accumulation de déficits. Une espèce d'harmonie préalable entre les nécessités croissantes de la vie nouvelle et l'enrichissement progressif du budget est la meilleure manifestation du bien-être social et de la complexité plus grande de la vie; bref, de la civilisation nationale.

En 1896, le budget péruvien était de Lp. 840.592;

(1) Dans un volume, *Le Métal-Argent à la fin du XIX[e] Siècle*, par L. Bamberger, Paris, 1894, on démontre très bien contre quelques pessimistes, que l'étalon n'est pour rien dans les crises agricoles récentes d'Allemagne. C'est la réfutation d'un des plus forts arguments du bimétallisme actuel. (Vide p. 198 et suiv.)

de Lp. 1.072.152, en 1897, au début de la nouvelle période économique, après la dernière révolution contre le militarisme, contre l'instabilité de la fortune publique et le gaspillage de l'Etat. L'accroissement immédiat, dû au nouveau régime, était de 27.54 %. Le progrès continue dans les années suivantes : La moyenne en est de Lp. 100.000 par an. De 1903 à 1904, l'augmentation est de Lp. 646.588; c'est-à-dire de 44,33 %. Et la progression revient après à la moyenne. Le budget de 1906 était de Lp. 2.506.386. Le progrès est immense si on compare les chiffres correspondant à deux dates éloignées de vingt ans: en 1884, immédiatement après la guerre, le budget ne s'élevait qu'à Lp. 527.186; en 1904, à Lp. 2.107.874; soit, 321.76 % d'augmentation dans cette période de renaissance nationale.

Il y a encore deux faits d'une grande importance dans ce progrès du budget : c'est premièrement le superavit dans les résultats définitifs de chaque exercice; et, comme signe du développement du pays, la différence entre les chiffres du budget et celle qu'on atteint en réalité. C'est là une donnée extrêmement favorable. Le rendement des recettes a surpassé les calculs de plus de 10 % environ, dans la période 1896 à 1906. Il n'a été inférieur au rendement probable établi dans le budget qu'en 1900 et en 1904. En 1906, la différence est arrivée au maximum, près de Lp. 250.000 sur un budget de Lp. 2.506.386, soit 10 % approximativement.

Malgré ces grands progrès, nos budgets, comme tous les aspects sociaux des peuples jeunes, sont susceptibles de grandes réformes dans leur formation et dans leur exercice. Ils sont trop spécialisés, contre l'universalité que les financiers modernes demandent; ils ne sont pas assez exacts dans la prévision des recettes, ce qui est dû sans nul doute à l'état progressif du pays, mais aussi à des défauts dans la technique; ils donnent une trop large place aux budgets extraordinaires. On les accepte encore dans plusieurs pays, pour les travaux publics ou pour les crédits de guerre;

mais on les limite de plus en plus. C'est le budget extraordinaire, ordinairement fondé sur l'emprunt, qui cache le gaspillage, qui désorganise la vie financière, qui empiète sur le jeu normal des recettes et des dépenses. On le supprime partout ce budget qui existe et fleurit chez nous. Et il y a là un gros danger (1).

Dans l'accroissement de nos budgets il n'y a pas seulement l'effet du progrès général; il y a encore, dans une mesure quoique faible, le revenu des impôts sur les consommations, l'alcool, le tabac, le sucre, les allumettes et le sel. Le revenu des impôts s'accroît sur une vaste échelle peu après leur établissement: ainsi, en 1901, l'impôt sur l'alcool s'éleva à Lp. 210.925; en 1906, à Lp. 371.731; celui sur le tabac fut de Lp. 95.849, en 1901; et de Lp. 165.919, en 1905; l'impôt sur le sel produisit en 1901, Lp. 62.391; en 1905, Lp. 86.213. Pour le premier et le dernier, l'accroissement était de 50 % environ, pour l'impôt sur le tabac, de 73.20 %. Pour les impôts sur le sucre et les allumettes, créés en 1904, le progrès n'est pas le même: l'accroissement est relativement faible pour celui-ci, tandis que pour celui sur le sucre la recette a plus que doublé: il monte de Lp. 37.518 en 1904, à Lp. 76.166 en 1905.

Pour servir des intérêts politiques ou faute d'une analyse qui épuise le sujet, on a attribué à la hausse des impôts le renchérissement de la vie, phénomène récent de l'économie péruvienne. Il faut observer à ce sujet que parmi les impôts de création récente, deux ne visent pas des objets de première nécessité, mais de consommation volontaire : ce sont l'alcool et le tabac. Et quant aux autres, sur le sucre et les allumettes, quand même seraient-ils forts, ils ne suffiraient pas à expliquer à eux seuls l'apparition d'un phénomène qui dépend de si nombreux facteurs. Le manque de voies de communication, dans le territoire, le prix élevé des transports, un protectionnisme parfois outré, les hauts salaires dans l'agriculture sont

(1) Vide, sur cette suppression, l'ouvrage capital de R. Stourm, *Le Budget*, Paris, 1906, p. 224 et suiv.

plutôt des causes de ce renchérissement de la vie. Le sucre, à cause de la baisse de ce produit, se vend aujourd'hui à un prix inférieur à celui qu'il avait avant l'importation. On comprend donc qu'il n'existe guère de relation de cause à effet entre les deux aspects de l'économie nationale, l'impôt et la hausse dans les articles de première nécessité.

On sait d'ailleurs que ce sont les impôts indirects, qui méritent toute l'attention de la science des finances publiques, car ils présentent un progrès continuel dans leur rendement et ils sont plus faciles à obtenir. Tels sont leurs grands avantages, selon l'opinion du célèbre professeur Stourm. Ils ont l'avantage qui dérive de leur caractère : ils sont cachés, anonymes, peut-on dire; ils supposent la volonté d'acheter et de consommer, et quand il s'agit de dépenses volontaires, innécessaires à la vie, leur action est encore plus sourde, moins générale et moins tyrannique. Mais, ils ont un danger qui est la contre-partie de cette excellence même : c'est qu'ils sont susceptibles d'une augmentation indiquée pour faire face à tous les déficits et qu'ils peuvent facilement devenir excessifs. Dans certains pays, comme la Grande-Bretagne, on note une progression diverse sur les impôts, sur la propriété et sur la consommation : les premiers croissent, les autres diminuent assez rapidement. Il faut donc appuyer le budget sur les impôts indirects, quand la propriété se forme et il faut avoir de grandes recettes fiscales; et changer la proportion économique, lentement, par un accroissement dans les impôts sur les propriétés et par de successives détaxes sur les consommations. Tel est le desideratum de la science des finances. Et quand on est arrivé à un certain degré d'imposition sans provoquer des crises comme il arrive maintenant au Pérou, il faut y rester sans s'abandonner à des augmentations toujours nouvelles et indéfinies.

Finalement, l'état du crédit est aussi un signe de la prospérité économique de notre pays. Les conditions assez

(1) R. Stourm : *Systèmes généraux d'Impôts*, Paris, 1905, p. 310 et 368.

favorables de quelques emprunts récents en témoignent. Et il y a encore plus: le Gouvernement poursuit la consolidation de la dette intérieure, et la dette extérieure n'existe plus depuis 1890. C'est la Peruvian Corporation qui en répond pour l'Etat : elle a, en échange, l'exploitation des chemins de fer pour une période de 66 ans, trois millions de tonnes de guano, etc. Les profits de cette Compagnie ont presque doublé de 1890 à 1904 : ils se sont élevés de Lp. 130.460 à Lp. 232.992 (1). Quant à la dette intérieure, les intérêts et l'amortissement se font conjointement, et le crédit du pays s'affermit toujours.

Dans ces aspects divers de la vie fiscale, on note un progrès évident non seulement sur la décade postérieure à la guerre, sur des époques qui se rapprochent de la nôtre, mais aussi sur des temps plus éloignés qu'on considéra toujours comme l'âge d'or de la richesse péruvienne. Un pessimisme tenace empêche de voir les diverses périodes de notre histoire dans leur originalité et dans leur force et nie au présent tout ce qu'il attribue au passé. Cela est vrai des aspects intellectuels et moraux; cela l'est encore des formes économiques de la vie contemporaine. Comme l'optimisme insouciant fut longtemps l'erreur de nos hommes d'Etat et le préjugé des foules, on oublie, par un mouvement contraire les moyens termes, et on vise à une méfiance excessive.

C'est ce qu'a démontré par des faits un professeur péruvien (2). Le Pérou du guano et du salpêtre, de 1862 à 1870, ne fut pas ce qu'une critique superficielle à voulu établir. Sa richesse, si éclatante soit-elle, est due à ces deux richesses acquises sans effort. Sur une exportation de 37.500.000 à 40 millions de francs, il y a seulement 12 millions et demi, qui représentent le travail national. Même en 1876, dans un moment de prudence et d'effort, l'exportation sans comprendre le guano, arriva à 30 millions de

(1) C. B. Cisneros.
(2) M. M. I. Prado y Ugarteche, dans un éloquent discours à la Chambre es députés. (Cf. *El Comercio* de Lima, 8 sept. 1906.)

francs, dans son maximum. Et deux aspects des finances de l'Etat étaient spécialement périlleux : le déficit croissant et le déséquilibre entre les importations et les exportations, dont la proportion fut souvent de 2 à 1. En 1876, les importations et les exportations réunies, c'est-à-dire, la vie économique totale sous toutes ses formes, y compris celles d'un éclat si éphémère, le guano et le salpêtre, sont de cent millions de francs; en 1906, le chiffre de l'économie nationale est de deux cent cinquante millions de francs, dans lesquels il n'y a que le produit d'un effort viril, d'une belle persévérance après la défaite. Il faut donc avouer que l'aspect financier du Pérou contemporain est de beaucoup plus sûr et plus remarquable que celui de jadis, de l'époque où l'Europe respecta le crédit de cette nation, accueillit des emprunts successifs et forma sur la richesse de ce pays lointain une sorte de légende flatteuse et persistante. Il mérite assurément par le sérieux de sa vie financière, par ses budgets sans déficit, par l'équilibre des importations et des exportations, par l'accroissement remarquable du *stock* commercial, l'attention des hommes d'affaires et de pensée : il reconquiert son vieux privilège et réalise sa légende.

***

D'autres aspects importants sont encore à signaler dans le mouvement économique contemporain. L'irrigation de la côte se fait très lentement : au nord, dans la vallée de Chira, elle est en voie de réalisation. Et un grand nombre d'études sur ce problème national, conduisent progressivement à l'émigration de toute la côte péruvienne. Des essais d'immigration, quoique restreints, sont aussi dignes d'attention. La fondation d'une Compagnie de vapeurs, avec capital national, est de même un signe de l'activité commerciale du pays et de la tendance à chercher l'indépendance économique. Finalement, le réseau des chemins de fer s'accroît annuellement. On sait l'importance d'une des lignes péruviennes, de celle de Callao à Cerro de

Pasco, qui traverse la Cordillère à une hauteur de 5.356 m. et qui est une des grandes œuvres du génie civil de notre époque par la hardiesse, l'importance et la perfection technique. De nouveaux chemins de fer sont en projet, toujours dans cet effort de reliement de la côte et de la montagne, qui est un desideratum de la politique et de la vie nationales. Ils doivent aller de Paita au fleuve Marañon et de Cerro de Pasco à un point sur l'Ucayali. Des télégrammes récents anoncent que le Gouvernement péruvien a signé des contrats pour la construction de ces deux lignes avec des syndicats, l'un anglais et l'autre nord-américain. L'avenir des voies de communication est donc des plus favorables pour la culture du pays, pour la réalisation du projet du chemin de fer pan-américain, pour l'union des nations du grand continent méridional. L'immigration, le relèvement de la race indienne, l'unité morale du pays en dériveront assurément.



De cette rapide esquisse, on peut déduire des conclusions de sûr optimisme (1). Ce n'est pas la richesse, la source virginale, la terre féconde, ou le sous-sol inépuisable qui manquent au Pérou : c'est le capital en hommes et en argent, c'est la technique et la science. Le moment est extrêmement favorable à une action financière européenne, coordonnée et méthodique. Ce beau pays méridional est à la fois une nation agricole et une nation minière et l'effort dans ces deux domaines dépasse toujours

(1) Le Président actuel du Pérou, M. José Pardo, a donné, de ce progrès national, une impression d'ensemble : « La réhabilitation du crédit national, écrit-il, jusqu'à pouvoir placer à l'étranger des emprunts pour satisfaire les demandes impératives des peuples qui ne veulent pas de retard dans leur développement ; notre commerce extérieur atteignant le chiffre de lp. 10.000.000 et attendant des voies de communication pour arriver au double dans quelques années ; nos budgets qui se liquident avec des excédents et se formulent avec des accroissements ; le capital national qui se développe devant nous dans des entreprises de la plus haute portée, ce sont là des faits qui démontrent que le Pérou se trouve dans un progrès évident. » (*Message au Congrès ordinaire de* 1906, Lima, p. LVI.)

les prévisions de succès et de richesse. Si la vie industrielle est faible, des capitaux étrangers, puis toutes les connaissances modernes, peuvent y fonder et développer une industrie multiple et riche. Dans tous les ordres de la production, il y a beaucoup à faire: l'expérience scientifique de l'Europe peut donner à la vie économique de là-bas un aspect plus intense, plus organique et plus savant. Comme dans la légende hellène, c'est au contact de ces terres nouvelles, de ces forêts vierges, de ses montagnes riches et hautaines, que l'homme vieilli de l'Europe, renouvellera ses forces et rajeunira sa vie, pour les prochains tournants de l'histoire humaine.

CHAPITRE IV

LES FORCES POLITIQUES

I

La politique a la plus grande influence au Pérou. Elle gouverne tout : le but des activités, l'opinion, l'éducation et la vie journalière. La valeur des hommes et la réalité des choses se définissent par une relation plus ou moins étroite avec les affaires de l'Etat. La vanité nationale et la faiblesse des caractères se plaisent aux extériorités brillantes. On est docile à la suggestion décevante des meneurs. Dans ce sens, tout est considéré *sub specie politica.* Mais si on étudie l'organisation des partis, les programmes des chefs, la discipline des politiciens, l'organisation des influences et la coordination des efforts, on trouve que la politique n'est rien encore; qu'elle est indéfinie et fallacieuse, qu'elle est inquiète et ambitieuse, comme notre caractère, et aussi indécise et ignorante que lui dans ses aspirations et dans sa marche.

La politique est devenue un métier, qui a des enthousiasmes, des habiletés et des vices profonds. Elle sert de décor à la vie. On est politicien par curiosité d'esprit, dans un jeu libre des facultés intellectuelles. On se plaît aux discussions, aux luttes tracassières, aux petits égoïsmes, aux inquiétudes et aux surprises de la scène politique. Un principe ancien d'anarchie, l'amour de la rhétorique, l'ambition républicaine de parvenir, sont les facteurs de cette suprématie de la politique sur tous les autres buts nationaux. Aussi, souvent ne distingue-t-on pas les moyens et les buts. On fait de la politique pour en faire, comme si elle était une fin en soi. Et la vie nationale s'épuise dans cette subordination continuelle où elle manque de fixité et de vigueur.

Les caractères de la politique nationale sont la centralisation, l'uniformité et le légalisme. Après la grande Révolution, il fallait tout organiser. La République était une création, ou plutôt une superfétation politique. On passait de l'absolutisme colonial à la liberté républicaine, de la loi inflexible et minutieuse à l'autonomie définitive. Pour s'arrêter dans une forme intermédiaire, soit la monarchie constitutionnelle, soit la république à forte oligarchie, on ne trouvait pas des forces ou des directions. Ni une aris-
ne trouvait ni forces, ni directions. Ni une aristocratie territoriale, ni des habitudes de liberté, ni l'expérience politique, acquise dans le gouvernement local, n'existaient après la chute de l'ancien régime. Tout était à refaire, dans un ordre nouveau. Et, logiquement, le gouvernement fut centralisateur à outrance. Le régime colonial avait fini avec les germes d'individualisme, laissés par la conquête espagnole. La passivité, l'activité inquiète, la pauvreté de l'initiative demandaient une autorité presque tutélaire. Le pouvoir, sans contrôle et sans aide, fut de plus en plus ambitieux et personnel. Le militarisme favorisait tous ses propos. On trouve dans un chapitre antérieur l'histoire de cette force, enracinée dans notre sol faible, par le fait même de l'indépendance; de cette énergie qui n'avait conquis la liberté que pour la sacrifier sur les autels du personnalisme.

Le gouvernement fut l'unique force active dans la vie nationale (1). Pour créer, il avait la richesse et la force; pour diriger, il devait compter sur les ambitions bureaucratiques et l'insouciance collective. Il fut directeur et maître, il imposa un contrôle plus ou moins arbitraire à

(1) Dupont-White, l'illustre défenseur de la centralisation, a donné des raisons qui s'appliquent bien aux républiques sud-américaines. « Ce qui constitue une nation, écrit-il, c'est la qualité du gouvernement, c'est le droit dans la société ; ce n'est pas l'unité de race, de langue, de religion. » Mais il faudrait voir si cette unité n'est pas désirable pour cet empire du droit. Et il dit ailleurs : « Dès qu'il est entendu qu'un pays centralisé est doué par cela même d'une capitale prépondérante, tout s'explique en ce pays, et la vie et la liberté, qui, au premier abord, semblaient impossibles. Seulement la vie naît sur un point, la liberté se défend sur un point, d'où elles se répandent et rayonnent partout. » (*La Centralisation*, Paris, 1876, p. 10 et 243.)

l'activité générale. Comment réduire dans cette période le pouvoir, selon l'opinion de Spencer, à un laisser-faire, à un équilibre et à de simples préoccupations administratives ? Car l'individu était impuissant et pour créer et pour résister. Flexible et doux, sans tradition politique, sans énergie personnelle, il défendait ses libertés avec faiblesse et acceptait bientôt les impositions. L'excès de gouvernement ou l'excès d'anarchie étaient les deux formes de l'évolution politique.

Comme résultat de cette centralisation, la politique avait des caractères de forte uniformité. On établissait le même Etat jacobin que Napoléon, le dernier des idéologues, fonda en France, dans un but dominateur et égalitaire. Les Républiques américaines ont appliqué, malgré quelques exceptions, au Mexique et à l'Argentine, dans tout le continent, ce système excessif qui s'oppose à la diversité des races et des régions; et qui, dès l'origine, a détruit toute spontanéité dans l'organisme social.

Le plan administratif est raide; il ignore l'adaptation aux choses et la souplesse de la vie. Il se répète partout et détruit l'originalité et l'individualisme. Et dans un vaste pays, qui a tous les climats et des races qui ont l'âme diverse, un principe uniforme n'arrive pas à produire l'égalité et rapetisse l'élan des forces ethniques. On ne forme l'esprit collectif qu'après avoir connu et cultivé les différences. Autrement. l'unité c'est la monotonie et la mort.

Et, avec l'uniformité de méthode et de gouvernement, le légalisme est un des vices de la centralisation politique (1). Excès de législation, inconstance des préceptes,

(1) Dans une lettre particulière à l'auteur, le professeur péruvien Deustua, philosophe et éducateur de grande influence, condamne l'esprit de notre politique. « Dominés par une culture formelle, logique, intellectualiste, informée par des déductions, écrit-il, nous avons vécu à rebours, prenant des effets pour des causes et des causes pour des effets, sans de claires notions de ce que nous sommes en vérité, en réalité, faisant œuvre d'avocats, dans la politique, dans les finances, dans l'administration, comme si les formules étaient libératrices par elles-mêmes... » — 14 décembre 1906. — Nous avons imité la politique française, et « toutes les Constitutions françaises ont été marquées, d'après Ilthey, du caractère de rigidité. » (Cf. *Introduction à l'Etude du Droit constitutionnel*, trad. franç., Paris, 1902, p. 371.)

confiance absolue dans les formules, réglementation étendue et continuelle : voilà les traits de cette manie de légiférer qui aboutit à l'imitation superficielle.

Un idéal de réforme totale, la foi dans les transformations soudaines et radicales de la réalité; bref, des penchants latins sont les causes de ce légalisme. L'esprit révolutionnaire qui condamne tout dans la réalité est encore une forme de cette manie des lois, de cette confiance dans les formules, dans les chartes, dans les mots. Tout détruire pour tout construire, voilà l'ambition généreuse d'une politique, qui aime le pouvoir et s'éprend facilement d'idéalisme et d'absolu.

Ce légalisme prend aujourd'hui des allures plus souples. On ne cherche plus la création immédiate et totale dans l'ordre des lois; mais des réformes successives, des corrections que l'étude de la vie apporte, des enchaînements nécessaires entre les lois et les progrès de la réalité, des expressions concrètes et légales de la conscience nationale. Cet esprit d'évolution, si méprisé dans les peuples latins, se précise au Pérou par l'action énergique des progrès industriels et des réformes dans le travail, dans le commerce et dans le sens des réalités. Nous sommes maintenant dans un moment de réforme juridique, qui oublie les cadres monotones et classiques du passé. Et le nouveau droit devient progressivement et lentement un reflet des choses.

La puissance de l'Etat sur toute la vie nationale dérive de l'action combinée de la tradition et de la réforme républicaine.

La Révolution changea les formes du régime colonial, de la vice-royauté, tutélaire et absolue. Mais, ce fut surtout un mouvement brusque et mal ébauché, un élan négatif et destructeur. La réalité vieillie subsiste encore sous les nouvelles formes du régime républicain. Le président eut tous les avantages du vice-roi, toute la force du pouvoir absolu. Les limitations de l'ancienne autorité coloniale, son pouvoir délégué, le contrôle politique du Conseil

des Indes, la responsabilité du pouvoir exercé, l'obligation de donner au roi espagnol dans une *memoria* le tableau de la vie et de l'activité d'une période; toutes ces conditions d'un gouvernement dépendant et secondaire n'existaient plus dans la pleine liberté républicaine. Et les chefs, forts de leur autorité militaire, trouvèrent une nouvelle puissance dans la tradition de tutelle, qui était la forme définitive de ce gouvernement de liberté politique. On eut bientôt un pouvoir central outrancier et irresponsable, jacobin et fort, changeant de forme, mais jamais d'essence.

Et la dictature, le mal politique des gouvernements sans contrôle et sans résistance, fut l'idéal des républicains plébiscitaires. L'habitude des révolutions, l'inconstance de la politique, l'ambition universelle du pouvoir, devenaient un péril pour la République naissante. Des hommes d'énergie et de patriotisme, comme Castilla et Vivanco, ambitieux et actifs, voulurent le pouvoir absolu pour faire l'éducation future de la liberté. Et, après eux et avant eux, d'autres présidents eurent l'autorité absolue, plus ou moins formelle, plus ou moins déclarée. On cherchait dans la dictature le remède à l'anarchie. On oubliait la création d'intérêts nationaux, de forces locales, de buts pratiques, de principes d'action et de solidarité collective contre cette même anarchie.

Le président, né d'une révolution, formé dans les batailles, à l'esprit militaire, voulait la dictature. Il avait cependant le respect des formes. Il formait un Congrès, convoquait l'opinion, et donnait à son pouvoir un caractère provisoire. Le Parlement se formait et devenait une coterie politique : sa volonté n'était que la volonté du chef, la dictature de fait devenait une dictature de droit. Le président créait de nouvelles sinécures : il était le centre d'une puissante bureaucratie servile et ignorante. Cette concentration de forces dans le pouvoir provoquait, par son exclusivisme, une union contraire, un système de chicane politique, un complot continuel, où s'ébauchait rapidement la nouvelle révolution. Et la vie de l'Etat était

faite de ces *ricorsi*, où la volonté inquiète de la nation changeait de chef, de plan, de meneurs; où la politique n'était que le jeu des ambitions, le domaine du gaspillage, le règne du personnalisme, la faillite des caractères et des hommes. La souveraineté n'était pas une délégation nationale, un pouvoir reçu de la foule; mais le privilège d'un chef et d'une coterie ambitieuse : tyrannie d'un homme ou tyrannie d'une faction, sans la réalité du suffrage ni la résistance du Parlement (1).

Les attributs du gouvernement ne changeaient pas : ils avaient des caractères plus étendus et plus minutieux. L'action législative restait dans le domaine des généralités : le pouvoir exécutif, par un réseau de règlements, de dispositions d'application et d'exégèse politique corrigeait la loi tout en déclarant l'accomplir, prévoyait toute l'évolution des activités et avait, indirectement, une action législative.

II

Le Parlement, dans notre système représentatif, a lutté rarement avec le pouvoir. Il a obéi aux suggestions de l'autorité, il a eu dans certains moments de notre histoire des allures despotiques; mais il n'a jamais été une vraie force d'équilibre politique et social. Dans sa composition, le principe de séparation en deux Chambres ne traduit rien de positif, ni par la réalité, ni par l'esprit. Pour une démocratie comme la péruvienne, anarchique et instable, sans une grande tradition politique, sans un effort continu vers l'ordre et la stabilité nationale, une deuxième Chambre, organe de médiation et de contrôle, était le pouvoir

(1) Dans un discours sur « Le Pouvoir législatif au Pérou », le professeur Manzanilla a établi, comme loi de notre histoire, que les gouvernements absolus deviennent représentatifs. On pourrait peut-être expliquer cette loi si vraie par l'esprit formaliste du Péruvien et par la faiblesse de son individualisme. Celui-ci cherche toujours à plaire, à puiser dans l'opinion, à avoir la popularité ou au moins ses apparences. La « tour d'ivoire », l'isolement orgueilleux, qui sait s'élever sur l'opinion pour la corriger ou la conduire, n'est pas le caractère de nos hommes d'Etat.

de résistance contre les velléités républicaines. Mais, dans toutes les formes d'organisation constitutionnelle, cette Chambre n'a été qu'un deuxième corps de politiciens plus âgés, dont l'action n'a jamais trop différé de celle de la Chambre de démocratie et de jeunesse. Certes, il n'y a pas beaucoup de grands intérêts collectifs, de centres d'autonomie, de forces politiques, d'organismes partiels qui aient droit à une représentation différente au Sénat; mais ceux qui existent, universités, organismes provinciaux, centres intellectuels, forces organisées de l'industrie et du commerce, manquent de cette action à la fois conservatrice et progressive qu'une Chambre représentative pourrait leur donner dans la vie nationale.

Si le Parlement ne trouve pas la différenciation et l'équilibre en lui-même, il ne l'est nullement pour le pouvoir. Il est trop résistant ou trop souple.

Dans une longue période républicaine, le Parlement se fermait après le triomphe d'une révolution, après l'exaltation plébiscitaire d'un chef. Il était partial, formé par le parti vainqueur et traduisait les pensées de la faction qui avait conquis le pouvoir. Les dictateurs cherchaient dans l'action d'une assemblée constituante, la consécration de leur œuvre et la stabilité des formes constitutionnelles. Dès 1860, après le dernier type de constitution et malgré des exceptions et des crises, le Parlement a une toute autre influence sur l'évolution nationale. Il est législateur, il est un organe de discussion plus ou moins libre, dans le problème religieux, dans les finances, dans l'organisation du budget. C'est surtout dans cette régularisation annuelle des finances de l'Etat qu'il trouve son rôle définitif, contre le gaspillage de la richesse fiscale et l'extension indéfinie de la bureaucratie.

Mais le vrai régime parlementaire ne pouvait pas réussir, parce que la force exclusive des chefs, les *caudillos*, ne tolérait pas les empiètements continuels des Chambres. C'est ainsi que les grands principes du parlementarisme s'affaiblissent dans notre système représentatif. La cen-

sure est impuissante et obéit souvent à des considérations personnelles. Le ministère est indépendant sous la protection du président. Il n'a pas le pouvoir de dissoudre la Chambre : il représente imparfaitement l'opinion et la volonté parlementaire.

Mais nous marchons vers le parlementarisme. Dans les dernières années, ce progrès est très marqué et il a apporté de nouvelles habitudes politiques. On note une collaboration plus grande des ministres dans l'œuvre législative, par l'initiative dans les lois, par la présence dans les débats d'ordre financier et même législatif. La dépendance financière du gouvernement vis-à-vis des Chambres est très frappante. La dictature dans le budget n'est plus qu'un souvenir des temps passés. Il va sans dire que le rôle économique des Congrès, donne des bases définitives et scientifiques aux dépenses de l'Etat. La durée des ministères est plus grande, parce qu'ils obéissent à des tendances permanentes et représentent des groupements parlementaires. Le gouvernement et le Congrès, par des actions et des réactions continuelles, par une forte homogénéité dans leurs membres et dans leurs buts, se contrôlent et se complètent mutuellement. Et la vie politique s'organise lentement par la collaboration des partis, par la puissance des Chambres, par la fixité dans les buts et l'organisation des efforts.

Le Parlement national a une tendance originale, qu'on pourrait appeler le *particularisme*. L'absence d'autonomie provinciale, d'originalité dans les corps locaux, la centralisation politique, la faiblesse des communes, demandent une tutelle législative. Et les Congrès sont obligés d'étudier et de résoudre des petits problèmes partiaux, individuels, propres aux organismes mineurs, qui absorbent leur action et leur temps. Aussi la solution de ces affaires, qui est un problème budgétaire, manque de profondeur et d'efficacité pratique. Le *self-government* des communes devient un mot, et le pouvoir législatif dénature ses fonctions naturelles.

Un autre vice, produit par les mêmes causes, a gâté souvent l'action parlementaire. C'est la généralité des dispositions, sans considérations de milieu, de race et de mœurs. On légifère dans un cadre idéal et abstrait, et les réformes ne visent jamais la race inférieure, par le fait de la conquête et de la servitude, la race indienne; et une région, la sierra, les hauts plateaux, les groupes aborigènes, à organisation communiste, de civilisation primitive et d'une certaine tradition régionale. La législation complexe demeure étrangère dans toutes ses formes enchevêtrées et minutieuses à l'âme d'une race simple, qui n'a pas encore subi l'empreinte du mouvement révolutionnaire. A la place d'une législation à double caractère, on a un même plan, formé par l'observation des nécessités de la côte, étranger à d'autres besoins et à d'autres milieux.

De là l'échec fréquent de la prévision législative. On va de la généralité imprécise dans les lois au « particularisme » extrême. Il faut un moyen terme à cette antithèse trop logique des lois et des réglementations dans la vie nationale. Or, le Parlement dominé par les tâtonnements politiques, par le jeu des forces et des ambitions personnelles, est toujours épris d'absolu. Les partis, par leurs luttes et leurs défiances mutuelles, favorisent l'empressement et l'insouciance dans la législation et, ce qui est toujours excessif, l'imitation à outrance.

III

Les partis politiques péruviens sont des groupements instables, formés par la suggestion d'une forte personnalité directrice. Ils prônent théoriquement des réformes dans toutes les manifestations de l'activité nationale, ils ont des programmes et des buts, ambitieux ou faibles; mais, dans la réalité, ils se divisent par des haines personnelles, par des traditions différentes, par des cloisons formées par l'habitude. Le prestige des personnes était l'unique élément d'unité dans les temps du militarisme, et du *cau-*

dillaje. Les hommes supérieurs créaient des groupements personnels et éphémères, dont le but était la conquête rapide du pouvoir. On trouve des manifestations de cette instabilité des partis, même dans un pays de forte organisation, comme l'Angleterre. Les whigs et les tories ont échangé plusieurs fois leurs programmes de gouvernement (1). Mais ces évolutions troublantes obéissent à des intérêts nationaux, à des directions imposées par le moment historique. Chez nous, les transformations suivent de près les ambitions des chefs et les problèmes nationaux sont au deuxième plan dans les buts immédiats de l'action des partis.

Le pouvoir des chefs est à jamais fini avec la faillite du militarisme. Les révolutions créaient des individualités uniques et des meneurs. La paix intérieure a produit une évolution des partis. Un parti conservateur et un parti libéral, divisés par des aspirations religieuses, s'esquissaient dans le passé, quand la révolution agitait les consciences, avec des projets d'absolue liberté religieuse et d'organisation laïque de l'école. Après la guerre, les caractères économiques ont changé l'aspect des choses; le militarisme est mort, dans une dernière révolution, en 1895, et des partis républicains, hors de la tradition militaire se sont formés rapidement. Ils ont puisé leur programme et leur idéal dans leurs traditions, dans l'action, spontanée ou fatale, qu'ils avaient exercée dans notre histoire. Ils deviennent conscients et s'organisent progressivement, par une sorte de déterminisme interne. Et un but, qui n'est plus le succès des personnes et des ambitions individuelles se présente, comme idée exclusive, dans l'activité de chaque groupe politique.

Il y a deux partis qui ont combattu d'un effort commun le militarisme en 1895, et qui se séparent aujourd'hui pour réaliser leurs aspirations différentes. Ils ont vécu d'une

(1) Prins : *De l'Esprit du Gouvernement démocratique*, Paris, 1905, page 167.

vie longue, pendant trente ans de notre histoire. Et ils ont des traits qui s'opposent radicalement.

Le parti civil s'organisa lentement, dès l'époque de Vivanco. Il était au commencement un essai de réaction contre la démagogie, contre l'inquiétude démocratique, contre le penchant à l'anarchie. Le poète Felipe Pardo esquissait dans ses fortes satires politiques, les aspects du groupe naissant. Contre le mensonge du suffrage, contre l'ironie d'une démocratie égalitaire, dans un milieu hétérogène et arriéré, contre le désordre et l'anarchie, il prônait ses vieilles convictions d'homme d'élite, d'ordre et de pensée. On connaît le mot profond de Stuart Mill : « le progrès dans toutes les affaires humaines est l'œuvre des caractères mécontents » (1). Et la critique et le mécontentement d'un groupe d'hommes éclata, en 1872; et un parti déjà mûr, dans un grand mouvement d'opinion, arrivait au pouvoir avec Manuel Pardo, fils du poète et fondateur du civilisme. La formule politique du parti triomphant était nette et radicalement nouvelle. La lutte contre le militarisme, la suprématie de l'élément civil, l'ordre comme base du progrès : tels sont les grands principes de ce parti, qui réformait l'éducation et transformait les finances, mais dont la force dans l'histoire nationale dérive de la suite dans les mêmes principes traditionnels. Dans le pouvoir et dans l'opposition ou l'ostracisme politique, il n'a jamais servi les intérêts de l'anarchie et il a voulu un gouvernement stable, actif et fort.

Deux grandes crises de la vie nationale ont fixé son action politique. En 1872 et en 1881, le « civilisme » sauva la République et rétablit l'empire de la normalité et de la loi. Les Gutierrez, chefs militaires, derniers rejetons de l'autocratie politique, imposèrent la dictature; le peuple finit dans une journée sanglante avec les tyrans, et le gouvernement de Pardo donna l'ordre et la liberté, la stabilité et la paix, après le cauchemar de dissolution natio-

(1) Stuart Mill : *Le Gouvernement représentatif*, trad. Dupont-White, Paris, 1877, page 79.

nale qui avait saisi les esprits. En 1881, le civilisme fondait avec le concours de tous les hommes patriotes et agissants, au milieu de la désorganisation des armées, le gouvernement provisoire de Garcia Calderon, qui devait être le défenseur de l'intégrité du Pérou contre les ambitions expansives du Chili. Et un grand effort, de résistance contre l'ennemi, d'organisation interne, d'énergie stoïque dans la défaite accompagnait ce régime formé sur un vrai plébiscite. C'était le même esprit organisateur et sévère dans la guerre et dans la paix.

Le parti démocratique est arrivé au pouvoir, en 1895, après une longue période d'opposition et d'anarchie. Parti batailleur, révolutionnaire, ambitieux d'autorité absolue, il fonda, en 1879, la dictature, avec son chef, Pierola. Dominé par des visées de réforme absolue, il voulut produire un profond revirement dans l'activité nationale. La guerre avait commencé, et le *Journal officiel* était tous les jours encombré de réformes et de décrets, d'une allure originale, qui réformaient l'Université, créaient des sinécures, et donnaient à la dictature un aspect aristocratique et militaire. Il y avait trop d'extériorité brillante et de *décorum* dans toutes ces démarches qui étonnent dans un moment de crise nationale. Une activité fiévreuse et stérile pressait la désorganisation du pays et faisait le chaos. La chute de la dictature et l'organisation d'un gouvernement provisoire furent la sauvegarde du principe constitutionnel.

En 1895, le parti démocratique changea de principe politique. Il n'abandonna pas ses principes de transformation radicale, mais, en même temps que ces idées-là perdaient leur force, d'autres caractères, d'administration habile, d'organisation dans la paix, d'ordre dans les finances, faisaient d'un groupe révolutionnaire un parti de paix. La politique administrative par l'organisation des services publics; la politique fiscale par l'étalon d'or, étaient les deux aspects de ce gouvernement. Et son chef, aristocrate d'esprit, homme d'action et de pensée, administrateur

remarquable, financiste émérite; mais politicien sans succès durable et sans prévision, posa les fondements d'une période nouvelle, et perdit, après quelques années, sa grande influence politique. Son gouvernement, de 1895 à 1899, l'honore par la largeur de sa politique et par l'honnêteté de ses visées.

IV

Nous n'avons jamais trouvé la formule complexe du gouvernement. Des propos trop simplistes ont nui à la coopération et à l'union des forces individuelles. L'anarchie domina toujours, et ceux qui la condamnaient, s'attachaient à un principe d'ordre inactif; tandis que les révolutionnaires croyaient à un progrès imprécis et optimiste, qui devenait facilement une formule de rhétorique usée. Stuart Mill écrit que le progrès comprend l'ordre et que l'ordre ne comprend pas le progrès (1). Ces deux termes, l'un négatif et l'autre positif, se supposent et se parachèvent. Nous avons voulu le progrès même contre l'ordre, sans comprendre que le progrès ne se fait qu'avec des forces capitalisées, avec des traditions organisées et fécondes; bref, avec un vrai respect pour l'ordre établi. L'ordre est donc le premier des progrès. Après de longs essais politiques, qui confondaient l'anarchie avec le progrès et l'inertie avec l'ordre, une politique qu'on pourrait appeler intégrale, et qui a pour assise la paix intérieure, s'esquisse au Pérou. Elle a des caractères positifs.

Cette politique perd son penchant vers l'idéologie : elle est réaliste, très soucieuse des progrès matériels. A la rhétorique du progrès, elle oppose des faits et des propos pratiques. Des problèmes financiers et éducatifs, des réformes légales occupent l'attention du Parlement. Les discours qui planaient, d'un geste superbe, sur les réalités, ont aujourd'hui un tout autre caractère. Ce sont des informations, des rapports auxquels la statistique et l'économie

(1) *Ouv. cité*, p. 35.

et la technique même, donnent leur appui scientifique. On a encore l'ambition généreuse et latine des transformations radicales et universelles; mais on bâtit sur l'expérience et sur des faits. Derechef, des corrections aux principes absolus de la vieille politique créent lentement le relativisme, le sens des choses, l'optimisme modéré qui manquaient à la pensée nationale. Les mots vagues, la régénération, la restauration, ne se trouvent plus dans les programmes des partis.

Il y a une explication à ces changements : ce sont les éléments nouveaux que la politique a pris dans les classes intellectuelles et supérieures de la nation. La coterie des politiciens professionnels ne fait plus de ravages. Pendant de longues années, on notait une certaine indifférence politique, un éloignement voulu des affaires dans des milieux appelés, par l'éducation et par l'indépendance, à gouverner le pays. Cet isolement favorisait le succès des meneurs et des ambitieux, et la politique devenait un champ tranché, avec des petits intérêts et des égoïsmes. La capacité universelle, l'improvisation, un certain encyclopédisme, dans les hommes de gouvernement, privaient de sérieux et de spécialité les démarches de l'Etat. Les intellectuels, qui ne formaient pas un parti fermé, mais qui, dans l'Université et dans la presse, préparaient une nouvelle pensée politique, ont voulu réaliser leur rêve; et on peut dire que, dernièrement, la politique, dans le gouvernement et dans les Chambres, a beaucoup évolué. Des spécialistes, dans l'éducation, dans le droit et les finances, donnent à la formation des lois un caractère scientifique. Ce ne sont pas seulement des avocats et des docteurs, mais des hommes d'affaires, des ingénieurs, qui forment partie des cabinets et des congrès. La politique n'est plus une profession. C'est une forme et une application de l'activité de tous.

Pendant plus d'un demi-siècle, la politique appelait tous les regards, elle était le centre de la conscience collective. Mais on la craignait comme un fléau ou on l'ambitionnait

comme une sinécure. Trop instable et anarchique, elle retardait l'organisation de l'activité et du travail. Aujourd'hui, il y a d'autres intérêts qui rapprochent et divisent les hommes; la politique a gagné en profondeur, tout en perdant de son importance exclusive.

Dans les collèges, dans les écoles populaires, dans l'esprit de l'enseignement populaire, on ne connaissait pas ce qu'on appelle l'éducation civique. Quelques traits de chauvinisme dans la culture historique, c'était tout ce qu'on donnait à la préparation pour la démocratie. Une réaction générale contre cette absence de réflexion patriotique dans l'instruction, a créé dans l'enseignement des cours d'éducation civique et, dans l'histoire, des réflexions sur notre passé, nos luttes, nos défaites et nos héros. La dernière génération s'élève dans un culte plus réfléchi de la patrie et dans un sens plus vrai des choses politiques.



Le progrès et l'intensité de l'action de l'Etat eut, au Pérou, une contre-partie dangereuse. C'est la bureaucratie. La politique des peuples latins, fondée sur la réglementation universelle et la puissance excessive de l'Etat, favorise la production de ce phénomène de décadence. Et dans les pays jeunes, où les champs d'activité industrielle ne sont pas défrichés, le parasitisme politique est presque naturel. Il demande moins d'effort et d'initiative; il donne un but facile et presque mécanique à la vie. Malheureusement, la bureaucratie n'est pas une école de caractère. Dans les races où l'individualisme est faible, l'Etat paternel est un grand danger. On a fort bien écrit « qu'augmenter le domaine des services publics, c'est restreindre le domaine de la liberté morale » (1). Et l'idéal de tous les gouvernements, et encore plus des gouvernements républicains, c'est la formation de l'individualité, du *self-help* et du caractère. La démocratie fondée sur la coopé-

(1) P. 89, Prins, *ouv. cité*.

ration et la liberté est l'antithèse de la bureaucratie. Combien d'énergies qui pourraient être utiles dans le commerce et l'industrie, se raidissent dans la besogne trop spécialisée et monotone des services publics !

Il y a une différenciation naturelle dans les fonctions de l'Etat. Le développement de la vie nationale demande de nouvelles directions, de nouvelles surveillances. Une certaine croissance de l'Etat et de ses pouvoirs entraîne fatalement une extension de l'organisation bureaucratique. Mais il faut bien distinguer ce qui est naturel de ce qui n'est qu'une nécessité factice. Dans la vie politique, comme dans l'évolution des organismes, c'est la fonction qui crée l'organe. Quand on augmente les services politiques pour favoriser les intérêts particuliers, ou les nécessités d'un groupe, on produit une superfétation politique.

Cette bureaucratie est la même au centre du gouvernement et dans les divisions politiques et administratives du territoire. Les départements sont fortement centralisés; ils dépendent, par l'action du préfet, de l'autorité du chef de l'Etat. Nommés par le gouvernement, éphémères et remuants, les préfets ne peuvent pas connaître les nécessités locales et y satisfaire. Aussi ils ne sont guère de vrais intermédiaires entre l'activité originelle et autonome des régions et la politique centrale. Ils appliquent un plan trop inflexible de gouvernement, sans corriger ou modifier, selon l'esprit local, les directions qui viennent du pouvoir. Ils contribuent plutôt à affaiblir les germes de *self-government* dans les provinces et à donner une uniformité stérile à l'action nationale. Parfois ils ont à lutter sans issue contre des autorités provinciales, les *caciques*, les curés, qui ont une action dépressive sur la foule et qui organisent une féodalité dans le régime républicain. Une certaine intolérance politique donne un caractère monotone à l'autorité des préfets : ce sont des fonctionnaires politiques, mais jamais des autorités sociales et éducatives.

Aussi l'autonomie de la commune, du district, de la

région est nulle dans un pays d'une si puissante centralisation. On ne pouvait pas demander des habitudes d'indépendance et de personnalité aux communes dans les débuts de l'organisation républicaine. Il fallait une forte impulsion centrale pour donner la vie à des membres engourdis dans la longue servitude coloniale. Et toute une race, l'indienne, qui n'avait qu'une hérédité de dépendance servile, ne pouvait pas être appelée, dans les gouvernements provinciaux, à agir librement. Mais cette tutelle extrême est devenue un besoin dans quelques régions et a étouffé parfois l'individualisme régional.

Et cependant les corps locaux (1) ont une grande importance pour la vie politique et pour la formation de la conscience collective. C'est déjà un truisme que de plaider leur nécessité dans la démocratie, gouvernement d'autonomie et d'opinion.

Par les institutions locales, la région acquiert la conscience de ses besoins et de ses droits. Pour la création d'un idéal national, d'une législation souple, il faut connaître cette volonté des régions. La commune autonome devient un organe de collaboration politique et la loi n'est plus une entité inefficace, un *caput mortuum*. En même temps, la réfraction que toute mesure politique et légale subit dans les divers milieux, est exprimée par la commune; et l'œuvre du gouvernement et des lois n'est plus la même. On dresse une expérience sociale qui corrige les égarements des ordonnances d'en haut. Dernièrement, au moment d'établir au Pérou un nouveau système d'impôts pour augmenter les recettes du budget, on ne connaissait pas l'état social des régions et la diversité des situations économiques. Toute loi générale devient audacieuse dans cette ignorance, et on peut difficilement combler les lacunes de la statistique.

Pour faire l'éducation de la liberté, il n'y a rien de plus fécond que les institutions locales. Or, cette éducation,

(1) On connaît l'importance que Taine, Le Play et Balzac ont donné aux communes et à leur esprit.

nécessaire pour l'exercice du suffrage, est très imparfaite chez nous. La politique est une affaire d'improvisation facile, quand elle n'est pas basée sur une préparation acquise dans les organes inférieurs, dans les corps locaux. Gladstone disait, en 1892, que c'est par les institutions locales que nous acquérons l'intelligence, le jugement, l'expérience politique et que nous nous rendons aptes à la liberté.

Entre l'action privée et égoïste et l'action politique abstraite et générale, nous n'avons pas de moyens termes où l'activité des hommes s'entretiennent des buts partiaux d'intérêts qui leur sont communs. On veut agir sur le tout sans avoir l'expérience des parties. La conscience du devoir public est faible, parce qu'on ne se sent obligé que vaguement, idéalement, vers la patrie. Et cette parcelle d'idéal que les grands écrivains de science politique ont montré dans le désintéressement de celui qui travaille pour le groupe, pour la commune, pour quelque chose qui dépasse l'individualité isolée, se perd dans la vie obscure et dépendante des corps locaux.

L'autorité centrale gagne avec la différenciation. Un pays d'une forte centralisation et d'immense bureaucratie, l'Allemagne, accepte une vraie collaboration individuelle dans les gouvernements locaux, et la *Gutsbezirk*, et la *Amtsbezirk*, la petite et la grande commune, ont une vie puissante et libre. Le césarisme n'y nuit pas à cette superbe végétation communale.

Nous avons l'héritage jacobin en politique, et la centralisation étouffe encore, dans une expansion croissante, la formation de l'autonomie locale, et le libre épanouissement des originalités provinciales. Toute notre organisation donne à l'Etat un rôle excessif. Et il faudra attendre longtemps pour arriver à une réaction d'individualisme.

CHAPITRE V

LES FORCES ÉDUCATIVES

De tous les facteurs d'une civilisation, la religion devait être au Pérou, par sa force traditionnelle et par l'infériorité de la science, réduite à un verbalisme, le facteur le plus puissant dans l'enchevêtrement des forces nationales. Elle l'a été dans tout le siècle avec des périodes difficiles, subissant des alternatives d'influence, pour jouer d'une façon générale un grand rôle dans l'éducation et dans la vie.

Mais ce pouvoir est moins autoritaire et inflexible chez nous que dans d'autres pays américains et de race latine. Le « patronat » principe d'intervention laïque et civile dans l'organisation religieuse, système politique de défense du pouvoir contre l'influence civile de l'Eglise est un régime de libéralisme mitigé où la religion devient un rouage de la machine administrative. Elle a beau être, selon la tradition espagnole, politique et extérieure elle se sent prise par les liens d'une tutelle laïque, dans un Etat à organisation jacobine, et elle perd, pour défendre ses intérêts matériels, un peu de son sprit traditionnl. Au Chili, dans la Colombie, le pouvoir civil est encore mal défini : la religion a sa politique et elle compte parmi les forces de succès d'un régime. Chez nous, l'Etat a établi, par la suppression des dîmes et par le budget des cultes, la même organisation que Napoléon fit valoir en France contre l'influence ecclésiastique. Les évêques sont des fonctionnaires, il n'existe pas de rapports de dépendance du clergé au peuple; l'Eglise est un des pouvoirs de l'Etat. Il est aisé de trouver dans cet ordre, des conséquences fâcheuses : l'énervement des consciences, l'automatisme de la vie religieuse, la servitude de l'Eglise. Mais, si on remonte à l'époque colo-

niale, où le catholicisme espagnol gouvernait en maître absolu les âmes et agissait parfois contre le pouvoir; où les petites querelles de l'Eglise et de l'Etat devenaient le centre de la conscience générale, on comprend l'importance d'une libération du pouvoir civil. La religion espagnole, forte de son absolutisme, ne tolère que deux situations : la domination ou la servitude. Pour éviter son hégémonie, on a réglé sa vie, lui laissant le domaine spirituel et lui retirant le domaine civil, objet traditionnel de ses aspirations.

Le caractère péruvien accepte cette organisation politique et s'y plait facilement. Il n'est pas religieux, mais indifférent. L'esprit est souple, extérieur, et la volonté est faible pour entamer des luttes religieuses. Nous avons eu des partis conservateurs et libéraux et des oppositions dogmatiques; mais un apaisement progressif de ces conflits permet d'établir qu'il n'y a pas dans notre esprit national, malgré son intolérance, cette affirmation énergique de la foi qui fait les martyrs et les héroïsmes. L'indifférence est extrême, la religion est une tradition de foyer. Nous n'avons pas l'esprit batailleur et nous luttons pour des personnes, pour des noms, plutôt que pour des idées. La rhétorique espagnole préfère aux symboles, les images et le relief verbal. L'esprit péruvien, changeant, railleur, inquiet des dominations, n'est pas propice à l'enthousiasme religieux.

Le catholicisme domine au Pérou par d'autres influences que la politique : par la femme et par l'école. La femme est généralement conservatrice, et dans les pays de tradition espagnole, le préjugé religieux est fondé sur toutes ses tendances à l'ordre et à la perpétuité, sur le sentiment et la rêverie mystique. Deux caractères plus intimes rattachent la femme péruvienne au catholicisme : un esprit de sympathie humaine qui la pousse vers la charité et un alliage très fort entre moralité et religion, qui ont, dans l'esprit des femmes, une dépendance réelle et

logique (1). On ne saurait nier que cette influence religieuse a été féconde, qu'elle a affermi la pudeur, le sntiment de famille, le *décorum* du foyer, qu'elle s'inspire d'un besoin d'idéalité nécessaire à l'éternel féminin. On voudrait seulement que cette charité, ne cherchât jamais la foi en échange de l'amour, qu'elle fût générale et humaine, en dehors de toute coterie religieuse. Et que cette morale, que la religion fonde et sanctionne, fût supérieure aux préjugés sociaux, tolérante et ferme, sans s'inspirer seulement dans l'opinion illogique et instable.

La fonction de la femme, la maternité, reste au deuxième plan dans l'éducation nationale. C'est encore un défaut qui tient à l'idée vulgaire qu'on se fait de la religion. On ne sait pas harmoniser la virginité morale avec la science nécessaire de la destinée future de la femme. Aussi la frivolité, l'extériorité insouciante, le préjugé banal, remplacent souvent dans l'éducation féminine tous les vrais principes de dignité et d'élévation intérieure. Une femme merveilleusement douée pour le foyer, par le sens moral, par l'amour, par le désintéressement se trouve sans préparation pour l'éducation de l'enfant dès le berceau.

On dit toujours que le catholicisme est triste et, sans nul doute, il n'y va pas de son essence, de son esprit éternel, fait de gaieté, d'amour et de confiance dans la vie. Mais, chez nous, dans l'âme féminine la religion, par sa sévérité monacale, par son sens de la douleur, par son esprit de discipline et de renoncement; produit par une certaine tristesse qui conduit au fatalisme, qui évite l'effort et l'action.

---

(1) M. Fouillée a très bien établi le vrai rapport entre la religion et la morale : « Concluons que c'est la religion qui relève de la morale, non la morale de la religion. En son essence, la religion n'est qu'une morale symbolique, projetée par l'homme dans l'infini. L'homme s'imagine que sa morale est contenue et englobée dans sa religion comme dans un empire sans borne dont elle subirait les lois ; en réalité, c'est la morale humaine qui contient et enveloppe la religion. » (Vide *Critique des Systèmes de Morale contemporaine.*)

Il y a eu des efforts pour instruire la femme, des sociétés fondées dans ce but et même des ébauches de féminisme. On peut citer trois noms dans cette œuvre récente : ce sont Mme Fanning, Mme Dammert et Mlle Dora Mayer.

Mme Fanning a exercé une longue influence éducative. Elle a travaillé dans un sens laïque, avec une religiosité dépourvue de tout préjugé. Elle a voulu s'opposer au monopole des couvents dans l'enseignement. Et son effort a réussi à démontrer qu'on donne à la femme péruvienne une éducation frivole, sans le sens de la vie ; et qu'on oublie toujours le rôle futur de la mère dans le foyer. De là un divorce entre cette instruction verbale et les besoins sociaux, et des conséquences fâcheuses pour la formation de la famille. Dans des livres, du meilleur esprit moral, Mme Fanning a continué et embelli sa tâche, et elle est, par la dignité de sa vie et par la noblesse de son âme, un exemple de femme éducatrice qui ne sera pas infécond pour notre avenir.

Mme Dammert s'est attaquée à un autre aspect de la vie péruvienne, à l'étroitesse d'une charité que dominent les préjugés. Elle a voulu élargir cette vertu et la faire humaine et universelle, sans des influences de coterie ou des conditions de croyance. Elle a fondé à Lima une crèche, riche de tous les soins modernes, par une action tenace, en dépit de toutes les oppositions et de toutes les méfiances, elle est arrivée à montrer la belle influence d'une charité, qui ne connaît pas les croyances et qui ne juge pas les âmes. Elle a donné savamment, pratiquement, des leçons de tolérance.

Mlle Dora Meyer est une femme de talent positif et fort. Elle rappelle Clémence Royer, par la science moderne et par l'esprit philosophique. Dans un milieu où la femme n'a écrit que des romans ou des vers, l'action de Dora Mayer a beaucoup étonné. De nouvelles habitudes d'observation et de pensée se notent déjà dans des articles écrits par des femmes, dans les revues et dans les journaux. Et malgré ce que cette diversion peut encore avoir d'enfantin, on

trouve déjà un progrès. Dora Mayer a étudié avec une grande pénétration le problème indien et a plaidé la cause de cette race, avec une belle éloquence.

Le grand effort de ces trois femmes, qui ont eu à lutter contre des traditions et des habitudes, ne semble pas perdu. Il paraît que la femme péruvienne est plus consciente de sa destinée et que sa foi devient plus éclairée. Et peut-être le fanatisme va perdre avec ce changement ses plus fermes assises.

*
* *

Le clergé a dans ses mains l'éducation des classes dirigeantes du pays. Il y a eu, de temps en temps, des essais d'éducation laïque, d'esprit religieux, comme l'Institut de Lima; mais l'élite se forme dans les collèges des congrégations. Au Pérou, cet enseignement a les défauts de l'éducation laïque : c'est une ébauche, un essai sans coordination, sans progrès positif. L'éducation cléricale, congréganionniste, est, en principe, dangereuse pour la formation du caractère péruvien, parce qu'elle favorise, par son action, tous ses vices héréditaires : à la paresse intellectuelle, elle répond par des solutions faites, par des affirmations sans critique, par sa condamnation de l'analyse; à la faiblesse de la volonté, par la discipline universelle, par la direction minutieuse et autoritaire de la conscience. Certes, elle a exercé toujours des influences meilleures, elle a apporté l'ordre, le sérieux, l'idéal. Des conditions d'endurance, d'effort, de patience, d'honnêteté intellectuelle et morale se trouvent dans les générations que l'Eglise a élevées dans son sein (1).

Ne trouvant pas des pouvoirs héréditaires et des castes, ni un très puissant capitalisme, le clergé n'est pas arrivé

(1) Je dois dire ici que, malgré cette critique du cléricalisme, je ne saurais oublier que j'ai été élevé dans un collège religieux des Pères des Sacrés-Cœurs (Picpus), à Lima, et que j'y ai trouvé non seulement des vertus et de nobles intelligences, mais des qualités de méthode et de volonté auxquelles tous ceux qui ont fait leurs études dans ce collège seront toujours reconnaissants.

à former une forte union de toutes les forces du passé. La Révolution fut un mouvement égalitaire : après elle, ni une caste militaire et hiérarchique, ni une noblesse de *latifundia* se trouvèrent pour se rattacher à l'Eglise. C'est ainsi que toutes les forces de l'éducation congrégationniste se sont appliquées dans un but de domination doctrinale sans rancune contre la politique républicaine. Cette éducation a été traditionnelle, plutôt que monarchique ou ennemie de la démocratie triomphante. Ses caractères sont les mêmes que ceux de l'éducation latine. Un humanisme superficiel, réduit au latin, et sans l'esprit des lettres anciennes, le mépris de l'observation, le mémorisme, la philosophie éclectique ou éprise de syllogismes l'histoire et la nature étudiées *sub specie catholica* et, au fond, comme reflet de la vie des maîtres, une insouciance profonde des réalités, un divorce entre l'école et la vie. C'est toujours cette éducation d'abstractions et de verbalisme, flétrie par Taine dans des pages célèbres de son livre sur le « Régime Moderne ».



L'éducation des collèges laïques a eu au Pérou une infériorité remarquable par l'influence et par le nombre. Elle a eu les mêmes défauts latins et classiques de l'éducation religieuse. Elle a été libérale mais superficielle, rhétorique et littéraire, d'une philosophie spiritualiste, d'un caractère démocratique. Sans être cléricale, elle accepte la religion et l'enseigne dans son intégrité. Un membre du clergé séculier remplit quelquefois cette besogne qui a un caractère plutôt décoratif que profond et réel. Ces collèges-là mènent à l'indifférence religieuse et non à l'anti-cléricalisme; tandis que les collèges des congrégations forment des catholiques, ou des libres penseurs qui s'approchent de l'intolérance. On trouve comme effet de cette éducation ou plutôt comme résultat de cette culture et du caractère national, une forme catholique dans la pensée. On ne connaît pas les moyens termes, le relativisme, la distinc-

tion des formes, des moments et des nuances; une logique de l'absolu, que l'enseignement doctrinal favorise et affermit, a la même force dans la libre pensée et dans la foi religieuse. On a toujours procédé par affirmations extrêmes, simplistes, dogmatiques. Il faut arriver à la dernière époque pour noter l'action d'une analyse des faits, qui n'est pas « exhaustive », comme le voulait Stuart Mill, mais qui évite la raideur des anciennes constructions à principes et qui rejette à jamais les formes périmées de l'idéologie révolutionnaire. On peut établir ainsi que l'éducation cléricale n'a fait qu'affirmer des tendances permanentes de l'esprit national.

Sur le peuple, la religion a eu une action peu féconde. Une certaine rudesse des mœurs, des penchants à l'ivresse et à la débauche se sont affaiblis par ses conseils; mais ni l'énergie, ni l'endurance au travail, ni l'éducation, ni même l'idéal, se sont accrus par la force de la croyance. La religion s'est coulée dans le moule national : extérieure, verbale, matérielle, elle n'a pas donné un grand but à la vie et à l'action collectives. On ne conçoit pas chez nous l'empire d'une morale scientifique et rationnelle, on croit à une morale qui dérive sa force des croyances et des craintes religieuses; mais, dans la moralité populaire, la foi extérieure, la religion qui n'est pas vécue, la croyance catholique dont le sens de pureté morale et d'idéalisme est loin d'être connu, n'ont pas d'influence continue et profonde. La morale est instinctive, à peine réglée par la spontanéité d'un caractère toujours doux et flexible, et la foi a tous les caractères d'un fatalisme. On vit dans le petit monde des superstitions troublantes, on croit à une destinée inconnue et capricieuse, on réduit le providentialisme au culte des saints, à l'efficacité des amulettes, au hasard et au miracle. C'est une religion qui est commune à toutes les masses populaires. On l'a appelée, le polydémonisme localisé. Elle est monothéiste quand elle prie un saint, mais elle croit à une réunion bizarre d'entités surnaturelles, mal définies, sans hiérarchie

dogmatique, qui ont sur la vie, dans des lieux déterminés, et pour des moments divers, une force inébranlable. Ce sont les démons bons ou mauvais qui tissent capricieusement la trame sacrée de la vie. Au fond, c'est un fétichisme épuré ou un spiritualisme rabaissé et confus.

Au centre de la montagne, à l'Ucayali, dans l'Orient péruvien, les missions religieuses ont réalisé une longue œuvre civilisatrice. Au milieu des peuplades inférieures, des tribus, des clans sauvages, par un effort perpétuel sur la nature et sur les hommes, qui tient de l'héroïsme, elles ont conquis des régions et favorisé l'extension de la nationalité. Un couvent à Ocopa est devenu le centre de cette action journalière sur les régions sauvages, et sur le cannibalisme. On réussit à adoucir les mœurs de ces peuples de primitifs, d'enfants, par l'esprit et par la nature. La religion est l'unique source de civilisation dans ces milieux lointains. Le missionnaire a frayé la route à l'explorateur, au navigateur des grands affluents de l'Amazone, au conquérant de la forêt et du caoutchouc. Faible, nonchalante, éprise de préjugés et d'archaïsme dans la vie abondante des villes, la religion a repris là-bas, dans l'Orient mystérieux, son austérité et sa force d'évangélisation des foules. Elle a même aidé l'œuvre scientifique et industrielle, la constitution de la géographie, de la lingüistique, et de l'agriculture des zones tropicales.

A l'époque espagnole, l'action du catholicisme fut très féconde sous deux aspects. Dans une société divisée, où les privilèges empêchaient toute harmonie, la religion devenait une puissance nationale. Elle donnait une certaine unité à la race et, par sa tutelle, elle luttait contre l'absolutisme civil et formait une certaine conscience générale. Son œuvre était utile, malgré l'inquisition et le scolasticisme, qui furent des phénomènes du temps, autant civils que religieux.

Et sur l'Indien, cette action fut toujours noble et chrétienne. Depuis Gasca jusqu'à Toribio de Mogrovejo, le saint évêque de Lima, la religion défendit la race vaincue

contre la tyrannie excessive des Espagnols. Les synodes provinciaux donnaient des règles savantes et charitables pour convertir les Indiens et pour les dominer par une tutelle bienfaisante. Et, dans la lutte continuelle, entre l'Indien soumis et l'Espagnol insatiable, le catholicisme défendit toujours les droits naturels, les droits chrétiens du premier, avec une noble ténacité. Le clergé fut alors un élément de cohérence, un moyen d'équilibre social. Ses membres « furent pour les indigènes des ministres de paix, cherchant à les soustraire à la verge de fer de leurs oppresseurs. Partout où il y avait des injustices à combattre, des actions coupables à stigmatiser, on les voyait sur la brèche, ne transigeant jamais avec le devoir » (1). Des voyageurs, comme Frézier, Jorge Juan et Antonio Ulloa, parlent toujours de l'action exceptionnelle des jésuites, même aux temps de la décadence du clergé.

II

Si la religion a eu toujours les caractères d'une pression secrète, d'une influence sentimentale et presque subconsciente, l'instruction, dans ses progrès, veut former la conscience éclairée de la nation. Dès l'indépendance, les premières constitutions établissaient l'instruction obligatoire, la protection de l'Etat sur les écoles, l'extension de ce que les révolutionnaires appelaient les lumières de la raison. Son effort fut toujours inconstant, irrégulier, sans méthode et sans un idéal national. Le type français d'éducation classique fut le moule uniforme; pendant les premières années républicaines, on voulut suivre le système Lancaster dans les écoles normales. L'imitation fut de tous côtés excessive, sans des égards pour la psychologie nationale, sans expérience, sans plan réfléchi et scientifique : copie des programmes, traduction des textes, inclination passive. On ne sut pas adapter et faire un triage. Privée de

(1) Vicomte de Bussière : *Le Pérou et Sainte-Rose de Lima*, Paris, 1863, p. 169.

cette sélection, l'éducation nationale changeait tous les cinq ans de plan et de système, pour marcher sans but et sans logique, tâtonnant dans un perpétuel verbalisme. Elle eut de grands défauts, la passivité, qui favorisait la paresse de la race; l'uniformité qui oubliait les différences ethniques, les formes du territoire et même les variétés du climat; l'absence de caractère éducatif; l'imitation française (1) sans méthode et sans but.

Après les tâtonnements et la direction inorganique de l'éducation républicaine; en 1876 (2), un règlement précis, complet et nouveau dans son plan ne fit que donner un caractère définitif au type français des collèges. C'était la première imitation scientifique, mais excessive et verbale, d'un grand plan européen. Pour les caractères d'assimilation et d'analyse du Péruvien, cette éducation à base latine était une grande réforme. Mais, il fallait des maîtres pour chercher et appliquer l'esprit des nouveaux programmes. Un certain fétichisme de la loi, du texte, du programme domina tout. L'instruction fut toujours, avant ce règlement, faible et superficielle; elle devint intégrale et encyclopédique. Et ces caractères favorisèrent les inclinations vicieuses de la nation, la vanité, la rhétorique, l'improvisation sans discipline et sans effort. Dès lors, on changeait les programmes, on donnait de nouvelles directions au mémorisme régnant, et on croyait faire des progrès dans les sciences de la nature et de la vie. Au lieu de cerveaux bien faits, il y eut des cerveaux pleins, des grandes machines à mots. On comprit à rebours le conseil profond de Montaigne.

(1) En dehors de l'action française, nous avons eu des maîtres allemands qui ont dirigé l'éducation de quelques générations très distinguées. Ce sont : Contzen et Leicher. Le premier était un érudit, un professeur de gymnase ; il connaissait à fond la littérature et les sciences. Le second fut un vrai maître, avec une direction pédagogique. Dans ses écrits, il vise à l'éducation du caractère et il a un sens kantien de la moralité et du devoir.

(2) Après cette réforme, le gouvernement de Pardo appela des professeurs de l'étranger. Et un écrivain français, assez connu par ses traductions de Fiore et par son œuvre, M. Pradier Fodéré, créa à Lima la Faculté des sciences politiques, sur le modèle de l'École parisienne, fondée par Taine et dirigée par Emile Boutmy.

Après vingt-cinq ans de cette direction, un changement dans l'opinion, dans les mœurs, dans les directions de la vie nationale, imposa de nouvelles formes dans l'instruction, mais non sans effort. En 1901, une nouvelle loi pour les collèges, due à la savante initiative du professeur Deustua, rapprochait l'instruction secondaire du type nord américain des *high schools*. Des courants économiques et industriels, plus de sérieux et moins de rhétorique dans la vie, un sens plus aigu des réalités, l'horreur de cette demi-science audacieuse et stérile; tout était pour le mieux dans cette loi de réforme. L'opposition à la tentative fut acharnée. On ne voulait pas de renoncement à l'encyclopédisme, on désirait tout savoir, tout approcher, sans profondeur et sans vérité. L'ancien système exigeait dans les collèges une période de six ans pour des programmes grandioses. Le nouveau régime réduisait cette instruction à quatre ans de préparation commune et deux ans de préparation spéciale, dans les Facultés de Sciences et de Lettres, selon les professions et les goûts. Aussi, l'étude dans les collèges était réduite aux grands principes féconds, à la science nécessaire, aux généralités qui restent comme une semence dans les esprits qui se forment à la critique, à l'analyse, aux méthodes actives de l'enseignement. La routine prépara un échec à cette réforme. Sans réduire les programmes, on marcha à l'absurde, on arriva à placer les mêmes textes dans une période de temps plus étroite. Maintenant, après une longue indécision, le nouveau type s'impose. Et il faut espérer que des nouveaux maîtres, pionniers d'un nouvel idéal, arrivent à chercher l'essentiel dans l'instruction pour rendre plus intense, plus souple et plus vrai le régime de l'instruction secondaire.

Les mêmes défauts que Le Bon trouva dans l'éducation française (1), le culte de la mémoire, l'oubli de l'observa-

(1) Vide *La Psychologie de l'Education*, qui critique des vices latins plutôt que français. L'auteur oppose continuellement le type anglo-saxon à la méthode française.

tion et de la pratique, se trouvent encore aujourd'hui dans l'instruction péruvienne. Ni le sens de l'histoire, ni la lente et minutieuse observation, ni l'élan d'une philosophie forte et profonde, n'existent dans les cadres monotones d'une éducation byzantine, qui se séparent des habitudes scolastiques de la période coloniale pour rester dans le milieu inflexible du classicisme, de la rhétorique vieillie, d'un philosophisme suranné. On est obligé, par cette insuffisance éducative, à refaire personnellement, par un effort qui n'est pas fréquent, l'instruction secondaire. De là, des essais d'éducation individuelle, qui n'arrivent à former que des individualités incomplètes. Ni la curiosité, ni l'effort, ni la réflexion sur les choses ne sont les produits d'un système qui a tous les défauts de la copie sans les vertus de l'adaptation scientifique.

La préparation spéciale dans les Facultés universitaires de Lettres et de Sciences a mieux réussi. Elle est déjà un élément puissant de réforme, une force vive dans le vieil organisme universitaire. Patrie de docteurs, nation de mandarinat politique, où les avocats ont été toujours les maîtres du gouvernement, les directeurs de la machine administrative et fiscale, notre nation forme maintenant pour l'avenir des esprits plus ouverts et plus scientifiques. L'esprit juridique, abstrait et formaliste; la culture unilatérale et étroite étaient naguère les défauts de cette hégémonie des plaideurs et des hommes de barreau. On était politicien, faiseur de lois, financier, critique de budget, parce qu'avocat. Des études de philosophie, de science sociale et d'histoire figurent désormais dans la préparation aux études juridiques. Dans la vieille Faculté de Droit, des nouveaux programmes ont fait une part à la sociologie, à l'étude de l'évolution des formes juridiques (1). Et, malgré

(1) Cette direction est très remarquable dans le cours de philosophie de droit de M. Villaran, qui s'inspire de toutes les données nouvelles de la sociologie et de la philosophie positive. Il vise à un positivisme élargi, complété par un idéalisme profond, et par là il rappelle l'école italienne de droit et le grand maître Icilio Vanni.

la proximité de la réforme, on trouve déjà des nouvelles directions dans la jeunesse universitaire.

L'Université a une tradition scolastique : son éducation fut cloîtrée et jésuitique dans ses commencements. Elle fut un jour rénovatrice et libérale; mais, aujourd'hui, après un siècle de vie indépendante, l'institution, vénérable par son antiquité et par la noblesse de ses traditions, la fille aînée de Salamanca, a toujours la raideur de la vieillesse, et la lenteur des renouvellements. Plusieurs efforts pour la rajeunir, pour lui donner un esprit nouveau, ont échoué. Ce ne sont pas seulement les idées qui sont du passé, mais la méthode, l'organisation des cours, qui tiennent de la routine, qui favorisent la quiétude intellectuelle. Elle n'a pas cette unité française, où les collèges entrent dans un système étendu et organisé. Séparée des échelons inférieurs de l'instruction, au sommet de tout enseignement, elle ne sait pas diriger et coordonner les efforts, elle ignore sa mission nationale. Aussi, comme force éducative, son influence est nulle. Sans idéal républicain, sans esprit progressif, trop rattachée au passé, elle ne fait que donner une instruction par trop faible et primitive. A moitié scolastique, à moitié moderne, on n'y trouve pas des traits définis et des directions fécondes.

Heureusement, on découvre un ferment, une inquiétude intérieure, mais puissante, qui semble agir au nom des nouvelles ambitions nationales. Une génération de nouveaux maîtres veut détruire les modèles surannés. Leur action a deux sens, qui convergent dans une fin commune : l'esprit national et l'esprit scientifique. Séparée par une cloison étrange de l'activité du pays, elle a maintenant un but qui se précise de plus en plus, jusqu'à devenir une idée-force. C'est un idéal démocratique et libéral, une réflexion continuelle de la science universitaire sur les réalités de la vie ambiante, une critique de l'actualité sociale et politique, sans préjugés de coterie fermée, mais pour préparer d'un effort rationnel l'avenir. Ajoutez-y les caractères de l'esprit scientifique, le positivisme plus ou

moins élargi, un essai de méthode nouvelle, un vrai « modernisme » intellectuel, une analyse et une adaptation des nouvelles données scientifiques de l'Europe. On connaît et on suit toutes les directions intellectuelles, sans arrière-pensée, sans des visées unilatérales. Un grand maître, par l'élan, par la science, par l'effort de direction et l'attachement à la nouvelle jeunesse, M. Alejandro Deustua, qui rappelle chez nous l'action des maîtres français, d'un Lavisse ou d'un Liard, a inspiré cette rénovation, dans laquelle M. Javier Prado a été, dès 1891, par une thèse importante de philosophie et par un enseignement des plus vivants, un acteur brillant et généreux. Et, par des initiatives individuelles, toutes dans la même pensée réformatrice, des jeunes maîtres, les Odriozola, les Prado, les Villaran, les Olaechea, les Manzanilla, les Cornejo, contribuent, dans une belle émulation, à la renaissance de l'éducation universitaire. Ils prônent des méthodes actives, ils éveillent la pensée et le jugement. L'empire des formules, des clichés scientifiques, de la répétition, de la mnémotechnie inféconde, semble à jamais passé.

L'action des maîtres fut vivante dans un moment de notre histoire. Un Herrera, un Galvez, un Lorente, un Valdivia, agirent pleinement sur la jeunesse et formèrent des doctrinaires et des libéraux. Cette influence de quelques maîtres illustres fut parfois excessive : elle forma des individualités trop exclusives et définies. Dans une période où la liberté et la discussion étaient médiocres, où les directions de la pensée étaient presque uniformes dans chaque sens et devenaient un cadre monotone, libéral ou conservateur; la logique serrée, la suggestion intellectuelle, la nouveauté même de quelques doctrines prêchées plutôt qu'enseignées par un petit groupe de maîtres éminents, risquaient d'assujettir les esprits. Les influences actuelles sont de beaucoup plus libres et suggestives. Une liberté plus grande, une connaissance plus étendue et plus variée, une certaine aisance dans la discussion, ont changé le

caractère de l'action des maîtres. Ils stimulent, ils favorisent, mais ils ne gouvernent plus les esprits.

*
* *

L'instruction primaire, réduite toujours à un minimum très inférieur, à l'art de lire et d'écrire, à la numération, à la doctrine chrétienne, a souffert de très profondes modifications. Des petites écoles parsemées dans le territoire, incapables d'accomplir le vœu républicain de l'instruction obligatoire, avec des maîtres ignorants et mal rétribués, avaient l'air de petites casernes où devait se flétrir la jeunesse populaire. L'école n'avait pas d'idéal : elle était ambitieuse dans ses programmes et nulle dans ses résultats. On n'y trouvait rien de sérieux : ni spécialité soignée, ni culture démocratique, ni esprit moral et civique. L'absence d'écoles normales était une des causes de cette insuffisance pitoyable. Des maîtres formés dans des pratiques vicieuses, des répétiteurs sans culture et quelquefois sans conscience se trouvaient dans cette école devenue humble, honteuse et banale. Quant aux races aborigènes, l'ignorance était et reste encore plus rude. Assujetties à un régime qu'elles ignorent, dans le servilisme des formes, sous l'autorité féodale du *cacique*, menées par les deux autorités, religieuse et politique, dans une fin de spoliation audacieuse, les Indiens forment une collectivité à part dans le milieu national. Ils sont les *capita minora* de la tutelle politique. Aussi l'instruction de l'Indien est un idéal qui ne s'est jamais rapproché des réalités.

On commence aujourd'hui à réagir opiniâtrement contre ce régime de servitude, de médiocrité éducatrice et d'ignorance. La politique actuelle a deux caractères, elle est économique et éducatrice. La réforme de l'instruction primaire est complète et réelle. On a centralisé les denrées, avant desservies par les communes, on a fondé une direction de l'enseignement primaire, sur le modèle français, et on a mené de pair l'augmentation du nombre d'écoles,

du stage scolaire et la création d'écoles normales. Plus d'enfants à élever dans des écoles de construction moderne, gaies et hygiéniques; plus de maîtres, dressés dans les modernes méthodes pédagogiques, pour porter un même idéal dans toutes les écoles péruviennes, telle est l'actualité. Les programmes ont été remaniés dans un plan plus pratique et rationnel. L'école s'approche du type français de l'enseignement primaire supérieur. Des maîtres étrangers, pour la plupart belges, sont le centre de ce mouvement de réforme immédiate et totale. Il semble donc que dans le sommet et dans la base, dans l'Université et dans l'école, un grand ébranlement prépare des nouvelles et glorieuses destinées.

De même, un essai d'enseignement professionnel et industriel, pratique, adapté aux nécessités locales, différent selon les milieux, est beaucoup plus qu'une espérance de spéciale éducatrice. Dans un pays, où, les directions positives et industrielles s'étendent et s'intensifient toujours, où la main-d'œuvre est quêtée, mais routinière et ignorante, et l'excès des bacheliers menace l'équilibre de l'activité nationale; cette éducation dans un but pratique et spécial, préparation à la vie générale, mais aussi préparation à la vie de l'atelier et de campagne, à ce labeur matériel et journalier, est une nécessité aussi pressante que celle de l'éducation primaire. Il y a plus de trente ans qu'une Ecole des Arts et Métiers, malheureusement éphémère, inaugura cet enseignement. La tentative se renouvelle dans un sens plus vaste. On a enfin compris que « l'habileté technique, qui n'était autrefois le produit que d'une aptitude spéciale, d'une habileté machinale, d'un tour de main, exige aujourd'hui de l'intelligence et du savoir » (1). Des cours pratiques d'électricité, de mécanique, de dessin, une école spéciale d'agriculture, des enseignements dérivés de la vue des choses, dans des écoles à outillage moderne et complet, sont la contrepartie

(1) A. Millerand : « L'Enseignement technique ou professionnel » dans le volume *Enseignement et Démocratie*, p. 174, Paris, 1905.

scientifique du développement des forces économiques du pays. On ne connaît pas encore, faute d'une expérience bien conduite, les facultés inventives du Péruvien, ni sa capacité de production. Désormais, le problème est posé et l'enseignement professionnel en portera la solution nécessaire pour les démarches de l'avenir.

On aurait beau demander à l'Université et à l'école, à l'enseignement des collèges et des établissements professionnels, une direction consciente, ou un idéal; on n'arriverait pas à les découvrir. On a imité sans triage et sans visée définitive; on a rassemblé des membres épars sans se préoccuper de coordination et de logique. Quel est le mirage hanté, le but de tous les efforts? La formation d'une aristocratie intellectuelle, d'une république centralisée, d'une démocratie fortement égalitaire, d'une oligarchie fondée sur les débris des familles patriciennes, d'une nation industrielle, d'un pays de régionalisme, d'esprit local, de religiosité ingénue et traditionnelle ? On ne saurait le dire. Il n'y a pas d'idéal, de direction voulue et organisatrice : on trouve seulement une marche inconstante, due à la force des traditions. Le principe latin et catholique est le fond de ces traditions. Les progrès heurtent cette force enracinée et troublante. On aura beaucoup à faire pour en finir avec ses durables manifestations. Nous aurons pour longtemps encore l'autoritarisme, l'absence de sens critique, l'idéologie absolue, les vérités de tradition, la rhétorique creuse, le goût superficiel de l'image et de la forme vieillies.

III

Le milieu est au Pérou une force qui dirige la conduite et la pensée. On se détache très difficilement de cette pression journalière et invisible qui impose des modes, des préoccupations, et même des apostasies. La pensée libre naît comme réaction à cette tyrannie collective. Et, aussi, combien elle est timide, combien elle vit des petites querelles de ce même milieu qu'elle renie. Tocqueville avait

dit que la force de l'opinion est absolue dans les démocraties et qu'elle nuit à l'originalité et à l'individualisme (1). Dans des villes petites, la vie se développe dans un cercle étroit, sans de belles échappées. Il y a, au Pérou, des préjugés très forts, dans toutes les formes de la pensée et de la vie. Ce sont, premièrement, le préjugé religieux qui va jusqu'au fanatisme ou l'indifférence religieuse, qui devient aussi un préjugé et qui condamne tout examen et toute discussion; il y a un élément de conservation et de routine, qui s'oppose aux réformes. Quelques formes de chauvinisme, le prestige absolu des professions libérales, l'importance de ce qu'on appelle le sens pratique, c'est-à-dire, le mépris de l'idéal et même de la dignité morale, un fréquent étalage de richesse, même de celle qui est oisive et inutile, le culte de l'apparence vaniteuse et de la forme sonore; voilà les traits du milieu, assez arrêtés, assez généraux, pour détruire l'influence de l'éducation et pour nuire au développement personnel.



La presse est partout un pouvoir, un contrôle, et une conscience, éclairée ou fallacieuse, des peuples. Dans les temps modernes, et dans nos jeunes pays, elle est la première force et un élément puissant de culture nationale. Le manque de livres, de maîtres éclairés et agissants, de commerce intellectuel, et surtout, la faiblesse des caractères et des intelligences, lui donne encore une autorité plus forte et plus durable. Elle est la science, l'opinion; elle reflète les idées des foules, mais encore plus elle les mène, les inspire, et a même la puissance des dogmes. Elle est aussi au sein des sociétés monotones et éprises de préjugés, comme les nôtres, un ferment de discussion et d'agitation nationale. Au Pérou, dès l'aube républicaine, elle s'est mêlée à toutes les directions politiques, aux tentatives de réforme religieuse, elle a étendu

(1) *De la Démocratie en Amérique*. T. III.

et multiplié la culture. Une évolution rapide lui a fait prendre toutes les allures du périodisme moderne. On a imité dans ce domaine comme ailleurs, mais on a su aussi assimiler et trier. Sans cette presse, énergique ou faible, flatteuse ou sévère, selon les temps et ses organes, l'autocratie des gouvernements n'eût pas eu de Ligue, l'anarchie serait encore la réalité nationale. Et l'inertie des idées et des mœurs, eût rétabli, dans l'inconstance des mouvements politiques et la continuité de l'anarchie, le pouvoir des mots, la théocratie et l'absolutisme. Le libéralisme, la résistance aux invasions du pouvoir, l'importance démocratique des assemblées législatives, le régalisme en face de l'action cléricale, le respect rationnel de la tradition, de l'ordre et de la loi, trouvèrent dans les grands journaux, malgré d'éphémères exceptions, une défense et un appui. Le journalisme a plaidé au Pérou la cause de la liberté et de l'avenir.

On notait dans quelques organes du périodisme, même jusqu'à nos jours, une survivance de la vieille rhétorique. Le *leader article* avait les caractères d'un serment, d'une improvisation jacobine, d'un verbiage suranné. Le goût est déjà plus fin et plus difficile. On cherche partout des faits, des raisons, des considérations logiques. On accepte les réalités même illogiques, et on méprise la pensée symétrique du périodisme vieilli. Aussi une information plus sûre, une extension des nouvelles, une curiosité positive et universelle, sont les caractères du journalisme contemporain au Pérou.

Deux grands journaux, l'un de longue date et de tradition, l'autre nouveau, presque d'hier. *El Comercio* et *La Prensa* représentent, dans ce moment de notre histoire, le périodisme péruvien. Ils sont dissemblables, jusqu'à l'antithèse. *El Comercio* est un journal qui aura bientôt un siècle de vie active, mêlée à tous les mouvements de notre politique inconstante et difficile. Il a des caractères très définis. Un culte de la paix intérieure contre l'anarchie, une condamnation du radicalisme, des réformes verbales

et absolues, un positivisme qui veut des faits; voilà les traits distinctifs et permanents de ce journal.

Son directeur, M. José Antonio Miro-Quesada, a l'esprit très lucide et le sens net des réalités. Il a donné aux *leader articles* d'un style parfois illittéraire, des caractères très personnels. Ils cherchent toujours un moyen terme, un équilibre entre les idées et les hommes, entre les réalités et les partis. Et ils sont intolérants pour la révolution et pour le chauvinisme. Malgré son exclusivisme, ce journal a exercé une influence très féconde au Pérou, par la sincérité de ses vues et par l'honnêteté de son action.

La Prensa a, comme chef, un homme de vrai talent, M. Alberto Ulloa. Dès ses débuts, ce journal a été un organe d'opposition et de combat. Très informé, très nouveau, il est allé, dans sa marche inquiète et nerveuse, jusqu'à l'outrance des négations, jusqu'à l'injustice. Dans certains moments, il est resté dans le domaine de la critique sérieuse et impartiale pour revenir après à ses exaltations de radicalisme politique. Il s'oppose à *El Comercio* par le crédo politique et par les caractères de son action et de son influence. Son rédacteur en chef rappelle Rochefort par la verve, par l'intransigeance, par la force d'un style énergique et concis.

Comme élément d'action populaire, la presse est la première puissance éducatrice au Pérou. Elle a remplacé l'école, elle a donné un caractère uniforme à la pensée des foules. De là dérive sa responsabilité et son influence sur l'esprit et les mœurs publiques. Ce sera ainsi pour longtemps encore. Elle a un grand devoir pour la formation du caractère national : elle peut perpétuer indéfiniment les velléités, le plaisir de l'anarchie, le verbalisme ou donner plus de sérieux, d'énergie et d'individualisme à l'âme collective. L'école, étendue et agissante, portera une correction à la forme passive des jugements populaires. Et, désormais, la presse et l'école, limitant ses domaines,

corrigeant ses exclusivismes, pétriront, dans un sens idéal, l'argile nationale (1).

IV

L'imitation a fait au Pérou pour la culture plus que toutes les forces réunies de l'organisation scolaire. Nous avons eu une imitation exclusive, unilatérale, éprise de nouveautés; mais sans nous révéler la réalité profonde de la civilisation qui servait de modèle et d'idéal. Dans l'ordre littéraire, cette imitation fut toujours impérieuse. Le type français eut bientôt l'hégémonie. L'influence espagnole, après l'indépendance, diminua et resta toujours au second terme. Elle dominait dans le genre oratoire, dans la rhétorique des partis; mais, certaines analogies d'esprit entre le caractère français et le caractère péruvien, placèrent au premier plan, sans discussion et sans critique, les idées et les modes de France. On a établi dernièrement, comme loi de cette imitation, un retard de vingt ans sur l'évolution française. Deux tendances, deux écoles eurent des disciples : le romantisme et le décadentisme.

Le romantisme domina, dans la littérature péruvienne, par le romanesque, l'idéalisme et le sentiment; mais ni la vision du moyen âge, ni la couleur historique, ni la pensée de l'infini et du mystère, ne figuraient dans l'école nationale. L'imitation affaiblissait et changeait le modèle. Le décadentisme eut quelques disciples et produisit des modes aujourd'hui oubliées. Ce fut un moment de sénilité intellectuelle. Le réalisme fut discuté, étudié, mais resta à jamais étranger à la littérature nationale. On ne comprit pas le symbolisme. Quant à la pensée qui planait en dehors des cénacles, on l'ignora toujours pour s'éprendre des mouvements brillants et éphémères. Nulle autre influence, nulle autre littérature n'appelaient l'attention de

(1) On ne saurait pas oublier, parmi les influences éducatives au Pérou, celle des héros de la guerre du Pacifique. Leur continuelle exaltation, leur consécration dans le bronze, la narration scolaire de leurs nobles exploits, dignes de l'Epopée, ont fait de Grau et de Bologne si deux symboles d'unité et de noblesse nationales.

la jeunesse; tout était connu par la France, à travers son génie et ses imitations.

Mais toutes ces influences n'étaient qu'extérieures et partiales. Les modes passent, et le caractère national reste le même. On ne peut pas parler de force éducatrice, dans ses imitations. Elles n'ont rien changé dans le fond permanent de l'esprit de tous.

Aussi, les intellectuels ont une influence douteuse sur la pensée nationale. Un excès de poésie et d'idéalisme les a beaucoup nuis dans leur action sociale. On les croit trop épris d'abstractions, trop enfermés dans leur tour d'ivoire. Le positivisme, maître de la vie nouvelle, exige au Pérou de nouvelles habitudes de pensée, un autre intellectualisme. L'action récente de ces esprits, formés dans une école nouvelle, sera peut-être à compter parmi les facteurs de la renaissance péruvienne. Aujourd'hui on ne trouve que des ébauches de cette organisation des forces intellectuelles du pays, dans l'Ateneo et l'Institut historique. On trie déjà dans les abondantes productions de la littérature : on exige, même dans la poésie, de la pensée et des idéals. L'influence française prime, mais on commence à étudier les autres littératures, riches d'un grand et fécond passé. Dans l'avenir, les intellectuels deviendront une force progressive dans notre démocratie : ils élargiront et rajeuniront, par leur action commune, ce que la tradition et les préjugés rétrécissent ou annihilent.

Il y a eu toutefois un intellectuel qui a exercé la plus grande influence sur la jeunesse des provinces péruviennes et aussi, à un moindre degré, sur celle de Lima. C'est Gonzalez Prada, penseur et poète, d'une grande éloquence et d'un radicalisme très arrêté. Il a, comme politicien, la trempe des grands républicains espagnols, de Pi y Margall, de Salmeron; tant il est logique et rigide dans ses propos. Malgré sa langue sonore et sa puissance imaginative, il est Français par les idées, par les influences qu'il a subies et même par son jacobinisme. Il a beaucoup lu Louis Ménard, le charmant helléniste, et sa philosophie

est celle de Guyau, un positivisme qui ne nuit pas à la fantaisie métaphysique et à la sérénité morale. Son action a été toujours efficace et parfois dangereuse. Dans des cerveaux jeunes, ses formules outrées ont souvent créé des anarchistes et des négateurs. Mais, il a éveillé les esprits, et sa vie noble et solitaire, toute nourrie d'étude et d'idéal, son énergie morale, sans compromis et sans défaillance, ont toujours été un puissant exemple moral pour notre jeunesse. Dernièrement, par une logique trop simpliste, il est arrivé à des paradoxes, dans l'esprit de Kropotkine ou de Reclus, qui sont extrêmement stériles pour une société qui se détache péniblement de la révolution et de l'anarchie intérieure.

Dans le passé national, la religion était la première force éducatrice; maintenant, l'éducation et la presse deviennent plus puissantes. On peut affirmer que l'Université aura dans l'avenir, par un contrôle des imitations exclusives, par un noble idéalisme, la première place au-dessus de la presse et de l'école. L'hérédité est l'énergie des commencements, l'unique force dans la conscience collective. Avec la Révolution, un changement extérieur, une crise partielle, une inquiétude très intense, rendent plus complexe le problème social. Des nouvelles forces, la presse, l'opinion, l'imitation luttent contre l'hérédité dominante. L'école est encore une force du passé. La société, comme pression éducatrice, est encore imbue de préjugés religieux, de traditions vieillies. Un nouveau mouvement qui semble définitif change les caractères de l'école, rejette les atavismes, imprime une nouveauté féconde à toutes les directions intellectuelles. L'éducation n'est plus diffuse et inorganique : elle devient un pouvoir, une force de critique, et de progrès. Après la faillite du traditionnalisme, une nouvelle organisation de la pensée et de l'action remplace toutes les puissances surannées.

CHAPITRE VI

LA SITUATION INTERNATIONALE

Les grands problèmes politiques de l'Amérique latine ont été au siècle dernier des questions de constitution interne, des tâtonnements démocratiques et républicains. On peut même établir qu'une seule nationalité du Nord au Sud a souffert des mêmes crises, et que la délimitation des frontières n'a été que la résultante des hasards de la révolution américaine, sans qu'elle ait nullement changé le caractère des peuples issus de la même race espagnole.

La question internationale a donc revêtu là-bas un tout autre caractère que chez les peuples européens. On n'y trouve pas d'équilibre international. Les puissances étant nouvelles et en voie de fondation, n'avaient guère encore des penchants de race ou une tradition qui les séparât et les mît en lutte. Malgré les différences de climat et les variétés des éléments indigènes, l'uniformité du métissage et l'analogie des groupes ethniques produisaient de vraies similitudes nationales. Le passé était commun : c'était partout le régime autoritaire et paternel de la métropole espagnole. On ne connaît pas, dans la plupart des groupements nouveaux, l'esprit de guerre ou les ambitions expansives. Ces peuples ont été formés par la volonté des généraux de l'Indépendance, avec des frontières parfois capricieuses, respectant le plus possible les divisions de l'administration coloniale; ils ont toutes les libertés pour se former et pour croître dans une direction originale. Leurs guerres sont des guerres entre frères, les plus terribles, selon le mot d'Euripide.

C'est ainsi que dans les premiers congrès internationaux, il s'agit de fonder la confédération des peuples hispano-

américains : ce fut la tâche malheureusement inachevée du Congrès de Panama en 1826. On ne pense pas à établir d'éphémères et factices combinaisons de peuples, des équilibres instables, comme dans les réunions des puissances européennes. Le militarisme fait ses ravages au sein même des peuples. Les luttes sont plutôt intestines et personnelles. En même temps, une jeune doctrine de défense américaine, la doctrine de Monroë, donne dès 1823, une direction originale à l'histoire américaine. Cette doctrine signifie la prohibition à toutes les puissances européennes de faire des conquêtes en Amérique et de se mêler aux affaires de notre continent. C'était l'aspect négatif ou prohibitif de la doctrine : dans un autre sens elle empêchait à jamais la formation d'un équilibre international plus vaste, où les puissances européennes, possédant déjà une influence économique et intellectuelle sur l'Amérique, feraient des arrangement d'influence et d'alliance avec nos républiques. Dans des congrès successifs, par des déclarations et des interventions, les Etats-Unis ont établi leur suprême tutelle sur les destinées américaines. On ne saurait prédire encore si l'expansion de nos Républiques exigera, dans un lointain avenir, des changements troublants dans l'axe international du monde.

Cette doctrine de Monroë n'a pas empêché les luttes entre les peuples sud-américains : elle est une défense, mais non pas un contrôle. Deux grandes guerres, celle du Paraguay et celle du Pacifique, ont troublé fortement la paix américaine. D'autres luttes moins douloureuses et moins vastes (car celles-là étaient toutes les deux tripartitis) ont donné au continent durant le dernier siècle, l'aspect d'un champ de bataille sanglant et fratricide. Il y a quart de siècle que la paix s'est faite et les récents Congrès de Mexico et de Rio-de-Janeiro et la rapide intervention nord-américaine dans une guerre récente, dans l'Amérique centrale, semblent changer de fond en comble les relations des peuples hispano-américains.

I

Le Pérou est limité au Nord par la Colombie et l'Equateur, à l'Est par le Brésil et la Bolivie, au Sud, par le Chili. Ses questions internationales ont été toujours des délimitations de frontières : problèmes difficiles, un peu byzantins, qui sont tous soumis, après de très longues démarches, à des arbitres *juris*. Il en est ainsi de toutes ces querelles, sauf de celle avec le Chili. Celle-ci est l'hérédité fatale d'un conflit triste et long, que j'ai esquissé dans le premier des chapitres de ce livre.

La guerre de 1879, entre la Bolivie, le Pérou et le Chili s'acheva par un traité de paix, signé à Ancon en 1884. Cette guerre poursuivit la conquête et la possession définitive du pays du salpêtre, le Tarapacá. Aussi le traité établissait la cession de ce département péruvien au Chili. Une autre clause soumettait les provinces péruviennes de Tacna et d'Arica, au nord de Tarapacá, à l'occupation militaire du Chili, pendant une période de dix ans, à compter de la date de signature du traité. Après ce délai, un plébiscite déciderait de la nationalité future de ces provinces, soit péruvienne, soit chilienne, et la nation qui obtiendrait les provinces par ce mandat souverain, paierait à l'autre nation une indemnité de 25 millions de francs approximativement (10 millions dans l'unité monétaire de l'époque du plébiscite).

Dès 1894, dix ans après la signature du pacte, les discussions diplomatiques se sont éternisés dans cette affaire d'accomplissement d'un traité précis et lapidaire. Le Chili refusa le plébiscite, en discuta les conditions, exigea des engagements pour l'indemnité à payer, proposa des divisions du territoire neutralisé au lieu d'un plébiscite. Il reconnaissait donc le caractère précaire de sa possession et les droits du Pérou : il avait encore le respect de ses pactes. Après dix ans de discussions, autour du plébiscite

et de son accomplissement, en 1905, au moment de revenir aux pourparlers diplomatiques, une nouvelle théorie bizarre et captieuse d'interprétation et de discussion d'un traité veut déplacer l'ancienne question toujours débattue dans les mêmes formes.

La note du chancelier Vergara est maintenant le mot d'ordre du journalisme et des ambitions du Chili. Elle apporte deux thèses au débat : 1° que le délai de la possession des provinces par le Chili avait un minimum de dix ans; 2° que le plébiscite était une cession territoriale déguisée. C'est-à-dire que le sort des deux provinces disputées était le même que celui du Tarapaca conquis. Voici un effort, cher à une scolastique en décadence, pour unir par des mots et des arguties ce qui est séparé par l'esprit et par les faits.

La première affirmation est opposée au texte et à la volonté intime du traité. La discussion sur la durée est tranchée par la clause qui dit expressément qu'il y aurait occupation « pendant un délai de dix ans » et que « une fois ce temps accompli, un plébiscite déciderait » sur le sort des provinces. Le sens est précis et clair : on établit un délai de dix ans et pour marquer que cette période est délai de dix ans, et pour marquer que cette période est inflexible, on détermine la simultanéité du plébiscite et de l'expiration du délai. La clause ajoute que ce plébiscite se prononcerait sur le sort des provinces, soit pour qu'elles tombent sous la domination chilienne, soit pour qu'elles « *continuent* à faire partie du territoire péruvien ». C'est un témoignage des droits du Pérou. Les mots transcrits disent que jusqu'au plébiscite, la nationalité des provinces n'est pas douteuse: elles sont une partie du territoire péruvien. Autrement, on ne pourrait écrire, sans un contre-sens, que ce qui n'était plus du Pérou, continuerait à en être. Toute discussion est impossible devant la précision des mots.

Après la guerre, ces provinces restaient sous l'occupation *manu militari* du Chili. Mais le fait de leur natio-

nalité future était indépendant de la volonté du Chili et du Pérou. Ces régions rentraient dans un état qu'on pourrait appeler *de nature*. C'est ce qui arriva, aussitôt l'indépendance américaine proclamée : les anciennes provinces coloniales conquirent leur liberté pour décider, par un vote autonome et plébiscitaire, de leur destinée future. Et on vit alors des provinces qui appartenaient à une vice-royauté déterminée, changer leur sort pour fixer leurs affinités naturelles avec de nouvelles nationalités en formation. L'acte souverain de toutes les régions était la base de la constitution des nationalités.

Il en fut de même pour Tacna et Arica: elles furent appelées, par le traité, à exprimer leur libre volonté constituante. Et si l'occupation chilienne reste encore un fait, *quia nominor leo*, la patrie des provinces captives dépend absolument de la volonté plébiscitaire de toute la région. Elle est exprimée toujours, d'une façon précise et tenace, par l'opinion collective qui est à jamais péruvienne, par la collaboration active à la formation de nos armées, par les écoles qui, là-bas comme en Alsace, fortifient l'esprit national, par la presse qui reflète le tressaillement patriotique des foules, par les déclarations du Chili sur la faillite de tous les essais de « chilenisation » de Tacna et d'Arica.

Dans l'ordre théorique, l'analogie entre le sort de Tarapaca et celui des deux provinces est contraire, non-seulement à la lettre d'un pacte, mais à ce qu'on pourrait appeler la psychologie de la paix. La possession définitive de Tarapaca était l'idéal de la guerre qui fut, avant tout, une ébauche d'impérialisme économique. La richesse du salpêtre hantait la fantaisie de l'âpre terre australe, du Chili ambitieux et pauvre. Dans ce moment, il ne s'agissait pas de Tacna et d'Arica : elles n'avaient guère de signification ni d'intérêt. On cherchait à les maintenir sous la domination du vainqueur pour assurer l'accomplissement des traités et le paiement de l'indemnité de dix millions. Il était si facile d'exiger tout, dans l'ivresse de la victoire, que si l'intention chilienne avait été au-

tre, nous aurions tout perdu, après la paix, et on n'aurait jamais séparé le sort des deux régions, d'une façon claire et concrète. Et il faut avouer que si le Chili signa le pacte dans ces conditions, ce fut par la nécessité de la paix pour ses armées démoralisées et par la crainte tant de la résistance des vaincus que des complications internationales.

L'ambition chilienne s'accroît aujourd'hui et devient excessive, au moyen d'une dispute byzantine sur des textes évidents. C'est l'orgueil national, qui ne veut plus une dévolution, un plébiscite, une limitation à sa volonté usurpatrice. C'est encore plus une question d'influence et d'intérêt. Par le chemin de fer d'Arica à La Paz, construit par le Chili, celui-ci, moyennant un traité de tutelle politique, aura les débouchés économiques de la Bolivie. L'individualité de cette nation méditerranéenne s'efface de plus en plus, sous l'empire d'une diplomatie habile et captieuse telle que celle du Chili. Arica, le port sur le Pacifique, est donc aujourd'hui d'une grande importance : c'est la clef de la Bolivie, sur laquelle le Chili veut avoir une zone d'influence, qui n'est pas loin de devenir une tutelle inflexible. Le traité d'Ancon reste le dernier obstacle à cet impérialisme. Et on ne saurait pas dire si le Chili va respecter ce pacte prohibitif, après l'abandon de ses droits, consenti par la Bolivie dans un récent traité qui a soulevé de patriotiques oppositions.

Sur le plébiscite, la doctrine chilienne est un sophisme. On dit qu'il ne devait être dans l'esprit du traité qu'un masque de cession définitive (1). C'est au moins une confession de machiavélisme international. Mais le plébiscite, clairement établi dans le pacte d'Ancon, est *sui generis*. Nous avons dit qu'il revêt les caractères d'un acte souverain, d'un vote de libre-arbitre, devant l'ambi-

(1) Un écrivain éminent de droit international, Bonfils, a établi la nécessité d'un traité explicite pour toute cession territoriale. « *La cession de territoire ne s'accomplit pas par la simple occupation*, écrit-il, *Elle nécessite et implique un accord formel consigné dans le traité de paix.* » (*Manuel de Droit international public*, Paris, 1901.)

tion de deux nations. Il diffère des plébiscites européens par des conditions d'esprit et de temps. Les premiers plébiscites, dans les guerres de la Révolution, étaient une aspiration commune et une libération. La France donnait l'indépendance, par l'affirmation des principes révolutionnaires, à des peuples qui vivaient sous des régimes absolus et despotiques. Le plébiscite devenait ainsi un principe de rattachement à un système libéral, et l'acceptation d'une conquête libertaire. On donnait une forme définitive à la volonté diffuse et favorable de la région appelée à se prononcer sur son sort. Aussi, il n' yavait ni long délai ni retards pour ces manifestations souveraines. Leur caractère était immédiat, fatal, comme conséquence logique des guerres contre l'Europe coalisée et féodale. D'autres plébiscites en vue d'une annexion déclaraient, dans leurs clauses, que l'acte souverain n'était que la forme légale d'un fait, d'une réalité imposée à tous. On n'y trouve donc pas de délais : ils sont le pacifique résultat de la conquête. Tel eût été un plébiscite pour l'usurpation au Chili de Tarapaca. Le vainqueur ne connaissait pas ces formes de générosité internationale. Il ne voulut pas déguiser le fait violent de la conquête territoriale. Mais, pour Tacna et Arica, tous les caractères du plébiscite étaient ceux d'un acte souverain, d'une déclaration de libre volonté collective. Voici ces traits originaux. La possession du Chili, réduite à une occupation militaire; des conflits législatifs et ecclésiastiques entre les deux nations qui ont un droit futur sur les provinces; le délai de dix ans pour donner au plébiscite toute la force d'une décision sereine et réfléchie, sans la pression de la défaite; la domination précaire du vainqueur comme une hypothèque, comme la garantie d'un pacte et d'une indemnisation future. Ce sont là des conditions spéciales qui séparent le cas de Tacna et d'Arica de ses antécédents historiques. Il serait curieux de voir démontrer pourquoi ce plébiscite, masque d'une cession, ne fut pas immédiat, à la volonté du dominateur, comme dans la formation du royaume

d'Italie (qui était d'ailleurs l'aspiration constante des habitants, unis par la tradition et par la race, et ennemis, comme au temps du Dante, de l'autorité étrangère); pourquoi le Chili accepta et détermina un délai de dix ans, et, dans cette période, qu'il a arbitrairement élargie, ses efforts visèrent à la chilénisation de Tacna et d'Arica? Pourquoi cette action tenace et agressive, si le plébiscite devait être une comédie diplomatique? N'est-ce pas plutôt l'impossibilité de vaincre le sentiment péruvien dans la région, qui a poussé le Chili à une nouvelle doctrine internationale et l'étalage après vingt ans, d'un machiavélisme attardé et jouant sur les mots?

Malgré toutes ces raisons de fait et de droit, la possession chilienne persiste et vise à une usurpation définitive. A défaut d'un plébiscite légal, que le Chili déplace sans trêve, nous avons un plébiscite continu, une volonté immanente dans la région, qui veut être péruvienne contre la pression chilienne. Et l'occupation *manu militari* est ainsi une double injustice.

Pour la paix et l'union américaines, pour les intérêts économiques des deux pays, qui, par leur climat, se complètent, la solution de ce problème international est nécessaire. La diplomatie fait tous ses efforts pour y arriver; et le Pérou exige seulement l'accomplissement sérieux d'un pacte historique. Il accepte le traité d'Ancon dans son unité indivisible. Il ne vise pas à des revendications territoriales : respectueux de la foi internationale, il ne peut pas accepter une solution belliqueuse dans un état de paix : l'usurpation de deux provinces, sans plébiscite, contre la volonté des hommes et la force des traités.

II

Avec l'Equateur, la Colombie, la Bolivie et le Brésil, le Pérou a des problèmes de frontières (1). Ces problèmes de

(1) Le problème de limites avec la Colombie doit se poser avec les pays qui auront les territoires que cette république dispute, le Pérou et l'Equateur, qui vont résoudre bientôt leurs disputes de frontières par l'arbitrage.

délimitation internationale, universels dans l'Amérique espagnole, ont pris dernièrement une importance singulière. Les Etats deviennent plus soucieux de leurs intérêts économiques; une poussée commune les mène à éviter les causes de révolutions intérieures. Et tout leur avenir est dans les régions disputées, dans le centre encore vierge et inconnu de l'Amérique, où se trouvent les grands fleuves, tributaires de l'Amazone, et les trésors convoités du futur. Les progrès économiques exigent donc des frontières définies, pour l'activité des peuples qui abandonnent progressivement les disputes internes et les luttes affaiblissantes.

L'ignorance géographique a été parfois un élément de discorde, au moment même d'accomplir les traités et de déterminer les limites. Pendant le dernier siècle, on est arrivé à connaître les régions et à faciliter la solution définitive des conflits. Aujourd'hui, on précise et on série les questions : on sait ce que l'on demande et ce que disent les traditions coloniales, dans la réalité géographique américaine. Le droit et le fait se rapprochent sans cesse.

Pour la solution juridique de ces conflits, il y a des principes définis et acceptés qui forment un droit international américain. On sépare le fait de la formation des Etats de celui de la détermination des limites. Le premier qu'on pourrait appeler le principe d'autonomie constitutionnelle, est primitif ; on le trouve à la base des nouvelles républiques : c'est un acte plébiscitaire et souverain qui libère l'Amérique de la domination espagnole, et qui l'organise librement, originalement, sans une pensée de symétrie et d'équilibre de nouveaux états, sur les débris de l'époque coloniale. Le deuxième principe de possession territoriale suppose l'organisation constitutionnelle; il délimite et précise les Etats formés et définitifs. Il précise l'indépendance des peuples; il est une conséquence des souverainetés reconnues.

La constitution des jeunes Républiques américaines s'est

faite indépendamment du droit colonial. L'Amérique, sous la domination espagnole, avait les mêmes caractères ethniques, des lois uniformes, une politique absolue et niveleuse. Les divisions de territoire se fondaient sur des principes d'administration, sur des affinités territoriales, sur des avantages de gouvernement. Pendant les longs siècles de domination espagnole, le moule politique était uniforme : des nationalités, des individualités historiques ne pouvaient se former sous une politique absolue et égalitaire. Quand la Révolution détruisit les liens avec l'Espagne, on ne trouva guère des germes de nations, des consciences collectives différentes, des profondes affinités de peuples. Un vote plébiscitaire, un acte souverain, une volonté diffuse ou concrète déterminèrent, sans égards pour des traditions ou des fatalités historiques, les républiques actuelles. La République devint le fait et l'idéal : on l'accepta partout, et dans la formation des nouveaux peuples, le droit colonial ne fut ni un antécédent, ni une condition pour la constitution des groupes indépendants. Des provinces qui faisaient partie d'une vice-royauté s'ajoutèrent à une région différente, par l'intérêt ou la sympathie, par la volonté des chefs révolutionnaires, par le hasard des circonstances. L'indépendance créait un droit, le droit à l'autonomie constitutionnelle. Ainsi se formèrent des Etats, des agrégats politiques, où l'âme nationale devait se préciser dans l'avenir, par la vie commune et organisée, par l'originalité des nouveaux mélanges de race, par les climats et l'adaptation au milieu. Ce qui fut un accident deviendrait une nécessité politique, et une réalité nationale.

Les Etats déjà formés devaient connaître leurs frontières. Pour leur organisation, il suffisait d'un acte de volonté, d'un principe politique. Pour la détermination des limites, il fallait une règle générale; ce fut l'*uti-possidetis juris* de 1810, déterminé par la Confédération de la Colombie et accepté par les autres nations américaines.

Ce principe de possession internationale établissait que,

pour préciser les limites de territoire, il fallait se rapporter à la possession espagnole avant 1810, époque de l'indépendance américaine. C'est-à-dire, que dans tous les cas où il ne s'agissait pas de déclaration autonomique ou d'acte souverain, la possession administrative de l'époque coloniale devait être l'antécédent de la délimitation républicaine. Cette règle générale voulait donner plus de fixité et de précision aux questions internationales. Elle acceptait une solidarité avec le passé, une continuité naturelle et logique.

Les deux principes ne s'opposaient pas; mais s'expliquaient et se complétaient mutuellement. Le premier principe était essentiel : on ne pouvait pas revendiquer des possessions contre l'acte plébiscitaire et indépendant. L'*uti-possidetis* était une règle géographique, mais jamais un principe d'organisation. Autrement, il faudrait supposer que la souveraineté américaine dépend du droit colonial, que la Révolution n'a pas été une solution de continuité dans l'ordre politique. Mais le principe de possession antérieure à l'indépendance, le principe colonial, malgré son caractère administratif, avait une grande force au moment historique de l'indépendance américaine. Les entités administratives de l'époque coloniale s'organisaient soudainement en républiques souveraines · le pouvoir espagnol n'était plus reconnu. Et naturellement la possession devenait propriété, l'extension administrative, souveraineté politique. Les limites restaient généralement les mêmes : mais le principe d'autorité était différent. Et l'*uti-possidetis*, indépendant de la volonté intéressée et ambitieuse des républiques déjà constituées, assez ancien, assez absolu pour servir de tradition reconnue et limitatrice, est l'*ultima ratio* dans tous les problèmes d'expansion et de conquête territoriale.

Ces règles générales de notre droit international permettent de résoudre les questions actuelles de limites : ce sont elles qui dominent l'arbitrage *juris*. Nous ne pouvons pas les exposer dans tous leurs détails, qui relèvent

de la géographie et de l'histoire diplomatique américaine; elles n'offrent pas d'intérêt du fait de leur caractère éphémère, à un public général. Nous allons les esquisser, d'après les principes déjà établis.

III

L'Equateur, dans sa défense, tout en acceptant le principe d'*uti-possidetis*, veut plus qu'une délimitation de possession; une reconstitution de sa nationalité, après le fait de l'organisation libre du Pérou (1). Pour y aboutir, elle exige que la région de Maynas, qui forme aujourd'hui une grande partie du département de Loreto, immense territoire de l'Orient péruvien, soit incluse dans sa souveraineté et que les provinces de Jaen et de Tumbes, sur la frontière, deviennent aussi des membres de la collectivité équatorienne.

Il ne rejette pas l'*uti-possidetis* colonial, mais il prétend rajeunir le principe international des nationalités. Au sein de l'Amérique, dans la libre originalité de l'organisation constitutionnelle, l'Equateur songe à un plan idéal, à une symétrie hasardée, à une géométrie internationale, qui satisfasse ses projets d'expansion territoriale. Or, on sait que sur notre continent et dans des régions encore dépeuplées, on ne peut pas trouver des affinités de race ou de tradition. Tout archétype est trompeur, et l'idéalisme international n'est que le masque des ambitions conquérantes. En Europe, il y a certes sur l'irrégulière composition des Etats, des ébauches d'organisation ethnique et de reconstitution internationale. La voix de la race est quelquefois une réalité pour changer l'assemblage des états et des provinces. Le cœur de l'Amérique est une terre vide, où on ne saurait guère trouver d'aspiration générale, de tradition commune. Au

(1) Le problème des limites du Pérou avec la Colombie dépend de la solution de celui avec l'Equateur ; la Colombie discutera ses frontières avec le pays qui aura la possession des régions contestées, après l'arbitrage, soit le Pérou, soit l'Equateur.

lieu de la règle démodée des nationalités, notre droit ne reconnaît que le principe colonial des frontières et le respect des actes souverains, des plébiscites accomplis, des libres séparations et organisations des provinces.

Et le principe colonial et le principe d'autonomie constitutionnelle favorisent le droit du Pérou. Le grand territoire de Maynas fut péruvien dès l'époque de la conquête : il l'était encore, quand fut fondée la vice-royauté de Santa-Fé, en 1717. Dans la nouvelle organisation administrative, on donna cette région-là à la nouvelle autorité espagnole. Mais ce fut seulement un essai. En 1802, Maynas faisait nouvellement partie de la vice-royauté du Pérou. Et l'ordonnance royale (*cédula*) qui détermina cette restitution est le pivot de la discussion de droit. La possession de Maynas par l'autorité de Santa-Fé n'avait pas réussi. On avait agi un peu au hasard, séparant une région pour fonder la nouvelle entité politique : il y avait là une erreur de symétrie. On revenait à la délimitation ancienne, pratique et féconde.

L'ordonnance royale de 1802 est un fait : l'Equateur ne pouvait pas la nier. On voulut démontrer qu'elle n'avait pas été accomplie. Heureusement, des textes précis prouvèrent le contraire (1).

La *cédula* de 1802 était une disposition positive, fondée sur des réalités. L'intendant Requena l'avait préparée, par un rapport au Roi, clair et complet. Il donnait des raisons profondes pour le changement : analogies de climat et de race entre Maynas et les provinces péruviennes, raisons de voisinage qui établissaient l'in-

(1) Le 14 mai 1803, le marquis d'Avilas, vice-roi du Pérou, dans une *providencia* signée à Lima, ordonnait l'accomplissement de la volonté du roi, et le vice-roi de Santa-Fé, don Pedro Mendinueta, écrivait au vice-roi du Pérou lui reconnaissant ses facultés administratives sur Maynas, après avoir reçu la *cédule* du roi. Et, en 1818, le fait de la restitution de Maynas était si définitif que, dans le Conseil des Indes, en 1818, on étudiait les moyens de donner la meilleure réalisation à la savante ordonnance royale. Le vice-roi Mendinueta écrivait à l'autorité du Pérou qu'il avait accepté la nouvelle délimitation, sans rien y opposer, parce « que la distance de Maynas était si grande que sa surveillance devenait un gaspillage pour son gouvernement ».

fériorité de l'autorité équatorienne pour la région lointaine. Requena écrivait que « les progrès de Maynas étaient dûs aux dispositions et aux secours envoyés par la vice-royauté du Pérou, dont fut séparée cette région, quand on organisa la vice-royauté de Santa-Fé, époque à laquelle ces missions-là commencèrent à déchoir, car on avait fixé les limites entre les vice-royautés avec peu de réflexion ou avec peu de renseignements. » On ne pouvait mieux dire. L'opinion de cette autorité fut le fondement de l'ordonnance royale : celle-ci ne fut que l'expression politique d'une nécessité étudiée et démontrée par la vision profonde de Requena.

La *cédula* de 1802 séparait de la vice-royauté de Santa-Fé et ajoutait à celle du Pérou, « le gouvernement et la commanderie générale de Maynas avec les peuples du gouvernement de Quijos, exception faite de celui de Papallacta, car ils sont tous dans les rivières du Napo ou ses alentours, non pas seulement descendant le Marañon jusqu'aux frontières portugaises, mais aussi par tous les autres fleuves qui vont au Marañon même, dans ses côtés nord et sud; c'est-à-dire, le Morona, le Paztaza, le Guallaga, l'Ucayali, le Napo, le Yavary, le Putumayo, le Yapura et d'autres moins considérables, jusqu'au lieu où ceux-ci par ces courants et chutes inaccessibles cessent d'être navigables ». Le mot « séggrégation de gouvernement » était précis dans l'ordonnance : la vice-royauté du Pérou recevait une donation royale.

L'Equateur a posé un problème curieux autour de cette clause; il a voulu distinguer entre gouvernement et séparation territoriale; il a établi deux catégories politiques, l'autorité administrative et la possession réelle. C'est le *domaine éminent* du vieux droit international. Selon cette doctrine, l'Espagne donna au Pérou le gouvernement civil et ecclésiastique des régions de Maynas et Quijos, sans les séparer du territoire de Santa-Fé. On ne comprend pas la cause de cette préférence et de cette dualité politique. Le Pérou avait possédé dès la conquête le terri-

toire qui fut compris dans la domination nouvelle de la vice-royauté de Santa-Fé. Pourquoi la restitution serait-elle partielle? quel pouvait être l'intérêt de conserver la possession nominale d'un territoire qui changeait de maître dans l'ordre civil, ecclésiastique et militaire ? Où est la théorie juridique de cette séparation de domination territoriale et de domination politique ?

Ce qui est encore plus discutable, c'est la considération d'un droit colonial qui donnerait la propriété des territoires et qui serait différent d'une détermination du rayonnement administratif et politique. Le territoire était unique, uniforme, propriété du roi. Il ne s'agissait pas de nationalités : la propriété royale était une et indivisible, On séparait les régions, on divisait les provinces, on établissait des vice-royautés et des commanderies, dans un but d'aisance administrative, dans une fin de surveillance politique et fiscale, comme des parcelles d'un même domaine politique. On ne conçoit donc pas des pouvoirs éminents sur un territoire : la possession va avec le gouvernement et il n'y a pas de droit supérieur au fait de l'autorité politique. La propriété n'est nulle part si ce n'est pas dans l'autorité monarchique : tous les vice-rois sont des représentants du suzerain féodal, qui est le vrai maître de la terre et des hommes. Avant 1810, les sections espagnoles avaient une possession, une certaine extension politique déterminée par les rescrits du roi : le fait de l'indépendance change cette possession en propriété. Telle est l'essence de l'*utipossidetis*. Toute discussion de propriété avant 1810, de cession territoriale entre des vice-royautés, des réserves de domination est oisive et stérile. La souveraineté n'est pas un fait dérivé des droits coloniaux : c'est un principe d'autonomie nationale, de liberté et de solidarité politique. La volonté transcendante du roi, du maître absolu, disparaît pour faire place, après l'indépendance, à la volonté des régions libérées et autonomes.

La doctrine de l'Equateur est, par conséquent, hors du droit actuel et du droit colonial. C'est une bévue histo-

rique. Le gouvernement de Maynas, annexé au Pérou, supposait tous les droits de possession : il ne pouvait être qu'une des formes de la changeante organisation administrative et politique pendant la domination espagnole. La *cédula* de 1802 établit une séparation intégrale et toute distinction subtile n'est qu'un ergotisme. Ajoutons que l'acte souverain de Maynas en faveur du Pérou, en 1821, fut la contre-partie de la disposition coloniale; une détermination de libre-arbitre s'ajouta ainsi à un rescrit d'autorité.

La question de Maynas est ainsi tranchée : c'est une région péruvienne, par la *cédula* séparatrice de 1802, par l'acte souverain de cette province, par l'acte constitutionnel de l'Equateur, en 1830, auquel Maynas ne donna pas son acceptation souveraine (1).

Mais l'ambition de l'Equateur demande plus que Maynas pour son expansion territoriale : elle veut Tumbes et Jaen, deux provinces péruviennes, peuplées et agissantes dans notre organisation politique, depuis un siècle d'autonomie républicaine. Cette question mérite à peine la discussion : elle est simplement absurde. On ne pourrait jamais donner à l'Equateur le pouvoir sur Tumbes, qui était sous l'empire de la constitution péruvienne en 1826, quatre ans avant l'apparition de l'Equateur comme nation souveraine; ni sur Jaen, province péruvienne qui s'unit au Pérou, au moment de l'indépendance, par un acte souverain. Il faudrait renoncer au droit international américain pour accepter les revendications de l'Equateur.

IV

Le problème des frontières du Pérou avec la Bolivie touche à sa fin : le président de la République Argentine doit résoudre, comme arbitre *juris*, cette vieille et fâcheuse question territoriale.

---

(1) Et le traité de 1825 entre la Colombie et le Pérou établit comme limites entre ces deux pays celles qui étaient antérieures à l'Indépendance et donna derechef plus de force à la *cédule* de 1802.

Cette affaire est compliquée, non seulement par les divisions et subdivisions de territoire faites pendant la domination espagnole; mais aussi parce que la Bolivie a voulu reculer le problème indéfiniment et présenter de prétendus titres très anciens, qui sont contemporains de la conquête. Le problème repose toujours sur l'*uti-possidetis juris* de 1810; c'est-à-dire sur les juridictions respectives de la vice-royauté du Pérou et de l'Audiencia de Charcas, avant l'indépendance américaine. Les prétentions boliviennes vont jusqu'à l'Ucayali, un des grands affluents péruviens de l'Amérique. Les territoires de Mojos et de Chunchos forment la plus grande partie de la région disputée.

La défense péruvienne a deux parties : la première suit de près l'analyse bolivienne, pour démontrer que dès l'origine, dès la conquête, les territoires de Mojos et de Chunchos, encore mal définis, étaient compris dans la vice-royauté du Pérou, et dans ce qu'on appelait d'un nom général, *le Pays des Amazones*. L'Audiencia de Charcas base de la Bolivie actuelle, était limitée au nord par cette région ; donc elle ne la comprenait pas. Et il faut encore observer que toute cette discussion des titres antérieurs à 1776, date de l'organisation de la vice-royauté de Buenos-Aires, est assez stérile ; car jusqu'à ce jour-là, l'Audiencia de Charcas appartenait à la vice-royauté péruvienne, et toutes ses possessions étaient conséquemment sous le domaine de celle-ci.

Après la création de la vice-royauté de Buenos-Aires, en 1776, on ne détermina pas les limites entre elle et l'ancienne vice-royauté péruvienne. Il faut donc puiser des renseignements et des dispositions dans un autre domaine: dans les *ordenanzas de intendentes*, dernière délimitation administrative faite par l'Espagne; et dans les limites de la juridiction ecclésiastiqueè Or, l'Audiencia de Charcas, ajoutée en 1776 à la vice-royauté de Buenos-Aires, ne s'étendait par le nord que jusqu'aux peuples de Mojos et d'Apolobamba, dans la région des fleuves Madidi et Beni;

et les évêchés de Cuzco et de Charcas se divisaient, en régions égales, le territoire compris entre les deux capitales. La défense péruvienne a accumulé prodiguement des cartes, des informations des *Intendentes*, des relations des missions apostoliques, etc., pour mieux faire ressortir la force de cette argumentation essentielle.

Il y a un aspect des plus importants de ce problème de limites territoriales : c'est celui qu'on a appelé la « question de l'Acre », de cette riche région entre le Pérou, la Bolivie et le Brésil, qui est l'objet de toutes les convoitises.

C'est par cette question que nos limites avec la Bolivie rentrent dans un problème plus vaste, celui de l'Orient péruvien, que le Brésil nous dispute et qui est aussi à la veille d'être résolu par un tribunal d'arbitrage, à Rio-de-Janeiro.

Si les autres problèmes de frontières se rattachent directement à la tradition administrative espagnole, et ne sont que des délimitations d'anciennes provinces espagnoles, avec le Brésil la question a une autre importance et une autre allure. C'est une antique possession portugaise, devenue libre, premièrement comme Empire et après comme République, qu'il s'agit de séparer, avec précision géographique, des possessions espagnoles devenues autonomes, le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine, la Bolivie, le Pérou, la Colombie, le Venezuela. D'autres traités plus anciens entre les deux nations conquérantes, le Portugal et l'Espagne, sont le fondement des questions territoriales actuelles. La règle américaine, l'*uti-possidetis* de 1810, n'a pas dans ces questions la même autorité juridique qu'ailleurs. Autant vaut dire que le Brésil, par le fait de cette exception à une loi commune, a longtemps compliqué ses problèmes internationaux , pour arriver difficilement à un arbitrage.

Deux faits très anciens, qui remontent au quinzième siècle, époque des grandes découvertes et des belles aventures, sont les antécédents de toute cette longue dispute de limites entre le Pérou et le Brésil. Ces faits sont la

bulle du pape Alexandre VI et le traité de Tordesillas entre l'Espagne et le Portugal. Le pape, arbitre alors de la diplomatie européenne, délimita par une bulle célèbre de 1493 les frontières des possessions espagnoles et accorda aux rois catholiques, par un don de son autorité absolue, toutes les terres et les îles découvertes ou à découvrir à l'ouest d'une ligne imaginaire, située à cent lieues des îles Açores et du Cap Vert. C'était l'acceptation par le pape des découvertes portugaises en Orient, et la concession des terres nouvelles, des Indes Occidentales, à l'Espagne devenue conquérante. Le traité de Tordesillas, provoqué par les plaintes du roi de Portugal, étendit les limites de l'action portugaise à deux cents lieues plus loin; c'est-à-dire, à une ligne imaginaire qui serait tracée à 370 lieues des îles déjà nommées. Et par cette générosité des rois catholiques, le Portugal acquit des terres qu'il n'avait pas découvertes : ce fut un droit à l'inconnu, excessif et périlleux pour l'Espagne.

L'indétermination de la frontière définitive permit au Portugal d'avancer toujours, par des démarches lentes et successives, de discuter pendant des siècles sur le traité signé, de donner aux possessions espagnoles quelque chose d'instable, qui devait être aussi l'héritage des nouvelles républiques. Finalement, le traité de 1750, après de longues luttes, consacra les invasions portugaises : quant au Pérou, il établit les limites du Brésil dans la bouche du fleuve Yavari, un affluent de l'Amazone. Un homme d'Etat argentin, M. Estanislao Zeballos, écrit que le pays acquis par le Brésil, dans ce traité, contre les droits internationaux de l'Espagne, est la quatrième partie de l'Amérique méridionale. On devait, d'après ce pacte, étudier et préciser les limites entre les possessions espagnoles et portugaises. Mais ce traité perdit bientôt sa force; et après des discussions laborieuses, le pacte de San Ildefonso, en 1777, reprit quelques-uns des articles du traité antérieur et apporta sur la question des limites des dispositions d'une « fermeté perpétuelle », selon le mot précis du pacte. Dans

les temps postérieurs, malgré des invasions et des intrigues portugaises, ce traité est toujours le mot d'ordre international : de beaucoup plus précis et plus étendu que les autres, il peut servir de critérium à toute future question territoriale. Il garantit les possessions *de facto;* et les délimite à jamais, pour éviter des querelles et des inquiétudes.

Dans ce traité de San Ildefonso, la frontière avec le Pérou est bien déterminée dans l'article XI : c'est une ligne qui descend le fleuve Madéra jusqu'à un point situé à égale distance entre l'Amazone, où le Madéra afflue, et la bouche du fleuve Mamoré qui forme avec le Guaporé, le Madéra. De ce point, la ligne suit la direction est-ouest jusqu'à la rivière orientale du Yavari, affluent de l'Amazone; elle continue le Yavari jusqu'à son embouchure dans l'Amazone, elle suit l'Amazone jusqu'à la bouche occidentale du Yapura; et la ligne continue par le centre de ce fleuve pour finir au nord. Tous les efforts espagnols pour étudier de près cette ligne et aussi les frontières du sud, de la région de la Plata, et celles du nord du Venezuela, furent inutiles : les Portugais y opposèrent la plus tenace résistance.

Dans les premières décades du dix-neuvième siècle, les possessions espagnoles et portugaises s'affranchissent : le Pérou républicain et le Brésil constitué en empire vont préciser librement leurs frontières. Les relations diplomatiques entre les deux pays commencent en 1823, et, dès ce moment, on peut suivre l'habile diplomatie brésilienne, dans son effort conquérant et dans sa psychologie extrêmement curieuse. Elle veut, premièrement, séparer la question de droit de celle des faits, et cela pour deux raisons : parce que le droit, fondé sur le traité de San Ildefonso, est contraire à ses ambitions; parce qu'une limitation juridique précise nuirait à ces invasions lentes et tenaces qui sont là-bas une tradition, depuis l'époque portugaise. Donc, il faut au Brésil déclarer nul le pacte de 1777; et ce qui est plus subtil, accepter l'*utipos-*

sidetis, principe du droit américain. Qui pourrait condamner un pays qui se soumet au principe général, quand même ne lui serait-il pas obligatoire? Mais, il n'en est rien, car le Brésil modifie le principe et établit contre l'*utipossidetis juris* un *utipossidetis facto*, qui est la plus sûre défense juridique des invasions et des conquêtes. Le fait créant le droit : qui n'y trouve pas la meilleure assise de tout impérialisme ? Et la diplomatie brésilienne, après avoir posé cette théorie souple, s'accommode facilement des contradictions : c'est la diplomatie de l'opportunisme. Elle accepte ici le traité de San Ildefonso, pour le renier là-bas; elle condamne l'*utipossidetis*, quand il s'agit des positions étrangères; elle le proclame quand ce principe favorise ses usurpations; elle prône les droits du Pérou, quand elle discute avec la Bolivie, quitte à les oublier et à les mépriser quand elle voit le Pérou mécontent. Et partout, elle s'assouplit, elle change, elle affirme ou nie selon les besoins et les moments. La plus intéressante de ces contradictions est celle-ci : le diplomate brésilien, Rio Branco, défendit la validité des traités entre Espagne et Portugal, dans la question des frontières avec le Paraguay, en 1855; et il renia sa doctrine, catégoriquement, deux ans après, en 1857, dans la discussion des limites avec l'Argentine, et accepta l'*utipossidetis facto*. Et il y a encore mieux : dans le problème de frontières avec la France, au sujet de la Guyane Française, le Brésil condamna l'*utipossidetis facto* étalé par les Français pour défendre la validité d'un traité, celui d'Utrecht. Telle est la souplesse de cette politique contradictoire, usurpatrice; mais tenace et savante.

Le traité de 1777, accepté maintes fois par le Brésil, et toujours rappelé par le Pérou; arrêté, défini, précis, supérieur aux hasards d'une guerre comme celle de l'Espagne et du Portugal, parce qu'il s'agit là d'une relation permanente qui ne peut être détruite qu'explicitement par la paix qui suit à une guerre nationale; ce traité respecté et définitif, est donc le fondement de toute délimita-

tion territoriale entre le Pérou et le Brésil. En 1851, par une convention, ces deux peuples acceptèrent le *statu quo* de leurs possessions, et donnèrent une autorité nouvelle au pacte historique de San Ildefonso.

Mais le Brésil conclut en 1867 un traité avec la Bolivie, et y empiéta sur les droits du Pérou. Il changea la ligne est-ouest, Madera-Yavari, qui devait servir de frontière entre le Pérou et le Brésil, d'après le traité de 1777. A sa place, il établit une autre ligne Beni-Yavari; et il gagnait avec ce petit jeu géographique un territoire de dix mille lieues carrées. Le chancelier brésilien, Marquis de Paranagua, avait reconnu dans la même année, 1867, que le Pérou et la Bolivie étaient en possession de ces terres situées au sud de la ligne Madera-Javari; des Péruviens occupant toute la région des fleuves, Alto Jurua, Alto Purus. Mais, l'ambition brésilienne ne s'arrêta guère ni sur des déclarations antérieures, ni sur la possession reconnue et actuelle. Les efforts successifs du Pérou n'ont jamais abouti à préciser les limites avec le Brésil : on traitait toujours cette question, à Rio-de-Janeiro, avec une naturelle nonchalance tropicale.

C'est sur le territoire compris entre le Madera et le Yavari, au nord de la ligne 10°20 de latitude sud, que les disputes territoriales entre le Brésil, la Bolivie et le Pérou, ont toute leur actualité. C'est là la région de l'Acre, qui a longtemps occupé la presse américaine et européenne. Au cours d'une délimitation de frontières entre le Brésil et la Bolivie qui se prolongeait indéfiniment, celle-ci occupa le territoire de l'Acre avec ses troupes; et le Brésil accepta cette démarche sur une région qui était, de son avis, bolivienne. En 1899, un aventurier, Galvez, voulut organiser l'Acre en état indépendant; mais son autorité fut éphémère. Et la Bolivie et le Brésil se mirent très sérieusement à étudier leurs frontières, pour éviter de futurs exploits. Mais, dans cette étude, on oublia le Pérou : le chancelier brésilien Magalhaes avouait, quelques années auparavant, que le Pérou était en possession de ces terres,

et que le droit de la Bolivie restait précaire, assujetti à une discussion et à une dispute. Malgré cela, on menait la question en dépit du tiers intéressé dans l'affaire internationale. La Bolivie, inquiète des propos impérialistes du Brésil, pensa à louer ce territoire; et un *Bolivian Syndicate* se forma aux Etats-Unis, dans ce but, malgré les protestations du Pérou et du Brésil. Et encore une fois le Brésil, pour s'opposer au contrat bolivien, rappela les droits du Pérou et considéra l'action de la Bolivie sur l'Acre comme un contrat sur une chose en litige. *Adhuc sub judice lis est,* disait la diplomatie brésilienne pour défendre les titres du Pérou au territoire loué à une compagnie étrangère. Quelle noble et chevaleresque intervention et comme il est ironique de voir que ce n'était là qu'un expédient pour finir avec le syndicat et pour agir dans un sens ambitieux !

Le Brésil compara le *Bolivian Syndicate* aux *Chartered Companies* de l'Asie et de l'Afrique. Le chancelier Rio Branco disait d'un air hautain en 1903, que le Brésil avait jusqu'à ce jour interprété le traité de 1867, contre son sens littéral et son esprit, pour servir les intérêts de la Bolivie : « désormais, ajoutait-il, on considérera le territoire acquis par le *Bolivian Syndicate* comme en litige, entre la Bolivie, le Pérou et le Brésil. » Et aussitôt après, quand la compagnie fut dissoute, le même chancelier, par la plus audacieuse des contradictions, signait un *modus vivendi* avec la Bolivie, dans lequel il déclarait que ce territoire en litige appartenait à la Bolivie. C'était suivre la même tradition diplomatique du Brésil, souple, habile, instable, contradictoire.

Dès lors, le Pérou a toujours protesté contre ces doctrines et sollicité une discussion tupartite dans les affaires territoriales. Le Brésil, leurrant les deux pays successivement par des promesses contradictoires, aboutit au traité de Petropolis, avec la Bolivie exclusivement. Dans ce petit chef-d'œuvre de diplomatie impérialiste, le Brésil acquit le territoire disputé, avec de superbes richesses,

moyennant une indemnisation fallacieuse. Le Pérou, réduit à une protestation perpétuelle, à une attitude de dignité et de défiance, n'a pas renié un seul de ses droits historiques; et c'est finalement un tribunal à l'arbitrage à Rio-de-Janeiro, formé par un représentant péruvien et un représentant brésilien, sous la présidence du nonce apostolique, qui doit se prononcer sur cette question territoriale dans laquelle le droit péruvien fondé sur un traité lapidaire a été toujours aux prises avec des faits d'impérialisme. C'est ainsi que la question de frontières avec la Bolivie et celle avec le Brésil constituent le même problème pour une grande extension de territoire; la Bolivie ayant renoncé à ses droits en faveur du Brésil.



Toutes les questions internationales du Pérou sont donc à la veille d'une solution définitive. C'est peut-être celle avec le Chili, qui aura la solution la plus tardive; car elle vise à des aspects de la dignité nationale, à des traditions de patriotisme, à des déterminations précises d'un pacte, auxquels le Pérou ne saurait jamais renoncer. Les autres problèmes avec la Bolivie, l'Equateur, la Colombie et le Brésil sont soumis, nous l'avons dit, à l'arbitrage.

Tel est ce qu'on pourrait appeler le crédo de la diplomatie péruvienne. C'est d'un côté l'esprit chevaleresque, de l'autre, l'arbitrage comme solution internationale. Le premier nous a amené à une excessive confiance dans la foi des autres peuples, à reconnaître le droit des nouveaux pays à la liberté, comme à Cuba et à Panama, à agir toujours dans un sens supérieur et même contraire aux intérêts immédiats du pays. Le cas du maréchal Castilla est bien connu : après avoir vaincu l'Equateur dans une guerre, il renonça à tout avantage de territoire et il oublia même le but de la guerre, qui était une délimitation de frontières. Partout et toujours, ce donquichottisme international, si noble soit-il et si beau dans son désintéressement, et dans son but idéal, nous a nui; provoquant

des coalitions, de lentes préparations pour la guerre, dont nous ne nous doutions pas, jusqu'au moment de la débâcle. D'autre part, l'arbitrage que le Pérou a défendu sans cesse, a relevé l'esprit moral de la diplomatie américaine, et nous a placés parmi les peuples qui cherchent des solutions de droit dans le conflit des intérêts et dans le heurt des convoitises nationales.

Tels sont les aspects remarquables de la diplomatie péruvienne; tels sont aussi ses triomphes. Après la guerre, malgré l'isolement provoqué et favorisé sans trêve par les démarches du Chili, le Pérou situé entre des pays rivaux et parfois agressifs, a abouti par l'habileté diplomatique au triomphe de son principe international d'arbitrage. Et cela sans cette force militaire et navale qui est toujours la meilleure raison dans la diplomatie de notre siècle.

Mais il faut aussi avouer qu'au dix-neuvième siècle, jusqu'à la guerre de 1879 et même après elle, la diplomatie péruvienne n'a pas eu de plan, de système, de succès positif. Elle était trop éprise d'idéalisme, et ce fut là son grand tort. Elle fut toujours inactive et souvent ignorante. Dans maints traités internationaux, elle accepta des clauses contraires à ses droits; elle céda, sans s'en douter, des régions de notre territoire. On ne trouve pas dans ses démarches l'unité d'une pensée de domination ou d'équilibre américain. Elle ignora le Chili, jusqu'au moment où la guerre était préparée. Elle n'eut pas de succès dans l'alliance politique avec l'Argentine, qui fut la grande pensée politique de Pardo contrariée par l'argentin Rawson, quand l'alliance fut nécessaire; et elle risqua toutes les aventures d'une guerre par un pacte inutile avec la Bolivie. Et, après la lutte du Pacifique, la diplomatie péruvienne, devenue faible et toujours inactive, a subi un échec dans la solution que la Bolivie a donnée à son problème international avec le Chili; solution indépendante du Pérou, solution isolée qui sépare les destinées de deux peuples comme le Pérou et la Bolivie, que la guerre

avait unis et que la paix ne pouvait pas séparer, ne devait pas séparer.

Il semble donc, qu'après cet insuccès relatif d'un siècle, la diplomatie péruvienne, par des caractères positifs, doit changer de but et de plan et renoncer à de vieux errements. Au lieu de chercher une unité américaine impossible, une solidarité aujourd'hui difficile, elle doit accepter la fatalité des choses, cultiver ses affinités traditionnelles avec d'autres pays du continent, renouveler, s'il est possible encore, cette alliance avec la Bolivie et l'Argentine qui est la condition de l'équilibre américain, et renoncer à unir ce que les caractères et les traditions séparent. Et dans un plan plus général et plus vaste, tout en défendant les droits de la raison, de la justice et de l'idéal dans le continent américain, se préparer par une série d'alliances et de rapprochements fondés sur l'intérêt et la sympathie des peuples, à reconquérir la place traditionnelle du Pérou dans l'Amérique libre. Peuple héraut du droit, pionnier de l'idéal, cultivant l'originalité de son génie national, sous l'œil des Barbares, comme dans le roman de Barrès, et prêt à défendre son droit qui est aussi (et heureusement pour lui) le droit; sa justice qui est aussi la justice, même par la force, contre les doctrines d'anarchie, de division et de conquête, dans un continent appelé à la solidarité et à l'union par la race et par le vœu de ses grands hommes.

CHAPITRE VII

L'AVENIR

Cette enquête sur les formes sociales du Pérou, sur son passé pendant un siècle de constitution républicaine, doit aboutir à une opinion sur l'avenir. Dès 1895, la vie nationale prend des directions qui semblent définitives. Un idéal se fait dans la réalité, et dans la vie; des traditions de militarisme, de dissolution intérieure se perdent; et on a déjà des éléments pour esquisser les destinées de la nationalité péruvienne.

Mais ce sont seulement quelques traits. Il y a encore de l'indétermination dans les forces, dans la pensée, dans l'organisation collective. Pour que l'ordre intérieur, pour que le développement économique et le sens positif deviennent des agents d'élaboration efficace, il faut du temps, une rénovation des hommes, un revirement de la conscience nationale. Dans ces jeunes pays, la vie tumultueuse accepte difficilement un moule. Après la longue monotonie coloniale, un brusque déchirement de la machine politique a créé des indécisions et des troubles profonds.

La politique, par l'imitation, par les révolutions, a devancé le mouvement de la vie, le cours spontané des choses. Voilà un divorce qui nuit aux développements logiques et continus. On vit des traditions, de la routine, du préjugé séculaire, de l'instinct ; et les formes seulement changent et semblent parfaites, classiques ; et c'est à cause de ce divorce que toute prévision est impossible et que l'avenir est encore une *terra incognita*.

Aussi, le premier facteur du progrès, l'ordre, est récent. Il est assuré dans quelques républiques sud-américaines : au Mexique par l'action féconde d'une dictature, à l'Argentine par l'équilibre entre la cité et la province, entre le

principe fédéral et l'attraction politique du centre, de Buenos-Aires, par la force combinée de l'immigration et de la richesse ; au Chili par le vieil esprit de forte oligarchie et d'unité, et au Pérou par le développement de l'économie nationale et par le gouvernement civil. L'ordre est ainsi le premier des progrès accomplis.

Il y a encore maints problèmes d'organisation, de lutte ethnique, de territoire que l'Europe a résolus, et qui sont à peine ébauchés dans l'Amérique espagnole. On a seulement acquis une condition négative, un équilibre dans la paix. Le nouveau siècle doit être une époque de fécondité, de coordination et d'épanouissement, après les moments difficiles de lutte intérieure.

Et la capacité économique est la plus ferme assise de ces changements prochains. C'est là-bas que la thèse du matérialisme historique est un fait. Les étapes de la richesse conditionnent les progrès dans l'activité, dans la politique, dans la science et dans la vie. On avait trop changé dans le passé l'ordre des choses; on avait voulu perfectionner l'organisme politique, avoir des codes achevés, penser et écrire. On revient maintenant à une science plus sûre des réalités et le développement matériel reste au premier plan. *Primum vivere, deinde philosophare.*

Telle est d'ailleurs la doctrine péruvienne. Les théoriciens de l'absolu cherchaient dans les révolutions le nouvel état social complexe, excellent, conçu dans l'utopie. Une évolution lente, fondée sur la richesse, faite de transactions, d'efforts et d'action continuelle assure la paix et apporte des réformes partielles, plus réelles que la régénération et le progrès des révolutions.

Nous avons donc les deux assises de grandeur future : l'ordre et la richesse, la condition et la cause d'un grand épanouissement.

La richesse se forme, s'accroît, évolue d'un mouvement rapide et éclatant. L'ordre se fait par l'action de ce même développement et par plusieurs influences qui s'enchevêtrent et se précisent de plus en plus. Il y a de nouvelles

directions à l'activité intellectuelle, d'un côté par l'extension des écoles et le recrutement des professeurs futurs dans les écoles normales; de l'autre, par l'accroissement de la bureaucratie. Le prolétariat des professions est peu nombreux. Le gouvernement appuie son pouvoir non seulement dans l'opinion, dans les nécessités de paix, dans l'organisation de l'industrie et du travail; mais aussi, dans la satisfaction des ambitions individuelles, dans l'extension des services publics et leurs conséquences.

Il y a certes là un grand mal. L'excès dans le mandarinat administratif est un gaspillage, un accroissement de passivité dans les caractères, de formalisme dans l'administration. Mais les nouvelles industries, les récents progrès économiques, le travail libre apportent déjà une correction à ces démarches. Le succès dans l'entreprise privée, l'exemple de quelques *self-made men* attire l'attention des foules. Les écoles industrielles donnent une capacité pour le travail encore inconnue, et préparent une étape d'individualisme, d'activité autonome et d'effort. On peut derechef établir que, dans ce moment de transition, la bureaucratie est un bien parce qu'elle donne un but à l'activité des professionnels et des faiseurs de révolutions, ces *déracinés* de notre milieu.

Et le progrès économique, étudié dans un des chapitres antérieurs, ne semble pas un fait du hasard. Outre la puissance acquise, on trouve les conditions, les moyens pour l'affermir. Le Pérou fut toujours le pays traditionnel de la richesse, l'*Eldorado* des hommes d'affaires. Malgré l'échec des finances, on n'a jamais oublié la puissance de la terre, la force du sous-sol, la virginité des forêts prodigues et l'avenir des rivières pailletées d'or. Aujourd'hui, plusieurs causes annoncent un nouvel accroissement de bien-être et de production.

La monnaie, par l'étalon d'or, est un gage de fermeté dans l'échange et d'extension dans les affaires. L'association est une force d'avenir. Ce n'est pas comme jadis un pullulement de sociétés bancaires, mais de compagnies

industrielles, appliquées à la conquête du sol, aux œuvres d'assurance et au commerce. Le capital étranger est toujours en progrès, par le nombre et par l'importance de ses démarches. Dans les banques, dans les sociétés de crédit, dans l'action industrielle il a une grande place. C'est seulement de nos jours que le capital national étend son influence jusqu'à primer quelquefois celle des forces de l'extérieur. La richesse fiscale s'accroît rapidement et elle devient un facteur de progrès, de contrôle et d'évolution sociale. Toutes ces forces coordonnées et fécondes préparent un grand avenir.

A cette esquisse il faut ajouter le rôle futur de l'or et du caoutchouc, qui remplacent le salpêtre et qui sont des richesses encore plus sûres et plus étendues. L'or, dans les mines et dans les fleuves, est un trésor encore inconnu. Il a permis l'établissement d'un nouvel étalon monétaire, il donne, par son abondance, une grande aisance aux relations commerciales. Il y a même un déséquilibre entre l'évolution industrielle, encore enfantine, et la stabilité du *stock* monétaire. Le sol, monnaie d'argent, conserve une valeur d'échange de 24 péniques, malgré de petites oscillations éphémères. Et l'état actuel du métal-argent, dans le marché mondial, donne une supériorité réelle aux pays à étalon d'or, comme le nôtre.

Le caoutchouc est la grande richesse nationale, le secret des forêts, la force de la *montana*. Cette région tropicale, au delà de la côte et de la *sierra*, autour des grands fleuves tributaires de l'Amazone, au centre de l'Amérique, est la base de toutes les industries nouvelles, pour notre siècle épris d'automobilisme. Le Brésil et le Pérou, peuples frontières, ont là-bas de grandes réserves pour l'avenir. La nature est encore voilée : la conquête des terres marécageuses est difficile. Et l'effort du gouvernement vise à unir ces provinces avec la mer, l'Atlantique et le Pacifique. En 1906, toute la politique péruvienne a été dominée par un problème de communication entre la côte et la montagne. On veut unir la région du caoutchouc

avec le Pacifique dans un double but économique et politique. D'un côté, il faut donner un débouché aux productions de la zone centrale du Pérou, le caoutchouc, principalement; de l'autre, il faut que le département de Loreto et tout l'Orient péruvien, deviennent des centres politiques plus attachés à la côte, à ses idéaux et à ses progrès. Le Brésil avait la clef économique de ce territoire, par l'Amazone : la dépendance commerciale peut entraîner aussi la dépendance politique, et ce péril est plus frappant dans un moment de fort développement financier.

Et, après l'or et le caoutchouc, le cuivre, qu'on trouve partout, qu'on domine et exploite dans de nouveaux syndicats, est une richesse d'avenir. Le Cerro de Pasco était naguère, après Potosi, le grand centre américain pour la production d'argent. C'est aujourd'hui aussi une région de cuivre, avec un sous-sol très riche. Le développement des réseaux au centre du Pérou, donnera une intensité encore inconnue à la production minière et au déblaiement des forêts. On ne peut même soupçonner ce que la terre et le sous-sol, soumis à un dressage scientifique, peuvent apporter dans un pays si varié, à travers tant de climats et tant de terrains géologiques. Le Pérou n'est pas la terre d'utopie des anciens; mais il peut le devenir. Dans un territoire trois fois aussi grand que la France, il y a une population qui est celle d'une grande métropole mondiale, Londres ou Paris. Combien de facteurs de stagnation : la densité faible, les parties du territoire étrangères et isolées, la côte aride, la production encore routinière ! Mais, l'évolution actuelle que j'ai décrite dans le chapitre sur les forces économiques, ne semble pas s'arrêter.

I

Deux faits, peut-être prochains, très féconds pour l'Amérique espagnole, seront pour le Pérou la première étape d'un avenir superbe. Le Canal de Panama (qui sera suivi du chemin de fer pan-américain), et l'union de Buenos-

Aires et de Lima par une grande ligne à travers la Bolivie, le centre du Pérou et le nord argentin.

Cette dernière entreprise est presque une réalité. Par des traités internationaux, l'Argentine et la Bolivie se sont engagées à construire un chemin de fer de La Paz à Buenos-Aires. Il est déjà aux frontières boliviennes, et dans cinq ans, très probablement, sera-t-il fini. Le Pérou a étendu la ligne de Callao à la Oroya jusqu'à Cerro de Pasco ; on arrivera encore à Huancayo, dans la même direction. D'un autre côté, on va finir le chemin de fer de Cuzco à Puno, port péruvien sur le lac Titicaca qui unit la Bolivie et le Pérou. Il y a donc deux lacunes dans le grand projet : l'union de Huancayo et de Cuzco, extrêmes de deux lignes, et un chemin de fer sur les rivages du Titicaca, par le Desaguadero, entre Puno et La Paz. Dans l'intérêt des trois pays, par des traités futurs, on arrivera sûrement à faire de Lima et de Buenos-Aires, les deux grands points de ralliement dans l'Amérique méridionale, l'un sur le Pacifique, l'autre sur l'Atlantique, faisant tous les deux un contrôle aux influences orientales et aux influences européennes, fécondant par leur action le cœur de l'Amérique, et préparant, pour l'avenir, les grandes lignes de sympathie et d'influence de l'équilibre américain.

Les résultats de cette grande entreprise sont très importants pour le Pérou. L'union avec l'Argentine sous forme internationale d'alliance échoua avant la guerre du Pacifique ; mais de grandes sympathies d'esprit et de tradition américaine, après 1879, permettent d'avancer que si un traité politique n'est peut-être pas le mot d'ordre des relations entre le Pérou et l'Argentine, une influence mutuelle, une amitié faite de l'empreinte d'un même idéal, de la collaboration des intérêts commerciaux, seront des aspects de l'avenir (1).

(1) Cette amitié fut scellée par Roque Saenz Peña, le célèbre homme d'Etat argentin, qui combattit dans une journée épique de notre guerre avec le Chili, à Arica, contre l'envahisseur nombreux et puissant, à côté de Bolognesi, une des plus belles figures de l'héroïsme de tous les siècles.

Au point de vue économique, la République de la Plata peut conquérir le marché de la Bolivie et, par quelques productions, celui du Pérou. Sur la Bolivie, il y a encore une autre influence à exercer. C'est l'exportation des richesses minières du Beni et du sud bolivien par les chemins de fer argentins. Et si l'Argentine gagne par cette hégémonie économique, la Bolivie trouve de nouveaux chemins et elle se libère de la pression exercée par le Chili. Une République sans côtes a un grand intérêt, selon la pensée du président Montès, a provoquer entre ses voisins, le Pérou, l'Argentine, le Chili et le Brésil, des luttes d'influence. Le chemin de fer futur est donc une condition de liberté économique et politique pour la Bolivie.

Et derechef, le Chili perd beaucoup de son ancienne force. La Bolivie se libère, l'Argentine agit sur la Bolivie et le Pérou, le chemin de fer entre Valparaiso et Buenos-Aires devient secondaire devant la ligne centrale. Le Canal de Panama fera de Callao, le grand port du Pacifique, le centre d'action commerciale dans cet océan. Et Buenos-Aires et Callao par le réseau de pénétration, concentreront toutes les énergies américaines.

Le chemin de fer pan-américain doit unir tous les grands peuples du continent et réaliser, dans l'esprit des Américains, le *Zollverein* des deux Amériques. Le Chili veut construire une ligne longitudinale de Tacna à Puerto Montt, pour préparer la voie à la grande œuvre du Nord. Et il faut s'attaquer aux conséquences fâcheuses de cette dérivation. L'union de Lima et de Buenos-Aires par des *rails* déterminera la direction définitive de la grande ligne yankee. Au lieu d'arriver à la frontière chilienne, elle prendra le réseau central péruvien, dans un de ses points entre Cuzco et Cerro de Pasco, et elle suivra ensuite la voie tracée, par la Bolivie et l'Argentine. Une direction différente laisserait en dehors d'elle la féconde région du Salta argentin et tout le territoire si fécond de la Bolivie, où la richesse encore récente de l'étain et la production des forêts sont déjà des promesses de relèvement économique.

Et dans l'esprit des hommes du Nord, un chemin de fer pan-américain doit étendre l'influence de la grande nation à toute la région centrale de l'Amérique, encore vierge, où se trouvent les énigmes de l'avenir.

Il y a encore une autre considération en faveur du chemin de fer péruvien-argentin. C'est la sympathie des deux nations, faite de certains traits analogues de psychologie collective. C'est l'élément latin commun, la vivacité imaginative, plus profonde dans le pays de la Plata ; le pouvoir d'assimilation, la générosité et l'enthousiasme. Et puis, Buenos-Aires sera, dans un avenir prochain. la grande métropole latine de l'Amérique méridionale.

Elle a, pour ce fait, plusieurs facteurs : la puissance croissante de la richesse, l'équilibre politique, le voisinage de la grande civilisation d'Occident, et, surtout, l'hérédité d'énergie et d'initiative, laissée par les immigrants, les *self-made men* de la grande ville. La Pampa, par ses influences épiques, le gaucho par son esprit audacieux et batailleur; la race nouvelle, par le mélange heureux de toutes les forces ethniques; tous ces antécédents forment l'âme nationale de cette cosmopolis latine. Par le pouvoir d'attraction de son raffinement et de sa puissance, la *civitas* américaine sera le centre de la culture latine au nouveau continent. Pour l'hégémonie de son influence intellectuelle, pour son grand rôle futur, ce chemin de fer est la première étape. C'est ainsi que l'union morale des cinq Républiques, le Pérou, la Bolivie, le Paraguay, l'Uruguay et l'Argentine sera une heureuse et féconde réalité. Et pour l'Amérique, cette coalition, faite sous l'influence des idées et des intérêts, est une condition d'équilibre et de paix.

Avant le déchirement de l'Isthme de Panama, cette ligne est l'unique solution pour que le Pérou s'approche de l'Europe et en dérive toutes les conséquences d'évolution et de culture. Le trajet de Buenos-Aires à Lisbonne sera de 12 jours bientôt. C'est un problème qui se résout maintenant sous le patronage du gouvernement argentin. Le parcours de Lima à Buenos-Aires se ferait très proba-

blement en cinq ou six jours, ce qui donnerait au voyage jusqu'à l'Occident européen une durée de vingt jours, au maximum. Ce sont les deux tiers du temps qu'on emploie dans les déplacements rapides de Callao à Panama et de Colon à Saint-Nazaire ou à Cherbourg (1). Et les vingt jours pourraient facilement diminuer, par les express, comme cela arrive sur les grands réseaux européens. Quels changements dans l'influence européenne, dans l'intolérance, dans les relations commerciales au Pérou !

L'ouverture du Canal de Panama serait toujours postérieure à ce grand projet d'union sud-américaine. Des faits récents de tutelle nord-américaine dans l'Isthme et la visite du président Roosevelt changent l'aspect de l'œuvre échouée de Lesseps.

Et l'influence du chef-d'œuvre du génie américain sera même supérieure à celle du canal de Suez. Ce ne sont pas des terres vieillies, comme l'Inde, qui arrivent à la vie occidentale ; ce n'est pas un monde à coloniser, mais un continent libre, qui s'approche pour recevoir des influences et réagir sur elles ; et deux empires lointains, rajeunis et puissants, qui préparent le péril oriental pour l'Europe et les Etats-Unis. L'influence de la Chine, la lutte pour le Pacifique, entre Tokio et Washington, l'empreinte immigratoire de l'Europe sur l'Amérique méridionale, deuxième conquête civilisatrice, la faillite de la doctrine de Monroë par l'entrecroisement des influences européennes, la constitution d'un équilibre mondial, l'élargissement de la culture occidentale par la réaction de l'Amérique espagnole, la plus grande action du génie latin vis-à-vis de la force germaine, slave et orientale : voilà des résultats logiques et plus ou moins prochains du nouveau Canal.

Ce sont là des conséquences générales pour la politique mondiale. L'Amérique méridionale est un continent éloigné des grands courants civilisateurs : le canal va la rappro-

(1) Les voyages par New-York sont un peu plus courts; mais il faut toujours élargir le calcul par les retards dans les deux correspondances à treuver, à Colon et à New-York.

cher du monde occidental. Et ce fait, probablement prochain, est appelé à produire des changements dans la doctrine de Monroë et dans les relations politiques de l'Amérique et de l'Europe.

La doctrine de Monroë a été un principe de protection et un principe d'isolement. En réalité, elle est le germe d'une tutelle politique. Elle a changé d'esprit avec l'évolution de l'impérialisme, ce phénomène nécessaire pour l'Amérique, comme l'a montré M. Boutmy (1). Ce fut, dans ses origines, une noble défense du régime libre et républicain contre la Sainte-Alliance et ses empiètements. L'Amérique espagnole, à peine libérée de l'absolutisme espagnol, y trouva la protection formelle de son autonomie récente. L'Amérique pour les Américains, pour les hommes du Nord et les hommes du Sud; la condamnation précise et vaillante de toute intervention étrangère, sous forme de tutelle, ou sous prétexte de conquête territoriale ; l'Amérique, dans sa physionomie propre, *sui juris*, en face des territoires libres, des *res nullius* de l'Asie et de l'Afrique ; l'Amérique, enfin, comme vraie terre nouvelle, originale, sans despotisme et sans conquête, dans un monde vieilli : voilà les beaux caractères de la doctrine américaine.

Cette tutelle était utile, peut-être nécessaire, dans les premiers temps. La Confédération sud-américaine, le songe de Bolivar, avait échoué. Les Républiques isolées, épuisées dans l'enfantement de leur liberté constitutionnelle, devaient employer tous leurs efforts pour l'œuvre de constitution interne. Et la doctrine de Monroë leur donnait la paix nécessaire à ce labeur difficile. Elle ne put rien, dans tout le dix-neuvième siècle, contre les guerres entre les républiques espagnoles, contre les conquêtes territoriales, qu'elle défendait à l'Europe, mais qu'elle toléra, en 1884, à un peuple américain (2).

Mais, les Etats-Unis de Washington et de Lincoln, changent d'allure, de démarches, de puissance, d'esprit. Les

(1) *Elements d'une psychologie politique du peuple américain.*
(2) On peut lire à ce sujet, la brochure de mon père, M. F. García-

héritiers des « pilgrim fathers », deviennent des hommes de conquête, des politiciens d'intervention et d'impérialisme. Ils possèdent une force hardie, complexe, faite de la fécondité des terres, de l'endurance des hommes, de la puissance des machines, de l'orgueil de race et de l'expansion d'une foi active et simple. La doctrine de Monroë est maintenant la doctrine de Roosevelt. Et une série indéfinie d'interventions, à Cuba, au Venezuela, à Panama, ensuite à Honduras et Nicaragua, dans les affaires contre l'Europe, dans les problèmes internes, dans les guerres entre les Républiques américaines, donne au premier principe, si beau dans sa simplicité et dans sa liberté, un tout autre caractère. C'est déjà une grande machine politique, sans règle précise, sans raison concrète, qui est une protection dans la forme et comme une pensée évangélique de liberté et de paix, et qui devient un lourd impérialisme, dans la réalité.

Le Canal va séparer deux Amériques : le Nord et le Sud auront peut-être des destinées différentes. Le Pacifique ne sera plus l'océan isolé : l'Europe y arrivera avec son commerce, son influence, ses idées et ses problèmes d'équilibre mondial. Et, malgré tous les Congrès qui ont réuni les deux Amériques, à Washington, au Mexique, à Rio-de-Janeiro, demain à Buenos-Aires, les intérêts économiques éviteront l'unité douanière et commerciale du continent, et sauveront, par leur variété, par le rôle de l'Europe et du Japon, l'indépendance de l'Amérique espagnole contre la tutelle exclusive des Saxons.

Le professeur américain Burgess a prononcé, dans un discours retentissant, à Berlin, la faillite de la doctrine de Monroë, qui n'est, à son avis, qu'une survivance inutile d'une politique surannée. Le président du dernier Congrès pan-américain, à Rio-de-Janeiro, M. Joaquim Nabuco, interrogé par *Le Temps* de Paris, accepta cette théorie

CALDERON, sur l'intervention américaine dans la guerre du Pacifique; c'est un document qui met à nu l'impuissance et les contradictions de la doctrine de Monroë, et de l'esprit yankee, dans ce fatal moment de l'histoire américaine.

nouvelle et parla, avec une grande précision, de l'autonomie économique et politique des peuples représentés au dernier Congrès. Le voyage récent du secrétaire d'Etat américain, Root, a provoqué des manifestations de sympathie plutôt que des résultats d'influence commerciale ou intellectuelle. Malgré tous les rapprochements entre le grand peuple du Nord et nos Républiques, on ne peut guère parler de pénétration de l'esprit *américain* dans les régions du Sud. Au Mexique, on trouve déjà plus qu'une influence industrielle: dans la politique, dans la pensée positive, dans la pratique, les liens entre la République de Roosevelt et celle de Porfirio Diaz sont assez fermes. Mais, ailleurs, l'action européenne prime, et les Etats-Unis, étrangers à la marche de la politique, aux idées et aux mœurs, sont de simples concurrents sur le marché économique. Ils ont la suggestion de la force, du succès, de la « vie intense »: on les admire, on ne les suit pas. Leur idéal semble utile, mais il est trop matériel, trop positif pour ces peuples d'héritage romantique et de tradition. On peut dire qu'il y a une « italianisation » de l'Argentine, une « germanisation » du Brésil et du Chili, une influence de la France et de l'Angleterre sur le Pérou; mais on ne saurait prétendre à l'*américanisation* du nouveau monde. « S'il est un paradoxe qui contienne quelque vérité, écrit M. Stead, le célèbre directeur de la *Review of Reviews*, c'est qu'il y a peu de parties du monde qui soient moins « américaines » que l'Amérique du Sud (1) ». Et il ajoute : « Les Américains des Etats-Unis ont fait peu ou rien pour développer ce vaste continent. Ils font moins d'affaires avec l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale qu'avec les 5 millions de Canadiens de leur frontière septentrionale ». Dans l'ordre politique, des faits récents ont engendré une grande défiance pour les propos de l'Amérique impérialiste. Le sang ibérique et le sang saxon s'opposent, en dépit des mélanges et des fraternités souvent proclamées.

(1) *L'Américanisation du monde* (Paris, p. 127).

La doctrine de Monroë serait destinée, comme dans la fable antique, à dévorer ses propres enfants. Elle a protégé des Républiques pour les isoler et les assembler finalement dans sa grande Confédération.

Et, si l'« américanisation » du nouveau monde n'est pas un fait, peut-elle devenir un idéal ? Je crois que toute politique d'exclusivisme serait funeste à notre liberté, et que nous devons sauvegarder notre indépendance et faire notre progrès par le libre entrecroisement des influences étrangères. C'est dans ce sens, que le Canal de Panama est une œuvre « humaine », appelée à unir les deux mondes et à ruiner toutes les hégémonies, et de l'Atlantique pour l'Europe, et du Pacifique pour la République du Nord.

L'action des Etats-Unis est excellente en principe. Ils sont un grand laboratoire de civilisation et d'énergie nouvelles. Ils ont les défauts de la culture matérielle, de la richesse et de la puissance. Mais aussi de fortes qualités de race, surtout dans l'ordre de la volonté, de la pratique et de l'action, qui peuvent servir de type d'imitation à des Républiques très adonnées à l'intellectualisme et à la culture littéraire.

Bourget trouvait, en 1895, de fortes excellences dans la grande confédération (1). C'était, premièrement, un nouveau sens de la démocratie, que les Américains conçoivent comme *une égale possibilité sociale;* où tous les hommes peuvent brûler les étapes, dans le *curriculum* d'une vie, sans égards à des traditions inflexibles ou à des cadres fermés; c'était encore, sur cette terre de l'individualisme, l'union du christianisme et de la science, sans arrière-pensée, comme des formes diverses de la conscience humaine (2). Mais, après dix ans, cette égale possibilité

(1) Vide le beau livre du grand romancier OUTREMER, t. second, p. 319 et 323.

(2) Le sociologue HENRI HAUSER a écrit dans son livre sur l'*Impérialisme américain* : Des différences de race et de culture s'opposeront aussi à cette yankisation économique de l'Amérique du Sud. C'est une Amérique vraiment latine. Elle se « latinise » de plus en plus par l'apport incessant des Italiens qui arrivent par centaines de mille dans

devient une féodalité financière, avec les rois des *trusts ;* cette ascension universelle est arrêtée par les vices de la politique mercantile, par la guerre des races, par la formation d'oligarchies successives, où la richesse, le sang, le mariage et l'arrivisme sont les grands facteurs. Et aussi cette union du principe chrétien et de la science n'est que l'effet d'une âme originale, mystique et positive, et c'est encore un phénomène d'affaiblissement dogmatique au sein des confessions protestantes. Le christianisme, sans rites et sans dogmes, n'est qu'un principe de salut et de vie intérieure.

Dans la pensée, la culture américaine a des qualités de sérieux, de variété, d'analyse, de religiosité indépendante des dogmes, qui sont de même des puissances à acquérir pour la vie nouvelle. Mais, ces vertus ne sont pas un produit original de la race américaine : elles sont allemandes et françaises et anglaises; on en trouve partiellement en Italie et en Espagne. Il n'y a qu'un élément propre aux Etats-Unis, qu'on ne saurait trouver ailleurs. C'est précisément le mélange dans un peuple de toutes ces énergies, de la pensée et de l'action, sous une forme nouvelle. Et c'est là aussi quelque chose que toutes les nations libres doivent chercher. C'est à une synthèse nouvelle, faite originalement dans leur esprit, qu'elles doivent aboutir, imitant des formes étrangères de vie et d'action et de pensée, sans passivité et sans exclusivisme.

Aussi, une imitation outrancière des Etats-Unis nuirait à notre libre développement, à notre autonomie, à notre œuvre de race qui a des traditions originales. Les dernières démarches de la grande République ont un but concret: c'est l'union commerciale des deux Amériques, par des traités de protection intérieure, par des privilèges de douane et des luttes contre l'Europe. La pensée d'un futur *Zollverein* américain hante les esprits.

---

le Sud-Brésil, par les colonies italiennes et françaises de l'Argentine (il faudrait y ajouter l'émigration espagnole, que l'auteur oublie et qui est devenue très puissante). Paris, 1905, p. 114.

On peut contester les avantages de cette union. La réalité des choses montre que les courants économiques sont très variés dans notre continent, qu'il y a des sympathies spontanées et anciennes entre quelques Républiques et des pays industriels d'Europe, comme l'Allemagne, l'Angleterre, la France, et qu'il faudrait, pour créer l'union douanière, des démarches qui ne sauraient être justifiées que dans la certitude d'un grand avenir. Ce serait une politique aveugle, qui changerait la spontanéité des mouvements par des moules inflexibles, la concurrence par le monopole, la fécondité des luttes entre tous les peuples producteurs par le troublant pouvoir d'une seule force qui impose, qui isole, qui écrase.

« C'est un Zollverein qui a posé la première pierre de l'unité allemande » (1). Et il arriverait de même pour l'unité américaine, sans l'hégémonie de la grande République. Un impérialisme nous mènerait à un autre impérialisme, contre toutes les voix de la dignité, du *self-government* et de la race. Comme Chamberlain voulait fonder la « Greater Britain » entre l'Angleterre et ses colonies, par une union douanière; comme en Allemagne, on veut fermer l'Empire, par une doctrine « d'autonomie économique », *geschlossene Volkowirtchaft* ; on arriverait, selon le désir des Etats-Unis, à créer la « Greater America », par un *Zollverein* fallacieux. Et ce suicide collectif de l'Amérique espagnole ne peut pas être désirable, non seulement pour des Républiques qui ont l'orgueil de leur langue, de leur tradition et de leur caste; mais pour l'Europe qui serait menacée dans son expansion industrielle, et pour l'équilibre du monde, la *welt-politik* de l'avenir, qui exige des alliances et condamne les impérialismes.

Et même si ce *Zollverein* n'impliquait pas l'anéantissement des jeunes Républiques américaines, il y aurait toujours de gros dangers à laisser dominer partout, et sans

(1) BOUGLÉ. *Les Idées égalitaires. Etude sociologique.* Paris. 1899, p. 229.

contrôle étranger ou national, l'influence nord-américaine (1). Il y a des contrastes profonds entre les deux parties du Continent : l'hérédité et les influences éducatrices ont donné des buts différents à l'Amérique saxonne et à l'Amérique latine. Et comme l'évolution du Nord a été rapide, violente, dans un creuset formidable où toutes les races s'entremêlent, le Sud, arrêté encore dans sa marche, plus traditionnel, plus conservateur peut-être, s'éloigne de plus en plus de la marche politique, idéologique et sociale des Etats-Unis.

Un atavisme différent les sépare. Au Nord, c'est le Peau-Rouge qui domine. Malgré sa disparition, on a trouvé que les traits physiques et peut-être les caractères moraux des Américains actuels se rapprochent progressivement de l'ancêtre autochtone. Dans l'entrecroisement si bizarre des immigrations, le type, vieux et simple, primaire et arrêté, du sauvage, prend rapidement le dessus. D'un autre côté, c'est le sang germain qui se transmet dans le plus grand nombre des couples américains. Et tous ces facteurs déterminent une tradition d'âpreté, de violence, d'individualisme, de mysticisme agressif et confiant, d'effort, d'endurance, d'énergie excessive, qu'on ne trouve pas et qu'on ne saurait trouver chez les Républiques, au sang ibérique, dominées par les traditions indienne et espagnole.

Là, l'hérédité est tout autre. Elle est plutôt latine. L'Indien au Mexique, au Pérou, même au Chili, chez les *araucanos* (2), était très civilisé. Une longue et obscure évolution créa des Empires puissants et vastes, disciplinés et religieux, où la tige humaine était moins libre, mais aussi plus souple et plus belle. L'esprit espagnol, héroïque, fermé, épris de rêve et d'aventure, religieux dans un

(1) On ne saurait nier, sans injustice, le bien matériel que les Yankees ont fait à Cuba. Des faits récents démontrent que cette action ne fut pas si désintéressée, qu'on le crut tout d'abord ; mais elle fut puissante et réelle. Lire à ce sujet le chapitre ingénieusement nommé : Le beau geste des Yankees, dans le livre, si remarqué, de Paul Adam, *Vues d'Amérique*, 1906, p. 297.

(2) C'est ce qu'a démontré l'historien chilien, GUEVARA, dans son livre sur la *Civilisation en Araucanie*.

sens plus artistique et sensuel que ne l'étaient, au Nord, les « pilgrim fathers », devenait plus plastique dans un climat doux, en face d'une nature parée et luxuriante, si différente de la sèche Castille ; et même, dans ses solitudes, grandiose et troublante, par la majesté des Andes dominatrices. Et ce fut, dans ces terres espagnoles, une tradition d'aventure et de lutte, un déséquilibre entre la raison lucide, entre l'imagination puissante, et l'action faible, et l'individualisme, rétréci ou languissant.

Il y a donc, dès les origines, opposition et divorce entre les deux races et les deux traditions : ce ne sont pas des caractères qui se complètent mutuellement; ce sont des divergences qui ne peuvent que s'accroître, dans leur choc. Si l'Amérique latine, divisée et faible, accepte indéfiniment une protection, plus une tutelle, elle n'y trouvera pas l'accroissement de sa propre puissance et de son énergie autonome. C'est une des deux races qui doit dominer ; celle du Nord ou celle du Sud, car ni le mélange n'est possible, ni la confédération ne serait réelle; et la domination politique ne pourrait être que l'hégémonie saxonne sur une race incapable de liberté, qui serait, hélas ! étrangère et honnie dans son propre territoire.

Examinons de plus près ces différences des deux Amériques.

Elles sont plus frappantes dans le domaine de la volonté. L'énergie, à la fois tenace et conquérante, est le caractère le plus saillant de ce peuple admirable, qui est, pour l'Amérique et pour le monde, le type de la civilisation industrielle et de la démocratie religieuse. L'individualisme, le culte de l'or, le *struggle*, sans contrôle et sans relâche, l'optimisme beau et même maladif, ne sont que des formes diverses de cette religion de l'énergie nationale. C'est une force sans moule, une activité sans loi, un gaspillage sans trêve. Herbert Spencer prêcha aux Américains, dans un discours célèbre, l'Evangile du Repos; et leur grand psychologue, William James, pose comme idéal de la vie américaine, l'abandon, la fin de cette tension

extrême, qui est une cause d'épuisement. De l'idée à l'acte, de l'image qui hante l'esprit à la réalité qui en souffre l'empreinte, il n'y a pas de moyen terme qui ralentisse le mouvement de la vie. Tout est un, l'esprit, le désir et l'action. Voilà de grandes forces, quoique excessives, que les Américains, de sang ibérique, ne connaissent pas. Chez eux, l'idée reste solitaire ou elle s'approche de l'utopie; l'action est moins rapide et beaucoup moins tenace. Un divorce fréquent entre l'intelligence et la volonté trouble la continuité de la vie politique et la fermeté de l'action morale. Et comme on connaît superficiellement les corrections et les chocs que l'action apporte dans la région de l'idée pure; l'intelligence, sûre d'elle-même, vit de son propre élan, sans observation et sans méthode; et dans la vie politique et dans la vie morale, cet intellectualisme conduit à la dissociation des choses, à l'inquiétude et à la débâcle.

Il y a, surtout, dans la notion d'Etat, une opposition radicale entre les deux races, du Nord et du Sud. L'Américain du Nord est « *stateblind* », aveugle à la notion d'Etat (1). On a même défini leur doctrine politique comme un « anti-Etat ». L'individualisme outré ne reconnaît guère de liens. Chacun vit et agit pour soi, socialement, politiquement, surtout économiquement. Le gouvernement est une *tertium quid* passif ou insouciant. La puissance est aux meneurs et aux rois de l'industrie. Et l'individu agit sans loi ou en dehors d'elle : au moins, laisse-t-il toujours la dernière place au pouvoir. Chez eux, l'individu s'oppose à l'Etat, comme dans la formule traditionnelle du laisser-faire, *the man versus the state*. Quoi de plus contraire que cette politique irrégulière et dure, à notre centralisation, au rôle plutôt excessif de l'Etat dans l'Amérique espagnole ? Quel germe de dissolution et de désordre pour notre continent dans cette doctrine de liberté agressive, de lutte darwinienne, d'égoïsme troublant ? Les Répu-

(1) ANDRÉ CHEVRILLON. *L'Avenir en Amérique* (*Revue de Paris*, 15 février 1907).

bliques espagnoles, privées de cet esprit d'individualisme, ont besoin d'un Etat protecteur, qui limite les droits des personnes et qui en finisse avec l'anarchie traditionnelle.

Et aussi, dans la religion et dans la morale, l'opposition est forte et tranchante. Le protestantisme, ou, pour mieux dire, le « positivisme chrétien » (1), est la religion des Etats-Unis. C'est le cosmopolitisme dans la foi, la réunion des dieux qui prêchent l'action, la condamnation des *crédos* qui condamnent la vie et parlent du *nirvana*. C'est encore une religion touffue et mystique, à la fois naïve et positive, qui produit de grands effets de suggestion, par la *mind-cure;* qui cherche l'esprit, au sein des formes traditionnelles. La foi devient une force individuelle, et, par là, elle donne un sens à la vie, elle assouplit le *struggle*, et affermit l'essor républicain. C'est, au contraire, dans l'Amérique espagnole, le catholicisme, qui est la conviction, ou, au moins, le préjugé des foules. La religion est là un formalisme et une habitude : la charité y puise sa force, l'esprit paresseux, impuissant à se créer des vues personnelles, sur la destinée et sur la vie, y trouve la réponse facile, et la solution toute faite à ses besoins. Individualisme, au Nord; catholicité, imposition monotone, au Sud; sève mystique là-bas, et formalisme ici; finalement, union de la religion et de la vie aux Etats-Unis, et indifférence dans l'Amérique espagnole. Ce sont là des extrêmes qu'on ne saurait pas concilier.

Et si la religion est différente, la morale l'est aussi. Le « positivisme chrétien » a produit la « moralité commerciale ». L'égalité, sans liens d'amour, la liberté, sans contrôle, rétrécissent le cadre humain. La politique et l'économie priment la morale. L'individu ne trouve des limites qu'en soi-même, dans le hasard, dans la mort. Tout sert pour parvenir : transformer le *self-help* en égoïsme, ignorer la solidarité ou l'ériger en monopole, dans la politique, dans les *trusts*, voilà la réalité. La moralité espa-

(1) Le mot est de Bargy, dans son beau livre sur *la Religion aux Etats-Unis.*

gnole est autre : elle est plus chevaleresque et plus humaine. Elle s'inspire du sentiment, elle est peut-être étroite, dominée par des divisions religieuses, farouche dans l'honneur et ses luttes; mais sa force conservatrice empêche le trouble des égoïsmes et l'effort dissolvant des luttes sans règle et sans limite. Comment pourrait-on transformer une moralité de sentiment, en une moralité de l'énergie et de l'action; toute timide et ordonnatrice l'une, toute hasardée et troublante, l'autre ?

Il faut donc se méfier de toute imitation aveugle des Etats-Unis et de tout rajeunissement de la doctrine de Monroë. La République de Roosevelt ne pourrait pas régénérer les races du Sud, d'abord parce que sa natalité baisse (1), et ensuite, parce que le métissage si fréquent en Amérique, est honni par le *Yankee*. Les lois sévères, les préjugés terribles contre le nègre, dans les Etats du Sud, forment une doctrine raide de sélection et de triomphe des blancs. L'immigration du Nord serait le déchet de la race, le fond du creuset en travail. Les *outlaw*, les hommes rudes, les *cowboys*, sans culture, les israëlites rejetés, les Irlandais sans labeur, les Asiatiques attaqués par des lois prohibitives, tels seraient fatalement les envahisseurs. Et au lieu d'épurer notre civilisation, faible de tant de mélanges inférieurs, nous aurions la « pambéotie », condamnée par Renan.

Il faut connaître ce qu'on appelle l'*envers* des Etats-Unis. Chez ce grand peuple, le mouvement civilisateur est trouble et continu : la cristallisation, en arêtes limpides, ne peut guère se produire. Il n'y a pas encore de type de race, mais des variétés, qui s'agitent autour d'un idéal de force, *the strenous life*. Dans la politique, la cupidité, les scandales de la *Tammany Hall*, l'opposition assez forte du Nord et du Sud, l'un démocratique et industriel, l'autre

(1) M. Pierre Leroy-Beaulieu a démontré, par de belles statistiques, cet abaissement de la natalité, comme une conséquence de la « civilisation démocratique moderne qui tend à diminuer le nombre des enfants ». *Les Etats-Unis au* XXe *siècle*. Paris 1906, p. 65.

aristocrate et agricole; de la nouvelle Angleterre et du Far-West, qui sont deux étapes extrêmes : la première de raffinement, la seconde de lutte primitive, dans une même civilisation; dans la morale, le relâchement des mœurs, les phénomènes de stagnation dans la natalité; enfin, la féodalité financière, les scandales de la *Yellow press*, les caprices de quelques milliardaires, qui aiment à revivre le roman de Pétrone, la lutte des races et le lynchage; et d'autres caractères que les analystes de cette civilisation, inorganique et récente, se plaisent à étaler pour l'ancien monde, demandent un sévère triage dans l'imitation des habitudes nord-américaines. Ce sont plutôt quelques qualités humaines, qui se trouvent plus en relief aux Etats-Unis, que nos Républiques devraient connaître et acquérir, dans leur ascension politique et sociale. Elles se réduisent au travail, à la vie active et intense, à l'optimisme, à la primauté de l'action sur l'intellectualisme exclusif et dans les rêveries sentimentales. Suivre le reste, le *décor* de cette nationalité puissante, ce serait faire du *snobismre* ou aspirer à la servitude (1).

Nous avons parlé du « péril américain »; mais il faut avouer qu'il est lointain et il faut encore plus le rendre utopique. Nous avons dit que le canal de Panama unira plus étroitement les deux mondes et que la doctrine de Monroë, dans son sens agressif, y trouvera sûrement une limite inflexible.

Mais, il y a même d'autres forces qui agiront dans le même but. Dans dix ans, au moins cinq Républiques latines seront à compter comme puissances américaines : le Mexique, l'Argentine, le Brésil, le Pérou et le Chili. Par la paix et par la richesse, il y aura là des énergies qu'on ne saurait mépriser dans l'avenir. Il sera difficile d'arriver à les unir dans un but commun, comme à l'époque de l'indépendance américaine; ou en 1866, quand l'Espagne

(1) Un écrivain sud-américain très remarquable, M. J. E. Rodo, a condamné cette imitation exclusive dans son livre *Ariel*, qui rappelle, par le style et la pensée, les *Dialogues philosophiques* de Renan.

voulut reconquérir ses provinces autonomes. Des problèmes troublants, résultats des guerres, de celle du Paraguay et de celle du Pacifique, empêchent toute harmonie définitive. Mais, ces peuples, par des alliances plutôt économiques, par des affinités avec certaines nations d'Europe, peuvent élargir l'équilibre politique du continent américain et aussi de l'Europe et du monde.

C'est dans ce sens concret, qu'il faudra faire la politique de demain. Etudier les affinités et les sympathies naturelles, faites de l'accident historique, de l'influence intellectuelle, des relations commerciales, et les transformer en affinités conscientes, électives, selon le mot de Goethe : tel est le cadre souple de notre action future. Si on suit, dans toutes les républiques, une politique commune dans ses grands traits, indépendante dans les relations que chacune d'elles peut développer, on aura proclamé, même avant 1923, date du centenaire de la doctrine de Monroë, la faillite définitive de celle-ci.

Le secrétaire d'Etat Olney disait un jour « que la distance et trois mille milles d'Océan rendent toute union politique permanente entre un Etat européen et un Etat américain presque impossible ». Et Lord Salisbury niait, de son côté, la vérité de ce postulat politique. Il faut avouer, que par le progrès de la communication, cette impossibilité est de plus en plus douteuse. Avec le canal, avec les chemins de fer à l'intérieur de l'Amérique, l'affirmation d'Olney sera un mot vieilli.

Par l'immigration, l'Argentine a des sympathies pour l'Italie et l'Espagne; au point de vue économique, c'est l'Angleterre ; intellectuellement et socialement, c'est la France, qui laissent leur empreinte dans la puissante république de la Plata. Au Pérou, le phénomène est analogue : la faible immigration est italienne, l'esprit français domine, dans la pensée, dans la politique, dans la vie; la puissance du commerce et des capitaux anglais, jadis souveraine, est aujourd'hui aux prises avec les capitaux nord-américains et allemands. Au Mexique, la proximité des Etats-

Unis leur donne la maîtrise dans l'industrie et dans les finances ; il y a un certain positivisme dans la pensée et dans la politique; mais la France a encore une très forte influence intellectuelle. Le Brésil et le Chili sont plutôt des terres allemandes : on y trouva à Sào Paulo et à Valdivia des « colonies sans drapeau », selon le mot précis que l'on a employé à leur égard. Dans l'éducation, dans certaines formes du caractère national, l'esprit allemand, quoique rétréci, domine au Chili ; sans oublier toutefois l'action anglaise, si puissante à Valparaiso et une petite influence slave, dans les finances du Nord. Entre le Brésil et le Chili, il y a des sympathies politiques; l'Argentine est séparée de cette union par des traits de race, par des souvenirs non lointains, par d'anciennes questions de frontières. Le Pérou et l'Argentine ont, dès l'indépendance, des liens qui se resserrent toujours, et dans lesquels la Bolivie n'est pas loin d'être attirée, par des raisons de situation, par des intérêts commerciaux.

Il y a, dans ces harmonies des peuples, des germes d'alliance politique. L'Angleterre, la France, l'Espagne, unies en Europe peuvent exercer leur action féconde sur le Pérou, le Mexique, l'Argentine, la Bolivie, les Républiques de l'Amérique centrale. L'influence des Etats-Unis serait plus forte, au Pérou, au Mexique, peut-être, en Bolivie. Pour comprendre la puissance de la démarche européenne, il faut, premièrement, dire que le rôle des Etats-Unis ne serait alors que secondaire, dans une union des puissances ; et, en second lieu que la France, par sa force intellectuelle et par l'empreinte de son goût et de son art, l'Espagne par l'action de la race, l'Angleterre par son commerce, auront ensemble une influence souveraine qui agira sur tous les aspects de la vie. Le Chili et le Brésil formeraient avec l'Allemagne une force d'équilibre à cette autre alliance, reproduisant au continent américain, le même antagonisme commercial et politique qu'en Europe.

Il resterait d'autres Républiques, la Colombie, le Véné-

zuéla, l'Equateur, le Paraguay, l'Uruguay, les républiques de l'Amérique centrale, qui veulent se confédérer; mais, ces pays n'ont pas encore trouvé leur paix intérieure, et ils se rattacheraient à l'une ou à l'autre de ces coalitions. Ce serait la première, sous l'hégémonie de l'Angleterre et de la France, qui en aurait le plus grand avantage.

Voilà ce qu'une politique d'influences peut acquérir : la formation de grandes alliances entre l'Europe et l'Amérique, et l'apparition de l'Amérique oubliée et cloîtrée dans l'équilibre politique et moral du monde. Il n'y a qu'à séparer ce qui est différent et à unir ce qui est analogue, pour former cette lutte d'influences si féconde pour l'avenir d'un continent libre et républicain. La base de cette action serait l'intérêt économique, l'attraction des richesses : les conséquences en seraient plus vastes. Elles donneraient au vingtième siècle une physionomie nouvelle et, peut-être, après la « rénovation de l'Asie », faudrait-il saluer la « rénovation de l'Amérique ». Le nom de Vespuccio ne serait plus appliqué à une seule moitié de continent, aux Etats saxons et cosmopolites ; mais au tout, à ces Républiques, qui ont le sang des ancêtres indiens, l'hérédité des *conquistadores*, dans un milieu qui assouplit l'intelligence et les caractères et donne des traits nouveaux à l'argile humaine.

Ces relations politiques serrées et diverses ont un grand intérêt après la guerre d'Extrême-Orient. Le Japon vainqueur, à grand outillage industriel, est dominé par l'impérialisme, comme l'Allemagne de Guillaume II et les Etats-Unis de Roosevelt. Certes, il y a là le principe d'un équilibre futur, car le Japon et les Etats-Unis, les deux grandes puissances du Pacifique, en défiance mutuelle, en une lutte économique acharnée, se disputeront l'hégémonie du continent américain et de l'Orient, et la liberté et l'autonomie des républiques jailliront certainement de ce heurt continu et fatal. Mais si, comme des événements récents le font craindre, la guerre éclate, la puissance triomphante, désormais sans contrôle, deviendra un péril pour notre

indépendance, et une doctrine de tutelle plus forte que celle de Monroë et de Roosevelt, sera, à Tokio ou à Washington, un élément de menace et de trouble pour la liberté américaine. L'Amérique unie à l'Europe, par des entrecroisements touffus, par des lignes d'influence et d'aide politique ou économique, n'aura rien à craindre de cette lutte pour le Pacifique; et cette opposition de deux nations sera moins extrême, quand de nouvelles puissances, toujours concentrées dans la Méditerranée, la mer classique, le *mare nostrum* des anciens et dans l'Atlantique, l'océan de l'expansion européenne, envahiront le Pacifique par le Canal et domineront dans cet océan de l'avenir, où deux continents, le plus ancien et le plus récent, se disputent face à face, comme l'initié et l'initiateur dans le drame de Renan, la vie, la puissance et l'avenir.

Un géographe éminent, Karl Ritter, a établi une loi de parallélisme entre les civilisations et leurs conditions géographiques. L'histoire se divise en périodes déterminées par le milieu. Il y a le moment *potamique* ou des rivières, des Empires orientaux, de vie isolée dans les clans; il y a le moment *thalassique*, des mers intérieures. Le Méditerranéen est le centre de cette vie ancienne, gaie, expansive, florissante, de Carthage, de Tyr, de la Grèce, de Rome, de l'Egypte des Pharaons. Au quinzième siècle, c'est la période océanique, avec les découvertes des conquérants portugais, anglais, espagnols et français qui commence; elle est déjà épuisée. Le Pacifique est l'océan de demain, le champ de bataille pour notre siècle. Et les nations de l'Europe vieillie ne pourront pas s'isoler de ce grand combat, si elles veulent dominer dans l'avenir.

D'ailleurs, elles sont loin de mépriser cette nouvelle donnée de l'histoire. La guerre de Chine en est un exemple. Les démarches de l'Angleterre pour faire le Canal à Nicaragua, contre le projet des Etats-Unis, obéissent à un but analogue. Stead a écrit que le centre de résistance aux principes américains est à Berlin ; que le grand ennemi de

l'américanisation de l'Asie, de l'Amérique, du monde, c'est le Kaiser, qui a fondé des colonies soi-disant autonomes, au Brésil et au Chili. L'opposition de l'Allemagne et son expansion dans l'Amérique méridionale sont encore un effort pour s'approcher du Pacifique.

Le Président des Etats-Unis disait, en 1880, que le canal serait sous le contrôle américain (*the policy of this country is a Canal under American control* (1). C'était celui-là le but de sa politique sur Panama et l'Amérique centrale. La possession des Philippines, des Hawaï, des Iles Sandwich, est une forme de l'expansion vers l'Asie que les Etats-Unis mènent aujourd'hui par des mesures prohibitives, sur leur propre territoire, contre les Japonais et les Chinois immigrateurs. Le tarif Mac Kinley double cette expansion d'un protectionisme contre les marchés producteurs de l'Europe et de l'Asie. Les Anglais se flattaient d'avoir le monopole de l'entrepôt commercial, entre l'Europe et l'Asie. Ils perdront encore leur ancien caractère avec le Canal de Panama, qui donnera aux Etats-Unis de nouvelles directions d'influence, dans l'Océanie, sur l'Australie, et la démocratie zélandaise. La République qui aura la maîtrise du canal sera l'entrepôt naturel entre la vieille civilisation méditerranéenne et la nouvelle du Pacifique, de l'Orient rajeuni, de l'Amérique développée sous la puissance saxonne. On comprend ainsi combien l'alliance de l'Angleterre et du Japon doit être forte, combien le canal de Panama peut changer les destinées du monde.

Il y a un autre sens de la doctrine de Monroë, qui a une actualité et une fécondité de grand prix pour l'indépendance de l'Amérique espagnole. En 1823, ce fut une théorie libérale contre l'Europe de la Sainte-Alliance; au vingtième siècle, elle doit être un système d'isolement contre l'Asie. Les doctrines changent avec l'histoire. Une des raisons politiques du président Monroë, dans son

---

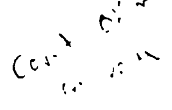
(1) V. Bérard, *Le canal de Panama*. (*Revue de Paris*, janvier 1902, p. 430).

célèbre message, c'était le contraste des régimes de l'Europe réactionnaire et de l'Amérique républicaine et libérale. Les Etats-Unis défendaient aux nations européennes d'étendre leur système politique à une partie quelconque de ce continent. Ce sera demain, une opposition de race entre l'Orient et l'Amérique que la nouvelle doctrine aura comme ferme assise. Et la logique des choses exige que ces deux formes d'un même principe traditionnel, viennent l'une après l'autre dans l'histoire américaine. L'autonomie des régimes politiques est assuré sur notre continent : l'Europe, revenue de ses anciens propos, la reconnaît généralement et accepte le principe républicain du nouveau continent. Mais, la race, de tradition espagnole, de sang latin, la race blanche malgré tous les *métissages*, est en péril. Le Japon songe à exercer une influence politique, commerciale, même ethnique, sur notre pays. Et les Etats-Unis ont plus à craindre des démarches du Japon, de l'ambition des jaunes que de celle de l'Europe libérale

Il y a là lutte de deux expansions, conflit fatal de deux impérialismes. L'Amérique saxonne vise à étendre son pouvoir industriel et sa force commerciale, jusqu'à l'Asie, sur la Chine ouverte aux influences étrangères. Après la défaite des russes à Moukden, le Japon a une influence très grande en Corée : c'est presque une tutelle, dans tous les sens du mot. Il la sauvegarde contre les ambitions européennes et il développe dans la péninsule tous les ressorts de son impérialisme économique. Le Japon défend encore l'intégrité de la Chine contre les doctrines européennes d'influence politique. Le ministre Okuma démontre que c'est le Japon qui a charge d'âmes en Chine, que c'est lui seulement qui pourra donner à l'Empire vieux et retardataire les bienfaits de la culture occidentale. La Mandchourie, après la guerre russo-japonaise, est abandonnée par la Russie ; le Japon exige cette cession, pour libérer la Chine, pour défendre l'autonomie de l'Asie contre les empiètements de la race blanche. Et là aussi, dans cette région féconde, le Japon étendra son influence commer-

ciale. Et lentement, sourdement, la nation rénovatrice de l'Orient, l'Angleterre asiatique, agit sur la Chine pour la transformer. Dans les écoles on suit les méthodes japonaises qui sont aussi les méthodes occidentales (1) : l'érudition ne prime plus, le mandarinat finit, le bouddhisme devient une religion sino-japonaise ou veut le devenir, comme le christianisme est le culte occidental. Dans l'armée, l'action japonaise est unique; dans le commerce elle a une grande place. La Chine évolue et critique ses traditions : elle sort rajeunie de son rêve d'inertie et de despotisme, elle s'assimile rapidement, souplement, la science et l'expérience d'Occident. Et c'est toujours le Japon, maître de cette révolution morale, guide respecté de ce renouvellement, qui en a tous les avantages. Un « panasiatisme », une rénovation de l'Asie sous l'influence japonaise, une grande force d'expansion sur le Pacifique de toutes ces races jaunes qui se réveillent, pour la conquête, pour le domaine de leur océan, pour la défense de leur autonomie politique, commerciale, religieuse et morale, sont les aspects de ce grand mouvement oriental.

Le Japon pense déjà à l'Amérique espagnole. L'immigration japonaise dans le Far-West américain doit se continuer dans les républiques latines. Le comte Okuma, très connu par son impérialisme, écrivait dernièrement dans un article du *Tokio Economist* des opinions remarquables sur cette action future. « Le Pérou et le Chili, dit-il, conviennent beaucoup mieux (que le Brésil) à l'émigration japonaise ; ces pays sont non seulement situés à une distance beaucoup moins grande que le Brésil, mais



(1) Voir des renseignements sur cette influence intellectuelle dans le beau livre de Louis Aubert, *Paix Japonaise*, Paris, 1906, p. 637 et suivantes.

(2) « Les grandes manœuvres de l'année chinoise en 1905, écrit Paul Adam, dans *le Journal*, étonnèrent désagréablement les officiers européens qui les suivirent. Celles de 1906 démontrèrent aux spectateurs compétents qu'il serait impossible aujourd'hui de délivrer les Légations assiégées dans Pékin par d'autres Boxers, si le corps de secours employait les effectifs et les moyens de 1900 ».

encore ils sont dans les conditions voulues pour être inclus dans la sphère d'influence que le Japon se promet d'exercer dans l'avenir. Le Canal de Panama ne se terminera pas avant longtemps et il est nécessaire, auparavant, que le Japon ait pu établir son influence sur la côte Ouest du sud de l'Amérique, au mieux de ses intérêts » (1). Il y a, dans ces lignes, une grande intelligence de l'avenir. Le Canal de Panama doit ouvrir le Pacifique à l'Europe (2); l'Ouest-Sud américain est la terre facile à l'influence japonaise. Des Compagnies de navigation entre le Japon, le Chili et le Pérou s'établissent maintenant, dans un but qui semble commercial, mais qui est encore politique et ethnique.

Les Etats-Unis luttent pour envahir l'Asie, avec les produits de leur industrie expansive. Malgré les sympathies de la République du Nord pour le Japon, pendant la dernière guerre d'Orient, des défiances progressives ont changé l'opinion. Les récents troubles en Californie, les réserves contre l'immigration japonaise, qu'on ne sépare pas trop de celle des *coolies*, les discussions diplomatiques à Washington, tout est là pour prouver que la guerre peut arriver, qu'elle est l'aboutissement naturel de cette grande lutte pour le Pacifique que les deux peuples mènent, de toutes leurs forces politiques et industrielles.

D'un côté, les Etats-Unis, qui ont développé par leur exemple politique, par l'expansion de leur culture, la civilisation occidentale au Japon, comprennent les avantages de leur situation géographique : ils sont, après le Japon, le peuple appelé à être le réservoir de l'Orient. Ils luttent contre l'influence de la Grande-Bretagne, si puissante en Extrême-Orient, où Hong-Kong est un dépôt traditionnel, et un symbole de la *Greater Britain*. Mais d'un autre côté, le Japon, mieux placé, fortement outillé, énergique et

(1) Traduit dans l'*Amérique latine*, n° 2-3, décembre 1906.
(2) On a très bien dit que le canal de Panama est pour le Japon une menace, comme naguère le Transsibérien ; c'est toujours le même effort de l'Asie et de l'Europe pour se rapprocher des grands marchés du Pacifique. *Paix Japonaise* par L. AUBERT, 1906, p. 154.

puissant, conquiert la Corée et la Chine et il empiète sur la Mandchourie. Et la lutte se fait toujours plus âpre, *in an agressive way*, comme le désirent les Américains. Le président Roosevelt, dans son dernier message (5 décembre 1906) a posé le dilemme de la politique yankee envers les races jaunes. « Changer leur manière de traiter la race jaune, dit-il, visant les Américains, et développer sûrement leur commerce et leur influence, ou bien maintenir leur attitude présente envers les races jaunes, dussent-ils y sacrifier leur rêve d'expansion en Extrême-Orient, tel est le dilemme de la politique asiatique des Etats-Unis ». Et il semble bien que les préjugés de race, plus forts que l'intérêt, décideront, dans un sens d'exclusion et d'isolement, la fortune politique de l'Amérique saxonne.

Et cette attitude, si logique soit-elle, portera des contrecoups dans l'Amérique espagnole. C'est vers le Sud, espagnol de race, que le Japon enverra ses hommes de conquête, ses travailleurs, ses commerçants. Et quelle différence entre les deux races et les deux caractères ! Ce n'est pas la séparation des deux branches aryennes, les Saxons et les Latins, l'opposition de l'atavisme du Peau-Rouge et de l'atavisme indien, comme dans le mélange de la civilisation de l'Amérique du Nord et de celle du Sud; c'est la fusion ou plutôt la superposition des groupes aryens et mongols, divisés par tous les grands siècles de l'histoire, depuis le christianisme. Dans l'ouvrier japonais, il y aura toujours, comme le notait le sociologue Novicow (1), un ennemi qui aura sur le blanc de grands avantages de sobriété, de ténacité, d'*amoralisme*. Et intellectuellement, par l'absence d'idées religieuses ou par le manque de craintes ultra-terriennes, par la différence de la superstition et de la légende, par leur « mimétisme protecteur », si bien étudié par les hommes de science, c'est-à-dire, par leur aisance dans l'œuvre d'adaptation, d'imitation, d'assimilation; et moralement, par leur héroïsme, par

(1) Voir le livre sur l'*Avenir de la race blanche* (passim).

leur mépris de la mort, par leur sens originel de la vie, de l'amour, des mœurs, qui oppose à l'idée de conservation, celle de l'instabilité, du mirage bouddhique; finalement, par leur esthétique étrange, par leur patriotisme âpre et fort, les Japonais sont inassimilables à toute action d'un peuple même grand et suggestif, comme les Etats-Unis. Ils n'imitent, que pour compliquer et élargir leur individualité collective.

De là dérive la nécessité immédiate d'une politique générale vis-à-vis de ce problème menaçant pour l'avenir américain. Elle peut se diriger en deux mouvements qui se complètent : d'une part, suivre la trace des Etats-Unis, dans leur politique de défiance et d'exclusivisme; d'une autre part, provoquer par tous les moyens la sympathie, et l'amitié des grandes nations européennes, développer les influences contre toute hégémonie d'un seul peuple. Il reste toujours, dans un avenir assez lointain, deux facteurs qui peuvent favoriser l'essor de l'Amérique espagnole ou, au moins, défendre son autonomie politique : ce sont la puissance de la Russie, assez mongole pour lutter contre le pouvoir japonais en Orient et pour nuire à ses projets de conquête, et la stagnation naturelle des Etats-Unis (1), dont l'expansion sera très réduite pour excès de population, dont l'ambition d'impérialisme sera peut-être arrêtée par l'amollissement d'une civilisation riche et vieillie et par tous les germes de division politique et sociale, que l'immigration et la diversité du territoire laissent au sein de cette grande démocratie contemporaine.

*
* *

Le Pérou, situé à l'ouest de l'Amérique, a plus à craindre de cette lutte économique avec l'Orient. Et ses richesses, toujours convoitées, demandent des capitaux étran-

(1) « Certains indices permettent de croire, écrirt le sociologue Hauser, que la courbe américaine a déjà passé son point le plus élevé. Les Etats-Unis marchent vers l'état normal des grandes nations productrices de l'Europe; une importation supérieure à l'exportation. » *L'Impérialisme américain*, 1905. p. 116. On sait que, pendant de longues années, l'exportation était de beaucoup supérieure à l'importation, aux Etats-Unis.

gers, en grand nombre et de tous les pays. Dans les cinq dernières années, l'influence du capital européen a subi une augmentation considérable. La tendance positive de la dernière période de notre histoire, puise, dans cette féconde invasion, des éléments nouveaux, pour l'exploitation du sol et du sous-sol, pour le développement du commerce et des industries naissantes. Au dernier siècle, c'est l'Angleterre qui a dominé économiquement dans notre pays; dans les dernières décades, les Etats-Unis ont étendu leur action, au delà de toutes les prévisions. Après eux, ce sont les Allemands, par la fondation d'une banque, par les Compagnies des vapeurs, qui exercent une forte action. Et les Français, jadis entreprenants, restent les derniers dans la lutte pour la possession du marché péruvien.

Or, le Canal de Panama est destiné à produire, parmi ses effets futurs, l'accroissement du capital étranger au Pérou. Il y avait auparavant deux causes pour que le capital européen fût relativement faible dans notre pays; ce sont la distance et l'anarchie. L'éloignement donnait à l'exode des capitaux plus de risques que d'avantages; et l'instabilité politique faisait de toutes les Républiques américaines des centres difficiles pour toute influence économique.

La distance sera moindre, quand la durée des voyages sera plus courte; et, avec des relations plus étroites et plus fréquentes entre l'Amérique et l'Europe, toute cause d'inquiétude et de défiance disparaîtra. L'influence de l'Europe s'exercera principalement, peut-être exclusivement, sur les pays qui auront déjà affermi leur politique intérieure. Il y aura une sélection déterminée par la paix et par l'ordre des républiques. Et, parmi elles, il faut désormais compter le Pérou. Dans une période de douze ans, depuis 1895, l'ordre est établi, et on ne saurait plus penser à des troubles prochains. La nécessité de la paix pour notre progrès économique et social est devenue une des idées-forces de la conscience nationale.

L'Angleterre a eu une forte influence sur notre com-

merce. Quelques grandes maisons (1) Grace, Duncan Fox, Lockett, Graham Rowé, etc., ont concentré pendant de longues années, l'activité du marché. Elles ont, par leur sérieux, beaucoup contribué aux habitudes sévères dans les affaires; elles ont employé toujours dans leurs maisons des employés du pays avec des Anglais. Et ces relations avec l'élément étranger ont donné de nouveaux buts à l'activité de la jeunesse, naguère réduite aux professions libérales (2).

L'influence anglaise a été bientôt surpassée par celle des Etats-Unis. Mais, dans un autre domaine : ce n'est pas le commerce, mais l'industrie qui les attire, ou plutôt la conquête du sol et du sous-sol. Ils sont les maîtres des grandes exploitations minières du cuivre, de l'argent, de l'or, du borax, etc. A Cerro de Pasco (3), le centre du cuivre; à Santo-Domingo, le centre de l'or; à la *montana*, dans l'Urubamba ; ils sont les maîtres de grandes exploitations. Et cette action est devenue si sévère et si puissante qu'on note une certaine influence des Yankees dans la marche du pays, dans la direction des affaires et jusque dans la politique. Ils deviennent facilement des sujets d'exception, munis de privilèges. Cette influence a été féconde par les richesses qu'elle crée, par le courant d'activité et d'énergie qu'elle déploie, par l'exemple qu'elle apporte dans un pays jadis dépourvu de confiance et d'effort ; mais elle peut avoir des conséquences très fâcheuses. L' « américanisation » du pays peut en dériver, et il y aura là un danger pour notre esprit et nos traditions. Aussi, quelque chose d'âpre, de matériel, de violent

(1) La maison Grace est celle qui introduit le plus de marchandises par la douane de Callao. Je tiens ce renseignement d'un des chefs de l'entreprise française du Môle.

(2) Dans la première banque du Pérou, appelée « du Pérou et de Londres ». l'élément anglais est très fort : il y a aussi une société anglaise, la Peruvian Corporation, qui est en possession des chemins de fer du centre et du sud péruviens, et qui est très connue sur le marché de Londres.

(3) A Cerro de Pasco, une compagnie péruvienne, extrêmement puissante, a lutté avec les Yankees et montré les conditions d'endurance et d'énergie qui se développent maintenant dans notre race.

est la marque des entreprises nord-américaines. Et la conquête économique, produite par une influence excessive, peut empêcher le libre développement de notre peuple. Nous devons condamner tout exclusivisme commercial; et cela, non par une politique de protectionnisme, mais par une lutte d'influences, acceptée et même protégée.

C'est, dans ce sens, qu'il faut que l'action allemande et l'action française s'étendent chez nous. L'influence de la France, si réelle dans l'ordre politique et intellectuel, est très faible dans l'industrie. Elle a toujours, comme dans tous les pays civilisés, la direction de la mode; et les magasins français n'ont rien à craindre, dans ce domaine restreint, de la concurrence étrangère. Au Pérou, cette action est plus forte qu'ailleurs, parce que la civilisation est française par imitation. La langue française est très connue; et des sympathies anciennes pour ce grand peuple rendent plus aisée l'influence de quelques formes de commerce, d'art, de mode, de librairie, etc. Mais, il faut reconnaître qu'une autre action plus vaste du capital français ne se fait plus sentir. L'*Entreprise du Môle*, à Callao, est un exemple de cette vieille influence.

Ce phénomène du recul de l'action française est assez général, non seulement dans l'Amérique espagnole, mais partout où les forces allemandes, anglaises et américaines entrent en lutte. M. Georges Blondel qui a fort bien analysé les causes de cette infériorité économique, cite, parmi les principales, la faible natalité, qui empêche toute expansion de la race; l'individualisme qui s'oppose à l'esprit d'association, à l'effort commun (1); et les défauts d'une éducation de bureaucratie, littéraire et peu pratique, qui s'opposent aux caractères de la vie moderne. Il faudrait peut-être ajouter à ces facteurs, une défiance excessive, un esprit d'épargne contraire à tous les risques, un conservatisme outré chez les hommes d'affaires qui condamne

(1) *La France et le marché du monde*. Paris, 1901, p. 90 et suivantes.

toute conquête de terres neuves, toute expansion triomphale (1).

Mais, la lutte des peuples étant toujours plus âpre, il est très probable que la France, par un grand effort, pense à élargir son action sur le monde. Elle a toujours, et, nul n'oserait le nier, la puissance intellectuelle, l'empire par les idées, par l'écrit, par la mode. Il faut donner à ce prestige une sûre assise. « Plus la civilisation s'étend, écrit M. Blondel, plus il devient évident que chaque peuple doit, je ne dis pas pour agrandir, mais pour conserver la situation qu'il a acquise, se créer de nouveaux débouchés » (2).

Parmi ces terres nouvelles pour l'influence française on peut compter le Pérou. L'action intellectuelle de la France a chez nous devancé l'action économique. Il y a donc des relations assez suivies entre les deux peuples, pour que tout effort industriel ou commercial puisse réussir. Et combien d'industries nouvelles, combien de terres inexploitées, quelle fécondité dans ces régions lointaines ! Le capital produit en France 3 ou 3 1/2 %; au Pérou, on arrive parfois à 12 % dans quelques industries et dans les principales Sociétés. Il faut espérer qu'une plus grande confiance du capital français, qu'une connaissance plus précise des pays de l'Amérique, qui prospèrent dans l'ordre et dans la paix, détermineront prochainement un grand mouvement de la richesse française vers certaines républiques américaines.

L'influence allemande a pour nous deux caractères im-

(1) M. René Gonnard, dans son livre sur l'*Emigration européenne au XIX° siècle*, écrit :

« Quand nous voyons les Américains du Sud lire nos livres, adopter nos théories, acclamer nos artistes, rechercher nos modes, apprendre le français presque comme une langue nationale, quand nous voyons par exemple un Argentin comme M. Arreguine, opposer l'idéal latin à l'idéal anglo-saxon, et définir cet idéal comme nous le définissons nous-mêmes, nous sommes assurément conduits à admettre qu'il importe à la France que ces pays restent colonisés et peuplés par des descendants d'Espagnols, de Portugais et d'Italiens, sinon de Français, ce qui serait encore mieux, mais ce qui semble peu probable. » Introduction, p. 8 et 9.

(2) Ouvr. cité p. 135.

portants : elle est toujours prodigue et puissante; et elle apporte un contrôle à tous excès dans l'action nord-américaine. On connaît l'extension de la force commerciale allemande dans le monde, l'expansion indéfinie de cette race audacieuse et patiente. Elle a conquis, après 1870, des marchés qui étaient réservés à la Grande-Bretagne et à la France (1). Elle a une marine marchande très développée, alors qu'elle n'avait en 1870 que 179 vapeurs; elle conquiert toujours des régions nouvelles; elle accroît sa puissance par la fécondité du foyer et par la contribution d'une science et d'une technique toujours en progrès (2). En Amérique, leur action, si grande aux Etats-Unis, devient maintenant considérable dans les Républiques espagnoles, au Guatemala, au Venezuela, au Brésil, au Chili. La fondation d'une banque allemande, la *Deustche Uberseeische Bank* à Lima est un fait expressif. Et tout porte à croire que l'Allemagne luttera chez nous, dans une sphère très vaste, contre l'Angleterre et les Etats-Unis. Elle a des qualités remarquables pour cette grande concurrence : la ténacité, la *vis durans*, comme disait Tacite, la force de l'association, l'esprit lent et concret, la discipline facile et générale.

Etendre l'influence allemande et l'influence anglaise pour empêcher tout exclusivisme yankee, accepter l'extension actuelle de l'influence anglaise, chercher à provoquer entre ces forces une lutte féconde sur notre territoire, tels sem-

---

(1) « Le contraste de la France (avec l'Allemagne) est grand ; c'est en 1877 que le jeune Empire nous a dépassée, écrit M. Blondel. Son mouvement d'affaires surpasse maintenant le nôtre de quatre milliards de francs. Nous ne venons plus maintenant qu'au quatrième rang, après l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis. » Vide l'ouvrage remarquable de Blondel sur l'*Essor industriel et commercial du peuple allemand*, 3e édition, Paris 1901, p. 19.

(2) M. Blondel donne (ouv. cité *passim*) quelques chiffres de ce progrès étonnant.

La population a augmenté de 30 0/0 depuis 1871 ; le commerce de 60 0/0 ; l'accroissement de ses relations commerciales avec un pays, les Etats-Unis, a été de 128 0/0. En 1883, les dépôts dans les caisses d'épargne étaient de 1,970.2 (en millions de marcs); en 1897, ils arrivent à 4,968 1. La population a même augmenté de 30 0/0.

blent être les *desiderata* de notre politique économique actuelle.

Le Canal de Panama doit porter, finalement, des effets plus vastes : il doit, d'un côté, faciliter l'immigration; de l'autre, augmenter les relations commerciales, et par là, donner une direction définie à l'activité de notre pays.

Avec les voyages plus rapides, avec d'abondantes lignes de navigation, avec des débouchés plus nombreux pour le commerce européen, les importations doivent subir, en Amérique, une diminution dans leur prix; comme, d'ailleurs, l'exportation de nos produits doit se faire dans de meilleures conditions de transport.

L'agriculture pourra profiter de cet état des exportations : sa production, si elle est plus scientifique, si elle devient associative, si l'irrigation s'étend, donnera une autre influence au Pérou dans le marché mondial, ce pays a par la production de la canne à sucre et par le caoutchouc, des chances d'occuper une des premières places parmi les pays agricoles.

Mais, il y a une contrepartie naturelle à ce progrès : c'est l'accroissement dans les importations. Cela est d'autant plus naturel que, pour éviter des représailles contre l'exportation agricole, il faudra laisser la « porte ouverte » aux grands pays industriels, et peut-être conclure des traités de réciprocité commerciale. Or, le protectionnisme est la tendance récente de notre politique économique. Il faut donc étudier les avantages d'un certain libre-échange.

Et d'abord, il faut renoncer à une politique abstraite, de libre-échange ou de protectionnisme absolus, parce qu'elle est contraire à la réalité des choses, à l'expérience des peuples. Le protectionnisme plus ou moins mitigé, le libre-échange plus ou moins déclaré ne peuvent être que des formes d'une civilisation dans ses relations avec les peuples. Il y a dans chaque moment une politique du jour, qui s'harmonise avec les faits, qui peut changer le lendemain, qui peut être toute autre que celle de la veille; et

cela est surtout vrai dans les relations économiques qui sont plus complexes et dont les facteurs varient toujours en proportion, en nombre, en force. Un partisan du protectionnisme, le professeur américain Patten, a écrit à ce sujet qu'on ne cherche plus aujourd'hui « les principes d'une économie politique universelle qui puisse convenir à tous les régimes industriels, mais seulement à déterminer ceux qui conviennent à une nation déterminée, parvenue à telle étape particulière de son développement » (1).

Il y a plusieurs aspects à considérer dans cette question du protectionnisme au Pérou : 1° le caractère agricole de notre pays ; 2° le manque de communications intérieures sur notre territoire ; 3° notre civilisation « statique », malgré d'autres apparences; 4° l'action du Canal de Panama.

Nous ne sommes pas un pays d'industriels, ni par la tradition, car l'époque espagnole et la République ne furent que de longues périodes agricoles; ni par l'urbanisation, ni par le développement scientifique, ni par le caractère des foules. L'extension de notre territoire encore défriché et la fécondité des terres donnent un caractère agricole au pays. Le protectionnisme n'aurait donc qu'une faible raison d'être et serait limité au développement de quelques cultures. Mais la plupart de nos productions peuvent s'accommoder d'une liberté qui est d'ailleurs nécessaire pour que tels produits, comme la canne à sucre, le caoutchouc, le café puissent lutter sur tous les marchés européens. Pour transformer notre pays en Etat industriel, comme l'Allemagne, après 1870, et la Russie, après l'action de Witte, il faudrait une population et une culture différentes. On ne peut que préparer fort lentement l'apparition de certaines industries.

Il faut éviter que le protectionnisme ne tombe en monopole. Et cela devrait se produire naturellement dans un pays sans voies de communication sur son territoire, où il n'y aurait jamais de concurrence entre les régions. Quand

(1) *Les fondements économiques de la protection*, Paris, 1899, p. 29.

les sections du territoire s'approchent les unes des autres, la lutte commence entre les productions, la sélection se fait, l'industrie devient forte et elle peut même lutter contre l'étranger et renoncer au protectionnisme. Autrement, toute protection n'est qu'exclusivisme infécond (1).

M. Patten distingue (2), au point de vue économique, l'état statique et l'état dynamique des peuples. Le premier est lent, souffre des inégalités de la rente, tolère des monopoles naturels; le deuxième plein d'élan, peut aspirer à l'isolement, se défendre et chercher la plus grande originalité dans son évolution et dans sa vie. Les Etats-Unis sont le peuple dynamique par excellence. Nous ne pouvons pas, malgré des progrès réels, nous ranger parmi les peuples qui se suffisent à eux-mêmes. Nous avons beaucoup à puiser dans la production extérieure; et c'est seulement avec le progrès de la population et le développement de la culture, qu'un certain isolement, qu'une originalité relative, pourront être utiles pour le Pérou et pour l'Amérique espagnole.

Finalement, le Canal de Panama permet de donner à notre production agricole, d'autres débouchés, de meilleures conditions d'exportation. Au lieu s'épuiser les forces nationales, par la création d'une industrie chétive, il faut préparer le grand épanouissement de nos richesses agricoles, appliquant les capitaux et les hommes dont nous disposons à la fécondation des terres. Et sans renoncer à un certain mouvement industriel, spontané et fécond, le protégeant même dans une faible mesure, le devoir national est autre. La politique du moment, de la décade qui précède l'ouverture du Canal, doit être une politique

(1) On a noté dans la République Argentine que, dans les provinces plus favorisées au point de vue protectionniste, la population s'accroît le moins. C'est le cas des provinces de Mendoza, San Juan et Tucuman : de 1869 à 1900 : la population, qui était de 12.49 0|0 de la population totale de la République, n'est aujourd'hui que le 10.11 0|0. tandis qu'à Santa-Fé, par exemple, un phénomène contraire se produit et coïncide avec le manque de protectionnisme. Voir l'ouvrage de Pinto *Proteccionismo contra poblacion*, 1903, cité par GONNARD, ouv. c.

(2) Ouv. cité, chap. V.

agricole, par l'irrigation, par l'immigration. Et, logiquement, cet essor de la richesse agricole créera des industries nouvelles, sans mesures prohibitives.

L'immigration est un autre phénomène qui doit se produire comme conséquence immédiate du nouveau Canal.

La nécessité du courant immigrateur pour le développement de nos Républiques isolées et désertes, est déjà un axiome. Au Pérou, l'immigration est un cliché dans les programmes politiques; mais elle est un beau songe, un propos éloquent, qui ne s'est jamais réalisé.

L'ouverture du Canal, diminuant la durée et le prix des voyages, créant des services plus nombreux de navigation, de lignes directes entre les grands ports européens, Gênes, Le Havre, Hambourg, Liverpool, et Callao; découvrant, si le mot n'est pas hardi, tout l'occident sud-américain à l'intérêt des ouvriers européens, à la curiosité des foules, permettra à des gouvernements amis du nôtre de diriger vers nos pays l'immigration en progrès. Il y aura des conditions naturelles pour l'exode des hommes. L'immigration excessive aux Etats-Unis où elle subit déjà un ralentissement et passe par des mesures prohibitives, se dirigera vers l'Amérique espagnole, plus proche de l'Europe que l'Australie et les Iles Océaniques. Le Brésil et l'Argentine se sont déjà accrus par cet apport généreux et fécond : ce sont les terres de l'Est voisines de l'Europe. Le Canal portera ce courant vers les terres de l'Ouest. Et si le chemin de fer pan-américain est contruit, ou, ce qui est plus probable encore, si une ligne unit Lima et Buenos-Aires, il y a des chances pour que l'immigration étrangère qui arrive à la Plata continue son exode jusqu'au Pérou, et à la Bolivie, quand les cadres sociaux lui seraient fermés, quand la lutte serait plus dure.

Le Pérou est une nation extrêmement propre à l'immigration, non seulement par la douceur des mœurs, par la solidité de la paix, par l'extension et l'abondance des terres; mais aussi par le climat. « Le climat du Pérou

est unique au monde », écrit le géographe Reclus (1). Il est varié, riche, doux et beau. Il a, pour les gens du midi d'Europe, la chaleur printanière de la côte, avec des pluies intermittentes et une douceur peut-être excessive: la *sierra* est une région froide, moins cependant que ne l'est le nord d'Europe. Dans ces deux régions, un pays comme le nôtre qui a pour toute densité, 2,54 par kilomètre carré (Reclus) peut accepter une population immense, riche des produits du travail sur la terre féconde, sur le sous-sol inépuisable.

Les Etats-Unis ont été le grand centre d'attraction pour les immigrants d'Europe et d'Asie, pendant le dix-neuvième siècle. L'Argentine est dans l'Amérique méridionale, le pays qui a le mieux profité des mêmes courants. Or, les conditions qu'offrent ces pays ne sont guère supérieures à celles du Pérou au point de vue de l'immigration. « La diversité des altitudes et des latitudes, écrit M. Pierre Leroy-Beaulieu, parlant des Etats-Unis, permet de joindre aux cultures de la zone tempérée celle des plantes semi-tropicales... les richesses minérales, si importantes dans la phase actuelle de la civilisation, sont immenses » (2). Or, ces observations peuvent s'appliquer intégralement au Pérou, pays aux zones variées, avec un sous-sol extrêmement fécond. « Tout concourt à faire d'elle (la République de la Plata) une terre d'immigration, écrivent les auteurs de l'*Argentine au* XX[e] *siècle :* la douceur et la variété de son climat, la richesse de son sol, l'étendue de son territoire, les immenses fleuves intérieurs qui la traversent » (2). Et, tout cela s'applique aussi au Pérou, et il s'ajoute encore, quant à notre pays, la forme et la variété du sous-sol.

Il y a donc un fait indéniable : que l'immigration si nécessaire dans les terres nouvelles a au Pérou un champ

(1) *Nouvelle Géographie universelle.* ch. XXIII, Paris, 1893, p. 518. La *Montana* a un climat tropical ; mais elle est toutefois très supérieure sous cet aspect à la Guyane, occupée par les européens.
(2) *Les Etats-Unis au XX[e] siècle.* Paris, 1906, p. 9.
(3) *L'Argentine au XX[e] siècle* (Paris, 1906, p. 88).

extrêmement favorable. Il faut étudier d'autres problèmes quant à cette immigration : d'où doit-elle venir; quels sont les moyens pour la rendre active et nombreuse; quelles sont les régions péruviennes à coloniser.

Nous avons subi au dernier siècle une immigration dangereuse : celle des Chinois, des *coolies*, depuis 1849. Les nègres et les Chinois (1) formaient les éléments de travail dans l'agriculture. Or le Chinois est moins assimilable que le nègre. Dans son union avec l'Indien, avec le métis, il affirme le type primitif de la race. Et, par ses mœurs, par son hygiène, par sa vie sans besoins et sans ambition, c'est un élément de stagnation sociale.

Il faut désormais faire un triage; et protéger certains courants d'immigration. Les Asiatiques, japonais ou chinois, sont des facteurs dangereux. Malgré la supériorité des japonais, ils sont aussi inassimilables, et l'impérialisme de leur race est une cause pour les éloigner de notre continent.

Or, des lois prohibitives sont peut-être impossibles en cette matière. Il y a un autre moyen pour s'opposer à cette immigration, et c'est la protection des Européens sans travail qui arrivent au territoire. Sans cette action, avec une politique passive, on risque de tout perdre; car, dans concurrence étrangère, les hommes d'Asie se rendront maîtres de l'industrie, de l'agriculture et du travail en grande mesure dans cette partie occidentale de notre continent.

Parmi les peuples européens, les Anglais émigrent principalement aux Etats-Unis. « De 1815 à 1900, sur près de 17.000.000 d'émigrants, plus de 3/5 se sont rendus aux Etats-Unis, soit 11.182.000 » (1). Ils vont aussi au Canada, en Australie, aux colonies anglo-saxonnes. L'immigration

(1) Les nègres esclaves ne se reproduisaient pas beaucoup ou ils engendraient le métissage ; mais les Chinois économes montaient dans l'échelle sociale et arrivaient à fonder de nombreuses familles, surtout dans les villes. Dans les grandes fermes, leur situation fut toujours dure. Vide, sur l'infécondité des esclaves : With, *La Population et le Système social* (Paris 1897, p. 204).

(2) Gonnard, *L'Emigration européenne au XIX[e] siècle* (p. 39).

allemande se dirige aussi vers l'Amérique du Nord, surtout dans ses premières périodes. Dans les dernières années, ce courant s'est arrêté : il fut de 36.000 en 1903, de 27.000 en 1904 (1). Ce mouvement se dirige aussi vers l'Amérique méridionale, vers le Brésil, principalement. A l'Etat de Rio-Grande, ils forment le quart de la population totale. L'émigration italienne s'est dirigée vers l'Argentine et le Brésil, beaucoup plus que vers les Etats-Unis. Cette émigration était de 507.000 hommes en 1903, de 506.000 en 1905; dont 282.000 et 252.000, respectivement, traversèrent l'océan pour aller en Amérique. Et encore, dans cette émigration, il n'y a à considérer que le 45 % qui reste, comme élément permanent, dans les pays envahis. Quant aux émigrations slave et austro-hongroise, elles se développent au sein de l'Europe, par un continu déplacement, ou, si elles franchissent l'océan, elles vont à New-York, pour entrer dans le cosmopolitisme de la grande nation du Nord.

Il y a donc deux peuples émigrateurs à considérer pour l'Amérique espagnole : l'Allemagne et l'Italie. L'immigrant allemand a toutes les qualités de la race : « patience, sobriété, sagesse dans la conception, méthode dans la conduite; sa souplesse d'esprit, sa facilité à s'approprier les langues, les mœurs et les usages, à s'adapter aux institutions, même aux préjugés des peuples qui vivent sous d'autres latitudes » (1). Et il a encore deux fortes qualités, l'esprit d'association et l'esprit d'imitation. Tous les deux se complètent chez lui : comme individuellement, il est inférieur, inapte à l'innovation, mais bon imitateur, il trouve dans l'union un accroissement de sa propre force, un facteur de conservation et de progrès.

Au point du pays qui l'accepte, il a les inconvénients de ses qualités; il reste un élément utile, mais inassimilable. Il conserve sa langue, son esprit de race, le sentiment de la tradition, le patriotisme; on le croirait isolé au sein du

(1) GONNARD, *l. c.*
(2) M. LAIR, *L'Impérialisme Allemand* (Paris 1902. p. 89).

pays nouveau. Il imite, sans perdre son héritage intellectuel et moral. « Les femmes, écrit G. Blondel, sont, paraît-il, nombreuses parmi les immigrants et contribuent au maintien de la nationalité; les mariages mixtes sont assez rares » (1). On conserve la langue allemande par l'école et l'église protestante. Dans les états du Sud, au Brésil, l'élément allemand domine: René Gonnard appelle ces provinces, dans son remarquable ouvrage sur l'émigration, des colonies sans drapeau. Et il cite l'aveu d'une revue allemande, les *Grenzboten* de Leipzig : « Nous verrons s'élever dans quelques années, au delà de l'Atlantique, écrit-on dans cette revue, un vigoureux empire colonial allemand qui deviendra la plus belle et la plus durable entreprise coloniale que la vieille Europe ait jamais créée » (2). Au Chili, dans la province de Valdivia, on note le même phénomène : l'isolement allemand, la force de cette race qui reste étrangère, malgré la distance et le temps.

Dès 1841, l'économiste allemand List avait démontré l'excellence des terres sud-américaines pour l'émigration de sa race. « Au point de vue national, écrivait-il, dans son *Système National d'Economie Politique*, l'émigration dans l'Amérique centrale et méridionale, bien conduite et opérée sur une grande échelle, promet à l'Allemagne des avantages beaucoup plus grands (que celle dans l'Amérique du Nord). Ces contrées sont surtout destinées à produire des denrées tropicales; jamais elles n'iront loin dans l'industrie manufacturière. Dépourvues de l'énergie morale nécessaire pour fonder des gouvernements réguliers et stables, ces contrées comprendront mieux chaque jour la nécessité d'une assistance du dehors par le moyen de l'émigration ». Et la politique de l'Allemagne, économique et impérialiste, a suivi le conseil de l'économiste national.

L'émigration allemande est peut-être dangereuse, quand elle est exclusive; mais elle ne peut être que féconde quand il y a d'autres courants qui se mêlent avec le sien. Pour

(1) *L'Essor industriel et commercial de l'Empire allemand* (p. 265).
(2) P. 1-1.

le Pérou, l'immigration allemande a de grands avantages : elle apporterait des conditions d'énergie, de discipline, d'organisation, de ténacité, bref, de caractère, qui sont inconnues dans nos races. L'éducation n'agit que sur des moyennes et faiblement, par une accumulation que l'héritage transmet souvent, mais sans une précision scientifique. Il faut chercher une autre force, plus intime et générale, celle du sang, du mélange ethnique, pour précipiter l'évolution d'un peuple. Et dans ce sens, l'union de l'immigrant allemand et de l'élément national, quand même ne serait-elle que rare, dans les débuts ; donnerait à l'âme, soit directement par le croisement, soit indirectement par l'exemple, par le rayonnement limitatif, des qualités qui nous manquent : un sens concret et lent des choses, dans l'ordre intellectuel ; une endurance extrême, dans l'ordre de la volonté. Les masses rurales qui sont celles qui émigrent, plus retardées certainement dans la civilisation, ont l'avantage de leur esprit conservateur et tenace, très désirable pour un peuple instable et anarchique.

L'immigration allemande a eu un certain succès au Pérou, dans la colonie du Pozuzo, à la *montana*, qui fut fondée en 1858 et compte aujourd'hui près de 700 habitants ; elle reste isolée, mais féconde. Une colonie nouvelle, fille de la première, à Oxapampa, est beaucoup plus prospère que la première : elle occupe une extension de 5.650 hect. et cultive le tabac, le café, la canne à sucre, les céréales, etc. Ils réalisent un peu le type de Robinson : ils profitent de la nature végétale et animale pour leur vie, avec un effort et un progrès très remarquables. Malgré l'éloignement de la côte et l'absence d'une émigration les résultats de cette colonisation semblent meilleurs. Il y a mieux (1). Quand l'immigration sera menée d'un autre

(1) Vide, sur cette colonie, le livre déjà cité de C.-B. Cisneros, p. 215 et suiv. Dans un article de P. Vidal de la Blache, sur la mission militaire au Pérou, dans les *Annales de Géographie* (1906), on lit cette description de la colonie du Pozuzo : « La mission eut l'occasion de visiter une colonie allemande qui se trouve à Pozuzo, par 770 mètres d'altitude, sur la rivière de ce nom, tributaire de l'Ucayali. C'est en 1855 que trois cents émigrants, originaires des pays rhénans et du Tyrol.

pays, par des masses et dans des régions voisines, elle aura une base chez nous : c'est la banque allemande établie à Lima. On sait le grand rôle des banques dans l'évolution économique de l'Allemagne contemporaine : elles ont protégé les industries et étendu le crédit agricole (1). Il en sera de même pour l'immigration allemande au Pérou.

L'immigration italienne est un exode des classes rurales : elle est donc conservatrice, arriérée, attachée à ses traditions locales. Elle se recrute principalement dans l'Italie méridionale, qui souffre des grandes crises de famine. Et cette origine lui donne ses principaux caractères. Ils sont, selon l'éminent sociologue Niceforo, impulsifs, excitables, imaginatifs, faibles de volonté : leur psychologie est celle des races méditerranéennes, bonnes, si différente de celle des aryens du Nord, de la Lombardie et du Piémont (2). Niceforo se demande, après avoir comparé les races italiennes du Nord et du Sud, « *quale delle due psicologie e piu adatta al progresso moderno* », et il affirme que c'est celle du Nord, par sa discipline, par la force de la volonté et la précision de l'intelligence, car le progrès moderne est fait d'organisation et de collaboration sociales. L'expérience nous apprend au Pérou que, malgré ces oppositions si réelles, l'immigration italienne est très féconde, qu'elle apporte des habitudes d'effort, d'épargne et de travail, qu'elle s'assimile l'esprit national et forme une force péruvienne, après deux générations. C'est la meilleure immigration que nous puissions avoir, parce qu'elle est latine et conséquemment voisine par son

furent établis dans cet endroit. Ils y formèrent le noyau d'un établissement que vint grossir, en 1868, un nouveau contingent de même origine. Ils ont même multiplié, car, malgré l'émigration qui a éclairci leurs rangs, leur nombre est encore d'environ sept cents habitants. Mais, malgré cette énergie, la mission peut constater chez ces vaillants pionniers, ou plutôt chez leurs fils, des traces manifestes de dégénérescence physique. » Ces traces pourraient peut-être s'expliquer par l'action du climat ou mieux encore par le manque de croisement et l'isolement du noyau primitif.

(1) Blondel, ouv. cité, appendice.

(2) *Italiani del Nord e Italiani del Sud* Torino, 1901).

esprit de l'intelligence péruvienne, et qu'elle est douée en même temps de qualités, de sérieux, de patience et même d'une liberté intellectuelle, qui ne sont pas des caractères généraux chez nous. Et si on tient compte de la forte natalité dans les foyers italiens, on peut dire que cette immigration est la plus féconde, dans tous les sens (1).

Or, l'émigration italienne vers les Etats-Unis doit souffrir un prochain ralentissement. Au nord de l'Amérique, l'immigrant italien n'est pas reçu sans défiance : il apporte un capital très faible (on l'a calculé à 8 dollars 79, pour l'Italien du midi), il est ignorant, il ne possède pas la hardiesse du Yankee, son esprit d'entreprise et son énergie combative. Au moins, on voudrait que l'Italien immigrant se dirigeât vers les contrées agricoles et conservatrices du sud de l'Union. Au Congrès yankee, deux bills ont été déposés, en 1906, pour régler cette immigration. On n'admettra désormais que des émigrants sains, au physique et au moral, sachant lire, connaissant si possible l'anglais et possédant un capital de 15,1 dollars ou 25 dollars, suivant que leur âge soit au-dessous ou au-dessus de seize ans (2). Ces mesures prohibitives doivent changer la direction de l'exode italien : il se dirige maintenant sur l'Algérie et la Tunisie, qui semble devenir bientôt une colonie italienne, et surtout vers l'Argentine. Dans les dernières années l'immigration italienne à la Plata s'est beaucoup accrue : elle fut de 68.000 en 1901 ; en 1904 et 1905, elle a été de 67.000 et 73.500. Les succès des Italiens, dans cette invasion d'une terre dépeuplée, est des plus encourageants : malgré leur fécondité, ils montent dans l'échelle sociale. On trouve déjà, dans la politique et dans les sciences, des noms italiens. Et l'élément italien devient argentin dès la première génération, ce qui donne

(1) Le taux de cette navalité était en 1901, de 32.5 par 1000, la population italienne a augmenté de 26.800.000, en 1871, à 33.400.000, en 1905, soit de plus d'un quart en vingt-cinq ans. La densité est de 115 habitants par kilomètre carré, tandis que celle de l'Allemagne n'est que de 111 environ. Voir pour plus de détails le chapitre sur l'*Emigration italienne* dans le livre de GONNARD, p. 180 et suiv.

(2) Cité par GONNARD, ouv. cité, p. 226.

à la mentalité argentine une nouvelle tradition latine, un esprit plus italien qu'espagnol. Parmi les propriétaires fonciers étrangers, à l'Argentine, les Italiens occupent la première place, d'après les statistiques données par M. Gonnard.

Le courant de cette immigration italienne peut s'arrêter, d'abord parce que la propriété agricole augmente de valeur et que l'Italien cherche à devenir propriétaire; et aussi par la concurrence d'autres races envahissantes, dans cette immense Cosmopolis, Buenos-Aires. D'après les calculs faits, un demi-million d'habitants abandonne l'Italie annuellement; et presque la moitié y revient, faute de conditions de succès. On peut donc compter sur cette masse qui retourne sans espoir, et qui voulait abandonner la patrie pour se lancer dans l'aventure, dans l'inconnu. Il faudrait, premièrement, donner à l'immigration italienne des chances égales ou supérieures à celles qu'elle trouve dans l'Argentine; et, avant le Canal de Panama, préparer, par le chemin de fer de Lima à Buenos-Aires, l'accès de nos diverses régions aux immigrants qui ne trouvent guère de placement à la Plata, et qui sont prêts à regagner leur patrie.

Il y a encore une autre immigration qu'il faudrait souhaiter et provoquer : c'est celle des Basques espagnols et des hommes du nord de la Péninsule. Dans notre constitution ethnique, c'est l'élément andalous et castillan qui a dominé : le milieu péruvien a affaibli les caractères des conquérants. Il faut donc reconstituer le type de la race par l'apport d'un sang espagnol, moins ardent et idéaliste: par le mélange avec cette population âpre et tenace, travailleuse et forte, qui a donné au Chili de si beaux résultats d'énergie et d'effort. Nous avons appris que, dernièrement, des peuplades entières voulaient abandonner le sol natal pour partir au delà de l'océan. La pauvreté des torres espagnoles, le manque d'irrigation, de cette « politique hydraulique », dont parlait Joaquin Costa, provoque ces mouvements généraux, qui rappellent les

anciennes migrations des peuples. Il y a là des signes d'un esprit, d'un besoin collectif à étudier de près, pour faciliter chez nous l'arrivée de ces immigrants pacifiques, qui ont notre même tradition, notre esprit et notre sang.

D'autres peuples immigrants, moins utiles pour le Pérou, soit par la différence ethnique, soit par l'opposition des traditions et des mœurs, sont le russe et l'austro-hongrois. L'exode russe se dirige vers la Sibérie et, par les intérêts de cette nation à demi asiatique, il doit se continuer vers l'Orient, sur la Mandchourie, pour opposer un bastion formidable à l'Empire du Levant. Il vise aussi aux Etats-Unis. Il y a, sans aucun doute, chez le paysan russe, chez le *moujik*, des conditions de race qui ne sauraient guère être dépassées par aucun peuple : la discipline dans le travail, la patience religieuse, la soumission à la commune, à l'intérêt collectif; entre notre Indien et le Russe, il y a même quelque analogie par le collectivisme agraire, qui domine chez les deux peuples. Mais, arriverait-on à diriger la marche des Russes immigrants vers nos terres ? On peut en douter, car la Sibérie et la Mandchourie sont des terres qui peuvent absorber à elles seules tout le courant russe. Quant à l'émigration hongroise, elle reste en Europe, dans des régions voisines, ou elle s'établit aux Etats-Unis. Malgré tous les avantages de ces races, Slaves ou Magyares, on ne saurait y trouver le meilleur élément pour notre avenir : trop de différences d'esprit, de langue, de race, l'absence de relations commerciales déjà établies, l'extrême divergence dans les habitudes et dans les mœurs; permettent d'établir qu'il y aurait toujours un fort éloignement entre les immigrants et les Péruviens. Plus qu'un renouveau d'hommes, ce serait ou une invasion de *conquistadores*, ou une superposition de races, méfiantes et peut-être ennemies.

Il faut donc se rattacher à l'immigration allemande et italienne : la première a réussi, dans la colonie du Pozuzo; la deuxième sera très utile, parce que le capital italien est très puissant au Pérou et qu'une vraie sympathie des

deux peuples se montre partout, dans le commerce, et dans les mariages. L'immigration espagnole, moins facile que les précédentes, plus attirée vers l'Argentine, où l'élément espagnol est riche et puissant, pourra venir en deuxième plan : au Pérou, comme dans toutes les républiques américaines, ce mouvement de l'ancienne métropole vers les colonies auourd'hui autonomes, s'augmentera progressivement, à mesure que cette union de race soit partout le *desideratum* de notre avenir, la condition de notre grandeur future. Il n'y a qu'un pays qui puisse réunir toutes les républiques libres de l'Amérique et en finir avec les souvenirs laissés par les guerres d'un siècle : c'est l'Espagne. C'est là peut-être la grande mission de ce peuple glorieux dans notre siècle. On y pourra trouver sûrement la meilleure assise pour l'union latine.

Mais, comment provoquer ces immigrations, comment leur donner une puissance, une continuité qu'elles n'ont jamais eues dans notre pays ? Voilà le deuxième aspect de ce problème

Il n'y a, à ce sujet, qu'un chemin à suivre. On a une immigration spontanée et une immigration provoquée : la première ne se dirigea guère vers notre république pendant des décades d'années. Ce ne sera jamais avant l'ouverture du Canal de Panama. L'immigration artificielle et protégée ne saurait arriver qu'avec des mesures légales; or, il y a plusieurs pays américains qui sollicitent l'étranger : le Brésil, l'Argentine, le Chili, etc. Si nos promesses sont inférieures à celles des autres peuples, même si elles sont identiques, il y a des chances pour que ces trois pays en profitent avant nous. Leur situation, leur progrès, surtout au Brésil et à l'Argentine, le succès des étrangers dans ces pays, leur donnent une importance que nous n'avons pas aujourd'hui.

On doit donc, dans une première période de dix ans, peut-être d'un quart de siècle, donner aux immigrants des avantages exceptionnels, provoquer le mouvement, le stimuler, l'augmenter sans cesse, jusqu'à former une popu-

lation constante, rattachée par des intérêts au pays, et qui devienne tout naturellement péruvienne. Quand le courant est déjà fort, on peut diminuer la protection, car l'immigrant qui progresse est le meilleur moyen de propagande, et les groupes déjà formés sont des centres d'attraction pour les hommes de la même origine. Il faudrait, certes, imposer à notre budget des dépenses annuelles très fortes; mais il y va de notre avenir comme nation, de notre position sur le continent et même de notre indépendance, au milieu des impérialismes sud-américains. Et, ce ne serait qu'un capital destiné à donner de futurs revenus. Chaque immigrant est un capital humain ; toute terre travaillée donne une contribution plus ou moins lointaine pour le budget; chaque famille nouvelle, dans ce beau mélange des races, dans ces pays d'énergie et d'espérance, est une richesse nationale, en hommes, en intelligence, en argent. Epargner l'or fiscal dans ce problème de l'immigration, serait la plus aveugle et la plus insouciante des politiques.

Il y a, dans l'ordre naturel des choses, une première tâche immédiate : faire connaître le pays à l'étranger, pour attirer des capitaux, pour attirer des immigrants. Dans ce but, il faut donner un caractère plus moderne à notre corps diplomatique à l'étranger. Son rôle ne peut guère être le même en Amérique et en Europe. Sur notre continent, son devoir est diplomatique : il doit créer des relations intellectuelles, morales, économiques; provoquer des alliances, affermir les affinités entre le Pérou et d'autres peuples du continent, éviter les antogonismes, les coalitions qui peuvent se former, dans l'ombre, contre nous. C'est un rôle politique que celui-là, extrêmement important et difficile. En Europe, son rôle est plus aisé et différent. Il doit faire connaître le pays par tous les moyens d'action et de propagande. Ainsi, la publication de livres, de brochures dans les principales langues européennes; des conférences, des articles dans les revues spéciales, des informations aux journaux, aux maisons

de commerce, aux centres de l'industrie; tout cela est de son devoir, le plus fécond pour le pays et le plus pratique. D'un autre côté, il doit être pour le Pérou un agent de culture nationale, et, derechef, donner des informations sur la pensée, sur les mœurs, sur la politique, sur les réformes du pays où la mission se trouve. On aurait à réformer notre représentation diplomatique en Europe dans ce sens, créant de nouvelles légations, à Berlin, par exemple; faisant de chacune d'elles un centre d'activité, de culture et de propagande.

Au sujet de l'immigration, il faudrait créer, d'après les idées exposées ci-dessus, un bureau d'immigrants à Berlin et un autre à Rome. Ce seraient deux centres d'action destinés à rapprocher le Pérou des deux nations, à susciter le mouvement des hommes vers notre pays.

Et, chez nous, cette propagande serait achevée par une réforme dans notre loi constitutionnelle. La charte et le code civil, semblent être faits, au Pérou, pour l'immigration, tant ils sont protecteurs des intérêts de l'étranger. Les droits civils sont, selon notre Code, indépendants de la qualité des citoyens. Cette disposition établit la différence entre les droits politiques, propres aux nationaux seulement, et la capacité civile, qui est propre à tous, étrangers et nationaux. Le domaine de cette capacité est très étendu, comme il convient à une constitution républicaine : c'est la sûreté des personnes, la liberté du travail, le droit à la propriété, le droit d'association, de réunion, la liberté de disposer de l'héritage, selon les règles civiles péruviennes, la liberté d'exercer le commerce, etc. Il y a aussi une grande facilité pour la naturalisation, sans des craintes de l'étranger: il suffit d'avoir 21 ans, d'exercer une industrie ou profession, d'habiter deux ans dans le pays et de déclarer qu'on veut être citoyen péruvien. Il n'y a qu'un aspect, la religion, où l'étranger ne trouve pas une extrême liberté : il a la liberté de conscience, mais pas du culte. Malgré ça, une tolérance assez développée, permet, en réalité, l'exercice

des autres religions. Le mariage civil n'existe pas; le divorce n'est qu'une séparation de corps, sans que le mariage contracté finisse avec lui. Il y a toutefois une loi de 1897, qui règle le mariage des non-catholiques. Il faudrait réformer notre législation au point de vue religieux, pour donner la plus grande liberté à l'exercice des religions non catholiques.

Une loi d'immigration est aussi nécessaire. On la trouve partout, dans tous les grands pays qui acceptent l'apport étranger, aux Etats-Unis, à l'Argentine, dans les états du Brésil. Nous avons une loi, donnée en 1898, pour la colonisation de la montagne. Elle règle l'adjudication des terres inoccupées dans la vaste région des forêts. Le prix de l'hectare est de 12 fr. 50, minimum. On peut acquérir la propriété des terres par un amortissement annuel, qui est de 2 fr. 50 par hectare, pendant les trois premières années; et du double, dans les années suivantes, pour les terres qui restent sans culture, dans le domaine acquis. Cette loi, si généreuse soit-elle, est incomplète : elle ne vise qu'à l'immigration dans la montagne. Il faut étendre cette règle à la côte, lui donnant un tout autre caractère. Elle doit s'enrichir de dispositions sur l'irrigation, pour résoudre les deux problèmes en même temps.

Dans une loi d'immigration, il faut aller aussi loin que le Brésil et l'Argentine : attirer l'étranger, le rattacher au sol, former le couple assimilable, la famille qui deviendra un élément national. Au Brésil, l'Etat apporte une prime aux compagnies de vapeurs qui amènent des immigrants, donne une faible quantité d'argent (40.000 reis, soit 70 fr. approximativement) aux immigrants arrivés, selon l'autorisation de 1881; il réduit le prix des passages, protège les immigrants et les nourrit, dans une période de cinq jours minimum, jusqu'à ce qu'ils trouvent un travail ou se dirigent à la région qu'ils vont coloniser. A l'Argentine, la protection de l'immigrant s'étend aux six premiers mois de son séjour et le nourrit pen-

dant les premiers cinq jours (1). On peut imiter ces dispositions, en les rendant plus larges. La vie de l'immigrant doit être assurée pour les quinze premiers jours : c'est, une période suffisante pour connaître le pays et chercher un travail. La protection de l'Etat doit s'étendre à un an. Il faut intéresser l'étranger à la terre acquise, soit en diminuant le prix d'acquisition, soit en étendant même à une période plus longue l'amortissement, comme dans le régime des hypothèques bancaires, soit encore en donnant gratuitement des terres aux familles qui auraient plus de cinq enfants; soit, finalement, en augmentant gratuitement le domaine familial par des terres nouvelles, destinées aux enfants, devenus hommes, du couple primitif. Comme à l'Argentine, dans chaque nouveau centre de colonisation, donner cent hectares à chacune des cinquante premières familles qui s'y établissent ; établir une disposition analogue, et, peut-être, plus libérale.

La fondation d'une Banque agricole d'Etat pourrait beaucoup contribuer à ce mouvement immigratoire, par les avances sur les terres, au profit du travail. Il faudrait encore, pendant une décade, donner de fortes subventions aux compagnies étrangères ou nationales qui s'engageraient à établir dans le pays un certain nombre d'immigrants. Cette mesure donnerait plus de sérieux à l'immigration, plus de sécurité aux dépenses faites par l'Etat. Pendant une longue période d'essai et d'organisation, on aurait à provoquer, d'une main prodigue, d'un élan sans bornes, l'arrivée et l'acclimatation des immigrants. Il faudrait créer des hôpitaux régionaux, des maisons d'immigration maintenues par l'Etat, etc. Enfin, donner à l'étranger, par tous les moyens de propagande et de protection, la foi dans le pays, dans sa fécondité, dans son hospitalité généreuse.

Pour éviter les aspects fâcheux de la grande immigration, il y a des mesures prohibitives à édicter contre ceux

(1) Festa. *L'Emigrazione nella legislazione comparata*, Castrocaro, 1904, p. 63 et suiv.

qu'on appelle dans la loi d'Australie, les *prohibited immigrants*. Ils seraient obligés à déposer une somme comme gage, ou à revenir chez eux, à un prix de voyage réduit. Ces immigrants sont les malades, les hommes tarés, les illettrés, etc.

Deux aspects sont encore à noter dans ce problème de l'immigration : premièrement, l'étude des conditions de son succès, d'après l'expérience des autres peuples; deuxièmement, les moyens d'éviter tout exclusivisme dangereux dans la nationalité des immigrants. « Nous devons reconnaître, écrivent les auteurs de l'*Argentine au* xx[e] *siècle*, que tous les efforts faits par l'Argentine pour accroître sa population sont restés jusqu'à présent sans effets appréciables » (1). Parmi les causes de cet insuccès, ces auteurs trouvent les « mauvaises récoltes », la « cherté de la vie », le « prix excessif de la vie et des loyers dans les zones agricoles de plus d'avenir ». Il y a partout deux causes qui se rattachent à la constitution de la propriété : les grandes *latifundia*, données par l'Etat, les difficultés pour la formation de la petite propriété. Cette leçon de choses nous trace le chemin à suivre : il faut éviter toute concession globale de terres ou exiger de la compagnie ou de l'institution acquérante la division des terres, entre les immigrants qu'elle établit; il faut créer un régime hypothécaire, analogue à l'acte Torrens, qui facilite la transmission des propriétés; protéger la constitution des petits domaines, par des prêts ou par des hypothèques à très long terme; dispenser de l'impôt, pendant les premières années, la propriété en travail; imposer de fortes contributions sur les *latifundia* qui restent inexploités. Avec tous ces avantages et d'autres encore, que l'expérience dicterait, l'immigrant aurait le plus grand intérêt à s'établir définitivement sur le territoire, à s'enraciner dans cette patrie nouvelle; et on éviterait derechef ce retour des

(1) L. c., p. 89 et 95.

immigrants à la patrie d'origine, qui est un phénomène très fréquent aux Etats-Unis et à l'Argentine (1).

Onésime Reclus a révélé le péril d'une excessive immigration slave ou germaine pour l'Amérique Latine. Il faut mélanger les races sur ce territoire de l'Amérique dépeuplée, où l'influence d'une seule race nuirait à l'autonomie des peuples. « D'ores et déjà les Latins-Américains doivent commencer à briser en fragments ces éléments réfractaires (il s'agit des races non-latines); dans chaque Etat, dans chaque municipe, que les distributeurs de terres n'installent des colonies polonaises, anglaises, allemandes, irlandaises, n'importe, qu'entre des colonies espagnoles, portugaises, brésiliennes, argentines, françaises, n'importe encore; que même aucune colonie ne soit attribuée à un seul élément, mais divisée entre gens d'idiomes divers; que ce soit une loi strictement observée, et l'Amérique néo-latine pourra résister à la poussée fatale de l'Europe slave ou germaine » (2). On ne saurait pas séparer de la question de l'immigration, des considérations sur l'avenir et l'indépendance de nos Républiques. C'est une politique qui vise aux futures et lointaines destinées de notre race et de notre continent que celle qui doit dominer dans l'acceptation de l'élément étranger. Les races d'idéal contraire, d'impérialisme dangereux, sont un peu les *hostes* de l'époque romaine, dans notre jeune continent.

Si nous envisageons pour le Pérou, les deux immigrations, allemande et italienne, nous trouvons des conditions de succès positif. La fondation d'une Banque allemande à Lima peut profiter à la colonisation allemande, par une protection aux nationaux ou par le crédit agricole. On sait le beau rôle des banques dans l'évolution industrielle

(1) En corrigeant les épreuves de ce livre, je trouve dans *El Comercio*, de Lima, un article de M. Alejandro Garland, l'écrivain péruvien très connu, sur l'immigration. Il y propose l'*homestead*, comme base d'une législation qui rattacherait l'immigrant au territoire. C'est une tentative remarquable et dont on devrait tenir assurément compte pour une loi future.

(2) O. Reclus, *Le Partage du monde*, p. 278.

et commerciale de l'Allemagne moderne. Elles ont été des « marchandes de crédit », selon le mot de Blondel. Et par leur action indéfiniment expansive, l'industrie nationale a eu un succès durable : elle trouvait un soutien très fort dans les réserves des banques (1). Quant à l'élément italien, il est très nombreux au Pérou et très prospère. Il constitue un centre d'attraction pour les immigrants et par son intervention dans la grande industrie (électricité, tissus) et dans l'agriculture il est une force protectrice de cette immigration (2). Et, selon une loi que l'on achève aux Etats-Unis et à l'Argentine, le mouvement immigratoire, faible au début, s'accélère progressivement. C'est ainsi qu'à l'Argentine, le chiffre des immigrants était de 5.912 seulement en 1856; dans la décade 1860-1869, il s'éleva à 134.325; dans la suivante, 1870-1879, à 264.869, c'est-à-dire le double; et il fut cinq fois plus grand, dans la décade 1880-1889, soit, 1.020.907. L'effort doit être extrêmement énergique aux débuts; l'imitation, l'attraction, la propagande font le reste.

Un autre aspect du problème de l'immigration est, nous l'avons dit, celui des terres qu'elle doit occuper, soit la côte péruvienne, soit la « montagne ». Il semble que c'est la côte qui doit être le plus favorisée par le courant des hommes nouveaux. Il faut résoudre, d'un même coup, l'irrigation et l'immigration, deux problèmes qui se complètent pour l'avenir national. Et l'établissement de l'élément étranger sur ces terres encore arides, permettrait

(1) On constate dans la direction de toutes les grandes banques allemandes, une tendance à créer des établissements et des succursales dans les pays lointains. Dès que l'exportation semble se diriger vers un pays, ils y fondent des « Filialen », où les commerçants trouvent la même facilité que dans la mère patrie. Blondel, *l'Essor commercial*, etc. (Paris, 1900). Il en serait de même pour l'émigrant, dans une section hypothécaire ou par une autre forme quelconque de crédit.

(2) D'après les calculs faits en 1901, la richesse de la colonie italienne au Pérou s'élevait à 161,446,250 francs. Cette colonie se compose de 13,000 Italiens. La colonie chinoise est la seule qui lui soit supérieure en nombre, de 30 à 35,000, tandis que les Français ne sont que 1,194 ; les Espagnols, 2,000; les Anglais, 1,902; et les Allemands plus de 500, selon tous les calculs. Vide le livre si renseigné de M. Carlos B. Cisneros. *Reseña económica del Perú.* (Lima, 1906.)

d'arroser des terres destinées à être travaillées immédiatement, et assurerait aussi l'amortissement du capital employé par l'Etat dans cette œuvre féconde. On ajouterait au prix net de chaque hectare de terrain la part de l'irrigation; et on emploierait le produit total des terres vendues à continuer et à étendre l'œuvre de l'irrigation. C'est sur la côte qu'on a noté souvent l'insuffisance numérique des paysans et des travailleurs; c'est la côte encore qui est la plus développée au point de vue de la culture, et elle doit, par sa supériorité, être le centre peuplé et riche, d'où rayonneront dans l'avenir les hommes vers la *sierra* et la « montagne ». Finalement, sur la côte l'immigrant trouvera un salaire assez élevé, par le fait même de la demande d'ouvriers ; et, ainsi, il deviendra plus facilement un colon attaché au territoire. Le climat de la « montagne » est fort et excessif pour les immigrants; la colonisation y a échoué ou, tout au moins, n'y a pas rapporté de grands avantages. Le manque de voies de communication est aussi un obstacle à l'établissement des immigrants dans cette région. C'est encore une région mystérieuse et sauvage qui ne saurait jamais donner à l'Européen qui arrive des terres civilisées et défrichées, la foi, la sûreté dans le labeur, et l'équivalent de la patrie et du foyer abandonnés. Ce serait travailler en pure perte, car l'expérience de l'Argentine nous montre combien l'attrait des grandes villes est fort pour l'immigrant et comment l'exode est lent vers l'intérieur du pays (1).

Tels sont quelques-uns des aspects de cette grande question de l'immigration, sans laquelle on essaiera en vain

(1) M. Enrique de la Riva-Agüero, dans un remarquable discours au Sénat péruvien (octobre de 1906), a très bien démontré que l'immigration ne saurait commencer au Pérou que par la côte et qu'on pourrait fort bien la combiner avec l'irrigation. Il y établit le rôle de l'immigration comme suit: « Des petites nations comme la nôtre, parsemées dans des territoires immenses, sans la cohésion apportée par la densité de la population, faibles même ethnographiquement et dans le retard naturel à un siècle à peine de vie autonome, ont besoin d'augmenter et de fortifier en elles-mêmes le corps social, dont on peut dire sans exagération qu'il n'en existe encore que des germes. »

de changer les codes, d'étendre l'instruction et d'assouplir la charte. La politique n'est plus une science abstraite qui se nourrit d'idées générales et de cadres simples : l'étude des sociétés démontre que la forme est partout dépendante de la matière, d'après le langage aristotélicien; que c'est la population, par sa densité, par son homogénéité ou son hétérogénéité, par sa complication, par son unité, qui détermine le succès des règles politiques et qui permet cette différenciation sociale, vaste et cohérente, qui est un signe de puissance, de civilisation et de progrès. On ne saurait oublier ces faits, sans revenir à la vieille idéologie périmée, et renoncer à occuper une place d'honneur parmi les peuples de l'avenir.

II

Quand on a favorisé l'immigration, quand on peut compter sur une richesse immense et encore inexploitée, quand on ne saurait voir dans l'avenir que des réserves de vitalité, de progrès et puissance, on est bien loin d'avoir résolu tous les problèmes que présente une nationalité jeune, comme le Pérou. La richesse étend l'individualisme et assure le progrès matériel ; mais elle crée la ploutocratie, menace la moralité du pays, et donne au point de vue économique une puissance absolue qui est très souvent dangereuse et déprimante pour les caractères. L'immigration est la clef des plus grands problèmes nationaux, de la richesse future, de la stabilité nationale, de l'unification et de la force du pays; mais, en même temps, elle peut empiéter sur la tradition et l'esprit nationaux, et donner à l'âme du peuple quelque chose d'étranger et de contradictoire. Il faut avoir des influences assez fortes pour neutraliser cette action, et pour conserver toujours l'individualité nationale, si faible soit-elle, contre des courants hostiles.

Parmi ces influences, il y a la famille, la religion et l'éducation. Il faut y compter pour aboutir à une réforme sérieuse dans la vie nationale. La famille et la religion sont des forces qui affermissent la tradition et qui tra-

vaillent pour le passé ; mais elles sont néanmoins susceptibles de progrès et d'action nouvelle sur les âmes. Et l'éducation, au point de vue des idées, des modèles, est encore plus une énergie réparatrice, prête à accueillir et à transmettre l'idéal d'aujourd'hui à la jeunesse future. L'erreur de toute notre histoire républicaine a été la séparation de ces systèmes divers d'action morale: la famille détruisait l'œuvre de l'école ; la religion empiétait sur les influences du foyer ; l'école ne discutait pas l'œuvre des religions et elle était confessionnelle ou libérale, sans énergie et sans analyse. Une harmonie de ces influences directrices, une réforme dans la famille, dans la religion et dans l'éducation, est la condition de notre évolution future vers de plus belles destinées.

Nous avons rapidement étudié le progrès dans le sentiment de famille, depuis l'époque coloniale jusqu'aux dernières années de notre période républicaine : l'autorité ex clusive du *paterfamilias* s'est affaiblie et la famille est devenue un centre plus souple, où les liens sont moins fermes que jadis. Or, ces changements ont obéi au hasard, sans une pensée d'organisation et de vie intérieure. Ni la femme, ni l'enfant n'ont dans la famille péruvienne l'influence que les mœurs nouvelles, que les idées actuelles exigent : ce sont toujours des mineurs, non seulement par les dispositions du code mais par l'opinion et l'habitude.

L'éducation de la femme ne vise jamais à la maternité et à la formation de l'enfant : une pudeur excessive donne à l'instruction péruvienne quelque chose de vain et de frivole. Toute réforme doit commencer là, dans l'organisation des collèges. Il faut donner à la femme des « clartés de tout », une éducation d'agrément et de luxe, sans oublier pour cela sa fonction générale et son rôle nécessaire, dans le foyer, comme épouse, comme sœur et comme mère. Appelée par l'amour à exercer la plus forte influence dans l'éveil des consciences enfantines, dans la vie morale de l'homme, la femme doit cultiver sa raison, sous un aspect général, sans tomber dans une spécialisa-

tion inutile. La science pure, la joie des découvertes, les hauts sommets de la raison sont réservés aux femmes supérieures, dont la vie intellectuelle prime toutes les autres fonctions, dont l'œuvre exceptionnelle est plus dans les laboratoires que dans le foyer. Pour la femme péruvienne, à l'intelligence vivace et prompte, au sentiment riche et mûr, il faut une éducation de la raison. La fondation d'un Institut de jeunes filles par l'Etat est une nécessité immédiate : dans cette école qui ne serait jamais un centre d'irréligion ou de lutte, l'enseignement serait général et réel, sans ce culte des apparences, sans cette exaltation des vanités qui est le but des collèges péruviens, où la femme s'élève. Il faut fortifier l'esprit de la femme, dans son même cadre traditionnel, jusqu'à la rendre apte à mépriser tout préjugé retardataire, toute injustice de secte ou de classe, et à accepter et à modérer le progrès dans les idées et dans les institutions. Autrement la femme n'est qu'un être de fanatisme, laïque ou religieux, sans action sur l'enfant, sans contribution pour l'avenir; bref, une force de stagnation intellectuelle et morale.

Donner à l'instruction féminine comme assise l'étude réfléchie de la société et de l'histoire, la connaissance des progrès faits dans l'éducation et de la psychologie de l'enfant ; les résultats acquis dans les sciences qui ouvrent des perspectives nouvelles sur l'univers et sur la vie, les idées générales de notre époque, la formation du sens positif, contraire à la crédulité et à l'imagination sans discipline : voilà, semble-t-il, les grandes réformes à faire dans le plan de notre instruction. Autant vaut dire qu'il faut que des normaliens étrangers soient placés à la tête de cette évolution pédagogique. La formation d'une école comme celle de Fontenay-aux-Roses créée par l'âme sublime de Pécaut, en France, serait l'idéal de cette urgente transformation dans l'esprit féminin.

La femme aurait alors une individualité plus définie, incapable de se plier aux suggestions, forte dans les luttes de la vie : elle donnerait à l'action des hommes quelque

chose de plus souple, plus de variété dans les nuances, et cette précision que la femme élevée apporte dans les menus détails de la vie. Aussi, l'enfant en profiterait longuement, dans sa moralité, dans l'organisation de ses premières impressions, dans son caractère et dans sa connaissance des choses. Et ainsi le foyer serait un centre de collaboration, où la femme a une voix et une action, où le père dirige par persuasion plus que par autorité, où toutes les personnalités se dressent pour l'effort commun, et les fils apportent à l'expérience des parents la fraîcheur de leurs sensations et la rénovation de la vie actuelle.

Pour favoriser ce développement de l'individualisme dans l'enfant, il faut non seulement une transformation de la culture féminine, mais aussi un changement dans les relations du foyer, et dans l'organisation légale des successions.

La paternité ne doit pas impliquer un droit sur la pensée et la conscience de l'enfant, mais une douce suggestion et un éveil de la nouvelle individualité. La tradition espagnole attribue facilement au *paterfamilias* la possession sur les enfants et exige la monotonie dans la pensée et dans la vie. Or, l'éducation doit préparer à l'indépendance et au *Self-control*. L'action des parents doit conséquemment changer chez nous : provoquer la formation des caractères, si difficile pour notre milieu et notre race, au lieu d'épuiser, par la tutelle permanente, tout germe de développement personnel. Les parents anglo-saxons, dit Demolins, « ne considèrent pas que leurs enfants leur appartiennent, qu'ils soient en quelque sorte leur chose, une simple continuation de leur personnalité, une sorte de survivance d'eux-mêmes (1). » Mais, au contraire, ils visent à former des êtres pour la vie de l'avenir. C'est dans ce sens qu'une propagande éclairée dans les écoles où se forment les futurs pères de famille, doit se porter.

(1) *A quoi tient la Supériorité des Anglo-Saxons* (Paris, Didot, p. 102).

Quel est le rôle des enfants dans la vie nouvelle? Ils vivront sous des conditions différentes de celles du passé enseveli, ils seront les acteurs d'un drame inconnu. La tâche de l'éducation du foyer est donc plus grave qu'elle ne le semble : ce n'est pas la tradition qu'elle doit inspirer, mais le progrès qu'elle doit deviner et préparer, pour le bonheur des enfants qui doivent s'adapter aux conditions prochaines de l'activité dans le monde. Autrement on fait d'eux des déracinés et des incapables. Il faut rattacher à cette ignorance des parents la monotonie de la vie nationale, la faiblesse des nouveaux caractères, la lenteur dans les progrès accomplis, la perpétuité de la routine et de l'insouciance.

Quelle belle tâche que celle d'attendre l'inconnu qui se révèlera dans l'âme des générations qui débutent dans la vie, et de préparer cette éclosion par une éducation sans égoïsme, par une surveillance souple, par une action consciente et libérale ! C'est la gloire du foyer et la meilleure influence des hommes du passé. L'énergie et le caractère manquent à notre race : l'éducation doit donc viser au *self-help*.

Dans ce but, il faut changer le régime des successions. Et cela pour l'indépendance des caractères et aussi pour cette force des familles, qui est la meilleure assise de la stabilité politique et de l'ordre social. Notre code mérite les mêmes critiques que son aîné, le code Napoléon, admirablement analysé par Le Play : il établit le partage forcé, il condamne les fortunes à une perpétuelle liquidation, il nuit à la liberté testamentaire. Mais, plus qu'une critique générale il faut faire une étude du milieu et de ses traditions pour comprendre la possibilité d'une réforme. Le partage égalitaire est chez nous une tradition; mais sans le contrarier, on peut élargir la libre disposition testamentaire. L'effet de cette réforme serait double : d'un côté, il y aurait une transmission de la propriété de famille ; de l'autre, l'enfant ne compterait pas, avec une sûreté qui favorise le gaspillage et l'insouciance, sur l'hérédité légale.

Si nous serrons de près cette question, nous trouvons que notre loi est excessive pour les mœurs ; qu'elle rétrécit la liberté du père, comme si les sentiments de famille étaient faibles au Pérou. Or, on trouve que la deshérédation, comme mesure générale, comme vengeance des parents, est dans le Code, mais qu'on ne l'a nullement appliquée dans la vie ; et que la faible liberté des parents s'exerce souvent en faveur des enfants.

La réforme du régime successoral doit s'appuyer sur ces traits de la famille nationale. Dans un pays agricole comme le nôtre, dans une démocratie aux traditions d'anarchie, il faut préparer ces « familles-souches » (1), dont parle Le Play, qui représentent une tradition, qui supposent une collaboration perpétuelle à la même besogne transmise de génération en génération, qui sont, finalement, un élément de résistance à l'instabilité de la politique, une force de cohésion sociale. Il faut ne pas oublier ce qu'il y a dans le code de 1804 de guerre politique et de pression contre la richesse. Napoléon avouait qu'il avait voulu épuiser les fortunes qui ne lui étaient pas favorables par le partage forcé. Il y a donc quelque chose de relatif et d'éphémère dans cette organisation des successions.

Il faut supprimer dans notre code les dispositions qui règlent la quotité de libre disposition ; c'est-à-dire augmenter la liberté testamentaire. On pourrait porter la quotité disponible jusqu'à la moitié des biens; et jusqu'aux deux tiers, comme en Espagne, quand il s'agit d'un arrangement dans la même famille. Et aussi laisser au père la liberté de distribuer ses biens, selon une pensée plus personnelle, de conservation de l'héritage, sans établir cet éparpillement des biens, ce droit des héritiers à avoir une partie dans chaque bien qui est un agent de dissolution continuelle dans les successions. Le père pourrait, comme dans les pays à liberté testamentaire, choisir parmi ses enfants

(1) Vide sur cette famille tout le beau livre de Le Play, *L'Organisation de la Famille* (Paris et Tours, 1895), et spécialement p. 29 et suiv.

celui qui devrait continuer son œuvre, soit l'aîné, soit un autre ; et lui donner la propriété intégrale avec l'obligation de payer des dots à ses frères, ou une partie du tout, avec des obligations analogues; ou simplement améliorer un de ses fils, appelé à un avenir glorieux, par l'énergie ou le talent, et distribuer librement, sans éparpillement forcé, ses autres biens parmi ses enfants. Un régime savant aurait tous les avantages : la solidarité des membres du foyer, placés sous l'action de l'héritier et appelés au travail et à l'effort ; le sentiment du devoir et de la perpétuité dans cet héritier, qui serait le représentant d'une tradition et d'un intérêt plus durable que lui-même ; la base d'une oligarchie politique contraire aux excès de la démagogie; le progrès de la richesse agricole, par la trans mission indéfinie et intégrale de la terre féconde. La réforme totale peut se résumer dans ces termes : augmentation dans la quotité disponible, liberté de choisir les biens à distribuer dans l'héritage, droit à la part légitime sans pouvoir demander la division des biens, législation des pactes sur successions futures (1).

De toutes ces transformations dans la succession, dans l'esprit de la paternité, dans l'éducation de la femme, on peut dériver une nouvelle influence de l'esprit de famille sur l'avenir national. Des générations plus indépendantes et plus énergiques, puiseront dans le foyer des vertus d'ordre, de discipline et d'audace.

Il faut que la religion agisse dans la même direction, sans contrarier par des doctrines de pessimisme ou par des défiances pour le progrès, l'élan de la jeunesse nouvelle. L'esprit latin, qui domine dans les Républiques espagnoles, se plaît aux extrêmes logiques, aux fanatismes de droite ou de gauche. On doit désormais renoncer à ces intransigeances, et étudier le phénomène religieux en lui-même, comme une tradition qu'il faut épurer plutôt que

(1) Voir un très bon résumé des réformes successorales, par Cl. Jannet, dans le livre cité de Le Play (p. 368 et suiv.).

détruire. Dans un pays comme le nôtre où les forces de conservation sont faibles, la religion doit compter longtemps comme élément d'action intellectuelle et morale. L'indifférence religieuse, générale au Pérou, est parfois un signe d'impuissance intellectuelle : elle traduit un manque d'énergie morale et une incapacité à se former des convictions personnelles. Le fanatisme est aussi un signe de faiblesse intellectuelle. De l'anti-cléricalisme, Faguet a écrit dans un livre puissant (1), qu'il est une des « maladies de l'esprit français »; et on pourrait en dire autant de l'anti-cléricalisme américain et espagnol, quand il est seulement négatif, et ne s'accompagne pas d'un système moral, d'une réforme éducative, d'une action sociale.

Il y a un autre aspect du problème religieux à étudier pour l'avenir d'un peuple. Puisque la religion est une force morale pour des milliers d'âmes, puisqu'une morale scientifique et rationnelle n'est pas l'apanage de tous les esprits, il faut épurer cette religion populaire et conserver son idéalisme et sa puissance morale. Taine disait que le catholicisme est « la paire d'ailes » indispensable à la foule pour ne pas tomber dans la boue; mais ces ailes qui favorisent l'élan vers l'infini semblent parfois se plier, se dérober au vol et tremper dans cette boue dont elles devraient s'éloigner toujours. Il faut donc étudier les aspects de cette infériorité d'une religion séculaire, qui, comme toute forme sociale, acquiert en s'adaptant, les défauts du milieu et les mauvaises hérédités de la race.

Le catholicisme péruvien, et, avec lui, la religion de toute l'Amérique espagnole, est un credo trop formel et étroit, éloigné de la vie et inquiet des réformes et des progrès sociaux. Dans cette opposition entre l'idée et la forme, entre l'esprit et la lettre que toutes les religions présentent, c'est la part de la formule, du texte, qu'on prône chez nous. De là dérivent de fâcheuses conséquences dont on ne saurait parler sans regret. Premièrement, une

(1) Vide *L'Anticléricalisme* (Paris, s. d.).

crédulité excessive qui se manifeste dans la superstition, dans l'hagiographie, dans un culte hyperdulique poussé à tous les extrêmes. Les grandes lignes dogmatiques et morales de la religion s'effacent dans cette foi qui se rattache aux Saints plus qu'à Dieu, qui oublie l'Evangile pour le sermon, qui fonde un providentialisme naïf, qui généralise le miracle et tombe parfois dans le fatalisme. C'est partout une religion d'autorité et non une religion d'esprit, selon la belle parole d'Auguste Sabatier (1). Nul contact direct entre l'homme et la parole éternelle; mais par la confession, par la direction du clergé, par la surveillance de l'autorité religieuse, par l'extension des pratiques du culte, par une ignorance tranquille et insouciante, le credo officiel remplace l'Evangile, et une religion extérieure, mécanique, décorative gouverne les esprits et les mœurs. Et de ce fatalisme produit par une foi énervante, de cette suprématie des pratiques extérieures, naît une certaine flexibilité morale qui détruit la grande influence spirituelle du catholicisme.

Or, l'apologétique contemporaine s'attache à démontrer l'action morale et sociale du catholicisme. Si on dépossède cette religion de ce qui lui donne un prestige séculaire, il n'en reste rien. Si on lui donne un caractère routinier et verbal, on vise directement à sa destruction.

Que peut-on faire pour conserver cette force de discipline morale et de cohésion sociale, sans se limiter à un anti-cléricalisme négatif, et sans oublier non plus les nécessités de la vie intellectuelle et de la vie morale? Il semble qu'il faut rendre au catholicisme ses caractères essentiels, oubliés ou dégénérés dans notre évolution so-

(1) Sabatier écrit, à propos de cette antinomie des deux formes religieuses, ces pensées profondes : « Etant essentiellement progressives et fort éloignées de l'état de perfection, ni l'autorité ni l'autonomie ne sauraient être posées comme absolues. Elles agissent l'une sur l'autre pour se fortifier et monter ensemble vers un même idéal de raison et de justice. L'autonomie en s'exerçant transforme l'autorité, en en déplaçant peu à peu le siège. L'autorité concourt d'autant mieux au développement de l'autonomie. » Cf. son très beau livre : *Les Religions de l'Autorité et la Religion de l'Esprit* (Paris, 1904, p. 17).

ciale, favoriser la nouvelle éclosion de ces énergies anciennes et sommeillantes.

Qu'est-ce que le catholicisme? C'est la religion de l'Universel, c'est « le meilleur auxiliaire de l'instinct social », d'après Taine, c'est l'Eglise de l'Ordre, dont parle Charles Maurras, dans des pages désormais célèbres. Comme gouvernement, comme force immense d'assujetissement social, Brunetière et Bourget et les apologistes modernes, même dans la libre pensée, comme c'est le cas du grand écrivain Barrès ; admirent et défendent le catholicisme qui est un principe de conservation sociale et de stabilité politique, au milieu des luttes d'anarchie et d'incohérence. On a beau condamner ce nouveau fidéisme, cette utilisation du catholicisme ; on est forcé d'avouer que dans un moment où des germes de dissociation tendent à dominer dans tous les ordres de la vie morale et de la vie sociale, une doctrine de cohésion, d'unité, de positivisme moral, mérite tous les respects. Ce n'est pas la vérité absolue qu'on voit dans le catholicisme, mais l'utilité sociale ; et puisque la croyance est l'état d'âme des foules plutôt que l'analyse ou la raison, n'y a-t-il pas dans la persistance d'une doctrine pratiquement efficace un gage de paix intérieure pour les âmes, un cadre puissant pour l'accomplissement du devoir politique et du devoir social? (1) L'Etat peut trouver dans une foi qui discipline, dans une doctrine d'ordre, une base morale à son œuvre laïque et extérieure. L'Eglise sous le patronat, comme dans notre organisation religieuse, est une force utile pour l'Etat.

Mais, on ne peut pas ignorer qu'il y a dans le catholicisme des aspects de vie intérieure qui sont au-delà de sa puissance de gouvernement. Et quand on n'a pas la foi

(1) Cet aspect politique de l'Eglise, ce caractère romain et latin de son action, est admirablement décrit par Harnack dans son livre célèbre, *Das Wesen des Christentum* (Leipzig, 1906) : « Sie (l'Eglise) regiert noch immer die Volker ; ihre Papste herrschen wie Trajan und Mark Aurel ; an die Stelle von Romulus und Remus sind Petrus und Paulus getreten, an die Stelle der Prokonsuln die Erzbischofe und Bischofe ; den Legionen entsprechen die Scharen von Priestem und Monchen, der Kaiserliche Leibwache, die Jesuiten » (p. 157).

que cette religion exige, on peut mieux en juger, que sous la discipline cléricale, les bienfaits et les torts.

Le catholicisme est comme un module, comme un cadre de classicisme qui s'oppose à tout déséquilibre, à toute désharmonie romantique. C'est la règle générale, de logique interne, où tout est cohérent par la foi. Il faut l'accepter ou le nier en bloc, tant il est uni et universel. C'est par là qu'il est supérieur au protestantisme que le doute travaille, que l'individualisme dissout. Cette religion *catholique*, dans le sens grec du mot, est un système et un ordre pour l'intelligence, pour la volonté, pour le sentiment. « La conscience humaine, dont le plus grand malheur est peut-être l'incertitude, salue ici le temple des définitions du devoir (1) ». Dans le domaine intellectuel, le catholicisme apporte une solution précise et complète aux problèmes de la destinée humaine, et de l'origine de la vie, il annihile le doute, il donne dans les dogmes une limite à toute réflexion inquiète et audacieuse, il fonde un critérium universel; et contre la dissolution de l'analyse, contre l'ivresse de la raison pure, il impose une discipline et un orgueil plus fort que toutes les jouissances intellectuelles, l'orgueil de croire au-delà de la raison et même contre la raison. C'est une religion de certitude et d'absolu où tous les esprits qui aspirent à des réponses définitives trouvent la définition des vérités éternelles, la révélation du mystère des choses, faite par des interprètes infaillibles. Au point de vue moral, le catholicisme offre des types de perfection absolue à l'effort humain, il conseille l'héroïsme et la sainteté, il étouffe les voix de la nature inférieure, jusqu'à produire cette sécurité du juste, sublime dans la douleur et dans la mort. Cette religion qui conseille la chasteté et la pudeur, qui règle et purifie l'amour, qui prêche la charité, la douceur, l'humanité et l'idéalisme est une foi de sentiment, est une source admirable de force morale et de passion rationnelle.

(1) Charles Maurras, *Le Dilemme de Marc Sangnier : Essai sur la Démocratie religieuse* (s. d., p. IX).

Et il y a encore mieux : le catholicisme malgré ses prétentions à une immutabilité dans ses règles et dans ses dogmes, est une religion flexible et vivante, qui s'est assimilée dans l'histoire la substance des vieilles civilisations. L'Eglise s'adapte en dépit de ses propres intransigeances; elle comprend que pour durer il lui faut accepter lentement les résultats de l'évolution humaine : *patiens quia œterna*. Elle accueillit les idées de Plotin et les subtilités de la théologie alexandrine; elle étudia jusqu'à l'excès la logique et la métaphysique d'Aristote, au moyen-âge; l'humanisme, le sens de la beauté et de la vie intense, dans la Renaissance, sous Léon X et Jules II; et avec Léon XIII, la politique d'un siècle épris de démocratie et d'aspirations sociales. Cette force d'assimilation du catholicisme ne peut pas être oubliée, dans ces peuples nouveaux qui provoquent, par leur ignorance de cette flexibilité religieuse, un divorce définitif et radical entre la science qu'ils aiment et la religion qu'ils ont héritée de leurs ancêtres éloignés.

Voici le catholicisme dans sa limite, dans la perfection qu'il atteint dans des étapes séculaires de force mâle et sûre. Il en est encore auourd'hui pour les formes saxonnes de catholicisme, en Angleterre, aux Etats-Unis, moins énergiquement en Allemagne. Le catholicisme latin est différent par l'œuvre et l'esprit ; la France seulement échappe à cette maladie de routine et de rétrécissement sénile qui est propre au crédo des foules espagnoles, italiennes, hispano-américaines. « Le tort le plus grave que le protestantisme ait causé au catholicisme, écrit un homme de foi éclairée, Victor Giraud, c'est peut-être moins de lui avoir enlevé une partie de la chrétienté que de l'avoir forcé, pour ainsi dire, à se constituer à l'état de « Contre-Réformation perpétuelle (1). Et cet effort plutôt négatif produit, dans certaines formes du catholicisme, une dé-

(1) *Livres et Questions d'aujourd'hui* (Paris, 1907, p. 216). Cette même idée m'a été exposée et développée, avec son charme et sa science habituels, par l'éminent philosophe qu'est M. Boutroux, en différentes occasions.

fiance pour la marche des idées, pour les transformations politiques et sociales, un conservatisme violent qui est un signe de faiblesse et de décadence. C'est le grand vice de toutes ces formes de réligiosité latine, où l'ordre n'est qu'un mécanisme, où le contenu moral, l'expérience religieuse des mystiques et le perpétuel idéalisme sont oubliés pour des pratiques étroites qui acquièrent une valeur essentielle, efficace et absolutoire.

Il faut donc pour réformer le catholicisme péruvien le greffer sur une autre forme de catholicisme, le français principalement, dont l'esprit est plus facile à notre assimilation que celui des religions saxonnes. Le patronat peut être employé dans ce sens généreux de transformateur catholique : c'est le droit et le devoir de l'Etat (2). Celui-ci, a observé un écrivain éminent, l'abbé Laberthonnière, ne peut pas se désintéresser des affaires de l'Eglise, dans la mesure où il est lui-même, par ses citoyens, engagé dans l'Eglise. Mais cette pénétration n'est pas confusion ni empiètement ; elle est la condition régulière de la santé de l'Eglise et de celle de l'Etat. L'intervention de ce dernier loin d'être un abus, peut être un principe de progrès (1). Cet aveu d'un homme d'Eglise mérite d'être écouté et suivi. Le patronat est l'unique moyen pour défendre l'Eglise contre elle-même, et pour élargir le cadre religieux, nécessaire encore à une grande majorité péruvienne.

La meilleure réforme du catholicisme national doit se produire chez nous par une tutelle savante de l'Etat, par la protection au clergé national qui tend à nationaliser l'Eglise, par l'extension de la culture religieuse au sein de ce même clergé, par l'envoi de l'élite des séminaires aux

(2) M. José de la Riva-Agüero est arrivé, dans des pages très remarquables de son livre : *Caracter de la Literatura en el Peru independiente*, à la même conclusion par d'autres considérations.

(1) *L'Eglise et la Société* (Paris, 1907, p. 304). L'abbé Laberthonnière justifie un certain anticléricalisme, celui que Waldeck-Rousseau, dans une lettre à Millerand, définissait « une manière d'être constante, persévérante et nécessaire aux Etats ». Cet anticléricalisme se justifie, d'après l'abbé, par « l'obstination de l'Eglise à conserver solidairement ce qui lui est essentiel et ce qui lui fut temporairement utile ou ce qui lui fut imposé » (p. 303).

grands foyers du catholicisme européen. C'est là l'action du patronat, qui devrait désormais choisir pour les évêchés les membres les plus remarquables du clergé par leur science, et par la largeur des vues. La vertu ne suffit plus chez les directeurs du mouvement religieux. Et avec cette action intérieure, il faut provoquer une évolution dans les croyances par une propagande libérale qui épure les credos, qui oblige à un effort nouveau dans l'apologétique et dans l'exégèse nationale ; par une liberté religieuse complète dans la pensée qui se reflète par une large tolérance dans les mœurs ; par la création d'une chaire d'histoire des Eglises, à la Faculté des Lettres, à l'Université de Lima, pour esquisser l'étude scientifique des religions.

C'est surtout dans un contact personnel et direct avec le catholicisme français, par des missions d'étudiants, qu'on arriverait à réformer l'Eglise nationale. C'est ici que la pensée catholique est plus vivante et féconde. La crise religieuse se traduit par une grande élaboration d'idées nouvelles. On accepte une évolution dans les dogmes, avec Brunetière qui applique les doctrines du cardinal Newmann; on donne aux dogmes une valeur pratique plutôt que théorique, un caractère moral mais non scientifique, avec Le Roy, avec Blondel; on étudie l'importance sociale du catholicisme, et c'est l'effort de Bourget et de Brunetière ; on fonde une logique du sentiment, de la volonté, de la foi, qui a une signification en elle-même, supérieure à la logique de la raison, avec les partisans d'un renouveau de la méthode de Pascal, d'un dogmatisme moral, comme l'abbé Laberthonnière, qui pensent comme l'auteur des *Pensées* que le cœur a des raisons que la raison ne connaît pas. Avec l'abbé Loisy, le grand exégète de nos jours, on veut une foi indépendante de l'histoire et de la critique qui se justifie par vitalité, par sa perpétuité même, sans des discussions philosophiques ou théologiques. En synthèse, on désire un retour à l'Esprit que Jésus apporta au monde pour « enseigner toute vérité »; à l'Esprit qui libère, qui est inépuisable, supérieur aux cris-

tallisations des dogmes, aux étroitesses de la casuistique, de la liturgie, de l'éxégèse; à l'Esprit qui est la tradition même se renouvelant sans cesse pour s'adapter aux temps successifs et aux milieux divers, sans vider jamais son essence éternelle.

Cette supériorité de l'esprit sur la lettre est une doctrine qu'il faut répandre chez nous, pour donner à l'idéalisme religieux, à la richesse morale, à la charité éclairée et profonde, l'importance qu'ils ont pour le salut des âmes, dans la grande tradition catholique. Quand le culte des saints sera réduit à des limites justes, quand la foi s'approchera du *rationabile obsequium* de l'apôtre, quand la croyance supposera l'action et la dignité de la vie, nous aurons une belle renaissance du catholicisme péruvien.

Il y a un aspect de simple discipline qui est nécessaire à cette rénovation : c'est le mariage des prêtres. C'est surtout dans la *Sierra* péruvienne où la religion est le grand élément civilisateur, où le curé est un modèle pour les foules croyantes, que cette condamnation du célibat religieux est exigible. Le catholicisme y souffre des fautes du sacerdoce, et la moralité des Indiens n'aura jamais une assise solide sans une réforme dans les mœurs du clergé. D'ailleurs, on a souvent démontré que le célibat religieux est nuisible à l'influence de la classe sacerdotale. L'opinion de Guyau est à ce sujet extrêmement intéressante par le fait même de son irréligion profonde :« les prêtres, écrit-il, sans constituer aujourd'hui l'élite de la société, n'en sont pas moins une des classes les plus intelligentes, où l'éducation est la plus répandue, où les passions antisociales sont les plus rares.. En comptant simplement les fils des pasteurs qui sont devenus des hommes distingués ou même, de grands hommes, depuis Linné jusqu'à Wurtz et Emerson, on verra combien nous perdons au célibat de nos prêtres catholiques (1) ».

C'est par cette réforme de discipline qui est aussi une

(1) *L'Irréligion de l'Avenir* (Paris, 1900, p. 279). C'est aussi la pensée de Vacher de Laponge dans son livre original sur les *Sélections sociales*.

réforme morale, par des vues nouvelles dans la pratique et dans la croyance, que le catholicisme péruvien et hispano-américain, deviendra un instrument d'élévation intellectuelle et morale. Ni la famille ne trouvera alors une force de routine et de stagnation, ni l'éducation ne tombera dans les excès de l'anti-cléricalisme. Et on aboutira à la naturelle coopération de ces trois énergies moralisatrices.

La religion et la famille sont des forces de conservation et de résistance : leur progrès se fait toujours dans le même cadre traditionnel. C'est un développement partiel, plutôt qu'une rénovation générale. L'éducation est, pour un peuple jeune, l'énergie nécessaire au progrès des esprits, à l'évolution des institutions et des mœurs. L'immigration qui détermine une évolution dans la psychologie nationale, par l'apport de nouvelles influences, doit être complétée et corrigée par une éducation savante qui forme la future âme nationale, respectant le passé sans condamner l'avenir. L'immigration a une action plus immédiate et profonde que l'école ; mais dans une nation qui aspire à la conservation de sa vie originale et autonome, éducation et immigration sont des agents qui ne sauraient être séparés, sans de graves conséquences pour l'individualité du pays. Et ce n'est pas seulement une instruction générale qu'il faut, mais un idéal dans l'éducation commune.

L'instruction péruvienne, dont nous avons signalé les défauts dans un chapitre antérieur (1), doit être réformée dans des directions diverses, dont voici les principales : 1° Centralisation pédagogique; 2° *Réalisme* éducatif ; 3° Esprit civique et esprit critique dans l'enseignement; 4° Extension de l'influence étrangère; 5° Généralisation de l'instruction professionnelle; 6° Rôle actif de l'Université nationale.

La centralisation est aujourd'hui presque un fait au

(1) Chap. V, *Les Forces éducatives*

Pérou, au point de vue administratif, principalement. L'Etat a remplacé les communes dans l'œuvre de tutelle scolaire, et ce changement a eu les meilleurs résultats. Dans la vie municipale, l'instruction dépendait naguère de l'état des ventes et de la volonté des meneurs de la politique locale : un budget plus sûr permet maintenant à l'enseignement primaire un grand développement sur le territoire. Et une direction centrale de cette instruction, à l'imitation du système français, donne à l'école une homogénéité féconde pour la formation de l'enfant. Mais, dans cette centralisation, si nécessaire dans un pays où la vie locale est faible, où il faut qu'une tutelle de l'Etat provoque pendant des décades successives la formation d'une certaine influence nationale, il y a beaucoup à faire. D'abord la centralisation est plutôt administrative et elle oublie encore l'enseignement secondaire et l'Université. Or, il ne s'agit pas seulement de faire la statistique scolaire où de donner des règlements continuels, mais de former l'organisme scolaire de la République, traversé d'un même souffle réformateur. Il faut créer une idée centrale, que l'Université, le collège et l'école de la capitale transmettent à l'éducation des provinces; il faut encore plus dresser une expérience scolaire dans celles-ci pour adapter le plan général et donner à la direction métropolitaine de l'enseignement une charge d'âmes, selon le mot ancien. Des associations de maîtres et d'étudiants, des excursions de vacances des professeurs de Lima pour donner des conférences dans les provinces, des revues générales où tous les professeurs auront à exposer leurs opinions sur les réformes et sur l'état d'âme des différentes régions; des relations plus étroites entre les Universités et la suppression de celles-ci, sauf de celle d'Arequipa, dont les traditions de culture sont bien connues ; tels seraient quelques moyens pour relever l'esprit de l'éducation péruvienne, depuis le centre jusqu'à la périphérie; par une forte centralisation.

Il faut créer une éducation nationale dans les collèges

de l'Etat : ce ne sera pas une doctrine de l'Etat et un dogme laïque, encore moins une science sectaire qui ne vise qu'à la destruction de l'éducation religieuse, mais une instruction libérale, enrichie par tous les moyens modernes, largement protégée par le budget qui soit une règle et une limite pour l'enseignement privé. Sans condamner la liberté d'enseignement, il faut que l'éducation donnée par l'Etat prime toutes les autres, en extension, en importance, en richesse, en influence. On ne saurait former un esprit national sans cette bataille contre l'éparpillement des doctrines privées, faite à coups de lumière et de liberté intellectuelle (1).

Au règne du mémorisme et de la scolastique superficielle, à la science des mots, il faut opposer la science des choses, le « réalisme » éducatif, tel qu'il est pratiqué dans l'école allemande, après l'évolution industrielle ; dans l'école anglaise et nord-américaine. L'enseignement littéraire, généralement faux, créateur de tous les verbalismes, a été le mal de nos écoles, qui ignorent à la fois la vie et l'idéal.

Néanmoins, réalisme dans l'instruction n'est pas le synonyme d'utilitarisme, d'« américanisme », n'est non plus la condamnation des influences littéraires. C'est seulement le sens du réel opposé au jeu des mots et des idéalités vides, dans les lettres comme dans les sciences. On oublie pour l'élégance, la substance, écrivait Herbert Spencer, dans sa critique de l'éducation actuelle. (*In anxiety for elegance, it forgets substance*) (1). Et il faut réagir contre

---

(1) « Les intentions intéressées ou désintéressées du maître, les exigences de leur maison ou de leur propagande ne doivent plus demeurer, écrit Emile Bourgeois, le seul fondement de la législation scolaire, à l'exclusion de l'intérêt de l'enfance, pour qui l'école est faite. Et comme l'élève n'est point une marchandise, mais le consommateur d'une denrée dont la valeur plus que le prix importe, ses besoins autorisent la loi à restreindre la concurrence industrielle dans la limite nécessaire aux bonnes études comme à maintenir l'enseignement offert à la jeunesse dans des bornes où il ne puisse ruiner les industries scolaires utiles au progrès des méthodes et des lumières » (p. 255, *La Liberté d'Enseignement, Histoire et Doctrine*, Paris, 1902).

(2) *Education : intellectual, moral and physical* (London, 1906, p. 31).

cette mauvaise échelle des valeurs, par un positivisme prudent qui préfère la science des choses à l'imagination des choses.

Tâchons d'expliquer ce réalisme. On a bien dit que « l'étude des lettres est aussi l'étude des choses »; mais il faut que cette étude développe des facultés de précision et d'analyse, de comparaison et d'observation. Dans la grammaire, dans les modèles littéraires, il y a un champ inépuisable pour la réflexion et le jugement. Si on condamne l'usage exclusif de la mémoire et si on vise à développer les facultés personnelles ; l'étude d'un texte littéraire, d'une littérature révélatrice des éternelles passions humaines, de la psychologie d'une race ou d'une époque de l'histoire, est un exercice d'immense portée. Et aussi la formation du style sans lequel la pensée demeure imprécise et raide, la formation du goût qui est un auxiliaire de la moralité, se rattachent à l'instruction littéraire, positive, réelle. Celle-ci ne consiste pas, comme chez nous, dans la description des paysages qu'on n'a pas parcourus, dans la répétition mécanique de quelques règles officielles et vaines, vraies recettes de style.

Et, dans les sciences, dont nul ne saurait nier le caractère utile et le réalisme, il y a aussi un simple verbiage quand l'instruction est menée d'après les méthodes anciennes ; quand la mémoire y prend la place de l'expérience, de l'observation et du jugement. Notre instruction a partout le même défaut d'encyclopédie; et dans l'étude de chaque science on se perd dans le détail. La loi, la vérité générale, le cadre de la nature ne peuvent pas se dégager de cette instruction minutieuse et excessive. Il faut s'attaquer à cette universalité vaine, et former l'esprit plutôt que de le meubler. Contre le surmenage, contre l'encyclopédie confiée à la mémoire, il faut enseigner seulement les vérités essentielles dans chaque science, les lois qui contribuent dans l'esprit de l'élève à la formation de cette conception générale de l'univers, qui est le grand but de l'enseignement. Autant vaut dire que cette instruc-

tion doit être inspirée par un souffle philosophique, et qu'il s'agit de développer avant tout les puissances d'observation, d'analyse, de soumission à la réalité observable, des habitudes d'induction, de déduction, de généralisation.

« Il faut absolument essayer de concilier, dans toutes les formes d'enseignement, écrit le doyen de la Faculté des Lettres de Paris, Alfred Croiset, ce double besoin d'une culture suffisamment appropriée à certaines applications particulières, et aussi d'une culture générale sans laquelle l'homme et le citoyen ne sauraient avoir toute leur valeur » (1). Or, cette dernière culture nécessaire dans l'instruction secondaire, dans l'enseignement primaire et aussi dans la haute instruction universitaire, peut se fonder dans l'étude des sciences naturelles et de l'histoire, dans un esprit philosophique; dans une éducation littéraire, éprise du réel. Plus que les mathématiques qui apportent cet esprit de géométrie dont parlait Pascal et qui nuit souvent à l'esprit de finesse ; les sciences naturelles et l'histoire formeront le goût de l'observation, le positivisme intellectuel, le sens du relatif, la force d'induction et de synthèse; et l'instruction littéraire achèvera cette œuvre, inspirant le culte de la précision, de l'analyse, de la beauté dans l'expression et dans la forme, la continuité de la pensée et du style aux esprits élevés dans les sciences. Dans l'enseignement primaire, on formera l'intelligence, en lui donnant le goût des choses, en l'enrichissant de données utiles et concrètes; dans l'instruction moyenne, la culture de l'esprit sera le but des efforts, contre toute spécialisation prématurée; et dans l'éducation universitaire, la synthèse souhaitée par tous les éducateurs, du spécial et du général, sera faite dans toutes les directions professionnelles.

Nous avons dit qu'il faut développer l'esprit civique et l'esprit critique dans l'enseignement. Et il y a urgence à le faire, car l'intelligence nationale souffre de cette absence de sens critique et le patriotisme devient une belle

---

(1) *Enseignement et Démocratie* (Paris, 1905, p. 322).

illusion sans la formation de l'esprit civique par l'école. La passivité dans l'instruction, au lieu d'éveiller les consciences, les affaiblit ou les détruit. Nous vivons dans la vie politique et dans la vie sociale, de quelques clichés, de préjugés séculaires, de vérités banales et incomplètes; et, dans la vie morale, ce sont ces quelques formules outrées qui aident à former le jugement sur les hommes, sur les actions, sur les mœurs. Or, tout cela dérive d'une faiblesse de l'esprit critique : on ne discute rien, on s'abandonne à la paresse de l'esprit, on n'arrive jamais à se former des convictions réfléchies. On croit ou on nie : on ne doute pas. Le scepticisme suppose une connaissance complexe des choses ; et notre esprit national est unilatéral. Mais, tout cet échafaudage fondé sur des dires vulgaires et des opinions reçues sans critique, est impropre à une démocratie républicaine, où les hommes doivent juger de toute chose et former leur personnalité pour la pensée et pour l'action (1).

Les maîtres d'aujourd'hui qui forment la jeunesse de demain ont cette difficile tâche de former la personnalité de l'enfant, par un fort et sage appel à sa conscience et à sa raison. Suggérer, mais non imposer des croyances ou des opinions : abandonner le *jurare in verba magistri*, mettre l'intelligence de l'élève vis-à-vis des choses, dans une communion journalière, et que les harmonies entre cette intelligence et la réalité, d'où dérivent les lois, se présentent spontanément à chaque esprit, qui les fera siennes par cet effort; telle est la méthode des professeurs modernes. On ne peut « aborder l'éducation de la conscience qu'avec une extrême discrétion, » écrit l'éminent philosophe Boutroux (1).

---

(1) Dans un remarquable discours sur l'Esprit critique, Paul Lapie dit : « Quiconque hésite à discuter sa foi manque de confiance en elle; il a peur de la trouver trop faible pour résister à l'examen ou bien il manque de courage. Mais la lâcheté n'est pas une vertu ; c'est donc un devoir de tout homme d'oser examiner, une fois dans sa vie, les croyances qu'on a imposées à son enfance (*Pour la Raison*, Paris, 1902, p. 113).

(1) *Question de Morale et d'Education* (Paris, s. d., p. VII).

L'esprit critique est quelque chose de positif : ce n'est nullement le doute universel, l'analyse excessive, la dissociation intellectuelle et morale. Il ne s'oppose donc pas à la formation des caractères, qui est le but suprême de l'éducation morale. Loin de cela, en détruisant les préjugés, en exerçant la raison libre, en formant une conscience réfléchie et prompte, cet esprit est un antécédent nécessaire à toute haute vie morale. Et on ne doit pas oublier que l'aspect le plus intéressant de l'éducation péruvienne, comme d'ailleurs de toute l'éducation latine, c'est la culture de la volonté. Dans ce but, il faut provoquer l'effort, créer des habitudes morales, détruire cette cloison étanche qui sépare chez nous l'idéal de la réalité, la pensée de l'action. En dehors des discussions métaphysiques ou théologiques, il y a une morale sociale et humaine, forte de toutes les grandes traditions grecques, chrétiennes, kantiennes, positives, qui n'est que l'expérience réglée par la raison à travers l'histoire, et qui est une condition de vie et d'harmonie sociales. Sans empiéter sur l'individualité souple de l'enfant, le maître peut enseigner cette morale qui est la raison en maximes et la logique en action. Ces croyances individuelles donneront une autre perspective et une autre sanction à ses pratiques universelles.

L'éducation des caractères a une grande importance, non seulement au point de vue de la morale, mais aussi au point de vue social et intellectuel. Dans une race faible et sans personnalité, où prime un intellectualisme affaibli, il faut puiser dans cette éducation des stimulants pour la vie active, pour le travail, pour l'essor des personnalités ensevelies. Max Leclerc a montré comment l'éducation anglaise de liberté, de *self control*, d'activité physique et d'énergie morale est différente de l'éducation française, modèle de celle des peuples hispano-américains. Celle-ci impose « à la volonté une contrainte morale de tous les instants », fait des « enfants dociles en apparence, hypocrites en réalité », « les réduit à une véritable incapacité d'agir et de se gouverner eux-mêmes », et produit, selon

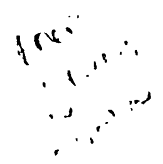
l'observation admirable de Taine, dans les internats, « sous une discipline de caserne ou de couvent, la disconvenance croissante de l'école et de la vie (1) ». Combien ce régime est contraire à notre idée républicaine, à la future individualité nationale, nécessaire à notre liberté vis-à-vis des individualités nord-américaines!

L'esprit civique est un autre droit de l'éducation du caractère et de l'intelligence qui a une grande importance pour notre avenir. Il faut s'opposer au chauvinisme des vieux temps, qui a produit de tristes conséquences dans notre histoire. Et créer un patriotisme éclairé et actif qui, sans oublier les défauts nationaux, et sans donner à notre influence dans le continent un horizon qu'elle n'a plus, puisse préparer par des réformes partielles une évolution de tout l'organisme social. C'est-à-dire une foi qui ne se rattache plus à des traditions de grandeur et de force malheureusement périmées, mais qui cherche dans l'avenir les moyens d'une superbe renaissance. La géographie et l'histoire à l'école primaire peuvent donner cette conscience civique de la patrie, si on peut ainsi appeler la notion précise et claire de ce que nous sommes comme milieu tellurique et comme milieu humain. Et dans l'instruction secondaire, cette étude de la réalité nationale doit être encore plus scientifique; de l'expérience actuelle de ce qui nous entoure on peut passer, suivant une méthode progressive, à la géographie et à l'histoire des autres peuples. Il faut alors étudier le phénomène social péruvien, dans toute sa complexité et faire une analyse de causes, de conséquences, de lois. Dans l'enseignement universitaire, l'esprit civique doit viser aux faits et à l'idéal; critiquer et corriger la réalité. Un système d'instruction qui n'est pas fondé sur l'idée de patrie est une abstraction décevante.

Toutes ces réformes tendent à moderniser l'instruction péruvienne. Elle a été classique et littéraire, mais sans énergie, sans plan logique. Il faut qu'elle soit actuelle par

(1) *L'Education des Classes supérieures et moyennes en Angleterre* (Paris, 1894, p. 61, 62, 63).

l'esprit et par le but : l'homme du vingtième siècle fort, de toutes les puissances d'observation et d'analyse, riche en connaissances utiles, avec le sens du réel qui ne contredit pas à l'esprit généralisateur, à l'induction et à la synthèse; énergique, actif, souple, avec un idéal voisin des réalités, doit sortir de ces écoles nouvelles, plutôt que le lettré ou le *gentleman*. « Un bachelier ès-lettres moyen, c'est-à-dire, un bon jeune homme qui ne sait ni le latin ni le grec, mais qui en revanche, ne sait pas mieux les langues vivantes ni la géographie ou les sciences naturelles, écrit avec dérision Jules Lemaître, est un monstre, un prodige de néant (1) ».



Pour cette transformation radicale de l'instruction il faut élargir l'influence étrangère. Il faut agir dans deux sens qui se complètent : appeler au pays l'élément européen, et envoyer ici annuellement une jeunesse d'élite, élevée dans les écoles normales, qui étudirait dans des milieux différents les réformes à introduire au Pérou. On a déjà tenté les deux choses ; mais désormais on ne devrait plus choisir un peu au hasard les professeurs étrangers. Il y a deux pays dont les types d'éducation s'imposent à notre étude : l'Allemagne et les Etats-Unis ; la première par la perfection des méthodes, la seconde par le progrès de l'éducation populaire, tous les deux par le « réalisme » éducatif. Notre pédagogie, dans les idées et dans les formes, est une copie de celle de France, et tout exclusivisme devient périlleux. Et les divers types d'enseignement français, de cette série un peu complexe et incohérente correspondent à des luttes internes, à des transformations politiques, à des causes qui n'agissent pas chez nous. Un triage est indispensable à notre imitation : l'influence française, admirable par les idées, par les cadres de la pensée, par le noble et fécond idéalisme, ne l'est pas toujours dans les caractères pratiques de l'enseignement. Le type nord-américain des *high schools*, celui des écoles populaires mé-

(1) Cité par Demolins : *L'Ecole nouvelle* (Paris, s. d., p. 43).

rite le plus d'attention, au point de vue pédagogique. Les méthodes allemandes pour l'enseignement de la géographie, de l'histoire et des sciences naturelles sont d'application universelle.

Nous avons dit que l'instruction professionnelle, qui est en progrès au Pérou, doit être développée avec énergie. C'est la base de notre progrès agricole et industriel, et aussi la condition d'une vraie démocratie. Elle donne l'outil nécessaire à tout homme d'effort, elle favorise l'ascension sociale et la collaboration à la vie républicaine. Les cours d'adultes, l'instruction dans les classes nocturnes, l'extension universitaire se rattachent au même esprit dans les dernières décades : ils prétendent donner à l'ouvrier une culture générale et une culture spéciale. On avait justement observé, en France, que l'instruction ne diminuait pas le chiffre des crimes. Et la cause en était celle-ci : « dans l'âge où la puberté s'éveille, où la conscience s'inquiète avec le désir de la liberté, où le caractère prend sa forme, la jeunesse était socialement abandonnée (1) ». Or, en Angleterre où l'instruction des adultes se développe, après 1885, le tableau était différent : John Lubbock pouvait écrire après une décade que « la moyenne des personnes ordinairement dans nos prisons (en Angleterre) est tombée de 12.000 à 5.000. La moyenne annuelle de condamnés à la prison pour de graves délits est tombée de 14.000 à 8.000 ». Ce n'était pas l'école qui fermait la prison, comme dans la phrase classique, mais l'éducation complémentaire des adultes qui diminuait l'activité criminelle. Tout effort en faveur de l'instruction professionnelle est donc extrêmement fécond : c'est le meilleur remède contre la passion anti-sociale, contre l'ignorance stérile, contre le sénilisme politique.

La plus importante des réformes est encore celle de l'Université nationale, centre d'imitation pour les idées et les méthodes. Nous avons signalé son rôle passif, en dépit

(1) Bérenger, *La Conscience nationale* (Paris, 1898, p. 231).

des efforts d'une élite. Toute modification dans les degrés inférieurs de l'enseignement sera presque inutile, si on n'agit sur l'instruction supérieure. Les hommes d'Etat, les directeurs de la vie intellectuelle et sociale s'y forment; et les défauts de l'Université se répètent partout, avec une ténacité qui autorise tous les pessimismes.

L'Université, au Pérou et dans toutes les Républiques américaines, où la différenciation sociale est encore à ses débuts, a une grande fonction démocratique à remplir. « Le secret de la force intellectuelle et morale d'une démocratie, dit éloquemment Léon Bourgeois, est précisément dans une organisation puissante de l'enseignement supérieur, dans cette organisation de la science, de la science totale » (1). En effet, cette organisation suppose une féconde division du travail, un empire général de la critique et de la raison, un fort individualisme, une grande liberté d'esprit, une belle ténacité dans les caractères; et, dans tous les organes de la vie démocratique, une souplesse, une activité, une mesure qui tiennent de la science et de ses règles. L'Université allemande est dominée par le soin de l'investigation pure, sans progrès moral ou civique, après l'époque de Fichte; l'Université nord-américaine cherche seulement les résultats pratiques de la science, pour l'industrie et pour la vie. L'université hispano-américaine a une autre tâche. Elle doit apporter un idéal à la vie républicaine et lui donner une force superbe dans l'âme de la jeunesse directrice du pays; elle doit faire la critique de la politique et de la vie sociale, d'après les données des sciences sociales, et, par un effort continuel, par « l'extension universitaire » s'unir à la nation, étudier et régler ses énergies natives. Son rôle est de donner une unité civique à la diversité des coopérations, *universitas*, selon le mot latin. Tout doit tendre en elle à un même but de raison, de progrès, d'idéal. Et, au point de vue strictement scientifique l'Université péruvienne, l'Université américaine doit

(1) *L'Education de la Démocratie* (Paris, s. d., p. 55).

répandre la science et suivre la production étrangère, sans oublier certes une certaine collaboration à la science universelle. L'étude de notre milieu géographique, l'anthropologie de nos races, l'expérience sociologique de notre histoire peuvent contribuer à la connaissance scientifique de la terre et de l'homme.

En particulier, dans la vie péruvienne, l'Université peut transformer les idées des hommes appelés à gouverner le pays, par une extension de la science pure au-dessus des spécialités professionnelles. « Il faut d'abord un établissement commun de science pure où tous les étudiants soient réunis, puis des écoles spéciales où ils se séparent de façon que chaque groupe fasse les études nécessaires à une carrière particulière », écrit le professeur Seignobos (1). Nos Facultés de Lettres et de Sciences répondent à ce besoin de science pure, sans souci professionel. A peine peut-on comprendre comment la préparation des avocats et des médecins dans ces Facultés fut considérée comme non nécessaire : un rabaissement pénible dans la culture supérieure en découle. « L'enseignement des sciences de l'homme est la préparation rationnelle, écrit le même professeur, pour former des hommes de direction, ceux qu'on appelle parfois improprement une élite ; c'est la préparation des professeurs, des avocats, des juges, des fonctionnaires (1) ». Au Pérou des avocats sans cette « préparation rationnelle » ont gouverné le pays. La politique avait les défauts qu'on note dans la psychologie de l'avocat : elle était raide, d'une seule pièce, formelle, unilatérale, abstraite· Elle ignorait les nuances et l'évolution des choses. L'histoire, la sociologie, la philosophie, la science de l'éducation, étudiées à la Faculté des Lettres donneront au politicien de l'avenir le sens du relatif et de la complexité des choses : il saura la psychologie qui décrit l'homme, ses mobiles et ses besoins. Pour que

(1) L'Enseignement supérieur, dans *Enseignement et Démocratie* p. 280).
(1) *Ibid.*, p. 270.

cette préparation ait un caractère rigoureusement scientifique et pour éviter un éloignement stérile des jeunes philosophes et des jeunes étudiants des sciences naturelles, il faudrait créer des cours communs aux uns et aux autres : la biologie et la philosophie générale, l'anthropologie et la sociologie seraient les sciences que tous les élèves de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences étudieraient ensemble pour arriver à avoir une culture générale, nécessaire à l'aptitude professionnelle et à l'action politique et sociale.

Un écrivain français de la plus haute valeur, M. Gustave Lanson, se demandait tout récemment si l'Université doit préparer l'unité morale du pays et quels sont les moyens pour y aboutir. Et, en même temps, il condamnait tout propos d'uniformité abstraite et stérile, toute doctrine d'unité qui s'oppose à la variété de la pensée et à la mobilité de la vie. L'unité morale serait plutôt un cadre pour l'action pratique, pour la solidarité nationale (1). Ce problème doit aussi être résolu chez nous, et dans un sens analogue. Nous n'avons pas, dans le mouvement politique et social, les fortes oppositions entre l'Eglise et l'esprit laïque, entre la tradition monarchique et l'hérédité révolutionnaire que la France présente. Mais, il y a néanmoins dans la politique des principes de division excessive, et, dans tout le pays, par la variété des climats et des races, une hétérogénéité qui empêche une grande unité spirituelle. Dans un pays unitaire comme le Pérou, une doctrine d'Etat enseignée à l'école, étendue au moyen d'une pression savante, finirait avec tout germe d'individualisme et de liberté. Et au lieu d'enrichir l'esprit national, on ne ferait que favoriser ce besoin de direction et de tutelle, qui est contraire à tous les projets économiques, sociaux, moraux, intellectuels.

Il faut préparer un cadre souple mais défini et général, pour le développement des hommes. Il faut donner à la volonté et à l'intelligence un but positif, supérieur

(1) *Revue Bleue*, 5 janvier 1907 (p. 9 et suiv.).

à l'instabilité nationale, à l'insouciance des foules. Former des générations dans la liberté, dans la tolérance, dans le sentiment d'une solidarité patriotique, dans le culte des devoirs civiques, dans le respect des formes légales; sans oublier le développement de la conscience personnelle, de la réflexion, de la critique, la formation d'habitudes morales, du *self-control*, du sentiment de l'indépendance ; unir l'individualisme aux sentiments sociaux, donner plus d'énergie et de richesse à chaque âme pour accroître la valeur de l'ensemble, pour élever la force nationale. Tels sont les *desiderata* de l'éducation par la famille, par l'opinion, par l'éducation, par la presse.

Nous avons une tradition et un système politiques qui supposent cette culture de ce qu'il y a de personnel et de social. Or, ces deux idées sont loin d'être des formes de notre activité politique. Et il ne faut pas s'attaquer, en présence de ces idéalités encore stériles, au présent et à la faiblesse des hommes, mais à notre tradition d'anarchie, de routine, d'impuissance intellectuelle et morale et à la complexité de ces principes politiques. La République démocratique suppose le suffrage, la différenciation sociale avec l'homogénéité morale, le développement individuel, le respect des lois et le progrès des lois. Et tout cela est si difficile et si complexe que Spencer a pu écrire : « le droit illimité de la majorité à gouverner est probablement la conception de la liberté la plus avancée que l'on puisse à présent sans danger se permettre, à supposer toutefois qu'on puisse même aller jusque-là. »

Quand on voit le tableau de la vie politique chez nous et dans toutes les nations hispano-américaines, on est naturellement poussé à faire de l'*uchronie*, comme disait Renouvier, de l'histoire logique, telle quelle dût être pour le progrès stable du continent américain. Une dynastie nous aurait donné ce que nous n'avons pas su acquérir en un siècle : la stabilité, l'ordre administratif, une participation plus immédiate et directe à la culture occidentale. Ni le militarisme, ni l'ambition des meneurs n'y auraient

eu de place. La nation eût trouvé dans cette force dynastique un gage d'intégrité territoriale et morale. Et toute l'activité péruvienne, captée, canalisée par l'effort constitutionnel d'un roi, se serait appliquée à la conquête de la terre, à la vie industrielle ou à la science sans s'occuper des luttes pour le pouvoir.

Les avantages étaient réels, étaient énormes; mais il y a une contre-partie nécessaire à ces bienfaits. C'est, premièrement, le divorce entre la théorie et la réalité. La monarchie convenait, mais elle n'était pas possible, malgré l'enthousiasme de quelques meneurs, de San Martin, de Belgrano. Un accident, un mouvement inconscient créa la République partout ; mais ce fut un accident nécessaire, peut-être un accident heureux. Car les conséquences psychologiques d'une monarchie étaient à craindre; d'un côté, l'action étrangère d'une dynastie qui ne trouvait pas dans le territoire la force d'une aristocratie historique, des pouvoirs condamnés, des organes de la machine politique. L'absolutisme espagnol avait abouti au nivellement, à la dispersion des efforts. Le mélange des races produisait des désirs inassouvis et anarchiques. Et une race sans personnalité, la race indienne, sans un territoire, sans population, était un élément passif pour la vie politique. Le roi serait logiquement tombé dans l'absolutisme et une terrible servitude aurait fini avec les bienfaits possibles de l'indépendance accomplie. Il y avait aussi dans le caractère des *criollos* des tendances contraires à la stabilité et à l'unité du régime monarchique et l'ambition de parvenir et l'instabilité des choses trouvaient dans une république inquiète le meilleur gouvernement. Cela explique facile ment la chute de l'empire au Brésil, en dépit de la science et de la noblesse de don Pedro.

Mais cette question n'a aujourd'hui qu'un caractère historique. Il faut donner à la République la puissance et la réalité qu'elle n'a pas. Nous vivons fatalement dans le mensonge politique, dans le mensonge du suffrage. Et il n'existe pas encore de vie démocratique libre. Le pouvoir

des chefs, le vieux *caudillaje* est fini. Et les partis, avec quelques exceptions, n'ont guère de signification et de sens. Des personnalités de troisième ordre s'entourent de coteries, sans but et sans idéal, qui s'appellent tristement des partis politiques. Et dans ce jeu frivole des ambitions personnelles, la politique perd de son sérieux et de sa force. Quelle peut-être la raison d'existence des divers partis dans ce moment économique et positif de notre histoire? Ni les idées, ni les réformes légales ou politiques ne les séparent, ni encore moins l'action de quelques hommes supérieurs. Il y a encore un péril dans cet éparpillement des partis : c'est que la ploutocratie y domine et que les individualités faibles et stériles, munies d'une certaine force par la richesse, veulent dominer et agir sans intelligence et sans idéal. Si des partis à idées religieuses arrivaient à se former chez nous comme ailleurs, nous aurions la plus triste des destinées: ou l'anarchie perpétuelle et sanglante, comme dans la Colombie, ou la division indéfinie des groupes parlementaires qui oublient leurs idées et tolèrent toutes les unions, comme au Chili.

L'idéal politique pour notre avenir est tout autre. Nous devons aller au gouvernement démocratique par l'oligarchie. Tout le reste n'est qu'une politique oratoire, éprise de formules absolues et irréalisables. Un sociologue italien, Mosca, a démontré que tout gouvernement, dans les républiques ou dans les monarchies est l'œuvre d'une minorité dominante ; et qu'il y a là une loi inflexible, produite par l'inégalité des hommes et par la lente différenciation sociales. Au Pérou, la première tâche est de réduire, par une sélection intelligente, les partis existants. Et former après, sur l'assise d'un des groupes historiques, un grand parti national qui n'ait pas la prétention d'épuiser les opinions du pays, mais qui soit une grande force d'action et de paix (2). C'est lui qui pourra prépa-

(1) *Elementi di Scienza politica* (Milan, 1897). *Passim*.

(2) La formation de ce parti national, après la guerre, sous la suggestion du président provisoire revenu d'Europe, M. Francisco Garcia Calderon, échoua malheureusement.

rer l'avènement d'une politique nouvelle, de vérité, de démocratie, d'idéal.

Cette oligarchie ne pourrait pas être exclusive : ce ne serait pas une aristocratie de tradition, dont la formation est impossible dans un milieu si mélangé, ni une ploutocratie isolée, mais l'union du talent, de la richesse et de la tradition, dans une collaboration définitive. Dans cette synthèse aucune des forces ne primerait les autres, et on ne tomberait ni dans la « pambéotie » imposée par le prestige de l'argent, ni dans le conservatisme des hommes du passé, ni dans le dilettantisme des intellectuels. Ce serait un vrai équilibre et un équilibre fécond.

Avec ce parti nouveau, on aurait tous les éléments d'une action politique efficace : l'ordre, la science, la stabilité et une réforme lente, opérée par le concours de plusieurs générations. Sans arriver à la dictature simulée comme au Mexique avec le grand Porfirio Diaz ; sans demander à chaque président ce qui dépasse et la durée de son gouvernement et l'action d'un seul homme; sans avoir, dans les petites querelles des partis, le germe d'une moralité perpétuelle, une oligarchie ouverte ferait la grandeur du pays. Et comme toute grande force, par une naturelle attraction, ce parti puiserait de nouveaux adhérents dans l'élite des générations nouvelles.

Il y a un but immédiat à l'action de ce groupe nouveau, s'il arrivait à se former, et à l'activité de tous les partis. On peut l'étudier dans la vie intérieure du pays et dans les relations internationales. Au point de vue de la politique interne, il faut accroître la durée de la période présidentielle, donner à la dualité des Chambres une autre signification, créer des intérêts régionaux, faire une politique expérimentale, protéger les associations, appliquer dans une certaine mesure le *referendum*, réformer le suffrage.

A peine est-il nécessaire de démontrer ces thèses. Une période présidentielle plus longue donnerait à la vie politique plus de tranquillité et de science, permettrait d'accomplir un plan très large de gouvernement et finirait avec

les empiètements des politiciens. Une seconde Chambre, le Sénat, qui représenterait des intérêts spéciaux, serait une force d'équilibre national, prudente dans les lois, lente dans les réformes. Les associations sont nécessaires à un gouvernement centralisateur à outrance, comme le nôtre : elles donnent à l'individu une nouvelle puissance, elles servent d'intermédiaires entre l'Etat et la personne, entre l'atome et le tout.

La décentralisation politique serait une erreur funeste dans un pays centralisé depuis des siècles, où la capitale absorbe les hommes et les initiatives nationales. Ce serait la multiplication de tout ce qu'il y a d'instable et d'anarchique dans notre politique centralisée : chaque état inférieur souffrirait des mêmes maux et il faudrait abandonner toute espérance d'avenir. On aurait partout le même jeu tragique des ambitions, la comédie de la politique locale, le gaspillage et la lutte. Mais, autant la décentralisation politique est ridicule et funeste, autant la formation de la conscience régionale est naturelle et utile. Pour former la nationalité de l'avenir, il convient d'affermir l'originalité relative des provinces, l'individualité des régions est le fondement de l'individualité de l'Etat. Au lieu de la cen tralisation qui annihile on a la coopération qui rivalise et qui féconde. Et l'Etat en abandonnant aux organes de la vie communale, les intérêts minutieux des régions, reste plus libre pour la direction générale de la politique, et aussi plus conscient de l'unique tâche qu'il peut remplir, tâche générale et normalisatrice, sans empiéter sur l'autonomie communale. « Que les organes supérieurs de la nation, dégagés de tout office parasitaire, écrit Charles Maurras, président avec plus d'esprit de suite et de vigueur à la destinée nationale (1) ». Les maîtres de la science politique moderne et les romanciers qui s'appuient sur des réalités actuelles, Le Play et Taine de même que Barrès et Bourget, ont signalé, à plusieurs reprises, les avantages d'une décentralisation prudente dont la formule

(1) *L'Idée de Décentralisation* (Paris, 1898, p. 44).

serait : l'Etat un pour la direction des grands intérêts collectifs, pour l'impulsion et le contrôle ; la commune autonome pour la solution des intérêts partiels, pour la préparation de la grande œuvre de l'Etat.

La « politique expérimentale » et le *referendum* sont deux systèmes, deux moyens d'action politique qui s'harmonisent avec la décentralisation régionale. Le *référendum*, c'est-à-dire la consultation de la volonté générale ou partielle pour la formation de certaines lois et de réformes est très utile dans un pays où on a donné toujours des législations générales inspirées par les besoins d'une région ou d'une ville, la capitale. Le *referendum* est destiné à donner plus de sérieux aux lois futures. Les chambres de commerce, les universités, les corporations agricoles, le clergé, etc., seraient appelés à donner une opinion raisonnée sur toutes les questions qui tomberaient sous leur domaine. Ce qu'on fait maintenant un peu au hasard, deviendrait une condition nécessaire. L'application de l'expérimentation scientifique à la vie politique pour former ce que Donnat a appelé « la politique expérimentale », est encore une forme de gouvernement et de législation des plus nécessaires dans un pays qui a tous les climats et des races diverses, dont la civilisation est assez inégale. Cette expérience qui agit sur une région à titre d'essai pour y connaître les résultats d'une réforme, et qui vise partout à une relation directe entre la loi donnée et le besoin antérieur à cette loi a des effets très intéressants en Suisse et même en Angleterre, où la législation séparée est une espèce d'expérimentation politique (1). Il serait très avantageux de suivre cette méthode chez nous pour le relèvement d'une race, dont la capacité intellectuelle, les besoins et les forces sont généralement inconnus dans la législation et les mœurs politiques.

La réforme du suffrage est nécessaire au Pérou pour

(1) Cf. le livre très original de Donnat : *La Politique expérimentale* (Paris, 1891, p. 46 et suiv., et *passim*).

donner au régime représentatif une réalité qu'il n'a pas. Le problème est très difficile, car même sous la meilleure des lois électorales, l'habileté des politiciens trouverait le moyen de dépasser le cadre étroit qu'on lui imposerait. Mais, sans une réforme positive, la politique sera toujours un échafaudage hâtif appuyé sur le mensonge du suffrage. Nous avons le suffrage majoritaire qui est injuste et trompeur. « Une majorité d'électeurs, écrit Stuart Mill, devrait toujours avoir une majorité de représentants; mais une minorité d'électeurs devrait toujours avoir une minorité de représentants (1). » C'est-à-dire qu'il faut organiser une représentation proportionnelle, soit par le vote cumulatif ou le vote limité, soit par un autre moyen sur la base du scrutin de liste. Sous l'action d'une grande oligarchie qui serait le parti national, il faut toutefois reconnaître le droit des minorités à être représentées dans l'organisme législatif; représentation d'ailleurs utile pour la permanence d'un groupe oligarchique cohérent, comme organe de critique politique et de contrôle. La formation d'une loi électorale est extrêmement délicate : elle doit être faite contre les ruses et les abus des politiciens de profession ; mais il faut toujours, si on ne veut pas renoncer à toute sincérité et à toute droiture dans les affaires de l'Etat, changer le régime du suffrage majoritaire par celui du suffrage proportionnel. Et dans ce but, faire de la politique expérimentale ; réaliser des expériences jusqu'à ce qu'on trouve la forme pratique d'élection la plus adaptable à notre milieu.

Toutes ces réformes doivent s'accompagner de cette constitution d'un groupe oligarchique puissant, dont nous avons déjà parlé. Démocratie suppose sélection; mais dans un pays neuf, ce mouvement de différenciation est troublé par les ambitions, par le favoritisme et par les défauts d'un milieu étroit et instable. Il faut donc réaliser cette sélection féconde par la réunion énergique de tous les hommes

(1) Cité par Henry Clément : *La Réforme électorale* (Paris, 1906, p.169).

appelés à avoir charge d'âmes, dans la politique nationale. La réforme ne peut venir que des classes dirigeantes, par la suggestion et l'imitation; par le contrôle des invasions de la démagogie et des ambitions des meneurs dangereux. Le courant démocratique ne peut pas féconder un territoire où une grande séparation ethnique s'oppose à toute idée égalitaire, où il n'y a pas une population dense et énergique, désireuse d'ascension sociale. Un sociologue, M. Bouglé, a établi le rapport direct qui existe entre la mobilité et la densité des populations et le progrès des idées égalitaires. Quand l'immigration mêlera nos races et « que la grande quantité des hommes », nous poussera à les traiter également, « parce qu'elle nous empêche de les connaître individuellement (1) » ; quand le territoire, riche en voies de communication, sera d'un bout à l'autre parcouru par la locomotive, dont Gambetta louait les vertus républicaines; quand la race indienne, par une sélection matérielle, que Jorge Juan, Antonio Ulloa prônèrent il y a plus d'un siècle, sera assimilée à la vie nationale, quand l'éducation sera générale et que l'influence des hommes d'élite aboutira à la formation d'un esprit national, nous pourrons parler de démocratie, sans jouer sur les mots.

L'idéal intérieur est donc, à notre avis, la création d'un gouvernement actif et fort par le concours organisé de tous les hommes d'élite, unis contre l'anarchie et le jeu politique, pour donner un essor formidable à nos richesses, pour créer une patrie, pour préparer la réalisation de l'idéal démocratique, oublié dans notre vie actuelle et réglé dans la charte. Et l'idéal dans les relations extérieures du pays est analogue : augmenter la force du pays par l'union économique et politique avec les pays sud-américains, dont l'esprit et la tradition lui sont familiers. L'Argentine, par sa puissance économique, par sa situation et par la complexité de sa vie intellectuelle et sociale est destinée à être la grande nation latine, centre du mou-

(1) *Les Idées égalitaires* (Paris, 1899, p. 120).

vement pour l'Amérique espagnole : elle peut former dans le continent sud un centre de résistance latine à l'hégémonie saxonne du Nord, en unissant son élan à celui de la nation espagnole renouvelée. Et le Pérou, par son esprit et par son histoire, par ses affinités avec la République de la Plata, doit seconder ce mouvement vers la civilisation, l'originalité, l'indépendance, la paix américaines. Il a appliqué dans son passé quelques principes du génie latin: l'idéalisme, la générosité internationale, l'enthousiasme aussi noble que périlleux. Il devient nécessaire qu'il connaisse cette *virtus* des latins, que les hommes de la Renaissance considéraient comme synonyme de force, de développement harmonique de toutes les énergies individuelles et sociales; sans oublier cette volonté de domination et de puissance qui est un aiguillon pour les peuples endormis, mais riches par la générosité des terres et par la capacité des hommes.

III

Pour en finir avec cette esquisse de réformes, il faut aborder l'analyse de trois problèmes qui se rattachent à ces deux aspects de l'idéal national, d'organisation intérieure et de puissance extérieure. Ce sont : la défense nationale, la destinée de la race indienne et l'irrigation.

La défense nationale est une de ces questions qu'on appelle vitales pour un pays dont la richesse s'accroît et dont les ennemis ne sont ni lointains ni faibles, ni insouciants de ses progrès rapides. Organiser la défense c'est préparer la paix et précipiter l'évolution nationale, sans crainte du péril extérieur. Cette nécessité a sa limite en elle-même : elle condamne tout excès dans les armements et dans le budget de guerre. Mais, elle encourage toutes les mesures de défense du territoire. Il faut premièrement protéger et défendre la côte, et cela par tous les moyens que la technique et la science modernes étalent devant les peuples qui en ont besoin pour leur indépendance : fortifications des ports, rades protégées, acquisition de sousmarins, garde-côtes rapides, mines souterraines, télégra-

phie sans fil installée sur les côtes, etc. jusqu'à concentrer notre force défensive sur le Pacifique, dans cette longue ligne maritime qui facilite toutes les invasions. Quant à l'armée nationale, on se plaît à reconnaître que la mission militaire française, si féconde pour les destinées du Pérou, travaille pour le mieux et qu'on ne saurait pas assez l'encourager et l'aider dans sa tâche. En effet, la mission française a changé l'aspect de la vie militaire du pays : sur les débris du vieux militarisme, turbulent et inactif, elle a posé les assises d'une armée nouvelle, qui n'est plus hantée par la curée énervante du pouvoir. Ces corps militaires anciens sans discipline, dominés par le favoritisme et par l'ignorance, sont remplacés par une organisation moderne fondée sur la science, où l'ascension se fait par la sélection des capacités, où le sérieux et le progrès sont évidents. Un groupe d'hommes d'élite, le colonel Clément, le baron d André et le colonel Dogny, dirigent ce mouvement de réformes dont on saurait encore prévoir tous les résultats. Le premier de ses trois chefs a levé, pour la première fois, la carte militaire de la région centrale de notre pays et a organisé un voyage de l'Etat-Major péruvien, sous ses ordres, qui eut un succès imposant. Le baron d'André, dont la science, l'élan et l'enthousiasme actif sont des plus beaux, s'est appliqué à une œuvre essentiellement moralisatrice dans l'armée, a transformé l'infanterie nationale, a créé des écoles et des sociétés de tir, qui ont naturellement une grande influence sur la culture civique du pays, et, dernièrement par sa participation aux manœuvres de Jaya, à l'intérieur du pays, il a démontré le caractère civilisateur de la mission militaire française. Le colonel Dogny a dirigé l'Ecole militaire de Chonillos avec une science et une ténacité remarquables. On peut envisager cette action au triple point de vue de la science, de la civilisation péruvienne et des relations de notre pays avec la culture française.

En rapport avec la technique et la science, il n'y a pas seulement progrès mais création : avant l'établissement de

la mission française, on peut dire que l'armée était ignorante de son devoir et de son rôle national et que même chez les chefs, le patriotisme n'arrivait pas à masquer la profonde ignorance de la science militaire. Tout est différent aujourd'hui : il y a une organisation des études, la théorie s'unit à la pratique et l'hygiène et l'ordre règnent dans les casernes. Par l'adoption de divers manuels, par des conférenciers et des livres, il y a déjà une ébauche de littérature militaire. Et on prépare, par la connaissance du territoire de grands éléments de défense nationale (1).

L'effort civilisateur de la mission est évident, dans l'armée et en dehors d'elle. Dans l'armée, par la culture morale, par la discipline rigoureuse, par la mise en honneur de la carrière militaire, jadis méprisée et impopulaire, par un système d'examens et d'épreuves opposé à l'inspiration ancienne, par la canalisation de cette force qui menaça toujours la stabilité intérieure du pays. Et en dehors de l'armée, par l'expansion des idées de culture civique enseignées par la mission dans des « instructions » fréquentes, et surtout par l'action sur la race indienne. Les dernières manœuvres de 1906, à l'intérieur du pays, ont eu, à ce point de vue, un succès éclatant. Il paraît désormais évident qu'un moyen sérieux d'éducation pour la race indienne c'est de passer par l'armée, pour s'y assimiler des éléments civilisateurs, sous une tutelle nécessaire. « Il y a, pour la mission, écrit le baron d'André, quelque chose de *supérieur* à tenter ; c'est éduquer le peuple, le viriliser, l'instruire, développer son patriotisme, réformer son moral (2) ». Et cette fonction nationale est remplie dans cette mobilisation régionale sous les drapeaux, où l'Indien apprend des choses utiles, des choses nécessaires,

---

(1) Il est intéressant de rappeler à ce sujet la reconstruction, au point de vue militaire, de la bataille de Junin, faite sur place par le colonel Clément dans le voyage de l'Etat-Major.

(2) Extrait d'une lettre à Mme la baronne d'André, communiquée à l'auteur. Vide, dans les instructions pour les manœuvres de 1906, la place remarquable donnée à l' « instruction morale » (*Prescripciones para el 7e Régimiento de Infanteria, etc.*, Chonillo, 1906, p. 85 et 86).

où il commence à croire à la vie civilisée et à comprendre les notions de solidarité, de devoir, de patrie.

Pour les relations intellectuelles et morales de la France et du Pérou, l'action de la mission militaire est efficace. Nous avons souvent parlé de l'importance d'un rapprochement politique et moral entre les pays de l'Amérique latine et ceux d'Europe : la mission française établit des biens solides entre les deux peuples, la France et le Pérou, et cette union nous est nécessaire pour les arrnagements politiques de l'avenir.

La race indienne demande un protecteur laïque, dans la sphère religieuse contre le curé; dans l'ordre social, contre la *cacique*, maître de la ferme (*hacienda*), seigneur féodal de la politique et de la vie locale. Jorge Juan et Antonio Ulloa démontrèrent, dans leur temps, l'urgence de ce besoin d'une race honnie. A cette nation, dominée par un atavisme triste et profond, il faut faire aimer la civilisation et la vie : elle est encore dans la défiance et dans la crainte de ses maîtres séculaires, des usurpateurs qui unissent la violence au sacrilège. Elle devient hypocrite, entêtée et servile, et, par une injustice étonnante, on s'attaque à ses défauts produits par la durée et le caractère de la servitude. Tout porte à affirmer que désormais un autre plan est nécessaire au relèvement moral de ce peuple d'enfants vieillis. D'un côté, il faut respecter ses traditions, dans la propriété et dans la famille; de l'autre, gouverner cette race par une tutelle savante, faire de l'Indien un ouvrier ou un soldat, provoquer des émigrations dans le même territoire pour libérer l'Indien de ses traditions locales, de ses pénates, de son cadre monotone et déprimant; et, dans des collèges spéciaux, étendre la langue espagnole et former une élite indienne qui aiderait le gouvernement dans son œuvre civilisatrice.

Ce qui est essentiel, dans cette réforme (1), c'est de

(1) Mlle Dora Mayer qui a étudié avec une sympathie intelligente et une science sûre l'état de la race indienne au Pérou, observe avec

donner à l'Indien une confiance en lui-même, une conscience de race qu'il n'a pas. Au lieu de l'assimiler brutalement, par des lois d'une uniformité stérile, par une politique insouciante et agressive, il faut le replacer dans son cadre ancien et éveiller en lui ses anciennes vertus d'endurance, de discipline et de labeur. Dans ce but, il faut donner une grande liberté aux communautés indiennes, à leur régime de collectivisme agraire. Les Espagnols, dont la politique fut plus savante que la nôtre, comprirent bientôt que la liberté et l'individualité, soudainement données aux Indiens, leur étaient dangereuses et inutiles ; que l'habitude de vivre dans un milieu ordonné et inflexible, sous une tutelle bienfaisante, était trop enracinée chez eux pour la détruire par un geste légal. Il faut lire la savante information de Polo de Ondegardo pour comprendre toute la sagesse de ce rétablissement de l'ancien socialisme agraire chez les Indiens (1). Il faut revenir aujourd'hui à cette législation prudente et donner ainsi à l'Indien l'esprit communal, la conscience de son groupe, ce qui est déjà une force pour une race dont la personnalité se dissout dans cette lutte entre toutes les autorités politiques, religieuses et sociales, où elle est dépouillée malgré ses plaintes perpétuelles.

Il y a encore d'autres moyens d'éducation de l'Indien : l'éducation militaire, l'éducation professionnelle, l'extension de la langue espagnole. Le lien linguistique est le plus nécessaire pour rapprocher des races qui ne peuvent avoir rien de commun sans se comprendre par la langue. L'éducation militaire dont nous avons parlé donne à l'Indien les sentiments de devoir et de patriotisme ; l'Indien, membre d'un groupe collectiviste, peut concevoir l'idée de patrie par une extension de l'idée de commune. La disci-

---

raison que les hommes des champs, les « ruraux », sont la force de résistance d'un pays. Et l'Indien forme cette classe rurale, nécessaire à notre stabilité dans la paix et dans la guerre. On comprend donc la faiblesse d'une politique qui oublie cette « race-souche » dans notre pays. (Cf. *La Raza Indigena dans el Comercio de Lima*, 31 *de marzo* 1904.)

(1) Vide le grand livre de Joaquin Costa : *Colectivismo agrario en Espana* (Madrid, 1898, p. 70 et suiv.

pline est facile à une race obéissante, de fort automatisme. L'Indien sera un ouvrier remarquable, quand l'éducation professionnelle le dressera : il a des qualités traditionnelles de patience, d'habileté pour le détail, de précision plastique qui remplacent en lui l'idée d'ensemble et l'esprit généralisateur. Il faut opposer l'Indien ouvrier à l'Indien agricole, l'Indien des villes à l'Indien des champs; il faut développer en lui, à la fois la conscience du groupe et la faible individualité nécessaire à la propre besogne, pour donner plus de variété à une race dont le mal est l'uniformité, la monotonie stérile, le sommeil séculaire. Donner la liberté à l'Indien sans l'entourer d'une tutelle bienfaisante, c'est le condamner à la servitude sous l'autorité du préfet, du curé ou du *cacique;* c'est encore aban donner, par une politique nonchalante, le sort de deux millions de Péruviens, dont la stagnation morale et intellectuelle sera toujours un symptôme de faiblesse natio nale.

La nécessité d'irriguer la côte péruvienne sèche et inféconde, est déjà un truisme. Le thème semble épuisé dans les discussions, mais il est tout neuf dans la pratique. Dernièrement, on a pratiqué quelques essais d'irrigation dans la vallée de China, au nord du Pérou. Et on vise partout, principalement dans la vallée de Chicama, à régler la distribution des eaux qui se fait généralement au hasard par des hommes ignorants et gaspilleurs.

Il y a deux aspects à considérer dans ce problème : la connaissance scientifique des terres et des meilleurs moyens d'irrigation ; la forme économique qu'il conviendrait de donner à cette irrigation de la côte pour l'étendre rapidement. Le point de vue technique a été étudié dernièrement par des membres de la société d'ingénieurs, spécialement par M· Geo I. Adams. Cette étude est d'autant plus nécessaire que toute application d'une théorie générale ou toute imitation aveugle serait dangereuse, « qu'il n'y a pas *a priori* de système d'irrigation qui convienne mieux qu'un autre », qu'il faut étudier le relief du sol, la

quantité et la qualité du sol, et employer « isolément ou simultanément les différents genres d'irrigation suivant les cas (1) ». Notre côte qui a la richesse de l'Egypte et du Far-West américain a des conditions régionales qui rendent l'irrigation relativement facile. M. Adams a montré, dans sa classification des fleuves péruviens, que la classe la plus importante et la plus nombreuse se forme dans la région des pluies annuelles régulières ; ils pré sentent une certaine constance dans leur courant, et une inclination très forte vers la mer, qui s'affaiblit seulement dans quelques régions du nord et du sud, où il y a des plaines qui ralentissent la marche des fleuves. Pour ces derniers fleuves, on peut pratiquer une dérivation de l'eau, par un système scientifique d'irrigation constante. Pour les autres, il faut construire des réservoirs (1). Il y a donc une large place pour l'irrigation *naturelle* sur notre côte (2) (de même pour le draînage des terres, l'irrigation artificielle, les engrais complémentaires).

Quant à la réalisation pratique de l'irrigation, nous avons déjà indiqué qu'on ne devrait pas la séparer de l'immigration, que ces deux questions sont destinées à se compléter l'une et l'autre. Aux Etats-Unis des compagnies privées se forment pour l'irrigation de terres qu'elles ven dent après avec le meilleur succès. D'après M. Pierre Leroy-Beaulieu ce système a eu de très beaux résultats, dans l'irrigation de l'ouest américain (3). Chez nous, l'Etat doit donner l'impulsion dans cette œuvre féconde, construire des canaux d'irrigation, arroser les terres, les donner aux

(1) Vide Risler et Wéry, *Irrigations et Drainages* (Paris, 1904, p. 204).
(1) *Boletin del Cuerpo de Ingenieros de Minas*, étude de M. Geo. I. Adams (p. 18 et 20).
(2) C'est la forme la plus simple, la plus économique. On doit chercher à l'employer chaque fois que c'est possible. Elle s'applique aux terrains dont la surface et la pente sont telles qu'elles permettent un arrosage régulier, soit immédiatement après l'établissement des rigoles, soit après de très faibles travaux de terrassement. (Risler et Wéry, *ouv. cité*, p. 202 et 203.)
(3) Vide aussi les informations, dans le même sens, des quelques consuls péruviens (*Boletin del Ministerio de Fomento*, Lima, octobre de 1903, p. 26 et 28).

immigrants, et exiger de tous, étrangers ou nationaux, un amortissement qui serait appliqué à la continuation de cette tâche. L'amortissement serait d'autant plus fort que l'irrigation par l'Etat s'étendrait à un grand nombre de terres. Si ce moyen semble périlleux ou peu sûr, on pourrait encore, par l'adoption du système Torrens, dans l'organisation de la propriété, obtenir sur chaque terre arrosée un titre hypothécaire que l'Etat vendrait sur le marché pour continuer la tâche commencée. Il semble que celles-ci ou d'autres formes d'actions seraient très efficaces : d'après les meilleurs calculs, dans l'irrigation naturelle, le prix de l'hectare arrosé monte de 150 à 300 francs, au maximum ; et dans l'irrigation artificielle, quand elle est très coûteuse, le prix s'élève jusqu'à 1.500 fr. (1). Et on a calculé, dans certains départements français, que le revenu des terres irriguées est souvent le quintuple de celui de terres non irriguées. L'amortissement annuel serait donc très facile (2).

Nous voudrions détacher de ce chapitre et de ce livre une conclusion. Elle est facile et simple. Le Pérou est un pays d'avenir, dont le passé est intéressant, inquiet, parfois tragique et superbe. C'est une nationalité nouvelle qui s'organise et qui croît dans l'ordre et dans la paix.

Il y a dans l'Amérique espagnole, ce continent méprisé par les gens qui l'ignorent, quelques grandes nations, dont la marche est sûre, dont le passé d'instabilité et d'anarchie ne trouble plus leurs destinées tranquilles et fécondes : le Mexique, au nord, le Brésil, l'Argentine, le Pérou et le Chili, au sud. Ce ne sont plus des républiques de *pronunciamiento*, éphémères et languissantes, mais des peuples libres. Parmi elles, l'Argentine, le Brésil et le Pérou sont en progrès, économique, politique et social. Le Mexique vit sous une dictature utile et progressive, mais on ne saurait pas dire si, après Porfirio Diaz, la vie collec-

---

(1) *Ouv. cité* sur l'irrigation, p. 292.

(2) Vide, dans le livre de Joaquin Costa sur la *Reconstitucion y Europeizacion de Espana*, le projet d'irrigation qu'il propose et qui est applicable en partie au Pérou (Madrid, 1900, p. 21 et 22).

tive aura la même continuité et la même force, dans un peuple qui a perdu l'habitude du *self-government*. Le Chili, malgré ses richesses acquises dans la guerre et ses forces naturelles, est en perpétuel déséquilibre financier là-bas des vices qui le mènent lentement à la débâcle si le patriotisme traditionnel de ses hommes d'Etat n'endigue pas le courant fatal. Le Brésil et l'Argentine, surtout cette République de la Plata, si riche et si variée dans ses hommes et dans sa vie, sont des grands peuples, où il existe maintes conditions de stabilité, de progrès et d'équilibre, et des sources inépuisables de richesse et d'expansion intellectuelle et commerciale. Le Pérou les suit de près, dans la même ligne vers un avenir analogue. Il a conquis l'ordre qui est la meilleure assise de la liberté; et dans cet ordre, la vie nationale se développe, devient complexe et riche, et marche vers des destinées grandioses que nous ne verrons pas. La jeunesse nouvelle semble appelée, par l'élan et par l'action, à compléter et à corriger l'œuvre de ses ancêtres. On sent que l'avenir nous réserve, avec la grandeur d'un peuple arrivé au sommet, des aspects nouveaux et enviables dans l'intelligence, dans l'art, dans la vie. Il y a encore maintes aurores qui ne sont pas nées, dit d'Annunzio. *Vi sono molte aurore che ancora non nacquero.*

Paris, octobre 1906-mai 1907.

TABLE DES MATIÈRES

